



Les actes de la XIXe session
du Forum International de

RÉALITÉS

Édition spéciale - Octobre 2016



**Enjeux et défis de la nouvelle politique
de voisinage de l'Union européenne**

CARTES BUSINESS

Pour une gestion souple
et sécurisée de vos frais professionnels



Les cartes Business BIAT – MasterCard vous offrent un moyen de gestion souple et sécurisée des dépenses professionnelles des cadres, responsables et dirigeants de votre Entreprise, aussi bien en Tunisie qu'à l'étranger.

Disponible en trois variantes : **Classique, Gold et Premium**, selon le statut de son bénéficiaire au sein de votre Entreprise (commercial, cadre, cadre supérieur, dirigeant,), la carte Business, en plus d'être un outil de sécurisation et de pilotage de vos dépenses professionnelles, offre une palette de services et d'avantages adaptés au profil de chaque bénéficiaire et très utiles pour ses déplacements professionnels.



SOMMAIRE

- Séance d'ouverture	04
- Intervention de M. Yassine Brahim, ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale.....	14
- Première séance : La nouvelle donne stratégique en Méditerranée	18
- Intervention de Mme Selma Elloumi Rekik, ministre du Tourisme et de l'Artisanat	29
- Deuxième séance : Nouvelle politique de voisinage : fondements et objectifs L'urgence d'un partenariat multiforme UE-pays du Sud.....	32
- Troisième séance : Le point de vue du Sud sur la Nouvelle politique de voisinage	42
- Quatrième séance : Transition économique de la Tunisie : Les réformes et le reste	52
- Cinquième séance : L'économie numérique, une chance pour l'espace euro-méditerranéen	68
- Table ronde : Les enjeux de la libre circulation des personnes	80
- 2e édition du Prix Hermès : Un moment fort et émouvant	96

Remerciements

Nous remercions vivement
tous nos partenaires qui ont contribué
à la réussite de cette XIXe édition
du Forum International de Réalités,



... ainsi qu'à tous nos invités qui ont
participé au succès de ce colloque.

Edition éditée par :

REALITES

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT
PARAISANT LE JEUDI

2, Rue Imam Sahnoun - 1002 Tunis Belvédère
Tél: 71.788.313 - 71.795.140 - Fax: 71.893.489
Adress E-Mail: redaction@realites.com.tn
Site Web : www.realites.com.tn

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taïeb Zahar

Impression: Imprimerie Maghreb Editions

15, Bis Rue 8602 - Zone Industrielle - La Charguial
Tél.: 71.772.216 - 71.773.371 - Fax.: 71.799.266

Séance d'ouverture

Taïeb Zahar

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi en votre nom à tous, de souhaiter la bienvenue à M. Yassine Brahim, Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale.

Madame Laura Baeza, Ambassadeur de l'Union européenne à Tunis

Monsieur Henrik Meyer, Représentant de la Fondation Friedrich Ebert

Monsieur Sennen Florensa, Président de l'IEMED-Espagne.

Chers amis et invités

C'est avec un immense plaisir que j'ouvre, aujourd'hui, la 19e session du forum international de Réalités qui, fidèle à sa vocation originelle, demeure un espace de réflexion approfondi et privilégié réunissant hommes politiques, représentants de la société civile, experts, universitaires, chefs d'entreprises et hommes de médias pour favoriser un échange pluriel sur des questions qui nous interpellent tous dans cet espace euro-méditerranéen dont le dynamisme et les mutations profondes méritent à notre sens d'être disséqués et analysés de façon sereine et objective.

Je tiens à remercier nos invités et particulièrement les personnalités et les experts européens et maghrébins, d'avoir bien voulu accepter notre invitation en vue de partager ensemble les fruits de la réflexion sur cette question. il faut dire que cette rencontre s'inscrit en droite ligne avec la réflexion lancée par la Commission européenne elle-même au sujet de la réforme ou plutôt comme on se plaît de plus en plus à dire de la refondation de la politique européenne de voisinage.

Je suis persuadé que les interventions et les débats qui ponctueront ces deux journées contribueraient certainement à enrichir la réflexion sur les axes de la nouvelle vision de partenariat qui devrait structurer les relations de l'Union européenne avec ses partenaires du sud de la Méditerranée.

C'est pour cette raison évidente que le Forum international de Réalités de cette année abordera ce thème qui est à la fois d'un grand intérêt et d'une grande complexité, à savoir les «Enjeux et les défis de la nouvelle politique de voisinage». il réunira de grandes personnalités de l'Europe et de la rive sud de la Méditerranée qui ne manqueront pas de donner un éclairage exhaustif sur les grandes problématiques qui se posent, les enjeux qui ont guidé l'Union européenne à revoir à deux reprises les objectifs stratégiques de sa politique de voisinage en vue de la mieux adapter à un contexte régional et international mouvant et souvent imprévisible

Mesdames et Messieurs

A l'heure où la Tunisie et l'Union européenne viennent d'entamer des négociations difficiles et complexes tendant à mettre en place d'un Accord de libre échange complet et approfondi (ALECA) qui marquera certainement une nouvelle étape dans les relations de notre pays avec son plus important



Taïeb Zahar

partenaire, lancer une réflexion approfondie sur la politique européenne de voisinage à l'aune des profondes mutations intervenues depuis 2011 tant au niveau régional qu'international se justifie amplement.

En effet, à travers la politique européenne de voisinage se jouait en 2003 la capacité de l'Union à mettre en place un espace de paix et de prospérité au-delà de ses frontières et sa vision d'un système international fondé sur le droit et sur la non-utilisation de la force. Treize ans après, l'enthousiasme cède la place au questionnement, à des lancinantes révisions et parfois à de profondes déceptions.

Ce processus a subi de plein fouet les transformations politiques survenues, testant sérieusement sa capacité à accompagner le pays dans la réalisation des réformes. Au sud, la PEV, ni l'UPM (union pour la Méditerranée) sa composante régionale, n'ont permis à l'UE de jouer un rôle de catalyseur. En effet, ni la PEV révisée à la suite des événements du Printemps arabe en 2011 ni l'Union pour la Méditerranée (UPM), sa composante régionale au sud, n'ont donné d'impulsion véritable au lancement de la dynamique régionale.

Le bilan de la politique de voisinage de l'Union européenne, comme l'admet la majorité des Européens, a été pour le moins qu'on puisse dire très en deçà des attentes. les faiblesses de cette politique tiennent à plusieurs facteurs tels que le manque de clarté de ses objectifs, son inadéquation avec l'Histoire, très mouvementée depuis une décennie dans les pays qu'elle cible. que de grands changements sont intervenus depuis 2011 en quelques années : dans les pays arabes, avec l'apparition de guerres civiles en Libye et en Syrie, de Daech, tout cela en plus du choix par la Russie d'une politique d'affrontement avec l'Occident illustrée par les guerres en Géorgie et l'Ukraine. les choses ont bien changé en quelques années : Printemps arabe, guerres civiles en Syrie, Irak et Yémen.



L'Union européenne a assisté à ces profondes transformations sans être en capacité d'agir significativement pour aider à leur solution. dans le cas de notre pays, elle n'a pas été en mesure d'apporter un appui décisif à notre démocratie en construction. Pour ne parler que du cas spécifique de la Tunisie, seule expérience démocratique aboutie, l'on a l'impression qu'au delà des bonnes intentions et des bonnes paroles, ce processus inédit dans le pourtour sud de la Méditerranée n'a pas trouvé l'appui qu'il mérite pour se renforcer et donner sa pleine mesure. aujourd'hui, faut-il le rappeler, la Tunisie est confrontée à de grands défis terroristes, sécuritaires, économiques et sociaux qui risquent, à tout moment, de donner un coup d'arrêt au processus enclenché qui a suscité, partout, intérêt et reconnaissance de la communauté internationale. Face à la multiplication des risques qui proviennent de nos frontières sud et du chaos libyen qui a longtemps duré et à la gravité des défis, on est surpris par la modestie du soutien international, notamment de l'UE, notre partenaire stratégique. Un soutien disproportionné aux menaces qui pèsent sur la Tunisie, aux difficultés inextricables qu'elle rencontre et aux enjeux régionaux, qui commandent pourtant un engagement conséquent et une plus forte mobilisation internationale.

Devant l'attentisme et l'hésitation de la communauté internationale à mobiliser son soutien en faveur de la Tunisie, les pessimistes n'ont pas reculé de parler «d'aveuglement européen», les optimistes ne cessent de suggérer la nécessité de mettre en place «un nouveau partenariat cadre». En effet, tout récemment un ancien représentant de l'UE à Tunis s'est offusqué de voir, l'Union européenne mobiliser en l'espace de quatre mois, 6 milliards d'euros pour les réfugiés syriens en Turquie dans le cadre d'un accord très controversé, tout en exprimant son étonnement comment l'UE n'est-elle pas en mesure d'allouer à la Tunisie un milliard d'euros par an pour sauver cette seule expérience aboutie!

Mesdames et Messieurs

Nous assumons, nous en Tunisie, notre part de responsabilité dans la dégradation de la situation économique et l'exacerbation des demandes sociales. Nous ne pouvons cacher que depuis plus de cinq ans, les gouvernements successifs ont été incapables de s'attaquer aux grands problèmes, d'initier les réformes les plus urgentes, de réunir les conditions objectives pour restaurer la confiance des opérateurs et remettre l'économie en marche.

aujourd'hui, face à un péril terroriste qui frappe tout le monde, je peux dire qu'à défaut d'une prise en considération par nos partenaires et pays amis des risques qui pèsent sur la Tunisie et d'un appui conséquent, les difficultés actuelles risquent de s'aggraver et de se transformer en crise majeur qui pourrait affecter tout le bassin méditerranéen.

malgré tout, nous enregistrons avec beaucoup de satisfaction l'engagement de l'Union Européenne à revoir sa politique de voisinage en tenant compte des carences constatées et des mutations opérées.

Nous estimons que la détermination de Federica Mogherini, la haute représentante aux Affaires étrangères européennes qui pilote le processus de révision de cette politique, devrait permettre un changement de la donne. On ne peut que se féliciter de sa conviction affirmée qu'il est «dans l'intérêt vital de l'UE d'établir de puissants partenariats avec ses voisins. Nous avons besoin d'une politique forte pour être à même de résoudre ces problèmes. Nous avons également besoin de mieux

comprendre les différents intérêts, aspirations et valeurs de nos partenaires. C'est l'objectif qui doit être assigné à ce réexamen si nous entendons nouer de solides relations politiques avec nos voisins».

Mesdames et Messieurs

Nous espérons, à travers les différentes interventions et les débats qu'offre ce forum, définir des pistes pour une nouvelle politique de voisinage renouvelée, une politique qui devrait favoriser un partenariat effectif et solide et faisant l'équilibre entre ses dimensions méridionale et orientale.

Merci Pour votre attention.

Laura Baeza :



 Laura Baeza

Monsieur Taïeb Zahar, président du Forum de Réalités, Messieurs les ministres, Monsieur Florenza, directeur de l'UMED, chers amis, chers invités, bonjour.

C'est à la fois un plaisir et un grand honneur de me retrouver à nouveau avec vous, à l'occasion du Forum International de Réalités, consacré aux "Enjeux et défis de la Nouvelle politique de voisinage de l'UE". La session de 2016 est particulière, parce qu'elle coïncide pratiquement avec les 40 ans de coopération entre l'UE et la Tunisie. En effet, la CEE et la République Tunisienne ont signé leur premier accord de coopération le 25 Avril 1976 : c'est le prélude à un Accord d'association, signé en 1995 et consolidé depuis 2012 en un partenariat privilégié qui constitue la base sur laquelle nous construisons nos relations pour aller encore plus loin et faire toujours mieux. Cette relation étroite a été récemment rappelée lors de la 12e session du Conseil d'association UE-Tunisie, tenue le 18 Avril dernier au Luxembourg.

Au cours de ces 40 années, les deux partenaires ont vécu des mutations et des évolutions profondes : l'UE s'est élargie suite aux changements géopolitiques majeurs survenus à la fin de la "guerre froide" tout en poursuivant ses efforts pour devenir un acteur sur la scène mondiale, incarnant un projet basé sur la démocratie, la liberté et la prospérité ; de son côté, la Tunisie a développé un modèle unique basé sur un héritage



culturel et humain riche et multiple et sur des acquis sociaux majeurs, notamment en matière d'éducation et d'émancipation de la femme. La Révolution tunisienne a permis une transition politique réussie et saluée par l'ensemble du Monde libre, l'octroi du Prix Nobel de la Paix aux membres du Quartet récompense en fait tout un peuple et l'implication de la Société civile qui a prévalu au cours de toute cette transition. Les thèmes que propose le Forum cette année sont passionnants et attestent des bouleversements géostratégiques rapides au niveau régional, auxquels nous sommes tous confrontés. Les sources d'instabilité, de guerres et de crises économiques avec leurs milliers de réfugiés constituent un mélange explosif pour les deux rives de la Méditerranée et au-delà. Les réponses ne pouvaient être que collectives et concertées ; plus que jamais, le dialogue, la diplomatie et la coopération constituent le meilleur moyen pour affronter ces enjeux complexes ; ainsi, à l'aune des élargissements successifs de la Politique Européenne de Voisinage, formulée en 2004 et résumée par le Président Prodi à l'époque comme "tout sauf les institutions", l'UE a entrepris d'appuyer la stabilisation de son voisinage qui, pour son volet méridional, était composé par les Etats signataires du Processus de Barcelone. En réponse au Printemps arabe, l'UE a réduit son approche en proposant un "partenariat pour la démocratie", mettant en avant les progrès accomplis en matière de bonne gouvernance et d'Etat de Droit, ensuite, et pour mieux prendre en compte les mutations profondes de son entourage, l'UE a entrepris de finaliser une révision profonde de sa Politique de Voisinage, c'est ainsi que sous l'égide de la Haute représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Mme Margarita Mogarini, un vaste cycle de concertations a été

engagé en Mars 2015 en vue de mieux répondre aux enjeux de la région. Deux réunions euro-méditerranéennes des ministres des Affaires étrangères se sont tenues à Barcelone en Avril et à Beyrouth en Mars 2015 en vue de mieux répondre aux enjeux de la région. Deux réunions euro-méditerranéennes des ministres des Affaires étrangères se sont tenues à Barcelone en Avril à Beyrouth en Mai 2015, au cours desquelles les partenaires ont pu formuler leurs propositions. En Tunisie en particulier, un dialogue tripartite impliquant le Gouvernement, l'ARP et la Société civile a été organisé le 11 Juillet 2015 au Palais du Bardo ; au cours de cet exercice la partie tunisienne a mis l'accent sur des thèmes tels que la mobilité des personnes, l'éducation, la formation professionnelle, l'infrastructure et le transport, la recherche et l'environnement, le commerce, dans la perspective d'un futur accord de libre échange complet et approfondi.

Les six mois de négociations ont mis en exergue la nécessité pour l'UE de développer une approche plus flexible, prenant mieux en compte les spécificités de chaque partenaire, et ce dans un contexte géopolitique sans précédent. A l'issue de ce processus, en Novembre 2015, le réexamen de la PEV a fait l'objet d'une communication conjointe de la Haute Représentante et de la CEE au Parlement européen, au Conseil économique et social et aux Comités des régions. Nous nous réjouissons de constater que plusieurs suggestions faites par la partie tunisienne y sont reprises, telle que l'importance à donner à la différenciation et à une appropriation accrue en fonction du degré d'ambition de chaque partenaire. Cela signifie que dorénavant l'UE s'accordera avec chaque partenaire sur le cadre spécifique le plus approprié à la poursuite de sa coopération pour la



Carte Visa Platinum

La Star des cartes est désormais chez la BT !



HIGH SCHOOL

Photos non contractuelles.

“Cher client,

Nous avons le plaisir de vous informer que la Banque de Tunisie lance sa carte **Visa Platinum** dans ses deux versions **Nationale et Internationale**.

C'est une carte haut de gamme assortie d'une panoplie de services et avantages exceptionnels qui vont vous faciliter la vie aussi bien en Tunisie ou à l'étranger”.

Pour mieux connaître ce nouveau produit adressez-vous à votre agence Banque de Tunisie.

Nous réaliserons vos vœux

www.bt.com.tn

البنك
التونسي
BANQUE DE TUNISIE



rendre plus opérationnelle et plus conforme à ses aspirations spécifiques.

Par ailleurs ces consultations ont nettement mis en exergue le besoin pour l'Union de faire plus pour la sécurité afin de contribuer de manière plus efficace à la stabilité de son voisinage. Au niveau bilatéral, les changements se traduisent par un renforcement de ses capacités dans les domaines de la Défense, de la Police, de la Justice, de la Gestion des frontières et de la Sécurité énergétique, tout en profitant de l'expertise des agences européennes spécialisées telles qu'Europol, et en mobilisant l'ensemble des instruments à disposition. Ces révisions nous incitent aussi à jeter un regard neuf sur la coopération régionale et sous-régionale, c'est le sens aussi de l'appui européen aux cadres régionaux tels que l'Union pour la Méditerranée. Au niveau régional, l'approche révisée souligne le besoin de l'UE de renforcer sa propre capacité ainsi que celle de ses partenaires afin de faire face aux défis majeurs que constituent la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé, dans le respect des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit. Dans ce cadre, je saisis l'occasion pour saluer les efforts entrepris par la fondation euro-méditerranéenne Analys pour mieux appréhender le phénomène de la radicalisation sur des dialogues interculturels. Je veux aussi faire état des efforts de coopération sous-régionales tels que le Processus de coopération de la Méditerranée occidentale, le Dialogue 5+5 ou l'Union du Maghreb arabe (UMA), je me félicite de cet accord de la réunion des ministres de l'Intérieur de l'UMA cette semaine à Tunis, consacrée à définir une stratégie commune pour combattre l'extrémisme religieux et la pensée takfiriste. A ce titre je me félicite aussi des synergies établies dans ce cadre par des accords de partenariat établis par le Secrétaire de l'IPEM et différents partenaires financiers afin de soutenir nos projets dans la région.

L'UE a clairement pris conscience des enjeux sécuritaires et sociétaux auxquels elle est confrontée actuellement, aussi la semaine dernière, elle a proposé un agenda européen sur la sécurité, qui se concentre sur le terrorisme et les combattants étrangers, la prévention urgente que notre coopération s'intensifie dans tous ces domaines. Dans cette même optique, nous sommes convaincus que ces défis communs nécessitent des cadres de coopération élargis. L'UE a la volonté d'engager des consultations avec les acteurs étatiques et multilatéraux, et qui même dépassent les limites de son voisinage immédiat. A titre d'exemple la question migratoire nous a obligés à privilégier la coopération avec des partenaires d'Afrique subsaharienne et du Sahel et à veiller à une cohérence régionale avec l'Afrique du Nord selon le plan d'action approuvé à La Valette, à l'occasion du Sommet organisé sur la migration en Novembre dernier.

Le Forum qui nous réunit aujourd'hui va permettre l'échange d'analyses de participants prestigieux des deux rives de la Méditerranée sur cette problématique complexe. Merci beaucoup de votre attention.

Henrik Meyer :

Cher M. Taïeb Zahar, Président du Forum International de Réalités, M. Yassine Brahim, Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Mme Laura Baeza, Ambassadrice de l'UE, M. Senen Florenza, Président de l'IEMED, cher Hatem Ben Salem, Excellences,

chers ambassadeurs, chers membres du Parlement, Mesdames et Messieurs,

C'est avec un grand honneur que je vous souhaite la bienvenue en mon nom et au nom de la Fondation Friedrich Ebert à l'occasion de l'ouverture de la 19e session du Forum International de Réalités.

Le Forum est le résultat d'un partenariat avec la Fondation Friedrich Ebert depuis sa naissance en 1997. Cette année, le forum porte sur la Nouvelle Politique de Voisinage, et je vous dis que, pour l'Allemand que je suis, depuis septembre 2015, tout le monde chez nous a compris que la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient est réellement notre voisin ; cela peut vous paraître évident, mais pour l'opinion publique en Allemagne et même pour certaines élites, ça ne l'était pas car généralement, avec son voisin, on essaie d'établir de bonnes relations et une relation de confiance et de paix, dans son propre intérêt et dans l'intérêt du voisin, et trop souvent les Allemands avaient plutôt tendance à chercher leurs voisins à l'Est et non pas au Sud ; avec la crise migratoire à laquelle l'Allemagne doit faire face en 2016, et sans doute encore pendant les prochaines années, nous avons compris qu'il ne suffit pas de rester passifs vis-à-vis des événements dans cette région du Monde. L'Europe et l'Afrique du Nord sont des voisins et ce qui se passe chez l'un peut avoir un effet chez l'autre. Mettre en œuvre une politique de voisinage appropriée est nécessaire pour relever les défis communs, assurer qu'une telle politique correspond aux critères des Droits de l'Homme, à la liberté et à la démocratie et assurer que l'Europe a tiré la leçon des fautes





commises dans le passé ; telle est la tâche d'organisations telles que la Fondation Friedrich Ebert et le Forum International de Réalités.

La fondation Friedrich Ebert a été fondée en 1945 et est la première fondation politique dans le Monde ; elle porte le nom du premier président élu démocratiquement en Allemagne et qui disait "La démocratie a besoin de démocrates et son but est de soutenir tous ceux qui travaillent pour un Monde plus juste, plus démocratique et plus solidaire". A l'origine, la fondation ne travaillait qu'en Allemagne, elle a joué un rôle important après la 2e guerre mondiale pour rétablir la démocratie en Allemagne, qui avait été radicalement supprimée, et dans les années 1960 la Fondation a commencé à élargir son activité et à chercher des contacts avec des partenaires à l'étranger pour partager ses valeurs.

Les relations amicales que la fondation cherche à établir avec le Monde entier constituent donc un bon voisinage, pour rester dans le sujet d'aujourd'hui, et c'est cela que nous essayons d'établir aussi en Tunisie. Le bureau de la Fondation existe en Tunisie depuis 1988, et il est devenu après une longue période de sa marche de manœuvre le plus important bureau de la Fondation dans le Monde en ce moment et le plus actif dans la région. Après la Révolution en Tunisie, nous avons augmenté nos effectifs, qui ont été triplés avec aussi une modification de nos objectifs et notamment le soutien à la Société civile. Comme le Forum de Réalités, la Fondation accompagne la Tunisie dans ses différentes phases historiques et essaye de contribuer à une évolution importante de la Tunisie dans la région.



 Henrik Meyer

Mesdames et Messieurs, le thème de la session du Forum de Réalités d'aujourd'hui aborde le sujet des relations entre les régions du Monde qui sont liées par l'histoire, par une civilisation commune. Je remercie notre ami Taïeb Zahar et son équipe, une fois de plus, pour cette initiative et son engagement, avant de laisser la place aux différentes analyses des experts économiques et politiques. Je vous souhaite à tous et à toutes une excellente conférence et je vous remercie de votre attention.

Senen Florensa :

Monsieur le Ministre, Mme et MM les Ambassadeurs, chers amis, nous voici une fois encore réunis à l'invitation du Forum de Réalités. Pour moi, c'est une tradition de revenir en Tunisie, à cette occasion, permettez-moi donc de rendre hommage à l'équipe de Réalités, avec Taïeb Zahar à sa tête, pour la continuité de son effort, pour avoir tenu le cap de la priorisation des relations avec l'UE, de prôner une politique de progrès et d'ouverture, de possibilisme quand il le fallait, à travers les relations de la Tunisie avec l'UE, à travers le développement économique et social de son pays. Je me réjouis de cette tradition, qui est aussi la mienne, et je pense que je suis de ceux qui sont venus depuis le début. Je suis très heureux et honoré d'être parmi vous, d'abord en tant qu'ami de nos amis Tunisiens et aussi en tant que président de l'IEMED, qui a son siège à Barcelone et qui est un consortium entre le ministère espagnol des Affaires Extérieures, la Mairie de Barcelone et le Gouvernement de Catalogne. C'est un consortium qui essaye de mener de l'avant ce qui a été appelé Processus de Barcelone, c'est-à-dire construire autour de la Méditerranée une zone de paix, de stabilité, de progrès économique partagé et de dialogue des cultures.

Nous avons été des militants dans ce sens-là, nous avons pris ces valeurs comme nôtres, et c'est là quelque chose que nous partageons avec le Forum de Réalités, qui est toujours allé dans cette même direction. Je pense que cette année le Forum se tient à un moment crucial de l'Histoire de votre pays, vous êtes en train d'accomplir un geste historique majeur parce que vous êtes le premier pays arabe à accomplir une transition





démocratique qui est admirée par tout le monde, mais qui est aussi combattue par d'autres qui ne veulent pas de démocratie dans la région et qui aimeraient peut-être même voir dérailler votre toute fraîche transition démocratique.

La Tunisie a toujours été pionnière dans sa trajectoire historique. Ces jours-ci, je lisais par hasard ce livre magnifique et prémonitoire que votre Premier ministre de l'époque Kheireddine Pacha, avait écrit en 1867, publié à l'Imprimerie officielle de Tunisie et l'année suivante en français à Paris, que j'ai trouvé dernièrement dans une librairie de Bruxelles et qui traitait des réformes à faire dans ce pays. C'était avant l'installation du protectorat en Tunisie ; on doit aussi à l'auteur la Constitution de 1861, avec la création du Collège Sadiki, où allaient se former la plupart des grands leaders de votre Mouvement National. Vous êtes entrés dans la modernité, et cette entrée n'était pas le fruit de pressions extérieures ni du colonialisme, comme cela a pu être le cas dans d'autres pays. Vous avez construit votre modernité à partir de la transformation de la société traditionnelle comme chacun l'a fait à son tour, et c'est au nom de cette modernité que votre Mouvement National vous a amené à l'Indépendance. Peut-être faut-il encore rappeler que les traditionalistes issus de votre enseignement laïque étaient mieux accommodés de ces tensions et privilèges protégés...

L'Indépendance a été gagnée au nom de la modernité et du progrès, de la modernisation du pays et de ses institutions et c'est dans cette même direction que l'Etat moderne et indépendant a été construit par les Tunisiens sous le leadership du Président Bourguiba et les efforts du Peuple Tunisien ; votre démarche a été pionnière et exemplaire dans le Monde arabe, avec des moyens fort limités mais avec détermination et enthousiasme. Vous avez parié surtout, en plus de la construction de nouvelles structures d'Etat, sur l'éducation, la libération de la Femme et sur le développement économique et social. Vous avez donc rendu un grand service pour le progrès, pour l'avancement de votre pays, de votre société et de l'ensemble du Monde arabe. C'était donc normal que, venu le temps du Printemps arabe, la Tunisie soit encore pionnière pour l'éviction d'un régime totalitaire et la construction d'une nouvelle étape de la démocratie, vous y êtes parvenus par des phases qui ont déjà été accomplies, mais vous avez devant vous encore des défis formidables à relever. Il me semble qu'ils sont de trois ordres et je pense que les amis de la Tunisie doivent l'aider à les voir. Tout d'abord le grand défi sécuritaire : les ennemis de la démocratie et de la liberté, qui sont les ennemis du peuple tunisien, vous attaquent avec tous les moyens ; on a pu constater que peut-être l'imprévision de quelques-uns a affaibli votre capacité de défense contre le terrorisme dont les mandataires ne veulent pas que l'expérience tunisienne réussisse ; hier encore à l'occasion de l'attaque de Ben Guerdane, ils ont gravi un nouvel échelon dans la menace, il ne s'agit plus d'une simple attaque terroriste comme au Bardo et lors d'attaques dans les hôtels, pas loin d'ici ou à Tunis. Il s'agit de saper l'économie du pays, ce qui est déjà suffisamment grave car c'est une tentative pour étouffer le pays, mais à Ben Guerdane les assaillants ont essayé d'envahir et d'occuper une partie du territoire tunisien pour y proclamer un émirat terroriste faisant partie de leur territoire sacrilège et halluciné.

En deuxième lieu, vous êtes confrontés, comme tous les pays, à des défis politiques ; les partis tunisiens vont encore consolider leurs structures, intérieurement et extérieurement, afin d'avoir



Senen Florensa

un poids plus grand à l'Assemblée parlementaire, assurant l'alternance et le rôle de chacun au gouvernement. Dans un pays démocratique, le rôle de l'opposition au Parlement est aussi important que celui de la majorité et de l'exécutif qui contrôle le Parlement.

Il y a enfin le grand défi économique et social que Taïeb Zahar a évoqué ici. Il faut générer de l'emploi, d'urgence, et pour les jeunes surtout, avec des emplois stables et de qualité. Les attentats commandités visent justement à vous en empêcher, les terroristes visent les touristes pour faire s'effondrer ce secteur-clé de votre économie et faire échouer votre transition démocratique, comme ils visent, par la terreur, la stabilité du pays, pour empêcher de venir ou faire fuir les investisseurs étrangers sans lesquels il ne peut y avoir ni emploi ni progrès, et ce au moment où le partenariat entre l'UE et la Tunisie est si important, et le futur de la Tunisie se joue largement dans ses relations avec l'UE.

La réforme de la PEV dont nous allons parler longuement dans ce colloque doit permettre à cette relation de s'épanouir.

J'espère donc que ce Forum sera fructueux pour tous, et plus spécialement les meilleures chances de progrès et de stabilité pour votre beau cher pays. Merci de votre attention.

Hatem Ben Salem :

Monsieur le Premier ministre, Messieurs les ministres, Excellences, Mme et MM les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs.

C'est toujours un plaisir renouvelé que de se retrouver au sein de cette assemblée d'amis et d'éminents experts qui se retrouvent tous les ans maintenant depuis plusieurs années et qui font de ce Forum International de Réalités un moment incontournable du paysage médiatique tunisien, voire international. Ceci, je dois le reconnaître, cher Taïeb, grâce à vous, le Président fondateur de ce forum.

Je suis aussi aujourd'hui doublement heureux parce que d'abord j'y assiste en tant que responsable de l'ITES (Institut tunisien des Etudes stratégiques) et à ce titre nous sommes en train de mettre en place, dans le cadre de l'Institut de Presse, un partenariat avec l'environnement de cet Institut et tout



La vie est émotions

FORFAIT PRIVILÈGE[®]

Mobile et Internet

Performez aux meilleurs tarifs

Choisissez un forfait postpayé entre **200DT** et **120 DT** et bénéficiez de :

- **Communications** valables vers tous les réseaux à des tarifs avantageux.
- **Forfaits 3G⁺** offerts allant jusqu'à 10 Go.
- **Une tarification avantageuse** vers tous les réseaux.



1288

www.tunisietelecom.tn



particulièrement la Société civile et les forces de ce genre.

A l'ITES nous sommes en train de refonder notre appareil et de réorganiser son département de recherche et de réflexion stratégique pour l'action gouvernementale. C'est à ce titre que nous avons lancé, il y a quelques semaines, sous l'égide du Président de la République, une grande étude stratégique qui se focalisera sur l'émergence de la Tunisie pour les 10 prochaines années. Plusieurs experts y travaillent aujourd'hui au sein de l'ITES ; nous espérons que, dès avant la fin de cette année, nous allons pouvoir présenter un projet en ce sens. Je suis donc doublement heureux d'être ici parce que le choix du thème de ce Forum m'est tout particulièrement très cher. C'est un signal que nous voulons donner à l'Europe, et la Tunisie tenait à ce rapport avec l'UE, mais c'était surtout parce que la Tunisie, que certains le veuillent ou pas, a un partenaire stratégique privilégié qui est l'Europe, et que pour l'instant ne peut être que l'Europe.

C'est un privilège mais aussi un grand défi : un privilège parce que aujourd'hui, et je le pense pour la première fois dans cette relation UE/Tunisie, voir cette relation entre le Nord et le Sud de la Méditerranée, notre destin est inéluctablement commun. Nous sommes en train pour la première fois de faire face à des défis communs, et le plus grand défi est la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, aussi bien pour l'Europe que pour les pays de la Méditerranée et il faut faire en sorte que les deux parties parviennent ensemble à faire face à ce fléau enraciné dans nos sociétés. Vous avez parlé de radicalisation, la récente

réunion des ministres de l'Intérieur a donné le signal et je crois qu'il faut que l'on fasse encore plus d'efforts afin de mettre en place une stratégie euro-méditerranéenne. Ceci est un défi commun, et nous devons également dire — et c'est ce que je souhaite pour ce forum — que l'on ne se situe pas dans une posture de critique systématique de la Politique Européenne de Voisinage. Il y a eu énormément d'acquis dans ce pays, j'en suis témoin, grâce à ce partenariat tuniso-européen. Il faut faire le diagnostic de cette situation et prendre en considération ces nouveaux défis, aussi bien pour l'Europe que pour les pays du Sud de la Méditerranée — et en particulier la Tunisie — la Tunisie, cet îlot de démocratie dans un magma de violence, dans un environnement d'instabilité et d'insécurité. Il faut que des efforts spécifiques, spéciaux, exceptionnels soient consentis. On en avait parlé à Bruxelles et ailleurs, il faut que ces efforts soient consentis afin que la Tunisie puisse sortir de cette expérience la tête haute et avoir les moyens d'avoir le luxe de vivre en démocratie. Cela est essentiel : la Tunisie ne s'en sortira pas sans le soutien international, sans le soutien de ses amis les plus proches, je dirais même les plus inconditionnels, que sont aujourd'hui nos partenaires européens.

Voici le message que je voulais faire passer. Je souhaite le succès à cette conférence, et surtout aux jeunes qui sortent aujourd'hui de cette Université tunisienne, et qui sont ici pour profiter de la richesse et la qualité des débats qu'on va instaurer pendant notre séjour. Je vous remercie.



La nouvelle Classe E. Un chef-d'œuvre d'intelligence.

Mercedes-Benz

The best or nothing.



LE MOTEUR et son réseau. ZI Charguia I 2035 Tunis - Tél.: 31 300 400 - Fax: 71 205 222 - www.mercedes-benz.tn
German Garage : Z.I Ezzahra, Km 13, GP1 2034 Tunis - Tél.: 71 482 210 - Fax: 71 482 211, **Prestige Motors** : ZI Le Kram 2089 Tunis - Tél.: 71 180 000
Fax: 71 108 010, **STSM** Route de Gabes KM 1.5 Passage C.N.T 3000 Sfax - Tél.: 74 467 027, **DTS** : Route Houmet Essouk Km2
Djerba Midoun - Tél.: 75 764 550/551 - Fax: 75 764 552

Intervention de M. Yassine Brahim,

ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale

Yassine Brahim :

Je remercie beaucoup Si Taïeb, Président du Forum international de Réalités. Monsieur le Premier ministre, Mme Laura Baeza, ambassadeur de l'UE en Tunisie, MM les ministres, M. Senen Florenza, M. Henrik Mayer, Excellences, chers invités. C'est pour moi un réel plaisir de prendre part avec vous aux travaux de ce Forum International, qui va traiter d'un thème très important pour notre pays. Je tiens donc à remercier Réalités pour le choix de ce thème, la Politique de Voisinage, comme sujet de cette session qui est très importante en ce moment où l'UE et les pays du voisinage oriental et méridional mènent une réflexion sur le bilan et l'avenir de cette politique dans un concept régional marqué par des défis sans précédent.

Comme vous le savez, Mesdames et Messieurs, la Tunisie vit aujourd'hui une étape essentielle de son histoire, elle est en train de construire sa nouvelle République, fondée sur les valeurs de la démocratie, des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit, et comme nous avons tous pu le constater, ce n'est pas une tâche facile. En effet, nous sommes en face de multiples challenges ; sur le plan économique nous avons vécu 5 années très difficiles, un taux de croissance moyen qui n'a pas dépassé 1,5% avec comme conséquence grave l'augmentation du taux de chômage, notamment parmi les jeunes et les diplômés, un secteur touristique très durement touché, un ralentissement des exportations, un grand déséquilibre qui s'est malheureusement accentué entre les régions côtières et les régions de l'Est et du Sud. A cela sont venus s'ajouter des menaces sécuritaires qui ont été à l'origine de la stagnation de pans entiers de l'économie. Je m'arrête là, je ne veux pas augmenter le niveau de démoralisation, mais nous avons fait beaucoup d'efforts ces derniers temps.

Le gouvernement s'est attelé à trois priorités primordiales que nous avons ressenties en 2014 : la question sécuritaire, la cherté de la vie et la question de l'emploi. Bien sûr, nous n'avons pas réussi sur tous les fronts. Sur le front sécuritaire, malgré tous nos efforts et malgré une nette amélioration, les faits sont là : 2015 a été une année terrible, avec les trois attentats terroristes qui ont eu lieu en Tunisie —et aussi avec les attentats qui ont eu lieu en Europe, car quand l'Europe est touchée, la Tunisie l'est aussi, et la réciproque est vraie !

L'effort fait par la Tunisie sur les questions sécuritaires ne pourra pas réussir sans le soutien international et notamment celui de l'Europe, et il est très important de souligner que l'Europe a fait, et est en train de faire, beaucoup d'efforts pour soutenir la Tunisie et c'est toujours facile de dire que ce n'est pas suffisant, mais nous avons notre part de responsabilité : nous n'allons jamais assez vite, mais avons-nous les moyens



M. Yassine Brahim

d'avancer plus vite ? J'y reviendrai.

Au sujet de la cherté de la vie, le gouvernement s'est penché sur ce problème et il a réussi en partie : en 2015, le taux d'inflation était proche de 6,0%, il est actuellement à 3% ; beaucoup d'efforts ont été faits, l'Administration a essayé de régler le marché et de le contrôler malgré toutes les critiques qui lui ont été faites, il y a eu du progrès, j'y reviendrai.

Sur le terrain de l'emploi, ce n'est pas la grande réussite, c'est vrai. Mais comment crée-t-on de l'emploi ? En faisant des projets, en relançant l'investissement... l'économie, pendant les cinq dernières années a été "une économie d'achat de la patience".

Il faut oser le dire et l'avouer. Il y a eu une révolution, due à l'injustice sociale ; depuis le 14 Janvier, l'injustice sociale continue, on a énormément dépensé pour acheter la patience, pour réformer, pour pouvoir réparer et pour pouvoir changer. Heureusement, en 2011 l'Etat n'était pas dans une situation financière périlleuse, bien plus acceptable et meilleure que beaucoup de pays européens, mais l'Etat a voulu tirer la croissance par le consommateur. Mais maintenant nous avons atteint la limite, nous avons un taux d'endettement qui s'approche de la fameuse barre des 60% du PIB, avec surtout les 2/3 de cet endettement en devises étrangères, ce qui nous donne des limites, surtout que l'industrie et le tourisme sont touchés en même temps. Nous ne pouvons plus continuer comme cela, c'est pourquoi la vision de l'avenir est une vision qui doit être tirée par l'investissement, et l'investissement comme facteur de création d'emploi et de richesses. Je reviendrai sur les perspectives d'avenir par rapport à notre modèle de développement et le plan des cinq prochaines années.

L'Europe nous a beaucoup soutenus et beaucoup aidés depuis 2011, elle a été là dans la phase de transition démocratique, pour nous aider sur des sujets sur lesquels beaucoup de gens ne nous ont pas aidés, elle a été là pour les médias, pour l'élaboration



de toutes les phases électorales, pour supporter l'ISIE et la HAICA, pour la Justice, en un mot pot pour les points-clé de l'établissement de la démocratie. Elle a été le premier donateur de dons à la Tunisie, jusqu'à doubler les capacités qui existaient avant la Révolution.

Je veux donner un exemple. L'Europe est sortie de la 2e guerre mondiale dans une situation déplorable et un plan a été mis en œuvre par les USA, en 1947 : 13 milliards de dollars ont été mobilisés et 85% en dons parce que les pays européens n'avaient pas la possibilité de rembourser des crédits si importants. Aujourd'hui on se retrouve un peu —même si l'on ne sort pas d'une guerre, mais il y a une situation chaotique en Libye et il faudra du temps pour reconstruire— avec le besoin primordial que nos jeunes sentent que le pays en train de changer, on ne peut pas gérer le pays comme on l'a toujours fait, le modèle économique doit évoluer, le système étatique doit aller vers beaucoup plus de liberté, l'Administration, qui est la force de la Tunisie et qui a permis de tenir le pays, ne doit pas devenir un frein au développement, il faut qu'elle soit transformée pour être la locomotive du changement. Nous avons besoin de voir des projets fleurir dans les zones de l'intérieur, à la côte et aux ports, besoin d'avoir un système de santé où le Tunisien voie qu'il y a accès, où l'on ne voie pas des femmes qui meurent en donnant la vie comme c'est le cas aujourd'hui dans nos régions de l'intérieur ; nous avons besoin d'améliorer notre système éducatif, de gagner cette bataille que nous menons depuis des dizaines d'années afin de nous inscrire réellement dans la modernité.

Pour cela, nous avons besoin de moyens, et les moyens que nous avons aujourd'hui sont des moyens de gestion, certes plus agressifs que ceux que nous avions avant, certes encourageants mais nettement insuffisants pour relever ces défis. Pour cela l'Europe, qui représente cette modernité et le Monde libre le plus proche de nous, doit prendre ses responsabilités et aller nettement plus loin dans le soutien à la Tunisie. Nous avons besoin de nous relier plus directement à l'Europe, qui doit nous financer avec un niveau de dons très important, nous avons besoin d'améliorer notre infrastructure qui est très en retard, d'augmenter nos exportations et que le marché européen tourne sans trop de conditions. Malheureusement l'Europe continue à fonctionner comme avant, nous avons une bureaucratie héritée de l'Europe, mais l'Europe est aussi une bureaucratie. Elle a des programmes certes ambitieux, mais très lents, mal adaptés à sa situation et à ses besoins de changement. C'est un message important que nous voulons adresser à nos partenaires européens, que ce soit dans le cadre des négociations de l'Accord de libre-échange dont vous allez parler cet après-midi, mais surtout dans le cadre du support de l'exécution de notre Plan de développement 2016-2020.

Nous avons investi publiquement 10 milliards d'euros environ entre 2011 et 2015 et nous avons l'ambition, si l'Europe ne nous supporte pas de manière exceptionnelle, d'investir 50% de plus entre 2016 et 2020. Mais cela ne va pas être suffisant si nous n'avons pas des projets exceptionnels avec une connotation de supports très importants, au niveau national certes, mais qui auront besoin d'être décentralisés. L'Europe a une expérience extraordinaire en terme de décentralisation —les unes sont réussies, les autres pas— mais il va falloir un support au niveau des régions et au niveau micro.

En même temps, il ne faut pas que nous soyons toujours demandeurs, nous devons assumer nos responsabilités, il



faut que notre machine fonctionne de manière beaucoup plus efficace, je parle de "la machine de l'Etat", c'est l'Exécutif, c'est le Parlement, c'est un système judiciaire... et là nous avons énormément de choses à améliorer. Nous avons un système politique, aujourd'hui, qui a depuis hier des hauts et des bas, nous avons certes ce que certains ont appelé "un système de coalition numérique", une sorte de consensus, un système où l'on n'est pas encore en confiance, certes nous croyons avoir résolu une étape avec la Constitution, avec la bataille sur la confiance sur le projet sociétal, mais cette bataille n'est pas finie parce que la confiance n'est pas certaine encore aujourd'hui. Nous devons l'assurer, se mettre face à face et dire que si l'on continue à être touchés sur le projet sociétal, nous n'allons pas réussir à transformer le pays sur les plans économique et social et que tout peut se renverser sur tout le monde.

C'est pour cela que les politiques ont une grosse responsabilité dans le déséquilibre que nous avons, il ne faut pas qu'on arrive avec ces lois et ces réformes, nous en avons voté beaucoup : le partenariat public/privé, le Code des investissements qui arrive..., nous avons des députés qui sont théoriquement en support du gouvernement et qui sont les premiers à critiquer ces lois ! l'Europe nous regarde, le voit, nous ne pouvons pas continuer à avoir des mouvements sociaux dans tous les sens, alors que nous avons signé un accord pour trois ans pour stabiliser et avoir une paix sociale pour que les investisseurs se sentent dans une situation confortable. Aujourd'hui certains d'entre-eux se demandent si la Tunisie veut vraiment créer des emplois, avec tous ces mouvements sociaux qu'elle supporte et dont beaucoup sont en dehors du Droit. Et c'est là que les partenaires sociaux doivent assumer leurs responsabilités, savoir s'ils veulent créer un pays qui va de l'avant dans cette phase sociale.

Nous avons une Justice qui est critiquée et qui doit évoluer, et la pression de la Société civile doit être importante à ce sujet, parce que notre système judiciaire doit assurer l'Etat de Droit qui va transformer le pays. Tout cela, l'Europe le sait, le regarde, elle a connu beaucoup de pays qui ont vécu des transitions et, avec son support matériel, moral et surtout en terme d'expérience, elle peut énormément apporter à la Tunisie pour la soutenir. Je suis convaincu que nous allons y arriver, nous devons assumer nos responsabilités, nous regarder dans une glace et corriger ce que nous avons fait, et les Européens seront avec nous. Merci pour votre attention. ■





Première séance

La nouvelle donne stratégique en Méditerranée

Hatem Ben Salem :



Hatem Ben Salem

Nous allons reprendre nos travaux et je suis très heureux de commencer par une séance de la première importance puisqu'il s'agit d'essayer de comprendre et de débattre de cette nouvelle donne géopolitique et géostratégique en Méditerranée. Vous avez entendu les différents discours ce matin et je crois qu'aujourd'hui il n'existe plus de doutes que les données, les fondamentaux de la géopolitique en Méditerranée ont évolué dans un sens où les défis, particulièrement sécuritaires, ne sont plus les mêmes, mais sont devenus communs aux deux rives de la Méditerranée, et c'est une première dans l'Histoire de notre région et dans l'espace euro-méditerranéen : il existe aujourd'hui, sans aucun doute, une nouvelle configuration du paysage géopolitique et géostratégique euro-méditerranéen qui va très certainement changer fondamentalement les données, la qualité et la nature des rapports entre les deux rives de la Méditerranée, parce qu'en ce qui nous concerne cette nouvelle donne n'est pas spécifique au Bassin Sud de la Méditerranée : elle est aussi au cœur-même de l'Europe.

Nous sommes tous en train de vivre cette crise, molle, mais crise quand même, qu'est en train de vivre l'Europe et qui fait que, aussi bien les partenaires Sud de la Méditerranée que notre partenaire privilégié, qui est l'Europe, vivent des défis communs. Je crois qu'il est très important que ces défis communs soient sérieux, identifiés de façon objective, et surtout de façon que les uns et les autres soient véritablement imprégnés de la dangerosité de ces défis, et surtout être conscients de la nécessité de se préparer à faire face à ces challenges qui vont certainement impacter l'avenir de la région au moins pour les

20 prochaines années. Peu de spécialistes peuvent aujourd'hui prétendre que le terrorisme ne sera pas une donnée structurelle dans les rapports Nord/Sud au moins pendant les 10 à 20 années à venir. C'est un phénomène que nous devrions étudier ensemble et pour lequel nous devrions nous préparer. Peu d'experts peuvent aujourd'hui ne pas reconnaître aujourd'hui qu'il est de la première importance de mettre les peuples en phase avec leurs propres cultures, leurs propres identités, d'en parler de façon honnête, claire et transparente, surtout sur les questions "qui risquent de fâcher", c'est-à-dire celles que certains appellent "l'identité culturelle" mais qui est en fait le rôle de l'Islam en Europe aujourd'hui.

Voici donc des données qui vont très vraisemblablement modifier la nature des rapports entre les deux rives de la Méditerranée sachant, que, comme pour la rive Nord il y a le problème dont je viens de parler (l'Islam) et pour la rive Sud, l'épineuse question du trafic des armes avec le grand banditisme et de la floraison de la contrebande, et de la mafia de la drogue. Il y a une véritable tension, un véritable danger pour le Sud de la Méditerranée, c'est-à-dire tous les pays du Maghreb.

Je vais tout de suite donner la parole à Olivier Kempf, chercheur à l'IRIS, qui est un grand spécialiste des questions stratégiques, il a été conseiller à l'OTAN, il est docteur en sciences politiques, et c'est quelqu'un qui a vécu ces dernières années, presque charnellement, ces questions relatives à tout ce qui est terrorisme, tout ce qui est radicalisme, tout ce qui est nouvelles zones géostratégiques en Méditerranée. Je lui cède tout de suite la parole.

Olivier Kempf :

Je remercie Réalités d'avoir organisé ce forum et de me donner l'honneur de parler devant vous, j'en suis très heureux. Le sujet de mon propos est : faut-il penser l'Etat Islamique au passé ? La question est évidemment provocante, mais c'est aussi pour préciser et voir comment cela peut se faire, parce qu'aujourd'hui l'EI est considéré comme l'ennemi n°1 en Europe, et l'un des facteurs qui suscitent l'intérêt des Européens pour cet ensemble Méditerranée/Moyen-Orient et Afrique du Nord (je distingue toujours ces deux ensembles). Pourquoi ? Parce que 2014 a été la surprise devant l'émergence de cet EI, en 2015 on a été étonné de la résistance dont il a fait preuve et en 2016 on voit apparaître un certain nombre de discours qui pensent qu'une solution militaire doit être utilisée et qu'on va réussir à éliminer l'EI. Ce mois-ci, le ministre français de la Défense estime que les deux places-fortes de l'EI, Mossoul en Irak et Rakka en Syrie, pourraient tomber. Pour y répondre, on va faire trois parties, l'une au MO, l'autre sur la Libye et la troisième sur la cadre tunisien qui vous intéresse plus particulièrement. L'EI au Moyen Orient ? L'histoire est connue et il n'est pas



 Olivier Kempf

besoin d'y revenir : en 2015, on voit un certain reflux avec la perte d'une grande partie du Nord de la Syrie ; grâce aux Kurdes, la reprise de Palmyre le mois dernier, de Tikrit et Ramadi en Irak (grâce aux Chiites et aux Américains), donc un certain nombre de succès. Mais si l'on regarde les derniers développements au Nord d'Alep, il y a eu une offensive des rebelles, appuyés par les Turcs le long de la frontière avec la Turquie et où l'EI est en train de reprendre les territoires perdus, ce qui montre que l'EI n'a pas perdu sa nocivité et ses qualités militaires et est devenue solide sur ses bases territoriales. Quelles sont-elles ? En Syrie, la vallée de l'Euphrate, principalement peuplée de Sunnites arabes qui n'ont aucune envie de voir les Kurdes d'un côté et les forces du régime de l'autre. Là où il y a une base solide c'est en Irak, avec le fameux triangle sunnite, et on peut constater que la présente reprise de Ramadi par le gouvernement n'a pas tellement convaincu l'ensemble des tribus sunnites de la confiance à accorder au régime de Bagdad. Donc cette situation va durer encore longtemps parce que si l'EI est évidemment un régime totalitaire, il y a une terreur politique qui demeure, la guerre civile va continuer et ce n'est pas parce qu'il y aura une victoire qu'il y aura une solution politique. Donc il faut être très prudent sur ce qui est en train de se passer au MO, car il y a plusieurs facteurs : d'une part une possibilité d'extension de l'EI qui peut se renforcer au Liban, il est déjà au Yémen et au-delà, même si ce n'est pas forcément l'EI, mais le jihadisme, et n'oublions pas un acteur que tout le monde connaît, Al Qaïda, qui est tout à fait présent en Syrie et surtout au Yémen, et l'on peut tout à fait imaginer que, même si l'EI est défaite en tant qu'organisation, l'ensemble des combattants rejoindra Al Qaïda.

C'est donc le jihadisme, d'une façon générale, qui demeure très fracturé, ce qui n'amène pas à l'optimisme : l'EI est peut-être un faux problème et il faut aller voir les réalités géopolitiques sous-jacentes. En Afrique du Nord, l'EI a deux terrains d'action, le premier est la péninsule du Sinaï où elle mène la vie dure au Président Sissi, on ne voit pas de ligne directe entre le Sinaï et le "califat" de Rakka, et si l'EI disparaissait il est facile

de diagnostiquer que les jihadistes locaux continueraient leur lutte car ils participent d'un système patrimonial qui demeure un soubassement socio-politique qui est très important. Au passage, remarquons qu'à chaque fois, qu'il s'agisse de l'EI ou d'Al Qaïda, que ce soit au Yémen ou ailleurs, là où elles ont du succès, s'appuient sur des structures tribales très importantes, et s'il y avait un sujet de recherches à faire, ce serait le lien entre ces djihadistes et le terrain sous-jacent.

En Libye la situation est très différente parce qu'il y a des liens opérationnels entre le califat moyen-oriental et une volonté d'implantation à Derna et Syrte, il y a eu l'envoi d'un certain nombre de chefs et de combattants. Je n'ai pas besoin de vous expliquer les rapports ambigus entre gens du Machrek et gens du Maghreb, mais constatons qu'à Derna, dans la partie orientale de la Libye, en Cyrénaïque, là où l'EI s'était implantée en 2015, il a été remplacée par des djihadistes, encore, qui l'ont chassé. Est-ce à dire que Derna fait maintenant partie d'une galaxie occidentale et est proche d'un accord politique avec le Parlement de Tobrouk, je resterai prudent, et là encore, derrière l'EI il y a toujours cette force jihadiste. A Syrte, l'EI s'est bien installé, on rappelle que Syrte est la ville natale de Guadefi. Ce qu'on remarque c'est qu'il y a une véritable agressivité des Occidentaux qui depuis plusieurs mois s'y manifestent ; par ailleurs, il y a un terreau tribal libyen qui accepte difficilement cet EI. Mais il faut se persuader qu'une disparition de l'EI ne marquera pas nécessairement une solution du problème politique.

J'en arrive à la Tunisie parce que c'est le troisième pion, le troisième lieu de tentative d'implantation de l'EI, qui accepte mal le caractère démocratique de la Révolution tunisienne et le processus qui est en train de s'y dérouler. On sait qu'un grand nombre de jeunes Tunisiens ont rejoint, non seulement l'EI, mais l'ensemble des secteurs combattants à travers le MO : leur nombre se monte à plusieurs milliers ; plusieurs modes opératoires se sont succédés : une vieille micro-guérilla dans le NO du pays, qui résulte plutôt d'une adhésion à Al Qida, ensuite des attentats au Bardo et à Sousse, et enfin l'opération de Ben Guerdane, qui a essuyé un échec. Cela a fait beaucoup de mal au point de vue de Tourisme. Il semble que l'EI marque le pas en Tunisie à cause de son affaiblissement en Libye, il y a aussi l'effet de la frappe américaine à Sabrata en Libye, près de la frontière tunisienne, qui a pu aussi être un effet déclencheur de l'attaque de Ben Guerdane, qui d'ailleurs n'a pas été revendiquée par l'EI, et on peut supposer que ce soient des djihadistes locaux (Libyens et Tunisiens) qui aient voulu forcer la main à "la maison mère" en installant un "micro-émirat" au Sud de la Tunisie... c'est une possibilité à discuter, mais en tout cas c'est un échec parce qu'ils n'ont pas réussi à s'installer durablement (le commando a été décimé) et surtout le point positif est qu'ils n'ont pas réussi à rallier la population, car elle n'a pas été d'accord. Pour moi, c'est la meilleure nouvelle de ce début d'année parce qu'elle prouve que la Tunisie n'est pas dans cet état de crise chaotique que l'on peut voir en Libye, en Syrie et en Irak, au point que des radicaux, quels qu'ils soient, ne peuvent s'y incruster en créant un califat. En fait, la Tunisie ressemble plus à la France ou à la Belgique, elle a beaucoup plus le même type de problèmes que les pays européens vis-à-vis du jihadisme et du terrorisme que ce qui se passe en ➡

⇒ Libye, en Syrie ou en Irak. D'une façon ou d'une autre, nous ne pouvez pas comparer ce qui se passe au Maghreb à ce qui se passe au MO et en Egypte.

Il reste bien évidemment les problèmes pérennes, tels que celui qui sera le sujet de nos discussions. Qu'est-ce qui reste à se poser comme problèmes en Tunisie ? C'est que si l'on a une réduction, une diminution de l'EI en Syrie et en Irak, il risque d'y avoir un retour de tous ces combattants tunisiens qui sont "partis au jihad", en rentrant au pays. C'est là que je vois le vrai danger qui vous menace à court et à moyen termes, c'est ce que je dirai en me demandant pourquoi tant de Tunisiens, de Belges, de Français et autres sont partis là-bas ? Eh bien, je pense que c'est parce qu'ils ne sentent pas intégrés dans leur pays, et là il y a un effet des problèmes de fond qu'il faut résoudre et je ne fais que formuler des souhaits pour que vous y arriviez. Merci.

Hatem Ben Salem :

Merci Olivier, pour cette présentation, claire, qui nous donne une idée de la situation, de ce terrorisme qui est à nos frontières, et aussi en Syrie et en Irak, je suis tout à fait d'accord pour dire encore une fois avec vous que le fait de défaire l'EI au MO ne veut absolument pas dire que le danger islamiste va disparaître et il est plus que certain qu'il ne pourra que se transférer au Maghreb, et particulièrement en Tunisie et je pense que tous nos amis vont traiter de ce problème.

Je donne la parole à Jannes Sakellariou, ancien député au Parlement européen, où il est l'un des piliers de la diplomatie européenne, je suis sûr qu'il a beaucoup à dire au sujet de la nouvelle donne géopolitique.

Jannes Sakellariou :

Merci beaucoup, Hatem, Merci à Taïeb Zahar de m'avoir donné le privilège de participer à ce Forum, pour la première fois. Etant maintenant à la retraite, je me sens beaucoup plus libre pour pouvoir traiter de l'EI que j'appellerai Daech. Quand l'UE a entrepris d'élaborer un espace politico-économico-culturel euro-méditerranéen dans les années 1994-1995, un sentiment d'optimisme dominait chez tous les participants, à la Conférence des ministres des Affaires étrangères de 1995 à Barcelone, on a pu avec une grande émotion entendre un dialogue spontané pacifique entre le délégué syrien Farouk Guachara et son homologue israélien Ehud Barak, les deux représentants les plus distingués du conflit au MO. Après cette conférence et celles des années suivantes, on avait commencé à croire que ce projet (le Processus de Barcelone) pourrait vraiment atteindre son objectif, celui de construire, un espace politique, culturel et économique commun.

Hélas, la sécurité de toute l'Afrique du Nord est sensiblement touchée aujourd'hui, surtout après la disparition de la Libye comme Etat ; la guerre en Syrie continue sans perspective de solution, causant quotidiennement des morts, des blessés et des milliers de réfugiés qui causent de graves problèmes. L'économie, dans toutes les régions et même en Tunisie, le seul pays qui a survécu à ce qu'on a appelé le Printemps arabe, souffre d'une dégradation considérable. Le danger d'une radicalisation des pays musulmans — même en Turquie avec sa Constitution laïque — devient de plus en plus imminent, avec des destructions des structures traditionnelles, causées par le jihadisme.

Finalement, nous tous, l'UE avec les pays du Sud de la



Jannes Sakellariou

Méditerranée, nous trouvons confrontés au terrorisme de Daech (que je préfère à l'appellation d'EI). Après la brève introduction que j'essayerai de faire, je me contenterai de quelques remarques susceptibles d'animer la discussion qui viendra ensuite. Quand on parle du terrorisme de Daech, on peut voir que c'est une nouvelle forme jamais rencontrée dans le passé. Il se dirige contre tout, sans exception, militaires et civils, hommes et femmes, petits enfants et vieillards, Chrétiens et Musulmans. J'ai même l'impression que c'est surtout contre les Musulmans, qui se croient revenus 1.400 ans en arrière. A ce sujet, je suis vraiment étonné que presque aucune autorité musulmane supérieure n'ait jamais condamné d'une manière claire et stricte ce terrorisme qui se dit islamique et agit au nom du Coran.

Ils ne revendiquent rien d'autre que la pleine soumission au Calife, et justement à cause de cela, il n'y a pas de possibilité de négociation ou de discussion avec eux. Aussi on doit les combattre sans autre alternative au nom des civilisations du Monde.

Je ne veux pas me prêter à des explications sociologiques, à savoir comment, quand et pourquoi Daech a été créé, car plusieurs de ces analyses peuvent être perçues comme une justification de ce type de terrorisme. Au contraire, je crois qu'il est nécessaire de voir, analyser et admettre la grande responsabilité des pays occidentaux dans, sinon l'apparition, du moins le développement de ce nouveau terrorisme et dans le recrutement de ses combattants. Cela a commencé en Afghanistan où les plus grandes armées du Monde — les USA, l'OTAN et les autres volontaires — se sont engagées depuis 2002 et jusqu'à aujourd'hui dans une guerre, au début pour chasser Ben Laden ; ils ne l'ont trouvé que beaucoup plus tard, mais la guerre en Afghanistan a coûté et coûte encore la vie de dizaines de milliers de personnes, la plupart des civils, à eux seuls les USA ont perdu plus de soldats que toutes les réactions de l'attentat du 11 Septembre. Ensuite en 2003, le Président Bush, en violant le Droit international, et même en présentant au Conseil de Sécurité de fausses preuves, a causé la destruction du pays et de son armée. Plusieurs anciens soldats et officiers de cette armée se trouvent aujourd'hui dans les rangs de Daech ! Je voudrais bien savoir si M. Tony Blair trouve toujours que "le Monde est mieux sans Saddam Hussein", comme il l'avait dit en son temps... C'est l'incroyable insulte aux centaines de



STAR

تأمينات ASSURANCES



إخدم مطمئن مع "سلامة الرّزق"

التأمين ضد الأخطار المهنية المتعددة

Vous venez de créer votre entreprise ou vous êtes déjà en exercice ?

La STAR fait de l'adage « il vaut mieux prévenir que guérir » son fer de lance avec son nouveau produit, l'assurance **Multirisque Professionnelle "Slamet Errezk"**, spécialement conçue pour les chefs d'entreprises PME et PMI, les commerçants, les artisans, et les professions libérales.

Rendez-vous dans l'un de nos 200 points de vente pour choisir l'une des 3 formules **"Slamet Errezk"**. Une expertise gratuite évaluera votre capital engagé, et votre société bénéficiera ainsi d'une protection optimale.

Pour plus d'informations sur la nouvelle
Assurance Multirisque Professionnelle "Slamet Errezk" :

star.com.tn

⇒ milliers de morts en Irak. Mais ce que peuvent les USA, d'autres grandes puissances le peuvent aussi. Nicolas Sarkozy et David Cameron ont attaqué la Libye et l'on sait ce qui reste d'un pays entier qui s'appelait Libye, je n'ai pas besoin d'insister sur le résultat ! Une grande partie de la souffrance économique et sécuritaire de la Tunisie est causée par la dissolution de la Libye, partie de l'intervention de personnes "humanitaires" comme Bernard Kouchner et Bernard-Henri Lévy à qui ont doit reprocher la mort de dizaines de milliers de Libyens.

La Syrie est aussi un exemple où au moins une partie de la responsabilité incombe à la France et à la Grande-Bretagne qui, unis à quelques pays du Golfe, notamment le Qatar, ont voulu "libérer" le pays du dictateur Assad. D'après leur plan stratégique, et sur des informations reçues de la part de Syriens vivant depuis 20 à 30 ans en Europe, le régime d'Assad devait tomber en quelques semaines...

Cinq ans et des centaines de milliers de morts après, des millions de réfugiés, un pays totalement détruit et l'installation de Daech sur une grande partie de la Syrie, les "amis de la Syrie" comme ils s'appellent eux-mêmes, devraient savoir que —qu'ils le veuillent ou non— Assad a l'appui de son peuple et que tous les mercenaires algériens, marocains, libyens, égyptiens, afghans, turc-mènes, ouzbeks et autres armés par l'Arabie Saoudite et le Qatar, entraînés et soignés en Turquie, n'ont pas réussi à l'éliminer. En Syrie, il y a maintenant quatre forces avec un potentiel militaire considérable : c'est Daech, le représentant d'Al Qaïda, Al Nosra, avec ses alliés islamistes, les Kurdes et le gouvernement d'Assad. Il y a aussi une opposition noble à l'étranger qui se laisse conseiller à Ryadh, pourrait-elle participer à une conférence internationale ? Mais on ne peut pas la compter comme une force militaire.

Pour les acteurs occidentaux, il est très difficile d'accepter leur erreur et la réalité de ce moment. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est réfléchir, retenir les leçons de ces erreurs commises dans le passé. Je dois moi-même rechercher ce qu'il faut faire car les interventions militaires ne résoudront pas les problèmes politiques, culturels et sociaux des Etats concernés ; elles sont vouées à un échec total et de nouveaux malheurs pour les populations et des milliards de pertes financières pour l'Europe. A t'on besoin de meilleures preuves que celles qui nous ont été servies depuis 14 ans pour faire la guerre en Afghanistan, 13 ans en Irak, 5 ans en Syrie, la dissolution de la Libye ? Quand il s'agit quand même de se défendre contre la guerre déjà déclarée par Daech —pas seulement au Bardo, à Sousse et à Ben Guerdane, mais aussi à Paris et Bruxelles-la réaction ne peut pas se limiter à quelques bombes lâchées sur les positions de Daech, qui font surtout des civils innocents comme victimes. Contre cette nouvelle forme de terrorisme barbare, la réponse ne peut venir que de l'ONU et d'une possibilité de coopération avec les membres du Conseil de Sécurité, dont tous les membres pourraient rapidement se mettre d'accord pour une intervention de l'ONU et je crois que cela sera nécessaire malgré les espoirs que l'on peut avoir d'une solution politique qui est très fragile. En Syrie il existe encore un pouvoir que l'on pourrait aider à reprendre le territoire qui est aux mains de Daech, et avec les Kurdes et l'appui de l'ONU on pourrait peut-être trouver une solution viable. Finalement, si toutes les parties syriennes essaient de trouver une solution démocratique, qui garantisse l'Etat de Droit, la liberté et les Droits de l'Homme, pourquoi pas ? Mais l'Arabie Saoudite et le Qatar ne devraient pas trouver une place à la table des négociations. Je vous remercie.

Taïeb Zahar :

Merci, mon cher ami, pour la clarté de cette intervention, pour le courage que vous avez à sortir de la langue de bois et de "parler vrai". Je rappellerai qu'au moment du Processus de Barcelone, il y avait la centralité de la cause palestinienne, où en est-elle maintenant ? Vous avez mis l'accent sur un point essentiel : le mirage de ce qu'on avait appelé le Grand Moyen Orient, qui a été initié par un abject personnage qui est en train de se prélasser dans son ranch du Texas, en toute tranquillité, tandis que d'autres chefs d'Etat, qui sont moins coupables que lui, ont été jugés par le Tribunal Pénal International. Merci de rappeler encore que le malheureux saut qualitatif dans le terrorisme fait qu'aujourd'hui nous avons un Etat terroriste, avec des bases, ce ne sont plus des bandes terroristes, ce n'est plus un Ben Laden avec des aides des pays du Golfe, ce sont des Etats et c'est pourquoi le terrorisme est de plus en plus dangereux. Merci encore de rappeler qu'il est grand temps aujourd'hui que la conscience humaine mette en avant la nécessité de regarder les choses en face, c'est-à-dire que finalement l'humanité recule, et là je vous rejoins totalement et je vous remercie du fond du cœur.

Je vais tout de suite donner la parole à Mme Leïla Chettaoui, députée, qui est aujourd'hui parmi nous parce qu'elle a toujours été intéressée par ces bouleversements qui ont eu lieu dans notre politique étrangère tunisienne.

Leïla Chettaoui :

Je suis ravie également, je voudrais remercier Taïeb Zahar de son invitation et de nous réunir autour de cette thématique qui est si importante pour nous tous et qui va impacter l'avenir commun. Je voudrai parler d'abord de cette Tunisie qui a marqué une avancée importante au cœur du Monde arabe, elle a affirmé deux finalités : la première est une finalité démocratique, mais la Tunisie a également admis que les élections sont un arbitre de la vie politique, elle a aussi admis le principe de la coexistence entre des forces dites modernistes et des forces se rattachant à l'Islam politique. C'est à ce titre, finalement, que le Monde reconnaît une politique à la Tunisie, malheureusement, outre les différences d'ordre intérieur qui relèvent de la géopolitique propre au pays, la Tunisie vit dans un environnement politique tournant, pour ne pas dire autre chose. La scène maghrébine est aujourd'hui fragmentée et déphasée et l'on observe des avancées très inégales relativement au processus de démocratisation. C'est un Maghreb qui risque de subir de profonds bouleversements parce qu'il y a des dynamiques différentes selon les pays et nous assistons aussi à un repositionnement d'acteurs régionaux et internationaux qui poursuivent des objectifs stratégiques qui leur sont propres.

Parlons aussi du retour de la Russie et de la Chine en Méditerranée, ce qui risque d'amener une rivalité des Puissances dans la région. Je voudrais souligner également une avancée marquée par le gouvernement d'El Farraj en Libye, qui peut permettre que la Libye garde son unité car le grand problème dans ce pays est de savoir comment, parce qu'il y a un centre et des périphéries. Je voudrais parler aussi des événements de Ben Guerdane qui illustrent de manière très claire que la stabilisation en Tunisie est intimement liée à celle de la Libye. Compte tenu de la situation dans laquelle se trouve la Tunisie, l'Occident, qu'il s'agisse des USA ou des puissances européennes, principalement la France et la Grande-



Leïla Chettaoui

Bretagne, doit impérativement aider la Tunisie à se remettre sur pied parce que ces deux pays sont en relation étroite avec ces trous noirs que nous avons aujourd'hui. Ils ont créé cet abcès libyen aux frontières de notre pays, un abcès qu'on pourrait appeler "un abcès de fixation" qui nous menace.

Je laisse la Libye pour aller vers un autre pays, un pays frère que nous aimons tous, qui nous préoccupe parce qu'il y a des incertitudes relatives à l'évolution de la scène politique dans ce pays frère, et je veux parler de l'Algérie. Je parlerai d'un titre que j'ai vu récemment, et il est de Manuel Vals et je vous laisse la possibilité d'aller rechercher ce titre ; l'incertitude algérienne pèse sur la Tunisie et la réussite ou l'échec du processus démocratique en Tunisie est en étroite relation avec ce pays. La Tunisie est un îlot démocratique qu'il faut sauvegarder car il évolue dans un voisinage tourmenté, qui va voir aussi le retour des jihadistes qui va être un grand défi pour nous. Depuis l'Indépendance, la Tunisie n'a jamais été dans une situation aussi difficile et il devient de plus en plus crucial de revoir la Politique de Voisinage. Malheureusement l'échec de l'Union de la Méditerranée a relativisé la portée de l'ensemble du Processus de Barcelone, et l'Europe voit plutôt dans la PV une marge de sécurité quant à la lutte contre l'émigration, contre le terrorisme, contre l'instabilité politique. Il est temps pour nous de reconsidérer cette alliance, de parler d'un réel partenariat gagnant/gagnant, d'égal à égal. Ainsi nous pourrions réaliser ce qu'on appelle la démocratie dans le Monde arabe, au moins pour les 40 prochaines années. Vive la Tunisie démocratique, vive cet avenir que nous allons construire ensemble pour le bien commun.

Taïeb Zahar :

Leïla, je te félicite pour la pertinence de ta présentation, tu as eu le mérite de nous ramener à nos propres problèmes, à cette Tunisie qui est un îlot démocratique dans un voisinage qui fait vraiment peur, et particulièrement pour ce qui se passe dans un pays frère, la Libye, qui était, nous l'oublions souvent, après l'UE le second plus important partenaire de la Tunisie et qui a une grande importance stratégique, ce n'est pas comme la Libye d'aujourd'hui, sanctuaire terroriste vouée aux gémonies parce que, quelque part, quelques philosophes ont décidé qu'elle

devait subir les affres d'une guerre déclarée, d'une guerre totale, et pour cela je vous rappelle la dernière déclaration du Président Obama, qui a reconnu que l'affaire libyenne a été le plus grand échec de ses deux mandats. Cette Tunisie a un besoin désespéré de Maghreb et je vois devant moi un éminent Premier ministre algérien, à côté d'un très grand Ministre des Finances du Maroc.

Ce symbole-là m'interpelle et me dit que ce "défaut de Maghreb" est vraiment catastrophique pour toute la région. Nous avons aujourd'hui un ennemi commun qui est en train de menacer nos pays dans leur propre essence, menace qui est directement dirigée vers la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie et je ne parle pas de la Tunisie.

Les Maghrébins doivent à nouveau se réunir et commencer à travailler ensemble pour faire face aux défis qui menacent la région exceptionnellement aujourd'hui.

Ces défis, j'espère que notre ami Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'Ecole Militaire française), va évoquer maintenant. C'est aussi un expert des questions du MO et de l'Afrique du Nord et je serai personnellement très curieux de l'écouter. Je lui passe la parole.

Pierre Razoux :

Merci beaucoup. Je vais vous parler de ce que m'inspire l'évolution géopolitique de la région depuis les cinq dernières années. Le premier constat est la multiplication des fronts jihadistes et ses conséquences sur les frontières. Olivier Kempf a parfaitement brossé les quatre fronts jihadistes ; la Syrie et l'Irak avec Daech, la péninsule de Sinaï, la bande côtière libyenne qui s'étend un peu au Sud de la Tunisie et à l'extrême Est de l'Algérie et la fameuse bande sahélo-saharienne. On assiste, à cause de la multiplication de ces actions jihadistes, à la fermeture des frontières Est/Ouest. Si l'on regarde la situation, en 2011 il n'y avait que la frontière maroco-algérienne qui était fermée, aujourd'hui toutes les frontières sont fermées, sauf la frontière algéro-tunisienne et les autorités des deux pays coopèrent très bien. ➡



Pierre Razoux

Le deuxième point, c'est qu'on assiste en revanche à la porosité des frontières Nord/Sud parce qu'il y a une économie parallèle très importante, et aussi parce que les régimes de la zone Sud de la Méditerranée ont privilégié la protection des zones côtières et des capitales ont été amenées à négliger un peu la sécurisation de leur grand Sud. Troisièmement on assiste à la remise en cause des frontières intérieures qui séparaient les trois régions libyennes, et si l'on assiste à la fragmentation de la Libye, on ouvre la Boîte de Pandore et tout le monde dans la région et au MO va vouloir redécouper les frontières.

Paradoxe du problème, les gens qui sont présentés normalement comme les gens à aider, à soutenir, c'est-à-dire les Kurdes, les Palestiniens et les Chrétiens en Syrie et en Irak sont exactement ceux qui veulent une fragmentation. La conséquence est qu'il et de notre intérêt vital, aussi bien pour les gouvernements européens que pour les gouvernements maghrébins, de tout faire pour que ces quatre fronts jihadistes ne puissent se réunir et s'unifier. Ce qui revient à dire que le discours de certains Européens, qui consiste à dire : "Laissons les Arabes se débrouiller", c'est une non-vision et une non-stratégie, parce que si l'on laisse tomber les gouvernements du Sud de la Méditerranée, les quatre fronts jihadistes vont se réunir et que le Monde, à commencer par les Européens, va se retrouver dans une situation catastrophique. Donc, que faire pour empêcher la liaison de ces quatre fronts ? Je pense qu'il faut aider l'Egypte, malgré le régime politique du Général Sissi, parce que ce pays est exactement à l'intersection de trois des fronts jihadistes et si on laisse tomber l'Egypte on perdra toute la région.

Après cela il faut renforcer les relations entre les deux rives de la Méditerranée, également concernées. Le deuxième constat, c'est l'élargissement du système géopolitique du Bassin méditerranéen vers le Sud et vers l'Est. Vers le Sud, les pays maghrébins redécouvrent que le Sahel est le prolongement naturel de leur région, le Sahara et le Sahel ne sont plus des zones-tampons, que l'on a un grand trou noir en Libye et trois bandes verticales sur la région de l'Afrique du Nord (une marocaine, une algérienne et une égyptienne) et au lieu d'avoir une bande horizontale de coopération entre l'Egypte et le Maroc on n'a en fait plus de coopération et au contraire trois bandes verticales. En vérité, cette bande horizontale reliant la Mer Rouge à l'Atlantique existe très bien, mais au lieu de passer par les zones côtières, elle passe par la zone saharienne, où l'on a un gros problème ; l'Algérie essaye toujours d'être le poids lourd incontournable dans la région, mais l'Egypte est réellement à la croisée des chemins.

D'un côté le régime algérien commence à paniquer parce que la baisse des ressources pétrolières va durer parce que c'est une véritable stratégie des Américains et des Saoudiens qui, comme ils l'avaient fait dans le passé pour mettre à genoux l'Iran et l'Union Soviétique, font rebeller en ce moment pour trouver un deal avec l'Iran. Cette stratégie va durer parce que maintenant il y a une multitude d'Etats qui peuvent injecter du pétrole sur le marché, ce qui veut dire que les USA, qui pendant 40 ans tenaient les clés du marché pétrolier et les ont perdues en 1973 et en 1979, sont en train d'essayer de les récupérer. Evidemment, pour les Algériens comme pour les Saoudiens, c'est une source d'inquiétude absolue parce qu'ils ont perdu la manne qui leur permettait de conserver leur sécurité financière. Il faut donc un élargissement du Bassin méditerranéen vers l'Est, et là on voit bien, pendant ces cinq dernières années, ces mouvements d'aller et retour de la Turquie, qui a essayé de s'impliquer lourdement en Egypte, en Tunisie, et qui est



actuellement en phase de repli. De leur côté, l'Arabie Saoudite et le Qatar ont essayé d'augmenter leur influence en Méditerranée et sont en train de faire des choix douloureux, tandis que l'Iran a conforté sa position en Irak et en Syrie.

Le constat sur cette extension du Bassin méditerranéen vers l'Est et vers le Sud est la cause d'une nouvelle course aux armements en Afrique du Nord. Quant on regarde ces cinq dernières années, on voit que l'Afrique du Nord est la 3ème région du Monde à acheter des armes sophistiquées, après le MO et l'Asie du SE, et c'est souvent pour lutter contre le terrorisme, mais aussi pour une rivalité de tensions nationales qui est en train de remonter.

Le 3ème constat, c'est celui des richesses internationales, il y a quelques années, on a découvert des gisements gaziers offshore que l'on peut considérer comme de véritables trésors qui peuvent booster les marchés et aiguissent l'appétit des uns et des autres. Tout le monde, à commencer par les Russes, joue sur les intérêt pétroliers, notamment en Méditerranée et sur les côtes syriennes, afin d'éviter que le jihadisme ne puisse pas remonter vers le Nord, vers le Caucase puis la Russie, donc ils sont en train de tracer une ligne de défense avancée qui passe par l'Iran et les provinces kurdes de l'Irak, par Chypre et par Israël pour contenir et arrêter le plus loin possible les jihadistes. Il faut savoir que les Russes sont à 100 km de la Méditerranée orientale, et pour eux le gaz est vital parce qu'ils veulent rester dans un face-à-face avec les Européens pour pouvoir "ouvrir ou fermer le robinet". En intervenant en Syrie, ils condamnent les deux alternatives d'évacuation du gaz du MO, bien sûr il reste la Norvège...

Les Russes ont montré qu'ils étaient un partenaire incontournable dans la région et qu'ils défendaient leurs alliés jusqu'au bout (ce qu'ils font en Syrie). Le message est pédagogique, destiné à montrer à tous les pays de la région qu'ils sont le seul "parrain" valable... et qu'ils seraient heureux de leur vendre des armes et quelques centrales nucléaires !

En même temps, on a l'Administration américaine qui revient à



une politique des années 70 pour dire que l'on peut s'entendre sur tout ce qui concerne le Bassin méditerranéen et le MO, dans un tête-à-tête avec la Russie, pour les points les plus importants (fusées...) ; pour les sujets un peu moins importants, on s'en remet aux trois acteurs non arabes de la région, c'est-à-dire la Turquie, l'Iran et Israël. Ce qui a changé, c'est qu'il n'y pas de retrait américain du MO : quand on regarde le nombre de forces américaines stationnées et déployées au MO, il y en a autant que lors de l'invasion de l'Irak ! Même si elles ne sont pas engagées sur le terrain, mais en attente parce que les Américains ne s'imaginent plus intervenir à tout bout de champ sur toutes les crises du MO, mais uniquement lorsque leurs intérêts vitaux ou stratégiques seront menacés. Quels sont ces intérêts ? D'abord assurer la libre circulation maritime dans l'Atlantique, de l'Océan indien en passant par la Méditerranée, la Mer Rouge, le Canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeh, qui est beaucoup plus important aujourd'hui que jamais ; le deuxième intérêt est d'assurer la sécurité de leurs citoyens le long de cet axe commercial ; le troisième est d'assurer la sécurité d'Israël, mais uniquement s'il était agressé, contrairement aux Administrations précédentes ; enfin, quatrièmement, c'est être présents au MO pour contrôler le "robinet de pétrole", en direction de l'Asie, parce que les Américains contrôlent le Bab-El-Mandeh et le Déroit d'Ormouz.

Pour terminer ce tour d'horizon, ce qui a changé, c'est que les Américains, qui, avant, ont joué une partie d'échecs qui a commencé en 1989 entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, ne jouent plus maintenant mais sont devenus arbitres, ils ont pris de la hauteur, se positionnent au-dessus de l'échiquier et font en sorte qu'aucun des deux joueurs ne prenne un avantage décisif. Pour eux, il faut appuyer l'Arabie Saoudite au Yémen, les Iraniens en Irak (ils n'ont aucun problème métaphysique). Bien entendu, les Chinois sont en embuscade et l'OTAN et l'EU sont "à la peine" parce qu'il n'y a aucune vision, aucune stratégie, par rapport à ce que doit être notre position par rapport à la Méditerranée, parce qu'il y a 1/3 des Européens

qui sont obnubilés par la Russie, 1/3 par le plan Sud et 1/3 n'y comprennent rien parce qu'ils n'ont aucune idée de ce que sont le MO et la Méditerranée.

Le problème de l'OTAN et de l'UE, c'est qu'on est en crise politique et économique en Europe et qu'en plus il y a eu les attentats terroristes de 2015 et de 2016.

Donc, en résumé, ma vision est que j'ai fini de penser que la solution viendra de l'UE et de l'OTAN, mais fondamentalement des Etats concernés et de certains Etats européens qui accepteraient de s'engager et de s'y investir, et tant que la crise libyenne ne sera pas résolue le fossé entre la Méditerranée occidentale et la Méditerranée orientale va se creuser. Qu'est-ce qui peut marcher ? C'est le 5+5 en Méditerranée, notamment pour la Défense. En Méditerranée orientale, on assiste à une entente triangulaire entre Israël, la Grèce et Chypre, qui est dans l'air depuis une petite année et qui commence à sortir parce que les Israéliens ont l'idée d'un 2+2 en Méditerranée orientale, comme le 5+5 de la Méditerranée occidentale, c'est-à-dire un 2+2 avec la Grèce et Chypre d'un côté, Israël et l'Egypte de l'autre. Cela a pas mal de chance de réussir parce que le gouvernement israélien a approuvé l'idée, les Grecs et les Chypriotes sont prêts à signer demain et le Maréchal Sissi a dit qu'il allait y réfléchir et que c'était intéressant. Je vous remercie.

Hatem Ben Salem :

Merci Pierre, je retiens de ton analyse que l'on va s'orienter de plus en plus vers un Bassin oriental, mais cela me fait un peu mal au cœur pour le Bassin occidental parce que je l'ai toujours imaginé comme un espace de partenariat.

Je me retourne maintenant vers un ami, Samir Taïeb, une figure politique très appréciée en Tunisie, connu surtout pour sa franchise, par ses positions ; il a été parlementaire lors de la Constituante, où il a été une voix sage et crédible. Il a été diplomate et surtout il est aujourd'hui le SG du parti "Al Massar" et je suis très heureux de lui donner la parole et d'écouter une voix tunisienne parler de cette nouvelle donne géopolitique en Méditerranée.

Samir Taïeb :

Le mot que j'ai le plus utilisé ces derniers temps, c'est "l'avenir", en parlant du gouvernement et de son absence de vision.

Pour moi, l'essentiel de notre problème est purement tunisien, je ne serai peut-être pas très gentil avec nos amis européens, mais qu'on m'accorde d'abord d'être sévère avec nous-mêmes depuis une date charnière qui nous a été offerte par les terroristes, c'est-à-dire le 7 Mars. Pour nous, il y a l'avant-Ben Guerdane, Ben Guerdane, et l'après-Ben Guerdane. Je suis obligé de revenir un peu en arrière. Nous avons vécu longtemps, sous le régime de Ben Ali, dans une phase de fin de règne qui a commencé à peu près en 2005, au Sommet des Nouvelles technologies, où les Tunisiens se sont insurgés pour demander à leur Président de l'époque plus de liberté dans tous les domaines. A partir de là, on a vécu une période qui a failli faire tomber le régime en 2008, avec les événements du Bassin minier, et enfin en 2011 avec la Révolution du 17 Décembre 2010 au 14 Janvier 2011 et le départ de Ben Ali. La Révolution tunisienne est "une révolution mature", qui a beaucoup mûri avant d'éclater, ce qui explique, ce que tout le monde s'accorde à dire, son succès. ➔

⇒ Et là j'en viens à nos amis européens et américains, à tous ceux qui ont cherché à accélérer ce processus dans notre pays, et c'est là leur erreur, car ils ont considéré qu'à partir au moment où il y avait "un modèle tunisien", rapidement d'autres pays arabes allaient suivre l'exemple tunisien : la Syrie, l'Irak, et au lieu de laisser ce processus arriver à maturité, on a voulu le dupliquer dans ces pays. Cette erreur a été celle de Bernard-Henri Lévy et d'autres "accélérateurs de l'Histoire" ainsi que celles de gouvernements soi-disant philanthropes qui ont cherché, pour des intérêts qui sont en vérité les leurs, à accélérer ce processus et on a vu ce que cela a donné aujourd'hui : si l'on a fait tomber Saddam, vous connaissez le résultat ; on a voulu faire tomber Bachar, c'est la même chose. Pour la Libye tout le monde en parle... au Yémen ce sont des crimes de guerre qui sont en train de se dérouler, est-ce qu'on en parle ?

Voilà le résultat de cette stratégie occidentale dans la région. Revenons à la Tunisie : sa solution, ou la raison de sa réussite, c'est probablement qu'on a refusé — les acteurs de cette révolution, et j'en suis un, l'ensemble de la société tunisienne aussi — l'internationalisation de notre Révolution. Je faisais partie de cette instance dirigée par le Doyen Ben Achour, qui était pratiquement l'antichambre conceptuelle de la Révolution tunisienne ; c'est en son sein qu'ont travaillé les acteurs de notre Révolution, qu'ont été élaborés les concepts qui sont apparus dans la Constitution tunisienne. Cette maturation a bien démontré "qu'il faut donner du temps au temps". Si l'Occident s'est tellement pressé pour liquider Gueddafi, c'est parce qu'il "trainait des ardoises", comme en Syrie et ailleurs, et c'est cela le grand problème que nous sommes en train de vivre jusqu'à aujourd'hui.

En ce qui concerne la Tunisie, il y a évidemment les résultats du gouvernement de la Troïka, qui a eu un comportement pas assez énergique à l'égard des terroristes, avec une bataille identitaire qui n'avait pas lieu d'exister et les chancelleries occidentales, encore une fois, étaient pour cette expérience de gouvernement avec les islamistes au pouvoir. Evidemment, maintenant, ils révisent quelque peu leur position. On a donc vécu en Tunisie avec ce phénomène terroriste qui se caractérisait par des actions telles que Sousse, le Bardo, Tunis même, comme celles que sont en train de connaître la France et la Belgique.

Ben Guerdane, pour nous, c'est autre chose, c'est une opération militaire qui a été très minutieusement préparée pour occuper une partie du territoire tunisien et y installer un émirat qui permettrait de sanctuariser Daech dans la région, et là pour une fois les Américains nous ont aidés parce qu'ils ont précipité cette action qui aurait dû avoir lieu plus tard. C'est maintenant de notoriété publique parce que les interrogations des terroristes arrêtés à Ben Guerdane avouent que l'opération prévue — mais accélérée par le bombardement de Sabrata — était millimétrée : à 4h45, ils ont attaqué les barrages de police et ont assassiné des Forces de l'Ordre, en disant aux habitants qu'ils allaient installer un émirat à Ben Guerdane ; ils avaient une liste des forces de l'Ordre et sont allés chez des membres de la BAT (Brigade anti-terroriste) pour les assassiner, puis ils ont occupé une mosquée pour utiliser le haut-parleur pour un appel à la prière différent de l'appel habituel, et pendant ce temps, alors qu'une semaine avant on avait arrêté des membres de leur groupe, la Délégation — qui représente l'Etat en Tunisie — était gardée par 3 policiers qui ont été assassinés. Mais la caserne n'était pas en état d'alerte et il a fallu attendre pour envoyer des renforts. A 11h30, le drapeau de Daech a été installé sur une maison.

Tout ceci montre le niveau élevé de préparation de l'opération,



Samir Taïeb

très importante parce que la vraie cible n'était pas la Tunisie, mais l'Algérie, qui pour Daech est beaucoup plus importante que la Tunisie, et je me souviens qu'il y a quelques années le Ministre des AE russe est venu en Tunisie quelques temps après des bouleversements au Sud (qui s'étaient appelés "*ouïne el pétrol* ?"). C'était à l'époque dirigé par le Qatar qui visait l'Algérie, et c'est dans une déclaration de ce ministre russe qu'il a été dit que c'est l'Algérie qui était visée sur la scène tunisienne.

C'est de la même façon que je dois m'adresser à nos amis européens pour leur dire qu'il faudrait élargir le front de nos amis à l'extérieur de notre pays, car si la Tunisie tombe, c'est tout le Bassin méditerranéen qui va tomber. Il n'est pas plus facile pour ces groupes de lever le drapeau de Daech dans une banlieue surpeuplée à Hong Kong que sur le territoire italien.

Il faudrait élaborer une politique internationale pour lutter contre le terrorisme, et je rejoins notre ami Olivier : il ne suffit pas seulement d'abattre Daech, il s'agit d'abattre tout le terrorisme qui peut changer de nom, et pour cela prendre conscience des intérêts des uns et des autres qui peuvent s'additionner et mobiliser les moyens nécessaires. Je me souviens qu'une fois la Tunisie a demandé à la France des jumelles spéciales pour permettre à nos troupes de passer à l'offensive de nuit et les Français ont proposé de nous les vendre ; on a alors contacté nos frères algériens qui nous les ont offerts... Le Maghreb nous manque dans cette bataille car il y a des stratégies divergentes, notamment entre le Maroc et l'Algérie. Cette bataille, on la gagnera d'abord en Afrique du Nord et ses prolongements du Sud (Mali par exemple), la Tunisie compte déjà sur elle-même pour combattre le terrorisme, mais elle a besoin d'une vision internationale pour le vaincre ; on a besoin d'argent, de matériel, c'est de vision globale que l'on doit parler car le sort de la planète se joue à Ben Guerdane, à Medenine, à Bèjà et dans tout le Nord montagneux.

Je vous remercie.

Hatem Ben Salem :

Merci Samir. Je partage complètement tes remarques concernant la nécessité d'une vision internationale de la lutte contre le terrorisme qui menace le Monde entier. Je vais saluer



Mme Salma Elloumi Rekik, ministre du Tourisme, à qui je vais passer la parole et je termine mon commentaire : face à une menace internationale, il faut une stratégie internationale multidimensionnelle qui permette de mettre en commun tous les moyens de lutte contre l'internationale terroriste. Déjà, au niveau du Maghreb, il serait très intéressant de mobiliser la majeure partie de nos ressources. D'autre part, c'est vrai que l'opération de Ben Guerdane est une opération charnière parce qu'il y a un avant et un après et parce qu'il y avait un vrai projet derrière, mais elle été précipitée par le bombardement de Sabrata qui a eu lieu parce que les Tunisiens ont fait agir les Américains. Et l'important est que les habitants de Ben Guerdane ont rejeté cette tentative d'installation d'un émirat islamique.

Je sais que l'assistance a très envie de participer à une discussion sur le sujet et je serais très heureux de lui donner la parole.

Débat

Un participant :

Un grand merci parce que vous nous avez fait prendre conscience, par ces exposés dramatiques, que la Tunisie est en première ligne dans ce combat. Cependant, un reproche : vous n'avez pas suffisamment parlé de la Chine, or elle a une stratégie, une vision et une arme. Sa stratégie est assez claire et elle se révèle maintenant : pendant 30 ans la Chine a exporté à bas coût et elle a enrichi une classe de milliardaires, mais cela ne peut plus durer, et donc après cette exportation à bas coût qui a tué notre industrie, elle va modifier sa tactique, et d'après tous les experts de la Banque mondiale, il est certain que 85 millions d'emplois manufacturiers vont quitter la Chine pour aller en Afrique et particulièrement de l'Egypte au Maroc ; donc se dessine une nouvelle Route de la Soie. Le Maroc, qui était allergique à la Chine, considèrerait que la production chinoise c'était bon pour l'Algérie ; il y a un mois, le ministre de l'Industrie a invité 350 chefs d'entreprises chinoises à Marrakech, et où sera le Roi du Maroc dans 15 jours ? Il sera en Chine pour un périple de longue durée, et donc le Maroc, l'Algérie, peut-être la Tunisie et l'Egypte où j'étais la semaine dernière sont des lieux privilégiés d'investissements chinois. Ils investissent dans l'industrie et ils prennent le port du Pirée, négocient avec Gênes et avec la Tunisie des zones logistiques ; en un mot, les Chinois veulent industrialiser tout le Sud de l'Afrique. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que lorsque les Occidentaux font une politique avec leurs armées, les Chinois en font une avec des emplois et de l'économie ; vous ne trouverez pas un seul soldat chinois en Egypte ni en Algérie, il n'y a que des entrepreneurs. Je pense donc qu'on a trop négligé ces possibilités.

Je termine sur ce point, sur ce Nord de l'Afrique, du Maroc à l'Egypte, il y a deux lieux qui envoient des signaux, c'est le Maroc qui risque de devenir le hub d'entrée vers l'Afrique occidentale, avec un très fort appui des entreprises nationales, et l'Egypte qui envisage de faire une union des pays d'Afrique anglophones car le premier investisseur en Egypte est l'Angleterre. Il y a donc une nécessité urgente de combattre la menace jihadiste, mais le vrai combat se fera d'abord par l'armée à court terme, mais à long terme par la lutte contre la pauvreté. Merci.

Sid Ahmed Ghozali :

Je vais dire seulement quelques mots parce que je dois intervenir cet après-midi. J'ai une question à poser au chercheur qui est intervenu : les chercheurs ont sur nous l'avantage d'être payés pour chercher et pour trouver (*rires*) : lorsque vous parlez de Daech, j'ai été surpris de ne pas vous avoir entendu parler de cette alliance très étrange entre le régime dictatorial iranien, le régime syrien, les USA, les Européens, l'Arabie Saoudite et le Qatar en ce qui concerne la genèse du problème du terrorisme. C'est la première fois que je reviens en Tunisie après ce qui s'est passé en France au mois de Novembre et je saisis cette occasion pour dire combien nous, en Algérie, nous sommes solidaires avec le peuple français. Est-ce qu'on peut protéger des citoyens, français ou autres, contre un phénomène dont on n'a pas avalisé les causes ?

Un tuniso-canadien :

Bonjour tout le monde, je ne fais pas de la politique ma profession, mais je suis avec intérêt tous les événements qui se passent dans le Monde et notamment dans notre cher pays, la Tunisie. D'après ce que j'ai pu comprendre de vos explications, tous les conflits qui agitent le Monde sont des conflits d'intérêts, et qui est-ce qui mène le jeu ? C'est l'Amérique avant l'Europe, et Samir Taïeb a bien mis le doigt sur la plaie : c'est qu'il y a un intérêt majeur pour les USA et l'Algérie. On parle de démocratie, mais en son nom on détruit des pays, on tue des dirigeants etc. La vérité ce n'est pas cela, comment allons-nous en sortir ? On a essayé de tout expliquer et la solution qui est-ce qui la détient ? Merci.

Adel Ben Youssef :

Je suis professeur d'Economie. Je partage ce qui a été dit sur l'existence de ces trois zones ; j'ai trois questions. Dans tous ces Etats il y a des effets de force qui sont dictés par l'Energie et d'autres par la démocratie. Le continent africain va passer de 1,700 millions d'habitants aujourd'hui à 2,300 millions. La zone dans laquelle on se situe, l'Afrique du Nord, va subir un grand nombre de départs vers le Nord, c'est-à-dire l'Europe. Dans la première question, vous avez mis l'accent sur le rôle de l'Algérie, mais avec la montée des énergies renouvelables, est-ce que ce destin peut-être modifié si les acteurs sur les énergies renouvelables changent leur plan d'investissement ? Je voudrais avoir votre avis là-dessus. J'ai une dernière question sur l'Algérie, qui possède certes trois ans de réserve de pétrole, mais quelles sont ses marges de manœuvre si elle veut modifier la donne ? Dernière remarque, je déteste qu'on parle d'EI parce que ce n'est pas un Etat ; la Palestine, qui existe depuis 3.000 ans en tant qu'Etat, on ne la reconnaît pas encore en tant que tel aujourd'hui, alors qu'un groupuscule de minables, d'occupants de parties de territoires qui appartiennent à d'autres serait appelé EI ? Non.

Hatem Ben Salem :

Je vois qu'il n'y a plus de questions. Je propose qu'on revienne au panel, et je redonne la parole à Pierre.

Pierre Razoux :

Sur la question d'hier, il y a une donnée pour les 50 années qui viennent, c'est celle des flux migratoires, qui ne vont pas ➡



être causés par la guerre en Syrie, en Irak ou ailleurs, ils seront seulement dûs aux bouleversements de l'ordre économique du Monde liés aux changements climatiques, aux changements politiques résultant de l'accès à la nourriture et à l'eau potable, parce que si l'on prend l'immense bande des pays touchés par les changements climatiques et les problèmes économiques, on peut dire que dans les 50 prochaines années ce n'est pas 2 ou 3 millions d'individus, mais probablement 300 à 500 millions qui ont aller "ailleurs", qui vont quitter leur chez-eux pour aller dans toutes les directions !

Bien sûr il y aura des flux majeurs en direction de l'Europe, de la Russie qui a des zones immenses qui vont être accessibles, ils le savent bien et commencent déjà à défendre leur territoire, les gens vont aller en Asie, en Indonésie ou en Australie. Certains aimeraient bien aussi aller aux USA et au Canada, mais il y a l'Atlantique à traverser et donc pour le moment les Canadiens sont à peu près sûrs d'être tranquilles. Mais un jour ou l'autre cette difficulté sera résolue.

Il y a des pays comme l'Afrique du Sud ou l'Ethiopie où il y a beaucoup d'eau potable, des zones agricoles très importantes, avec des conditions géopolitiques assez intéressantes : elles vont être envahies par des vagues migratoires asiatiques. Le Maghreb ne va pas être seulement une zone de transit de l'Afrique vers l'Europe, mais de plus en plus une zone d'immigration que vous allez être obligés de gérer. Pour les énergies renouvelables il semble à peu près certains que les USA cherchent à récupérer les clefs du circuit pétrolier qu'ils ont perdues et leur stratégie sera de le garder quand le prix du pétrole sera au niveau de leurs intérêts économiques. On va s'intéresser au pétrole jusqu'au développement d'autres solutions énergétiques, dont la plus certaine est l'énergie nucléaire ; il y a en Amérique des tas de gens qui réfléchissent et qui font des pas de géants et qui annoncent que dans 15 ans il aura une réaction fusionnelle qui va bouleverser l'économie mondiale. La technologie liée aux progrès de l'intelligence artificielle, aux instruments 3D, est en train de révolutionner le système économique mondial.

Les Américains veulent contrôler le prix du pétrole jusqu'à ce que le pétrole ne puisse plus lutter contre toutes ces nouvelles technologies : le solaire, l'éolien ne peuvent pas disparaître. Il en est de même des monarchies du Golfe qui cherchent désespérément à se diversifier sans en avoir le substrat nécessaire.

Un autre panéliste :

J'ai été ravi d'écouter M. Ghazali, mais je regrette de ne pas avoir pu parler des Etats qui forment actuellement "l'alliance internationale contre le terrorisme" et je songe particulièrement à 3 pays : la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite. Il faudrait, lorsque la conscience de la communauté internationale atteindra un stade assez avancé, que les parrains fasse comprendre à ces gens-là qu'on ne peut pas faire partie d'une coalition internationale contre le terrorisme et en même temps l'encourager ; c'est le cas de la Turquie, pas du gouvernement turc ni d'Erdogan, pour qui Daech est préférable aux Kurdes : le Qatar qui le préfère à la Tunisie, ou l'Arabie Saoudite dont les problèmes intérieurs la mènent aujourd'hui à mener une guerre contre le peuple yéménite au nom d'une guerre d'un régime sunnite contre un régime chiite. La Tunisie n'a rien à voir avec cette guerre, la communauté internationale non plus, donc il faudrait que ces trois pays comprennent une fois pour

toutes que leur intérêt final est de ne plus soutenir le terrorisme et de se mettre du côté du Monde civilisé.

Olivier Kempf :

Quelqu'un a dit qu'il ne faut pas confondre terrorisme et Islam. J'en suis parfaitement convaincu et je voudrais revenir à la question de l'EI. En France, j'entend parler de "guerre contre le terrorisme", cela n'a pas de sens, le terrorisme est un mode d'action au service d'une certaine politique, ensuite on parle d'islamisme, ce qui fait penser à l'Islam, or je pense que l'essentiel de la chose a peu à voir avec la religion. C'est pourquoi je préfère parler de "guerre contre le jihadisme", qui est une idéologie et j'irai même plus loin : c'est un modernisme qui n'a rien à voir avec la religion puisque ces extrémistes ont finalement peu de relation avec l'Islam et renient la plupart des faits qui se rapportent vraiment à l'Islam.

Ce qui nous amène à parler de Daech ou EI ; en Tunisie, cet acronyme (Daech), parle à votre langue, mais en France nous n'avons pas les mêmes références (la langue arabe), et en outre "Daech" ce sont les initiales de "Etat islamique en Syrie et en Irak". Mais Daech ce n'est plus l'Etat islamique, il se prétend lui-même un système révolutionnaire, moderniste et on peut faire le rapprochement entre l'Etat islamique et le système soviétique à sa naissance, nous l'avons appelé URSS, c'était l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, un projet politique. Si Daech se veut un projet politique, prenons-le comme tel. Pour la dernière question soulevée par M. Ghazali sur "peut-on protéger les citoyens contre un phénomène dont on n'a pas analysé les causes ?" je répondrai que l'Occident, depuis une quinzaine d'années, a semé le désordre, avec de bonnes intentions, dans une zone qui va de la Mauritanie à l'Afghanistan. C'est un constat, ce qu'on peut lui reprocher, c'est qu'il n'ait pas de vision politique, qu'il est manichéen, qu'il dise que au nom de la démocratie c'est tout ou rien, en clair, on fait un changement de régime, mais sans s'occuper de ce qu'il y a derrière, et c'est cela la grande faute. C'est pour cela que je reviens aux fondements sociaux et économiques de cette question qui doit être étudiée dans chaque pays d'après les particularités locales. Le jihadisme qui a existé dans des Etats chaotiques comme l'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye n'a pas grand chose à voir avec le jihadisme tel qu'il peut se manifester en Belgique, en France ou en Tunisie, car la façon de traiter les problèmes n'est pas la même.

Hatem Ben Salem :

Je veux remercier les panélistes pour leurs interventions, et leurs réponses aux interrogations, mais surtout je tiens à dire que ce panel a préparé ce qui va se dire cet après-midi sur la Politique de Voisinage. Nous avons voulu donner une idée de cette nouvelle donne géopolitique dans la région, nous avons fait chacun de notre mieux, mais je sais que certains sont "restés sur leur faim" car il n'a pas été répondu à toutes les questions. Maintenant je suis très heureux de souhaiter la bienvenue à Mme Selma Elloumi Rekik, Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, qui nous rejoint à Hammamet, haut lieu du Tourisme tunisien, malgré les difficultés que l'on connaît bien. Madame la Ministre, je vais vous donner la parole, pour nous préciser, surtout pour nos amis étrangers, ce qui se passe dans ce contexte géopolitique local et ce que vous essayez de faire dans ce domaine.



Intervention de Mme Selma Elloumi Rekik,

ministre du Tourisme et de l'Artisanat

Merci, j'ai préparé un discours, mais je pense qu'il est inapproprié, au vu de tout ce que j'ai entendu depuis mon arrivée.

Mme Laura Baeza, M. le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, les députés, honorables invités, c'est pour moi un honneur et un plaisir de prendre la parole devant ce Forum prestigieux, tant par la qualité de ses organisateurs que par la portée des thèmes qui y sont débattus. Je voudrais m'adresser à tous les membres de l'équipe de Réalités pour les remercier d'avoir dédié ce forum à une question si intéressante et stratégique, "la Politique Européenne de voisinage" revêt un effet une importance capitale pour la Tunisie.

Le débat sur la question est venu opportunément réaffirmer l'idée bien ancrée que l'amitié tuniso-européenne est pérenne, solide et durable. Notre volonté est d'aller encore de l'avant, d'offrir à cette amitié un partenariat renoué et fondé sur le respect mutuel et la prospérité partagée. Ce forum intervient à un moment où la Tunisie vient de s'affirmer dans une ère de liberté et de progrès. La Tunisie est la dernière démocratie née dans la région et dans le Monde ; une démocratie ne se décrète pas, mais se pratique. Il y a un certain nombre d'institutions à mettre en place pour finaliser notre consensus. Notre pays a été une cible pendant l'année 2015 : nous avons subi trois opérations terroristes qui ont été durement ressenties par l'économie de notre pays et particulièrement par le Tourisme, l'un des piliers fondamentaux de notre pays. Certains ne sont pas contents de l'évolution de notre pays. La relance économique est une base fondamentale pour la construction de cette démocratie. Pour réussir la réussite de son économie, la Tunisie a besoin de l'apport de toutes ses ressources, elle a aussi besoin de l'Europe, qui est son premier partenaire, qui a toujours été à ses côtés et qui y sera toujours, nous en sommes persuadés, avec le même engagement, vu les liens qui nous unissent.

La relance de notre tourisme est l'une des priorités de notre gouvernement et au-delà de la relance, ce secteur a besoin d'une relance structurelle profonde afin de mieux se positionner au sein d'un paysage



 Mme Selma Elloumi Rekik

international marqué par une forte concurrence. Le problème de la sécurité reste fondamental car sans sécurité le tourisme ne reprend pas et notre économie reste en panne. Les partenaires européens ayant participé à la politique de réforme sur le plan sécuritaire peuvent en témoigner : dans les accords passés avec l'UE depuis 2015, il y a une amélioration qui est en train de s'opérer à ce niveau-là. Les Européens ont lié le terrorisme à l'Islam, selon les rapports qui nous viennent des pays avec lesquels nous travaillons. Au Maroc la baisse est de 60%, sur l'Egypte il y a des régions comme Assouan qui sont durement touchées, la Tunisie aussi. Je voudrais parler du problème particulier de l'interdiction qui a été faite sur la Tunisie ; finalement le but de ces jihadistes était de déstabiliser la Tunisie, car ils ne veulent pas que cette transition et ce modèle réussissent, pour cela il faut déstabiliser le Tourisme. Mais ceux qui ont répondu —et je peux comprendre cette décision souveraine— ont finalement puni le peuple tunisien. Quand, dans une zone d'opinion, un leader touristique interdit une région, il y a des endroits où il n'y a aucun risque et qui ont été placés "dans le rouge" parce que dangereux.

Moi, je lance un appel aux pays qui ont annoncé cette interdiction pour qu'ils la revoient d'une manière plus objective. Je suis parfaitement convaincue que le renforcement des flux touristiques des

deux rives de la Méditerranée est un facteur qui renforcerait les cultures et qui dissiperait les appréhensions et les amalgames. C'est aussi un rempart contre toute forme d'extrémisme à l'heure où le Monde entier est en lutte contre le terrorisme qui doit être jugulé à travers une mobilisation internationale. Avant de conclure, je voudrais formuler le vœu de voir émerger un partenariat juste et équilibré dans les relations entre les différents pays de la Méditerranée, afin de préserver l'image et la notoriété du Tourisme méditerranéen. Je vous remercie encore une fois pour votre présence et votre participation.

Hatem Ben Salem :

Merci Mme la ministre. Votre intervention a été au cœur même de toute la thématique de la conférence et du colloque. Pour la Tunisie, le colloque est une donnée stratégique, que ce soit pour le présent ou pour l'avenir, et je souhaite que votre appel soit entendu et que l'on ne voie pas ces alertes données par les chanceliers des pays européens ; nous n'avons jamais donné ces alertes quand des attentats ont atteint la France ou la Belgique, car le danger n'y est ni plus important ni plus faible qu'en Tunisie.

Merci à tous pour votre attention, nous reprendrons nos travaux à 15 heures précises.■





MultiProd Tunisia

Service Audiovisuel

Visio - Conférence

Présentation de produit

Films et documentaires

Mur à LED

Traduction Simultanée

Matériels de Sonorisation

Reportage Vidéo

Studio Virtuel

Montage Vidéo

Spot Publicitaire

Shooting Photos

Streaming live HD

Conception graphique

Effets spéciaux



(+216) 71805959



(+216) 71805959



contact@multiprod.tn



**112 Av. Louis Braille, 1er Etage,
Cité El Khadhra 1003 Tunis**



www.multiprod.tn



www.facebook.com/multiprod

Deuxième séance

Nouvelle politique de voisinage : fondements et objectifs

L'urgence d'un partenariat multiforme UE-pays du Sud

Senen Florensa

Nous avons vu ce matin “La nouvelle donne géopolitique en Méditerranée”, nous allons nous en occuper cet après-midi. Pour cela nous avons comme panélistes M. Mohamed Ridha Ben Mosbah, Conseiller économique du Président du Gouvernement tunisien, puis mon cher ami Jean-Louis Guigou, Président de IPMed France, M. Antoni Duran Illeyda ancien Président de la Commission des AE du Parlement espagnol, M. l'Ambassadeur Gabriel Busquets, ambassadeur spécial pour la Méditerranée (Espagne) et enfin M. Emmanuel Dupuy, Président de l'IPS et professeur associé à l'Université Paris Sud.

Cet après-midi, nous allons reprendre en profondeur ce que nous avons vu ce matin. D'abord en quoi a-t-on besoin de la Politique de Voisinage dans la région ?

Vous savez qu'initialement la PV avait une énorme ambition lorsqu'elle a été lancée en 2003 par le Président de la CEE, M. Prodi, et elle a commencé à être appliquée dès 2006-2007. Quant à ses répercussions financières, il était question de transporter dans le voisinage tout le savoir-faire accumulé par l'UE en faveur des pays du voisinage Est, puis Sud de l'UE et qui avait remporté un grand succès. Alors on s'est dit que le transfert de tout ce savoir-faire allait faciliter l'intégration de la Tunisie dans l'économie européenne, même sans être membre des institutions européennes ainsi que de nouveaux voisins qui apparaissaient à l'Est et au Sud. Les instruments qui avaient été utilisés pour intégrer des pays de l'Europe orientale et centrale pour élargir cette politique, d'autant plus que les pays d'Afrique du Nord sont en phase avec l'économie européenne, ils ne vont pas devenir membres au sens politique et intentionnel du terme, mais ils peuvent profiter de leur appartenance à cette zone économique méditerranéenne, les échanges économiques se faisant à 80% avec l'Europe, et pour cela leur donner des moyens pour qu'ils puissent en profiter le plus rapidement possible. Dans le cas de l'Espagne, on a commencé comme cela pour arriver à une intégration totale à cette zone économique euro-méditerranéenne.

On pensait pouvoir agir de même avec la Tunisie, mais dans les conditions de la célèbre formule “tout, sauf les institutions”. Avec le Processus de Barcelone, lancé en 1995, il y avait cette



 Vue de la tribune

approche de créer une large vision d'imprégnation progressive de cette zone méditerranéenne grâce à des accords bilatéraux avec chacun des pays ; il était impossible de faire autrement, même si à Barcelone on avait prévu d'établir une large zone de libre-échange euro-méditerranéenne en commençant par les produits textiles, en attendant d'élargir aux autres. Finalement, ce que l'on a fait, c'est une zone d'échanges par pays parce qu'on n'a pas pu se mettre d'accord sur une zone de libre-échange au sens réel du mot. De toutes façons, il fallait que chaque pays aille “aussi loin qu'il le veut” dans l'intégration dans l'espace économique européen.

Malheureusement, d'autres problèmes sont survenus, ceux qu'on a évoqué ce matin, d'ordre sécuritaire, à commencer par les guerres successives en Afghanistan, en Syrie, en Irak et dans le cas de la Tunisie on s'est aperçu qu'aucun mécanisme économique ne saurait répondre à ces vœux. Difficile de faire revenir les touristes à Hammamet s'il n'y a pas de solution aux problèmes politiques et sécuritaires qui empêchaient ce que l'on aurait voulu faire à travers la Politique de Voisinage et qui était trop ambitieux.

Jean-Louis Guigou disait ce matin, et je pense qu'il avait entièrement raison, qu'au-delà des problèmes sécuritaires il y a toujours le développement économique et social comme base incontournable de stabilité. Voilà donc ce que nous allons développer.

Je vais passer la parole à M. Ridha Ben Mohsbah pour qu'il nous explique sa vision sur ce problème.



Ridha Ben Mosbah :

M. le Président, bonne après-midi, Mesdames et Messieurs, il m'échoit l'insigne honneur d'ouvrir cette discussion mais j'aurais été plus à l'aise de vous parler de mon cursus dans les transitions économiques. Pendant cinq années j'ai accompagné la Cie des Phosphates de Gafsa et j'ai essayé de faire de même avec la STEG, mais Si Taïeb en a décidé autrement puisqu'il m'a demandé de réfléchir avec vous. Je suis actuellement le négociateur en chef de l'ALECA et je voudrais partager avec vous mes réflexions dans le cadre de cet accord de libre-échange, c'est-à-dire le voisinage, qui ont été imprégnés par l'Union Européenne. Je voudrais d'abord vous parler du contexte : la nouvelle Politique Européenne de Voisinage arrive après un certain nombre de bouleversements, dont nous avons vu l'un des résultats, qui a été le départ massif des réfugiés vers l'Europe.

Cette nouvelle PV arrive également après certaines attaques terroristes, qui ont frappé certes les pays voisins mais également les capitales européennes et le voisinage n'a jamais été aussi proche et aussi volatil. La formulation d'une nouvelle Politique Européenne de Voisinage était devenue une nécessité aussi bien pour l'UE que pour ses voisins du Sud de la Méditerranée, ceux-ci partant d'un constat politique que le Traité de Barcelone n'a pas atteint ses objectifs qui étaient de créer un groupe de pays stable comme il a été espéré à l'époque. Il faut rappeler qu'il y a deux faits majeurs qui sont à noter ; l'évolution n'a pas été envisagée à ce moment-là, en outre il y a une inadaptation croissante des instruments de voisinage qui ont été conçus et qui sont inadaptés aux pays du voisinage et aux besoins de l'UE. C'est donc l'UE qui a dû revoir sa PV ; quels en sont les fondements ? J'observe d'abord un certain réalisme, un des faits manquants de la PV a été qu'elle a mis l'accent sur la stabilisation du voisinage au lieu de la transformation qui avait été conçue au départ, et en fait on peut comprendre que la recherche de la conditionnalité éventuellement de ce qu'on avait appelé le "more for more" ne soit plus à l'ordre du jour. De ce point de vue, au niveau des priorités et des objectifs, le reclassement des thématiques, notamment l'accent qui a été mis par le gouvernement tunisien sur la sécurité, la stabilité et la solidarité, ainsi que le développement économique et le règlement de la crise des réfugiés.

Le second principe de cette révision par l'UE, c'est le reclassement des pays voisins de l'approche bilatérale qui nous semble une bonne solution pour faire face à la diversité des pays voisins de l'Europe, en particulier ceux qui sont vraiment intéressés par une association plus étroite selon le principe d'un partage des valeurs en termes de bonne gouvernance : l'instauration de la démocratie, l'Etat de Droit et le respect des Droits de l'Homme, et c'est justement à ce titre que cette nouvelle PV nous intéresse. Nous pensons que cette politique devrait notamment récompenser les efforts sensationnels qui ont été faits par le peuple tunisien sur le plan de l'ouverture politique, l'instauration de la démocratie avec notamment tout ce qui a été fait en matière de Droits de l'Homme. Pourtant, la Tunisie est en droit d'attendre d'un ami, d'un partenaire, des propositions spécifiques pour sa trajectoire unique, certes émaillée d'une certaine fragilisation socio-économique. Je me dois de rappeler que, cinq ans après la Révolution, et même si beaucoup d'efforts ont été déployés, si beaucoup de réalisations ont été accomplies depuis 2011 au niveau de la transition politique, nous nous devons de partager un "impératif



 Ridha Ben Mosbah

de l'urgence" parce que la Tunisie fait encore face aux mêmes défis redoutables qui avaient déclenché la Révolution de 2011. Je fais allusion au chômage des jeunes, qui reste très élevé, aux disparités régionales qui persistent et une croissance économique faible.

Donc, en fait il était crucial de mettre l'économie au centre de la transition et, au-delà de l'économie, mettre le citoyen et ses revendications au cœur de l'économie. Si nous savons également que nous devons compter sur nous-mêmes comme jamais auparavant, nous sommes en droit d'attendre le soutien de nos amis et de nos partenaires et nous pensons qu'il est essentiel dans cette entreprise. Pour nous, l'UE est l'amie et le partenaire de longue date : faut-il rappeler que la trajectoire de notre partenariat, déjà entamée en 1976 avec le premier Accord de coopération dont on vient justement de fêter l'anniversaire, a été renforcée en 1995 quand un pays de la rive Sud a signé avec l'UE et vient de connaître un nouvel élan avec le lancement, la semaine dernière, des négociations de l'Accord de libre-échange complet et approfondi, et je dirai la déclinaison économique de la PEV.

Permettez-moi de faire un petit focus là-dessus : comme il l'est dit, cet accord doit être complet dans le sens où il doit concerner les secteurs de l'agriculture, et approfondi parce qu'il doit nous permettre de transposer, partiellement ou totalement selon l'état de préparation de notre volonté, ce que vous avez appelé l'ALECA, M. le Président, ce fameux accord communautaire, comme vous le savez, compte un certain nombre de principes : la symétrie, la progressivité, la nécessité que l'UE accompagne cette transition et cette mutation de la Tunisie. Nous comptons également sur le deuxième pendant de l'ALECA ; c'est la mobilité des personnes et toute entrave à l'une ou l'autre des libertés, de la mobilité, pourrait fausser la règle du jeu et jeter un certain trouble, qui est observé déjà par l'opinion publique sur un accord qui est censé permettre à l'économie tunisienne de s'intégrer dans l'UE.

Nos attentes de cette nouvelle PEV, c'est qu'elle nous permette au-delà de l'économie, de discuter de ses aspects extras, de manière à viser le véritable partenariat et une intégration réelle. Nous allons encore y insister à travers plus qu'un accompagnement budgétaire : ce que nous souhaitons, c'est un soutien urgent, diversifié, en termes entre autres de facilités et

⇒ de mobilité de l'immigration, qui permettraient de résorber en partie la pression sur le chômage qui subsiste en Tunisie. Voilà ce que je voulais vous dire. Merci de votre attention.

Senen Florensa :

Je pense que vous avez tout à fait raison de dire que même les menaces sur la stabilité exigent d'utiliser, non seulement des mesures sécuritaires mais des mesures économiques, qui permettent la création d'emplois. Je passe la parole à M. Jean Louis- Gouigou.

Jean Louis Guigou :

Mesdames et Messieurs, bonjour, Avant toute chose, j'adresse mes félicitations à vous tous qui avez le courage de venir, de chercher à comprendre ce qui se passe dans ce pays ami qu'est la Tunisie. Je félicite aussi M. Taïeb Zahar et Senen Florensa. Nous devons résister au pessimisme ambiant et continuer à construire ensemble l'avenir. Je vais intervenir sur trois points. Ce matin, je remercie tous les intervenants parce que ce n'était pas clair dans mon esprit, et pourtant je lis, je me tiens au courant, mais ce matin j'ai peur pour la Tunisie parce que vous avez dit que vous êtes aux premières lignes, que le terrorisme est à vos portes, que la Tunisie est déstabilisée et qu'il y a des menaces très graves. Donc il faut absolument que l'Europe prenne des mesures pour vous aider sur le plan sécuritaire, militaire... mais ce n'est pas mon sujet, je fais dans la prospective, c'est-à-dire que mon travail est de me dégager de l'actualité pour voir les forces à l'œuvre pour vous aider. La première notion est celle du voisinage, je ne remets pas en cause les Accords de Barcelone, ni la volonté de l'Europe, maladroite peut-être, d'essayer de trouver une solution avec les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, mais comme je vis en permanence avec des Maghrébins, des Libanais, des Egyptiens, leur opinion me marque, et ces amis me disent : la notion même de voisinage est une notion blessante, et je suis gêné avec mes amis maghrébins pour utiliser ce terme parce qu'ils me disent "Tu n'as pas confiance en moi, tu n'as pas besoin de moi", "tu me dis que je suis un marginal, l'arrière-cour, et tu me traites avec condescendance," et ils me disent aussi : "Ce discours dominant/dominé, nous l'avons accepté entre 1995 et 2016 parce que l'Europe était puissante et que nous étions dépendants de nos gouvernements autoritaires, mais depuis les révolutions, avortées ou à moitié réussies, maintenant nos élites sont libres, nous ne sommes pas le cul-de-sac de l'Europe" et ils me disent aussi : "ce mot de voisins est inexact" et la meilleure preuve est que les principaux leaders — le Roi du Maroc, le Président Sissi et bien d'autres, les chefs d'entreprises maghrébins — regardent vers le Sud : Attijaribank a 70 inscriptions en Afrique. Mon ancien président Radhi Meddeb me dit qu'il fait 70% de ses affaires avec l'Afrique subsaharienne : "Je ne suis pas pendu à l'Europe". Je dis qu'ils ont raison. Le mot est blessant et ne correspond plus à la réalité, la vraie réalité, l'espace de demain, ce n'est pas Europe/Méditerranée, mais bien Europe-Méditerranée (500 millions) d'un côté, Europe/Afrique (2 milliards), c'est ça, l'espace de demain. Je vous en donne une preuve : dans deux à trois mois, je vais vous sortir les chiffres exacts ; j'interroge les chefs d'entreprise qui ont une couverture mondiale et je leur demande : "Comment voyez-vous le Monde, maintenant et avant ? Ils me répondent :



Jean Louis Guigou

"Avant, on avait la direction Amérique, la Direction Europe, la Direction Asie et la Direction Afrique". Quand je rentre chez Althom ou chez Planet, le directeur me donne sa carte de visite parce que je suis directeur IMA ; cela veut dire que les grands chefs d'entreprises, qui ont une stratégie mondiale, se disent : l'Europe, un peu le MO et l'Afrique, la Méditerranée aussi, c'est l'espace de demain. Le 21ème siècle va se jouer sur la restructuration de cet espace, et l'immigration nous en donne la preuve : le Président Sissi m'invitait la semaine dernière à un magnifique voyage, mais il y a beaucoup de pauvreté, c'est effrayant. Eh bien, il y a 500.000 migrants subsahariens et Africains de plus à nourrir chaque année ! Voilà pourquoi, pour nous, il fallait revoir la PV, pour ne pas considérer la Méditerranée comme marginale, mais comme centrale et étant le pivot pour aller vers l'Afrique subsaharienne. Je tiens pour vrai et ce sera le sujet de mon deuxième passage, qu'il faut envisager la modification des modalités d'intégration dans des pays de développement différents. Il faut faire des accords de libre-échange, mais un accord de ce type entre un pays développé et un pays en voie de développement, ce sont nécessairement des rapports dissymétriques ; par exemple vous avez ce type de rapport avec les pays de l'UE : nous sommes en train de négocier un accord de libre-échange entre l'Amérique et l'UE et les Américains veulent "nous tordre le cou", ils sont forts et ils veulent s'imposer. C'est comme ça ! Un peu de la même façon, on veut vous imposer un accord de libre-échange libre et approfondi : vous en prenez un peu, mais vous allez devoir le compléter. Il y a deux façons de faire l'intégration, c'est d'abord le commerce, mais c'est une façon très simple : j'arrive, je vends, j'achète et je pars ; il y a une deuxième façon, celle que défend l'IPMed (France), c'est ce qu'on appelle l'intégration en profondeur, elle ne porte pas sur l'échange des biens, mais sur la redistribution de l'appareil de production : c'est la façon exemplaire dont le Japon a su développer, dans les années 50-60, les relations avec Taïwan et la Corée du Sud. Comment le Japon, 20 ans plus tard, après avoir développé ses premiers voisins, a rompu avec eux pour aller ailleurs... Si l'Europe était maligne, elle ferait la même chose : dans un premier temps, développer tous les pays en Afrique, de l'Egypte à la Mauritanie avec Renault et Peugeot, avec redistribution du capital, et puis



après rebondir sur l'Afrique saharienne.

Il y a aussi la façon extraordinaire dont l'Allemagne a traité les Pays de l'Est : d'une façon systématique, les Allemands, après la chute du Mur de Berlin, ont eu peur de renouveler leur échec avec les Polonais et les Tchèques ; ils ont dit : "Ce n'est pas la main-d'œuvre qui ira vers le capital, c'est le capital qui va aller vers la main-d'œuvre", et ils ont redistribué l'appareil de production en mettant des usines en partenariat ; ceux qui avaient l'économie sont restés chez eux et se sont enrichis en produisant des appareils très sophistiqués. Le deuxième exemple que je vais vous donner, c'est la façon très astucieuse dont l'Amérique est en train de gérer les relocations venant de Chine : c'est génial, vous avez l'Allemagne qui est là, très sophistiquée, très chère, et de l'autre côté vous avez la Chine, pas très sophistiquée et pas très chère, alors les usines partent en Chine.

Les Américains, eux, les mettent au Mexique qui est leur purgatoire.

Imaginez qu'en huit ans, on a créé 2 millions d'emplois au Mexique, et on sait bien que les Américains ne sont pas des "tendres", j'ai lu il y a deux ans un article à ce sujet.

En un mot : je trouve que le libre-échange, c'est bien mais il faut le compléter par la production et donc, cher M. le directeur conseiller du Premier ministre, j'en arrive à l'accord de libre-échange complet et approfondi. J'étais il y a deux ans au Maroc, j'arrive au Maroc, je débarque et mes amis effrayés me disent "Tu as vu l'ALECA ? "Je demande : "qu'est ce que c'est, c'est une bête, c'est un monstre ?" et ils me répondent : « c'est l'accord de libre-échange complet et approfondi » ! Et les Européens vont nous esquinter, il est complet parce qu'il ne touche pas que le secteur industriel, mais aussi l'agriculture et les services, et il est approfondi parce que tous les règlements, les normes etc, sont les mêmes, donc les médecins, les ingénieurs, les bureaux d'études parisiens et européens vont venir s'installer au Maroc et on va être laminés, et les industriels s'inquiètent. "S'il y a cette vague qui arrive du Nord, nous, nous allons nous limiter au Tourisme, à la spéculation immobilière ?" Mais je n'ai pas de conseils à donner, je ne suis qu'un pauvre professeur d'Université, à votre place je dirais à l'Europe : "D'accord, on a besoin de vous, pourquoi pas cet accord de libre-échange approfondi, mais nous voulons aussi qu'il soit équitable, et dans ce mot je demanderais à ce qu'il y ait la mobilité des compétences, l'accès aux fonds structurels européens, l'harmonisation des normes, la sécurisation des investissements, la mobilité de capitaux et à ce moment-là vous aurez beaucoup d'entreprises, en partenariat avec des Tunisiens, qui vont venir chez vous pour créer des emplois, et à ce moment-là on va pouvoir faire du libre-échange, car on ne peut pas en faire quand il y a de trop de déséquilibre. Je vous remercie.

Senen Florensa :

Merci beaucoup, nous allons passer à M. Capellani Alessio, chef de la Division Maghreb à Bruxelles

Capellani Alessio :

Merci beaucoup à l'équipe de Réalités, à M. Zahar, Cela fait longtemps que j'ai entendu parler de Réalités, et je suis heureux et honoré d'être parmi vous.



Capellani Alessio

La nouvelle politique est un produit de concentration entre deux positions : ceux qui veulent aller plus loin pour satisfaire les attentes et ceux qui proposent seulement de modifier la logique de transformation et la remplacer par celle de la différenciation. La révision de la PV a été faite le 18 Novembre 2015 avec une enveloppe arrêtée pour la période 2014-2020.

Il y a un changement dans la méthodologie, mais il s'agit d'un cadre général dont le résultat ne sera perceptible qu'à moyen et long termes alors qu'il y a de grandes attentes et surtout des urgences à solutionner... Pour le cas de la Tunisie, il y a deux questions majeures, la révision du montant de l'aide d'une part et un saut qualitatif à réaliser d'autre part. Au niveau de l'UPM il y a lieu de procéder à l'adaptation des soutiens et à une plus grande flexibilité.

C'est pour cela qu'on a besoin d'une approche plus géostratégique et d'attendre le 23 Juin 2016, qui est la date de déclinaison de la stratégie de l'UE. Mais notre pays a-t-il la capacité d'absorption suffisante en matière de réalisation de projets de développement si l'on prend en compte la démobilisation actuelle de l'Administration depuis cinq ans ?

Les nouvelles priorités qui ont émergé et qui correspondent à des urgences pour les pays qui constituent le voisinage immédiat de l'UE sont la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que celles des guerres civiles qui déstabilisent toute la région Sud de la Méditerranée. Il y a aussi la recrudescence de l'émigration clandestine et la nécessité urgente de créer de nombreux emplois pour les jeunes, qu'ils soient diplômés de l'ES ou sans qualification professionnelle, car c'est là le terreau qui engendre le jihadisme et le terrorisme.

Aussi, l'impératif de la transformation économique et sociale laisse la place à celui de la stabilisation politique et sociale. L'instauration de la sécurité et la lutte contre le terrorisme deviennent la priorité des priorités.

L'afflux des réfugiés dans les pays de l'UE est venu accroître les tensions et poser des problèmes sécuritaires et politiques. Tout cela impose une mise à jour de la politique de voisinage de l'UE, car les questions relatives à l'impulsion de processus de la croissance économique et celui du développement, ce qui fait que l'impulsion de l'investissement demeure entière.

⇒ Senen Florensa :

Monsieur l'Ambassadeur Gabriel Busquet, vous avez la parole. Je rappelle que vous êtes ambassadeur spécial pour la Méditerranée en Espagne.

Gabriel Busquets :

Monsieur le Président et cher ami, je voudrais faire un premier constat pour dire que la sieste a été supprimée en Espagne depuis longtemps et au vu de la salle où nous nous trouvons, je vois qu'en Tunisie aussi puisque tout le monde ici est au travail. Je vais aller d'abord au titre de ce panel. "Nouvelle politique européenne de voisinage". Le professeur Guigou a parlé de voisinage et je ne veux pas lancer ici un débat qui risque d'être stérile, d'ailleurs je suis d'accord avec ce qu'il a dit. Nous sommes aussi des voisins, mais nous sommes plus que cela. S'agit-il d'une nouvelle politique ou d'une révision de la politique de voisinage ? La Communication de Mars 2015 appelait plutôt à une révision, il y a tellement d'éléments nouveaux pour dire que la PV est devenue plus réaliste, plus cohérente et plus flexible, en 2003, l'UE se sentait plus forte et voulait exporter le modèle européen chez ses voisins et partout. En 2011 cette politique a été revisitée et encore une fois en 2014. On s'est aperçu que ce modèle ne peut pas être exporté et n'apporte pas de solution à tous les problèmes. Il y a une année, nous avons débattu de ce sujet ici-même, et il y avait deux choses qui montraient que ce que l'on pouvait faire avec les Tunisiens, c'était de les accompagner et non pas de se substituer à eux. Malgré tout, nous pouvons dire qu'il y a maintenant des acquis, on a eu la communication, les conclusions du Conseil européen de Décembre, les consultations avec les partenaires du Sud, soit particulièrement trois principes de base : promouvoir la croissance économique et le développement, instaurer la sécurité, puis veiller sur la mobilité des personnes ainsi que sur l'émigration.

Quel a été le résultat de cette consultation et de ses conclusions ? On est moins ambitieux, mais par contre on est plus cohérents et réalistes, il y a l'accent porté sur la stabilité, le défi principal pendant les prochaines années sera la stabilisation du pays, ce qui est la priorité politique de la PEV ; il y a le degré d'insertion avec l'approfondissement de la relation avec ceux qui le souhaitent, par exemple avec certains pays de l'Est, ainsi qu'avec le Maroc et la Tunisie, à chacun selon ses désirs. Il y a un aspect qui a été l'objet de discussions, à savoir si l'UE devait défendre ses valeurs, et finalement la conclusion a été qu'elle défend ses intérêts, mais maintient aussi ses valeurs. Les priorités de la coopération peuvent être regroupées en 3 blocs (paix, partage et prospérité) avec un quatrième qui est la dimension régionale qui se fait beaucoup plus présent aujourd'hui. Deuxième aspect : il s'agit d'une politique plus efficace dans la mesure où il y a une flexibilité dans les instruments financiers qui permettraient de ré-activer avec rapidité des situations urgentes grâce à une réserve de 10% de l'instrument financier qui a été présente. Voilà la nouvelle étape du processus avec un dialogue individuel pour déterminer les besoins de chacun des pays.

Qu'en est-il pour la Tunisie ? On a déjà dit qu'elle a un statut particulier tandis que le Maroc et la Jordanie ont un statut avancé, l'Algérie et le Liban ont un autre statut tandis qu'Israël et la Palestine ont des rapports "sui generis" l'Italie et la Syrie n'ont pas d'accord d'association. Depuis 2011, la Tunisie a



■ Gabriel Busquets

reçu de l'Europe 3,3 milliards d'euros. Pour mettre ce chiffre dans son contexte, il y a eu ce matin une référence qui indiquait que l'UE a accordé 6 milliards à la Turquie. Ce ne sont pas des chiffres extraordinaires mais quand même assez importants. C'est que la Tunisie a fait la demande pour la création d'un Fonds de stabilité et de solidarité, la question va demander une réflexion approfondie. Il y a aussi le volet commercial. La négociation de l'accord de libre-échange complet et approfondi devrait permettre une meilleure insertion de l'économie tunisienne au sein du marché européen, mais aussi des mesures supplémentaires, par exemple l'achat de 300.000 tonnes d'huile d'olive. C'est un produit qui est très demandé par les pays européens. Il y a aussi l'accélération de l'accord pour l'évaluation des pays industriels. Tout ceci pour dire que la PEV révisée est un cadre qui est favorable à la Tunisie et lui apporte des avantages spécifiques. Nous sommes tous conscients qu'un échec de la Tunisie aurait pour l'Europe un coût supérieur à sa construction. Mais nous devons aussi avoir à l'esprit que personne ne peut se substituer aux Tunisiens. Merci.

Senen Florensa :

On avance, selon la liste qui a été dressée par les organisateurs et je donne la parole à notre dernier intervenant, le professeur Emmanuel Duprey, qui est président de l'IPSE (Institut de Prospective et de Sécurité de l'Europe), et professeur associé à l'Université Paris-Sud.

Emmanuel Duprey :

Merci M. le Président. J'ai la rude tâche de terminer ce panel. Je vais donc essayer de ne pas être redondant et d'apporter des éléments complémentaires à tout ce qui a été dit ce matin, en prenant comme début de mes propos l'exercice des "7 péchés capitaux" auxquels doit faire face la PEV, pour bien entendu terminer en disant si cette coopération, entreprise le 18 Novembre, a réussi à améliorer les fautes dans un contexte bien évidemment très concurrentiel, et je terminerai par cela.

Je crois qu'il est utile de rappeler que la PEV, que ce soit dans sa mouture originelle de 1995 ou dans sa déclinaison finale, a



été dès le début prise en otage par des processus sécuritaires qui n'ont pas trouvé leur règlement alors même que l'on pensait que était un préalable, évidemment des années 1980 aux années 2000, à cause du processus d'instabilité en Palestine, et depuis quelques années les insécurités et les problèmes insurrectionnels en Syrie et en Libye. Je crois qu'il est important, quand il s'agit de parler d'égal et égal, que ce soit de manière libérale ou de manière multilatérale ; depuis quelques années, avec le stress des derniers attentats, l'environnement sécuritaire devient un point important, au prorata de la politique de développement. Il y a aussi le péché originel d'une certaine forme de hiatus relatif aux différences qu'il peut y avoir entre les diverses zones du voisinage européen. Par le fait, évidemment en 2004 d'un élargissement vers l'Est qui a mobilisé des capacités d'investissement, et malheureusement en 2015 et 2016 les problèmes sécuritaires au sujet desquels l'UE est aussi concernée que son hémisphère Sud. Un autre élément, je crois que, que ce soit à Bruxelles ou dans les autres capitales européennes, on ne conçoit plus l'agenda méditerranéen, comme l'a dit Jean-Louis dans sa vision d'antan et je crois qu'il faut rappeler qu'à côté de "*Mare nostrum*", il y a une autre "*nostrum*", liée à l'insécurité, à la perméabilité des frontières, ce qui va amener l'UE à avoir une vision plus globale et que cela aussi joue sur la manière dont la politique étrangère de l'UE va être impactée et menée d'une façon beaucoup plus "sur mesure" ; la relation méditerranéenne va se rapprocher d'une relation euro-africaine et le projet initié en Mai dernier par la politique européenne dit qu'il faut parler aussi d'une nouvelle politique qui aurait pour objectif "les 3P" (paix, partage et prospérité).

Je crois aussi et je pense que cela a été rappelé ce matin, que la zone dont nous parlons est à l'aube d'une transformation stratégique dont nous percevons mal l'ampleur, et cela a été rappelé par un professeur qui a dit que la zone sahélo-saharienne abrite actuellement 100 millions d'habitants et en aura 220 millions en 2050, cela étant dû à la démographie : on sait qu'en Europe on compte 1,7 enfant par femme, alors qu'il n'y en a pas moins de 5 à 6 en Afrique et dans certains pays il avoisine les 7%. Il est évident que cela va avoir un impact important.



Emmanuel Duprey

Un autre élément qui n'a pas été suffisamment évoqué dans les relations bilatérales et dans la dimension de voisinage multilatérale : on relève un certain nombre d'insuffisances ou de carences administratives, constitutionnelles, qui mettent en exergue qu'un certain nombre de pays sont entrés dans des sortes de transitions démocratiques, ont accompli un certain nombre de paliers alors que d'autres pays ne l'ont pas encore fait, et c'est très juste ce qu'a dit le SG de l'OTAN au cours de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Rabat : "Il y a un certain nombre de pays qui sont potentiellement à l'aube d'une revendication sociétale et économique analogue à celle que vous avez connue ici au début de 2011".

Je souhaiterais terminer ce propos liminaire en rappelant une notion qui a été précisée en filigrane, qui est celle d'une zone dont on voudrait faire croire qu'elle soit totalement prise en compte par l'UE, mais dont la réalité stratégique est qu'elle s'en éloigne, et je vais essayer d'étayer mon propos : d'une certaine façon, le Maghreb tourne le dos à l'Europe parce qu'elle est appelée à de nouveaux partenariats, à de nouveaux parrainats et qu'elle est elle-même en train de s'interroger sur sa place, sa force stratégique, que ce soit dans un espace transatlantique au Sud, par exemple pour le Maroc, que ce soit dans une centralité méditerranéenne (Maroc et Algérie) et dans ses rapports avec l'Egypte, et qu'elle est aussi intéressée à se tourner vers ses partenariats orientaux. Pour dernière preuve, le récent Sommet Islamique d'Istanbul, à travers lequel on a pu voir l'émergence d'un Interpol intégrant les pays asiatiques. Je ne reviendrai pas sur l'offensive chinoise, qui, à travers sa vocation de se rapprocher de l'Europe, pénètre dans cette nouvelle zone eurasiennne avec un projet qui transite par certains pays africains, je rappellerai aussi le fait qu'un certain nombre d'acteurs importants en matière de sécurité ont déjà focalisé leur attention sur un certain nombre de pays : les USA ont signé un accord important avec le Maroc dans le domaine de la sécurité, et c'est, me semble-t-il, la raison pour laquelle les USA ne sont plus présents en Algérie.

Après ces propos rapides et liminaires, je voudrais dresser rapidement le tableau de la PEV : rappelons que, que ce soit avec Barcelone ou Paris, elle n'a pas réussi à réunir les pays de l'UE et d'Afrique du Nord, ce qui est pourtant leur genèse, c'est-à-dire le continuum entre paix et prospérité partagée, je crois que ces processus auraient pu permettre aux Etats qui s'y engageraient, de conclure à travers la mise en place de réformes d'adaptation de réponses normalisées qui ont bénéficié malgré tout d'aides financières et de projets n'auront pas permis de faire ce saut qualitatif et on l'a eu à l'esprit, quant on a vu l'émergence du "Printemps arabe".

Le processus antérieur normalisé a relativement échoué, car les inégalités subsistent, ce qui a engendré une idéologie extrémiste et les pays se sont tournés vers des solutions de facilité, parfois parce qu'un certain nombre de ces pays ont profité de cela pour acheter la paix sociale, mais j'y reviendrai plus tard.

Pour aller plus vite, je voudrais revenir sur un élément qui a été insuffisamment évoqué ce matin, à savoir la nécessité de lutter de nouveau contre deux difficultés, le cloisonnement, la défacture de la société en travaillant évidemment sur les fractures politiques et démographiques.

Et je voudrais m'appuyer sur le dernier point pour arriver à l'essentiel ; Jean-Louis le rappelait tout à l'heure et le professeur d'Université ce matin, nous nous sommes inscrits indubitablement dans une cohérence qui comporte 3 ou

⇒ 4 fuseaux horaires et entre 1 et 5 milliards d'habitants et je crois que cela nous oblige à des solidarités nouvelles que nous devons accompagner non seulement par des gestes de solidarité mais par la création d'institutions. Je crois que c'est d'autant plus important que nous sommes face à une crise qui va aller crescendo, les populations européennes se situent à des niveaux différents au niveau du taux de fécondité allant, ce qui, pour ceux qui ont fait un peu de prospective, continuera à creuser ce fossé : 70% de la population du Maghreb a moins de 30 ans aujourd'hui et dans quelques années aura crû de 48% alors que celle de l'Europe n'aura crû que de 7%, et cela est important à garder à l'esprit quand on peut imaginer que la différence humaine, l'incapacité de trouver un emploi pourra provoquer des migrations, d'abord intra-africaines et dans un deuxième temps transcontinentales.

Je crois que la dimension démographique est importante, en ayant à l'esprit que l'Afrique aura un handicap important parce qu'il y a trois fois plus de jeunes à ne pas avoir de capacité d'emplois, avec ce que cela peut entraîner de radicalisation, de terrorisme et de criminalité organisée. Voilà ce que je voulais vous dire en terminant très rapidement et en formulant le vœu que la PEV se focalise davantage sur quelques points saillants pour lesquels la coopération est nécessaire, et je veux évidemment parler de la prise en compte du fait urbain qui sera un puissant facteur de démobilisation au niveau naturel mais qui pourrait être un facteur de multiplication de coopération et je l'espère, d'intégration régionale et c'est sans doute là que le travail doit être mené en parallèle.

Je crois qu'il ne faut pas seulement vouer aux gémonies le fait que l'UMA vit au ralenti, il faut ici que nous ayons à l'esprit que l'UE a eu des essais d'accomplissement dont il faut tenir compte, peut-être faut-il créer de nouvelles structures plus souples mais efficaces pour accompagner le processus.

Par exemple, pour le "5+5", je pense qu'on peut l'élargir en créant un "5+5+1" en prenant en compte qu'en Afrique subsaharienne on peut faire une coopération régionale en prenant les 5 pays de l'Afrique du Nord. Je vous remercie.

Senen Florensa :

Merci beaucoup. Voilà que nous avons un grand tableau devant nous avec les différentes solutions qui ont été proposées. Je vais maintenant donner la parole à la salle.

Un panéliste :

Quand j'ai parlé tout à l'heure, j'ai dit que la Tunisie a un problème existentiel à tirer profit de cette nouvelle PEV qui doit venir en soutien non seulement budgétaire et j'ai parlé d'un appui substantiel et de qualité.

Je voulais donc insister sur ce point. Le dernier point, c'est le Professeur Jean-Louis Guigou qui me donne la possibilité d'en parler, il y a déjà eu des tentatives qui ont donné des résultats. J'ai ici les chiffres des exportations industrielles ; entre 2000 et 2010 les exportations industrielles en Tunisie ont évolué de 5,10 à 9,5 milliards d'euros, donc 50% sur la décennie ; qui plus est, le contenu technologique de ces exportations est passé de 12% en 1995 à 30% en 2012. Donc il y avait déjà une annonce d'une certaine intégration et un certain partage de la valeur ajoutée entre les deux rives de la Méditerranée.

Donc, je crois qu'il y avait déjà une annonce, le mouvement

s'est interrompu et cela m'amène à parler du troisième fondement de cette PEV : l'appropriation. Mais il est nécessaire que les pays du Sud eux aussi s'approprient cette politique et cette appropriation doit se refléter dans des devenir, dans des politiques industrielles. Nous avons des success stories au niveau de l'industrie manufacturière en Tunisie qui ont remonté des filières et sont arrivées à s'implanter au Nord, donc il faut les cultiver ; mais il faut également accompagner l'ouverture du libre-échange par de véritables politiques industrielles de manière à profiter de ce gain de la technologie. Voilà ce sur quoi je voulais réagir pour conclure : actuellement la PEV se décline en une approche sectorielle par budget, par investissement, mais il faut qu'on passe à une approche beaucoup plus structurelle qui nous permette de trouver l'instrument qui pourrait accompagner la Tunisie dans cette mécanique transitoire économique, nous devons inventer les instruments d'accompagnement nécessaires pour cette mutation.

Un autre :

Je voudrais répondre à un certain nombre d'interrogations. Je crois qu'il faut aussi comparer avec d'autres régions, par exemple la zone du Golfe des Caraïbes, en Amérique, qui est ce qu'on peut appeler la Méditerranée asiatique, je crois qu'il y a aussi une différence de méthodes et les pays qui sont en train de coopérer ; la Corée, la Chine et le Japon, malgré les tensions qui les animent, arrivent à travailler ensemble. Entre eux il s'est créé un sentiment de reconnaissance, d'où des obligations à passer outre les barrières douanières, à converger en matière de critères et d'avoir une logique macro-économique convergente. Cette notion de symétrie des marchés est importante.

Je crois aussi, si l'on prend l'exemple chinois, qu'ils pensent avant tout à ne pas créer des institutions mais à créer du sens ; le projet de la Route de la soie n'est pas une institution, mais il amène la Chine à coopérer avec 160 pays ! Cela est important parce que nous pensons trop structurations. Il y a une fâcheuse tendance à vouloir institutionnaliser ce qui marche sans





institutions ; c'est le cas du "5+5", dès qu'il a fonctionné, on a voulu l'institutionnaliser et pire, on a voulu l'agrandir (6+6, 7+7) : il faut aussi avoir à l'esprit qu'il y a parfois une logique qui dit que "union de projets n'est pas projet d'union" ; l'union implique un pacte politique, et nous devons créer l'UE avant de créer une autre union dans la périphérie de l'UE, et je crois que c'est comme cela qu'on arrivera à faire des complémentarités avec de grosses structures institutionnelles et des projets qui fonctionnent seuls. Je pense que la sécurité n'a pas besoin d'une structuration pour mettre en avant la nécessité d'arriver à une coopération pragmatique et qui fonctionne.

Jean-louis Guigou :

Ce matin, nous avons parlé un peu de la Chine. Je demande aux spécialistes méditerranéens de prospective de bien observer ce qu'ils font, comment ils peuvent s'implanter au Pyrée en Grèce, à Gênes ou ailleurs et j'ai insisté sur le fait qu'ils n'ont pas d'armée avec eux et ne s'occupent que d'économie.

Je n'arrive pas à vous expliquer la puissance qu'ils ont, leur profonde détermination et le fait qu'ils sont convaincus d'être les maîtres de demain. Comment les Chinois jugent-ils le modèle démocratique européen que vous avez adopté et qui vous paralyse un peu ? Avec le parlementarisme, par exemple, et voici ce que disent les Chinois en parlant des modèles américains et européens, ils font deux critiques radicales, ils disent que chez eux les élus le sont pour un temps limité, leurs présidents ont une durée de 4 ans, 5 au maximum, et leur intérêt se porte sur les élections municipales ; le maire d'une ville, si vous lui parlez d'autre chose que sa ville, il s'en fiche, la durée des mandats n'est pas très longue. La deuxième critique que les Chinois font au régime européen, c'est que les qualités pour être élu ne sont pas les mêmes que les qualités pour gouverner, alors que nous risquons d'avoir aux USA un Trump, un candidat qui médiatiquement est énormément puissant, mais qui peut-être n'a aucune qualité. Chez nous, Depardieu se présenterait à la Présidence de la République, il serait élu. Il faut faire très attention.



Nous, Européens, nous sommes critiqués par vous parce que nous avons un système affaibli ; de plus le fait de faire une fédération entre nous, Français, Anglais, Allemands, pose des problèmes : un jour on vous dit : il n'y aura plus de frontières, plus de défense nationale, plus de monnaie ; alors les nations se raidissent, les peuples ont peur, d'où la remontée des nationalismes. Cette épopée européenne de constitution d'une grande fédération nous épuise, nous ne sommes pas au top niveau, nous sommes menacés par les gouvernements nationalistes. Et pourtant je suis très optimiste pour l'Europe, parce c'est une espèce de mutilation collective, pour faire apparaître la fédération, la France est forte quand elle a peur. Rendez-vous compte, on s'est "marié" avec nos plus grands ennemis, les Allemands, quand on a eu peur du communisme, et peut-être que la peur du déclin va faire dire aux Européens : "Il est temps d'avancer, et peut-être qu'un jour nous nous retrouverons".

Gabriel Busquet :

Il y a des questions auxquelles on n'a pas répondu. D'abord je suis d'accord qu'en Europe il fallu 60 ans pour arriver où nous sommes aujourd'hui et malgré cela il y a une Europe à plusieurs vitesses : nous avons une coopération en Justice, avec Shenghen, malgré différents composants. Que peut-on dire de nos relations avec le Sud ? Il y a un impératif d'urgence et nous voulons voir des résultats tout de suite, et le fait que certains résultats prévus n'ont pas été atteints nous fait dire après 10 ans que Barcelone a échoué, mais qui prétendait résoudre en 10 ans tous les problèmes de la région ? Il y a là un aspect de patience qui quelquefois manque dans nos rapports.

Une autre question est de savoir si le problème n'est pas que l'UE n'a pas une vision commune ; moi, je crois qu'elle l'a, le dénominateur commun est un minimum, mais il répond finalement à un accord et une vision commune. Le problème est que nous n'avons pas une vision conjointe, un agenda commun. Par exemple, les échanges commerciaux de toute la région européenne se font à 90% avec l'UE, 8 à 9% avec l'UE et moins de 2% pour le reste. C'est pour cela que la méthode qu'on avait choisie était celle du multilatéralisme, c'est à dire aller vers chacun des pays avec la réalité et l'ambition de chaque pays, et une fois que cette étape est franchie on peut passer à un accord multilatéral.

Finalement, la PV est très instrumentale, d'accord, elle a été plus instrumentale que stratégique, et cela pour de multiples raisons, et c'est pour cela qu'on est en train de procéder à une révision.

Senen Florensa :

On est d'accord pour vous rappeler que la politique étrangère et sociale se mesure surtout par générations plutôt que par années, la contradiction est entre l'urgence pour résoudre des problèmes considérés comme graves et le temps parfois long dont on a besoin pour le faire, et c'est à cause de cette contradiction qu'apparaissent beaucoup de problèmes.

Je vous remercie tous pour votre participation. Nous allons maintenant laisser la place à la séance suivante, qui va envisager un autre volet de la PEV. ■

Troisième séance

Le point de vue du Sud sur la Nouvelle politique de voisinage

Moncef Baati :



Moncef Baati

Monsieur le Premier ministre, Excellences, mesdames et messieurs, madame Guigou, retenue à Paris, ne peut assister à nos travaux, mais nous allons poursuivre la discussion sur la PEV. A cet effet, le Comité d'organisation a réuni un panel de personnalités et d'experts. La Tunisie a toujours été l'avant-garde en ce qui concerne la coopération avec la rive Nord de la Méditerranée.

Ce matin, l'ambassadeur Laura Baeza a rappelé que notre réunion d'aujourd'hui coïncide avec l'anniversaire de l'accord de 1976 qui a été le premier que l'UE a conclu avec ses partenaires méditerranéens. La Tunisie a été également pionnière en 1990 puisqu'elle a été le premier pays de la rive Sud à conclure et à signer un accord, aujourd'hui, l'UE se propose de commencer une nouvelle ère et d'engager des négociations visant à la conclusion d'un accord de libre-échange complet et approfondi.

C'est vous dire l'importance du thème qui sera le nôtre cet après-midi, et sans plus tarder je vais me tourner vers le panel pour donner la parole à M. le Premier ministre Sid Ahmed Ghozali. Présenter Sid Ahmed Ghozali n'est pas facile : il a été ministre de l'Economie et des Finances, et surtout PDG de la Sonatrach pendant treize ans. Ceux qui connaissent l'économie algérienne connaissent l'importance des hydrocarbures et ce qu'a représenté la responsabilité d'un tel poste !

Je lui donne donc la parole.

Sid Ahmed Ghozali :

Chers amis Européens, d'où que vous veniez, je vous souhaite la bienvenue, en Tunisie, pays dans lequel je suis toujours très heureux de me retrouver, et principalement durant ces 20 dernières années, grâce à la constance de Si Taïeb Zahar et, sans aucune flatterie, si un jour les succès euro-européens aboutissent, il faudra en donner la première médaille à Si Taïeb et son équipe, qui ont beaucoup travaillé pour y arriver, avec "la foi du charbonnier" qui ne leur a jamais manqué pour rapprocher la France et le Maghreb.

Avant de commencer à parler des relations entre l'Europe et le Maghreb, et en particulier des relations entre la Tunisie et l'Algérie, je voudrais citer quelques petites anecdotes que je mets en facteur pour que vous sachiez bien qu'il n'y a pas de malentendu. La première : j'étais en même temps ministre des AE et en tête-à-tête avec le Colonel Gueddafi ; c'était une soirée très triste, après l'invasion du Koweït et il m'avait dit : "Vous les Algériens, vous donnez l'impression d'être plus près des Européens que des Arabes", et j'ai senti qu'il m'avait dit cela pour me piquer, et il avait parfaitement raison, parce que je me sens plus proche des Européens ; nous sommes des Méditerranéens, nous nous sommes arabisés culturellement depuis 14 siècles d'Islam, mais vous-mêmes êtes des Européens, parce qu'il y a 40.000 ans, les anthropologues ont prouvé que l'origine des Berbères est à classer dans les proto-méditerranéens.

Une deuxième anecdote : nous sommes le seul parti à avoir indiqué dans sa "déclaration de naissance" que l'espace géopolitique de l'Algérie est d'abord la Méditerranée et que son voisinage immédiat est les quatre pays maghrébins. Donc je crois aussi au Maghreb et notre voisin naturel est l'Europe. Troisième anecdote, nous étions en bagarre avec les Français pour des problèmes pétroliers et nous passions pour des "mauvais coucheurs" (ce que disait la presse française de l'époque, autour des années 70), et ma maman m'avait dit : "Mon fils, pourquoi vous disputer avec les Français ? Arrangez-vous avec eux !". Donc, chez nous, il y a cette conscience positive de la situation du Maghreb et de la Méditerranée qui veut qu'on s'entende avec l'Europe et en premier lieu avec les pays européens.

Je voudrais dire que les critiques qu'il y a entre nous, ne les prenez pas à sens unique, je fais des critiques pour les deux camps, car ils sont à 50/50 responsables des échecs dans les résultats. Pour la Tunisie, franchement, c'est exactement comme si quelqu'un de ma famille était malade. Si l'un de mes parents a des problèmes, j'ai moi aussi des problèmes, mais j'ai tendance à être beaucoup plus optimiste que les Tunisiens pour l'avenir, parce que j'ai une très bonne opinion, vous savez



que les Algériens, en matière de terrorisme, ont connu une période où ils se sont défendus tout seuls, dans un isolement diplomatique total malgré des dizaines de milliers de morts. L'Algérie était isolée, même par rapport aux pays frères, le terrorisme n'a été découvert pour la première fois par les Européens que lorsqu'il y a eu les attentats à Paris en 1996, et en 2001 aux Etats-Unis : avant on pensait : "ça n'arrive qu'aux autres". J'ai cette expérience du Moyen-Orient et j'ai beaucoup plus confiance dans la Tunisie parce qu'elle a eu la chance d'avoir Bourguiba, non pas la "personne Bourguiba", mais le "phénomène Bourguiba". Peut-être n'était-il pas démocrate, mais il était légitime, dans le sens où il était accepté par son peuple, et, c'est fort de sa légitimité qu'il a pu réaliser une œuvre durable.

Je connais très bien le peuple tunisien, il n'est pas monarchiste, mais quand il s'est agi de Bourguiba, il a créé un autre climat, il a protégé les cadres, il a laissé une œuvre durable. Il était tellement légitime qu'en 1965 il a été seul chef d'Etat arabe qui a pris position sur la Palestine, et c'est pour cela qu'il a été traité de "traître" par tous les autres chefs d'Etat arabes, et les Tunisiens l'ont accepté parce que c'était Bourguiba qui l'avait dit ! Il y a maintenant longtemps qu'il a disparu, mais je suis sûr que ce qu'il a laissé a été utile pour le processus de transition. Certes, il n'y a pas que des avantages, et la Tunisie est bien seule, je me demande pourquoi les Européens ne font rien pour l'aider, et je pense encore plus aux Maghrébins : qu'a fait mon pays pour la Tunisie ? Il faut dire les choses clairement, parce que j'ai toujours été très impartial sur ce sujet. Certes les touristes algériens viennent en masse en Tunisie, mais je parle des gouvernements, je me souviens que Boumedienne a donné 4 milliards de dollars pour aider la Tunisie.

Alors la problématique tunisienne n'est pas propre à ce pays, elle se relie comme les autres à la question fondamentale de la relation Nord-Sud.

Nous sommes une seule nation, un seul peuple, et les seules différences qui existent entre les masses marocaines, tunisiennes et algériennes sont dûes à 95% à la différence de nos itinéraires coloniaux : nous n'avons pas eu les mêmes itinéraires.

Que pourrais-je dire sur l'Europe ? Quand j'étais étudiant, un grand avocat algérien, qui défendait les accusés du FLN, m'a dit : "La Révolution algérienne pose beaucoup plus de problèmes qu'elle ne peut en résoudre. J'ai l'impression que l'Europe a trop de problèmes avec elle-même pour pouvoir s'occuper sérieusement des problèmes de la Méditerranée". A Barcelone, en 1995, rappelez-vous que sur le thème de la sécurité, les chefs d'Etats s'étaient réunis au sujet de la sécurité en Méditerranée, et les dirigeants des pays de l'UE et des pays du Sud méditerranéen avaient reconnu qu'il ne pouvait y avoir de sécurité sans développement, ni de développement sans bonne gouvernance, relevant à son tour de l'Etat de Droit. Le nouveau partenariat de l'époque était bien pensé mais le paradigme de Barcelone a été délaissé des deux côtés, pourtant il demeure plus actuel et plus nécessaire que jamais, ce n'est pas parce qu'il a échoué qu'il faut le rejeter, car l'art de gouverner, dans tous les pays du Monde, consiste à libérer les énergies créatives, tant individuelles que collectives. Ce qui arrive en Algérie, c'est que le pays n'a pas su appliquer les politiques adéquates et est en train de vivre essentiellement sur des richesses que n'a pas créées la société algérienne car 99% de nos revenus sont financés par le pétrole, 80% du budget de l'Etat est financé directement et indirectement par le pétrole, ce



■ Sid Ahmed Ghazali

qui crée une situation de précarité, et même si le pétrole était à 200 dollars, il est impossible d'imaginer que l'Algérie puisse prospérer et être en sécurité dans la situation actuelle.

La qualité de la gouvernance se mesure à la capacité de réunir les conditions d'un développement durable basé sur l'économie de la Connaissance, sur une utilisation rationnelle des richesses naturelles, c'est-à-dire l'élimination de toutes les forces de dissipation et de gaspillage de celles-ci, et dont la corruption est peut-être la plus grave. Il faut être respectueux de la Nature et de l'Homme.

A force d'ignorer ou d'oublier cette dissipation, ce gaspillage, cette corruption, tous ces concepts originaux, on a galvaudé ces vocables jusqu'à les rendre insignifiants pour le grand public, qui ne les entend plus qu'avec beaucoup de prévention. Il en a été de même des leçons de morale, de justice, de Libération nationale, qui ont été négligées voire abandonnées. Ce n'est pas radoter que de partir de n'importe lequel de ces problèmes ; je ne suis pas en train de me défausser sur l'Europe, c'est nous qui sommes responsables de nos propres turpitudes, de nos propres faiblesses et c'est normal que nous en payons le prix. Mais on ne peut pas oublier le facteur extérieur, à savoir nos partenaires occidentaux, et nous payons pour nos fautes et pour celles qui sont issues de l'erreur qu'ils commettent sur leur propre évaluation de leurs propres intérêts. Quand les responsables occidentaux viennent chez nous, c'est en tant que porteurs d'intérêts nationaux plus ou moins bien compris et, nous, nous ne présentons pas à eux comme étant porteurs de nos propres intérêts nationaux, mais comme des pouvoirs politiques et cela crée une dissymétrie totale dans nos relations.

J'en viens aux conséquences de cette situation : il est clair que Obama, quand il a promis en 2008 de créer des rapports nouveaux avec la sphère arabo-musulmane, des millions de gens chez nous l'ont cru. Au contraire, j'ai bien l'impression que, sur ce point-là, il a reculé. Pourquoi ? Nous allons le voir. Considérons le problème du terrorisme : d'abord il faut le définir et croyez-moi ce n'est pas facile, le terrorisme ne croît et ne prospère que sur un terreau constitué d'abord par la situation de désespérance de la population, par une situation de rupture de confiance entre les sociétés et leurs gouvernements, et alors apparaît un totalitarisme, qui est le totalitarisme islamique qui



en profite et va vouloir s'imposer et tente à son tour de prendre le pouvoir par la violence. Donc, ce qui crée les conditions favorables au terrorisme, ce sont nos sociétés, et ce qui contribue à les pérenniser, c'est la complaisance des Occidentaux vis-à-vis des pouvoirs totalitaires. Dans nos pays, chaque fois que les Occidentaux ont eu à choisir entre une tendance démocratique et un pouvoir totalitaire, c'est ce dernier qu'ils ont choisi. Voilà leur grande stratégie.

Au moment où je parlais de ce qui s'est passé en Belgique et en France, il y a eu en Algérie un sentiment de solidarité. Il faut faire comprendre aux Européens que "ça n'arrive pas qu'aux autres", et que lorsque il y a un non-musulman qui est tué, il y a 10.000 Musulmans qui sont tués, ce n'est pas l'Islam qui tue les Chrétiens, c'est un totalitarisme qui tue 10.000 fois plus de Musulmans que de non-musulmans, et dans la lutte contre le terrorisme, ce ne sont pas des tirs ciblés à partir d'avions, mais travailler à ce que les peuples se libèrent d'eux-mêmes. Tant qu'on n'a pas compris cela, il n'y aura pas de solution. Pour empêcher l'acte terroriste, le gouvernement français n'a qu'une alliée, c'est la population musulmane de France.

Pour moi la solution est la suivante, et je sais qu'elle est difficile ; les hommes politiques, qu'ils soient démocrates ou non, ont horreur du long terme, or le problème ne peut avoir de solution que sur le long terme et ma conclusion est la suivante : travailler entre nous, c'est travailler ensemble dans l'intérêt de nos populations, et pour cela il faut que nous prenions la décision d'augmenter nos échanges, l'Europe dans le Maghreb une région qui est 4 fois plus vaste que l'Europe méditerranéenne et 2 fois moins peuplée.

Nous sommes en train de nourrir très mal 100 millions d'habitants alors que nous avons le moyen d'en accueillir 300 millions. Voilà ce que je voulais vous dire. Merci.

Moncef Baati :

Merci d'avoir démontré qu'il s'agit d'une responsabilité partagée, et d'une affaire maghrébine.

Je me tourne maintenant vers mon ami l'Ambassadeur M'hamed Ezzine Cheleifa, ancien SE chargé auprès du ministre des AE de la Tunisie. Il a représenté la Tunisie dans maintes réunions ministérielles qui ont traité de la nouvelle PV, c'est vous dire l'éclairage qu'il va pouvoir nous apporter sur le sujet de notre colloque. Je lui donne la parole.

M'hamed Ezzine Cheleifa :

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour participer à ce Forum et je félicite Si Taïeb et Réalités pour cette excellente organisation.

Pour ma part, j'essayerai durant mon intervention de coller le plus possible à la thématique de ce panel, à savoir la vision tunisienne de la PV face à la nouvelle conception de cette politique telle qu'annoncée en novembre 2015 par l'UE. Je commencerai par une lapalissade pour vous dire que les pays du Sud n'ont pas une vision identique et concertée de la PV et de ses différentes appréciations assez larges, surtout celles de la rive Nord de la Méditerranée. Cependant, on peut identifier des dénominations communes et des attentes communes des pays du Sud. On peut résumer en 3 points ces dénominateurs communs et des attentes communes : tous les pays du Sud aspirent à une véritable politique méditerranéenne de l'UE, à

une neutralité de la Méditerranée conduisant à un rééquilibrage entre la dimension Sud et la dimension Est de la PV ; en général, tous les pays du Sud aspirent à l'élaboration d'une politique s'attachant au développement et qui réduise les graves disparités entre la rive Nord et la rive Sud.

Au delà de ces dénominateurs communs, chaque pays du Sud prône une PV qui tienne compte de ses propres spécificités, de ses propres intérêts et de sa propre vision de l'ensemble méditerranéen. Pour ce qui est de la Tunisie, elle a été très heureuse de voir dans la révision de la PV que les pays du Sud soient associés à l'élaboration de la PV. Ce processus s'est déroulé entre Mars et Novembre 2015, et la Tunisie y a participé activement et a contribué à la Conférence de Barcelone, et la Tunisie a présenté à Bruxelles une vision propre de la PV.

Dans cette participation, la Tunisie a notamment plaidé pour plusieurs points qui lui ont paru importants et majeurs : tout d'abord la nécessité de placer la Méditerranée au centre de l'action extérieure de l'UE en appelant à un meilleur équilibre entre le Sud et l'Est européens et aussi au renforcement des quelques institutions euro-méditerranéennes telles que l'UPM, les 5+5 ou la Fondation Analys pour essayer de donner plus d'outils à une politique méditerranéenne qui favorise les pays voisins. La Tunisie a beaucoup insisté sur une politique poussée qui favorise les pays voisins et pour un rapprochement le plus étroit possible avec l'UE qui partage les mêmes valeurs démocratiques ; avec l'Europe, la Tunisie estime qu'elle a réalisé des avancées importantes dans la démocratisation et elle est l'un des pays qui a le taux d'intégration le plus élevé des pays du Sud avec l'Europe, et donc elle aspire à ce que ce soit reconnu dans la nouvelle PV.

Le troisième point sur lequel la diplomatie tunisienne a insisté, c'est l'ouverture des fonds structurels européens aux pays voisins qui ont des relations avec l'UE. Le quatrième point : on a insisté pour que la nouvelle PV soit dotée de mécanismes de réponse rapides à de nouvelles demandes répondant à des besoins urgents et à des périodes de crise comme celle dans laquelle la Tunisie se trouve actuellement confrontée. Enfin la Tunisie a insisté sur la mise en œuvre d'une politique multidimensionnelle de l'UE, incluant aussi bien les dimensions économiques, sécuritaires, sociales, commerciales, la recherche, l'éducation et le tourisme, la mobilité etc. Tout cela, comme le disait M. Prodi : "Tout sauf les institutions".

Donc la nouvelle PV, telle qu'elle a été annoncée par la Communication de Novembre 2015 sur la révision, prend en compte certains éléments de la Constitution tunisienne, dont notamment les principes de la stabilisation et de la différenciation qui répondent en fait aux deux défis majeurs de la Tunisie que sont la sécurité et les problèmes socio-économiques. Cependant d'autres points, qui à notre avis ne manquent pas d'importance, n'ont malheureusement pas été retenus, ou alors partiellement et modestement. On peut les résumer : l'espace euro-méditerranéen n'occupe toujours pas une place centrale dans la PV européenne révisée, le cadre stratégique des relations entre l'UE et les voisins du Sud n'a toujours pas été redimensionné, la coopération financière a été maintenue telle quelle, sans aucune enveloppe supplémentaire ni mécanismes innovants respectifs. On note aussi quelques indications dans la communication européenne sur la flexibilité de certains mécanismes, qui restait très vague et imprécise. Même la proposition insistante de la Tunisie pour la création d'un Fonds spécial de stabilisation et de sécurité pour la Tunisie





*Passez des vacances incubliables à
l'Alhambra Thalasso...*

ALH
ALHAMBRA
THALASSO
★★★★★
YASMINE HAMMAMET

La Thalassothérapie par excellence...



B.P.: 66 - 8052 Yasmine Hammamet - Tunisie
Tél: +216 72 240 590 - Fax: +216 72 240 720
E-mail: commercial@alhambra-thalasso.com
www.alhambra-thalasso.com

Member of

WARWICK
International Hotels



 M'hamed Ezzine Cheleifa

⇒ qui s'inspirerait des fonds structurels européens, et qui seraient des projets de développement des zones défavorisées (environ 1 milliard d'euros) n'a pas été confirmée au dernier Conseil.

Voilà donc la situation de la PEV. Une autre question concerne sa mise en œuvre : selon l'annonce de l'UE, il reste à la Tunisie à se prononcer sur la nature de son partenariat avec l'UE, car elle devra choisir entre deux options, ou maintenir son cadre actuel de coopération, à savoir le Plan d'action 2016/2017, ou alors y mettre fin et négocier ce qu'on appelle dans la nouvelle PV "les nouvelles priorités de partenariat" sur la base de trois thématiques suggérées par l'UE, à savoir le développement économique, la dimension sécuritaire et les migrations. Il appartient aux autorités tunisiennes de décider, tout en plaçant pour l'application renforcée des principes de différenciation qui prend en compte l'exception tunisienne, en effet le Plan d'action offre à la Tunisie une coopération multidimensionnelle plus élargie que le partenariat prioritaire dont on parle dans la NPV, ce dernier semble à mon avis beaucoup plus restreint et même régressif au niveau des acquis du partenariat entre la Tunisie et l'UE.

Avant de conclure, je voudrais partager avec vous une réflexion qui me paraît importante et qui a trait à une question lancinante qui s'est posée tout à l'heure dans les débats et qui se pose actuellement dans les sphères de décisions politiques et fait des dégâts dans la société civile ; la Tunisie est fière d'avoir rempli ses acquis démocratiques, c'est l'un des rares pays en Méditerranée qui est sur une voie démocratique et c'est aussi l'un des rares pays qui a un espoir et donne un espoir à la région pour la démocratisation de la région. Mais, malgré tout, et malgré tous les succès comme le Prix Nobel, la réaction européenne paraît toujours assez timide et reste en-deçà de nos aspirations.

On peut peut-être expliquer cela par des défaillances de la diplomatie tunisienne qui n'a pas pu persuader l'Europe, malgré un grand travail dans ce sens, mais je crois que la raison est beaucoup plus profonde, presque structurelle, parce qu'en fait la dimension politique d'un pays s'acquiert à la lumière de deux facteurs : un pays est perçu comme stratégique quand il répond à des intérêts stratégiques majeurs de son voisinage ou de la communauté internationale au sens large du terme :

économique, stratégique, pétrolier... le deuxième facteur, c'est quand le pays répond à des valeurs démocratiques. Or, on constate aujourd'hui que la Tunisie répond bien au deuxième critère (celui des valeurs) mais semble ne pas répondre encore au premier critère (les intérêts stratégiques) parce qu'on croit peut-être encore que la Tunisie ne représente pas pour l'Europe un intérêt stratégique majeur, et parce qu'il y a seulement une partie de l'Europe (le Sud) qui comprend l'importance stratégique de la Tunisie, mais il faut admettre que ces pays-là, dans le cadre des rapports de forces politiques européens, ne comptent pas tellement. On m'a même posé la question : "Est-ce que l'Europe a une politique méditerranéenne ?". Je vous remercie de votre attention.

Moncef Baati :

Merci beaucoup d'avoir interpellé à la fois les partenaires tunisiens, auxquels vous avez même proposé une ligne de conduite, et aussi nos partenaires méditerranéens à travers cette dernière question qui est d'une grande importance. Chacun de nous doit méditer sur cette question, qui va vous accompagner pendant tout votre chemin avec nos partenaires européens.

Et là je me tourne vers Radhi Meddeb. C'est un polytechnicien fondateur et PDG de Comete Ingeenering, l'une des entreprises les plus performantes dans son domaine. Les chiffres ont été révélés plus tôt par M. Guigou concernant ses performances au niveau de l'Afrique.

Il a fondé tout de suite après la Révolution une entreprise qu'il préside depuis et il a publié en cette qualité un livre sur l'Economie tunisienne, contenant beaucoup de propositions que l'on peut considérer comme une "feuille de route" pour la Tunisie. Il a présidé l'Institut de Prospectives économiques du Monde méditerranéen jusqu'à 2015. Ses qualités de communicateur font de lui l'une des personnalités les plus sollicitées par les médias tunisiens et les plus écoutées dans leur domaine. C'est un immense plaisir. Si Radhi, que de vous donner la parole.

Radhi Meddeb :

Merci Si Moncef et cher ami. Je n'ai pas préparé de discours, et donc je vais partager avec vous quelques impressions et quelques réflexions. D'abord le titre de ce panel est "Le point de vue du Sud". Je n'étais pas là ce matin, mais j'ai suivi le panel qui l'a précédé, j'ai eu l'impression, en étant dans la salle, excusez-moi de le dire, d'assister à un dialogue de sourds, dans des professions de foi où chacun exprimait sa position mais n'écoutait pas l'autre. Alors c'est bien d'être du Sud, et je m'aperçois que 90% de la salle sont du Sud, et nous risquons de ronronner. Je sais que la journée aura été longue mais il faut l'utiliser au maximum. C'est la première réflexion que je voulais partager avec vous.

La deuxième réflexion, c'est qu'en février 2011, donc trois semaines après la Révolution en Tunisie, j'avais eu l'occasion de rencontrer à Ankara le ministre qui était le négociateur en chef des négociations de la Turquie avec l'UE. Il m'avait dit à peu près la chose suivante : "Nous, les Turcs, nous sommes dans un processus de négociation avec l'UE, nous savons que ce processus sera long, aléatoire et incertain parce qu'il devra se conclure à la fin, en 2023 (nous étions en 2011) par des référendums dans les 28 pays européens, alors il y aura toujours

TIVOLI ILOVIT


SSANGYONG
Be yourself !



BE FUN BI-COLOR BE YOURSELF

 Ssangyong Tunisie | www.ssangyong-tunisie.com

SOTUDIS
Chemin de réussite

TUNIS
Route de Sousse,
GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 71 425 355
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX
Route de Gabes,
bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 74 281 000
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE
Route de ceinture,
4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 73 343 333
Fax : (+216) 73 343 233

GABES
Route de Tunis Km 0,5
BP 31 - 6001 Hached - Gabès
Tél. : (+216) 75 278 616
Fax : (+216) 75 274 151

⇒ un petit pays qui dira “non” à notre entrée dans l'Europe, donc nous savons que le processus est incertain, sinon certain de ne pas aboutir”. Ce qui nous intéresse beaucoup plus que l'aboutissement, c'est que ce processus nous amène à transférer dans notre législation l'acquis communautaire européen, à savoir 28.000 normes et directives, c'est notre passeport vers la modernité. Sans la pression de l'Europe, nous n'abolirions jamais la peine de mort en Turquie, nous n'adopterions jamais les standards européens et les règles de bonne conduite européennes”.

Donc voilà un pays qui s'était engagé dans un processus incertain, mais le plus important, c'était le processus qui allait être utilisé pour agir sur la société turque, la moderniser et la projeter dans son avenir. J'ai raconté cela parce c'est ce qui nous manque, à nous, dans nos relations avec l'UE.

Moi, j'ai eu l'occasion en 1995, avant l'adhésion de la Tunisie à la zone de libre-échange —que la Tunisie a été le seul pays du Sud à signer— de mener pour le gouvernement tunisien de l'époque, les études prospectives d'impact de cette zone de libre-échange sur l'économie tunisienne. On en avait tiré trois conclusions et une recommandation : d'abord le libre-échange ne fait pas le développement, il y a des exemples historiques, des exemples géographiques, qui montrent qu'il y a des pays qui, sur la voie du libre-échange, ne progressent pas comme prévu : la zone Afrique (CFA) du franc est une zone en communauté monétaire avec l'UE, ce n'est pas pour autant que cette situation a impulsé le développement dans la région. Il y a aussi d'autres exemples. Cela c'était l'une des conclusions majeures. Il en découlait une série de recommandations, à savoir que le plus important était de mettre en œuvre les politiques publiques d'accompagnement du libre-échange, et ces politiques publiques, ce sont elles qui sont utiles pour le pays et qui peuvent contribuer à améliorer la compétitivité du tissu économique et faire entrer le pays dans la modernité et dans la compétition internationale. Il y avait trois politiques économiques majeures qui étaient préconisées à l'époque : le tissu industriel qui allait devoir subir le démantèlement tarifaire et la protection des droits de douane devait se repositionner stratégiquement, ce qui voulait dire qu'il y a avait des activités (le tiers à peu près) qui étaient condamnées à mourir parce qu'il y avait des frontières douanières élevées, et en fait s'il était rentable financièrement pour ses promoteurs, il n'était pas rentable pour la collectivité et aboutissait à des transferts indus et à une mauvaise allocation des ressources au niveau national, ce n'était pas une mauvaise chose que ce premier tiers soit appelé à disparaître.

Un deuxième tiers, déjà dans l'exportation, n'allait pas souffrir de l'ouverture des frontières, et le troisième tiers, qui vivait dans le marché local, face à une ouverture des frontières douanières, allait avoir besoin de se repositionner stratégiquement pour s'affermir et se mettre à niveau. Cela a donné ce qu'on a appelé la mise à niveau industrielle, en Tunisie, pendant les 15 années qui ont suivi 1995.

La deuxième politique préconisée, c'était que l'Etat allait avoir de moins en moins de ressources puisque à l'époque, en 1995, les revenus des droits de douane représentaient 600 millions de dinars, soit 10% du budget national, ce qui était énorme ; la crainte aurait été que face à des recettes qui diminuent, on diminue aussi la voilure et qu'on réduise aussi la dépense publique, cela aurait poussé à une politique macro-économique excessive. Donc, la recommandation forte était de dire :



Radhi Meddeb

n'allons pas vers ce type de politique macroéconomique mais essayons d'élargir l'assiette fiscale de manière à maintenir, sinon accroître le volume d'investissements. Nous ne l'avons pas fait, ce qui nous vaut aujourd'hui d'avoir une fraude fiscale évaluée à 50% par les uns, un peu moins par les autres, mais de cet ordre-là.

La troisième recommandation de politique publique était de dire que la baisse des droits de douane allait permettre d'importer plus de l'Europe. Que va-t-il se passer si l'on ne fait rien dans ce cas ? Il y aura une pression sur les devises du pays, comment y résister ? la première solution, simple, aurait été de “laisser glisser le dinar” et donc faire l'ajustement par la dévaluation —c'est très mauvais et c'est ce que nous vivons depuis plusieurs années (20 ans),. La deuxième manière de faire cet ajustement était d'accroître et de favoriser l'accroissement considérable des IDE étrangers dans le pays. Nous sommes un peu allés dans cette voie-là, mais pas suffisamment, et non pas en améliorant l'attractivité du tissu industriel et économique tunisien, mais en privatisant un moment les entreprises publiques ; ce n'était pas une mauvaise chose, mais qui avait certaines limites.

Voilà comment étaient les choses en 1995, et à ce moment-là le gouvernement tunisien aurait pu signer à l'UE sans que ne manque quoi que ce soit, car la Société civile n'avait pas droit au chapitre à cette époque, l'opposition n'existait pas et les pouvoirs publics auraient dû se sentir une légitimité sans limites et aller dans cette voie-là, ils avaient senti le besoin d'être éclairés sur les impacts prospectifs et de faire la politique publique d'accompagnement nécessaire. Aujourd'hui une offre nous est faite pour signer un accord de libre-échange “complet et approfondi”, en vérité elle nous a été faite au moins depuis Novembre 2012, date à laquelle l'Europe nous a octroyé le statut de “partenaire privilégié”, qui impliquait que l'on rentre en négociation pour l'ALECA. Qu'avons-nous fait pendant ces trois ans et demi ? Cinq gouvernements se sont relayés pendant ce temps et aucun d'entre eux n'a daigné prendre “le taureau par les cornes”. Je dis souvent que les uns et les autres se sont “repassés la patate chaude”, alors au suivant peut-on dire...

Voilà dans quelle situation nous sommes aujourd'hui, le débat est enfin posé, nous avons la Société civile qui s'élève contre l'ALECA et qui exige en préalable des négociations que



nous faisons une évaluation rétrospective. Cette évaluation est nécessaire et ne doit en aucun cas être un préalable pour la suite des événements parce qu'autrement nous allons perdre deux ans et demi. Or l'Histoire ne recommence pas ! Alors, quelles sont les alternatives qui nous sont proposées ? J'entends souvent certains de mes amis européens, dont je ne doute absolument pas de la solidarité, me dire : attention à l'ALECA, au Maroc tout le monde est contre, elle démolit le tissu industriel... Elle ne démolit rien du tout, en vérité, et que proposent-ils ? L'ALECA, comme la zone de libre-échange en 1995, est pour nous un choix inévitable et nous en tirons une fierté, parce que aujourd'hui plus de 65% de nos exportations se fait vers l'Europe, un peu plus de 50% de nos importations viennent de l'Europe. Quelles sont les alternatives qui nous sont proposées ? On nous dit souvent : "Allez vers l'Afrique" ; ceux qui nous le disent ne connaissent pas l'Afrique ! En 2015, nous avons réalisé 88% de notre chiffre d'affaires avec 30 pays d'Afrique. Les 54 pays africains ont un PIB égal au 2/3 de celui de la France, y compris l'Afrique du Sud, le Kenya, l'Algérie et le Nigéria. Donc de quoi parlons-nous ? Ce que nous produisons et que nous exportons vers l'Europe, l'Afrique n'en a pas besoin.

Dans beaucoup de cas, ce n'est même pas nous qui produisons ici, ce sont nos amis Allemands qui viennent, pour l'industrie automobile et l'industrie aéronautique, produire des ressorts, des boulons et des cables ; tout cela n'est pas vendable en Afrique, ils sont destinés à être intégrés dans des chaînes de productions qui sont en Allemagne.

On nous chante aussi "les sirènes de l'Orient" et du Proche-Orient, on nous dit qu'il y a des marchés : non, il n'y a aucun marché pour nos produits et je pourrais argumenter et développer cela. Donc, à long terme nous devons diversifier nos marchés, mais en attendant regardons ce qu'il nous reste à faire sur l'Europe : c'est immense parce que les 65% que nous exportons sont partagés entre 4 pays : les 3 premiers sont la France, l'Italie et l'Allemagne. Ce que nous exportons sur la France, représente exactement 2% de ce qu'importe la France hors UE. L'essentiel de ce qu'importe la France, c'est à l'intérieur de l'UE, les échanges avec l'UE, c'est 65% contre 2% vers les pays du Maghreb. Il reste donc 35% et nous exportons sur la France 2% de ce qu'elle importe en dehors de l'UE et 1% vers l'Italie, et 0,7% vers l'Allemagne. Donc les marges de manœuvre sont immenses, et ce que nous "exportons" vers l'Allemagne, c'est en vérité les Allemands qui viennent le produire ici pour l'importer chez eux !

Connaissions-nous le marché européen ? Avons-nous mené toutes les études nécessaires pour savoir qui sont les donneurs d'ordre pour le marché allemand, quelles sont ses normes, quelles sont ses habitudes ? C'est quand même le premier marché européen, l'Allemagne est la 1ère puissance exportatrice mondiale à égalité avec la Chine, et ce n'est pas rien !

Malgré ces immenses possibilités, nous ne faisons rien et nous continuons, nous exportons ce que nous produisons, c'est-à-dire nos excédents ; je prends un exemple : en 2015, nous avons eu une manne céleste avec une production d'huile d'olive historique (340.000 t) ce qui nous a obligés à aller prospecter de nouveaux marchés, bien sûr nous avons vendu nos 58.000 tonnes habituellement à l'Europe, alors que la demande européenne était 10 fois plus grande parce qu'il y avait de mauvaises récoltes en Espagne, en Italie et l'Europe était demandeuse (on aurait pu lui envoyer 10 fois plus). On est

allé sur d'autres marchés, heureux de voir arriver l'huile d'olive tunisienne conditionnée, rendue à New York par exemple à des prix très intéressants. Le drame c'est que nous l'avons fait en 2015, et cette année on leur a dit qu'on ne pouvait pas renouveler l'offre, c'est donc un marché définitivement fermé, nous ne sommes pas fiables...

Faut-il pour autant accepter l'ALECA telle qu'elle est proposée par l'Europe ? Non, nous devons négocier, mais je ne suis pas sûr de nos capacités de négociation parce que lorsque je discute avec nos amis européens, ils me disent : "Ne faites pas trop de préalables, ne demandez pas trop de ces choses que vous exigez".

Alors à la fin je leur ai demandé : Est-ce qu'il s'agit de négociations ou est-ce qu'il nous est offert une convention d'adhésion ? M. Guigou avait l'habitude de raconter que certains pays de la rive Sud de la Méditerranée, dans la Convention d'adhésion de 95 qu'ils avaient signée, avaient la possibilité d'exporter des alcools typiquement européens (du Calvados ou du Cognac par exemple) et l'emprise est mauvaise. Donc je pense que nous avons intérêt à aller vers cette voie-là, mais je souhaiterais que nous fassions un certain nombre de demandes qui permettraient à l'asymétrie d'être moins facile, qui permettraient à l'échange d'être moins inégal. Ces demandes porteraient d'abord sur la nécessaire mise à niveau de notre agriculture. Car notre agriculture est faite essentiellement d'agriculture extensive, elle permet de maintenir 3 millions de personnes à l'intérieur du pays.

Ces personnes vivent mal aujourd'hui et si l'on ouvrait brutalement le marché, elles ne résisteraient pas aux normes du marché, aux modalités d'utilisation des pesticides et des fertilisants, et pour cela il va falloir faire un travail de longue haleine, de mise à niveau et de mise au cœur du processus de développement de l'agriculteur et non pas de l'agriculture, parce que ce n'est pas la production qui nous intéresse, c'est comment aider et maintenir ces 3 millions de personnes à rester là où elles sont et à prospérer.

La deuxième exigence forte, c'est la mobilité professionnelle ; un de nos amis, Président de 4ème G, nous disait que pour réunir le réseau 4ème G de Méditerranée, il était obligé de tenir la réunion à Londres parce qu'il était difficile pour un certain nombre de ses représentants d'obtenir leur visa à temps pour tenir la réunion à Marseille ou à Paris.

La troisième exigence est la mobilité de nos étudiants, on va hurler au sacrilège : "Comment ? Et les problèmes de sécurité ?". Quand j'ai commencé mes études en France, en 1971, il n'y avait pas de visas entre la France et la Tunisie, ni entre la France et l'Algérie, et pourtant tous les Tunisiens et tous les Algériens ne sont pas partis s'installer en France ! Aujourd'hui, cela paraît anachronique, alors ne levons pas les visas, organisons une demande de symétrie intégrale, nous avons des Européens ici présents qui sont venus ici sans visa, et nous nous en félicitons. Nous ne demandons pas la réciprocité, mais demandons au moins que nos étudiants soient ouverts à cette modernité, à la libre circulation dans la région, et que nos hommes d'affaires, nos entrepreneurs, bénéficient de cette facilité pour voyager.

La quatrième condition, c'est l'accès aux fonds culturels, et là mes amis européens me disent "Non", et pourtant j'ai l'habitude de dire, en anglais, qu'il faudrait un Plan Marshall pour la Tunisie, et cela est à la portée de l'Europe, mais l'Europe ne veut pas. Pourquoi ne pas solliciter les Pays du Golfe qui ont





des capitaux considérables, pourquoi l'Europe ? Je reviendrai là-dessus mais je voudrais terminer par une dernière condition, peut-être "la plus folle".

En partant tout à l'heure, Ridha Ben Mosbah m'a dit : "Je vais reprendre dans toutes les réunions ta proposition, parce que je la trouve formidable, c'est d'élargir l'accès à ERASMUS à nos 270.000 étudiants tunisiens". Moi, je prétends que, si l'on donnait la possibilité à certains des étudiants tunisiens d'aller passer 6 mois en Europe, à Belfast, à Londres, à Berlin, à Fribourg ou à Poitiers, ce serait "le meilleur vaccin contre l'extrémisme et la radicalisation" de tous ces jeunes : on leur donnerait la possibilité d'être vraiment des "citoyens globaux", de s'ouvrir sur autre chose que sur la fermeture et l'obscurantisme.

Pourquoi l'Europe ? Parce que nous partageons —et nous l'avons décidé nous-mêmes— avec l'Europe ses valeurs universelles, parce que nous lient à l'Europe d'immenses relations historiques, géographiques, humaines, culturelles, et parce qu'enfin je voudrais rebondir sur ce que disait Jean-Louis Guigou tout à l'heure, que l'Europe a toujours avancé quand elle a eu peur ; alors faut-il que nous fassions peur à l'Europe aujourd'hui pour qu'elle se tourne vers nous ? Ou alors, comme le disait un homme politique européen, avec qui j'étais hier, "l'Europe est-elle condamnée à, toujours trop peu, toujours trop tard..." ?

Je voudrais terminer sur un mot : "Nos destins sont identiques et nous sommes appelés à les partager. Si ça se passe mal ici, ça se passera mal en Europe". J'ai l'habitude de dire que la paix et le développement en Tunisie, c'est "un bien public global", et les économistes comprennent ce que cela veut dire, c'est-à-dire que la responsabilité est commune et que ce qui se passe en Tunisie a un écho à Marseille, à Paris, à Bruxelles et ailleurs, et on en a déjà eu plusieurs exemples, malheureusement. Il faut que "l'Europe arrête de privilégier la valeur de ses intérêts et s'occupe enfin de l'intérêt de ses valeurs". Je vous remercie.

Moncef Baati :

Merci beaucoup, Si Radhi, du grand éclairage que vous nous avez apporté. Je me souviens comment on a monté cette équipe qui a procédé aux négociations de 1995 qui ont porté sur la question de mise à niveau.

Merci pour vos suggestions. Je me tourne maintenant vers mon patron et ami, Si Tahar Sioud. Il a été ministre du Commerce, SE aux AE, Ambassadeur à Bruxelles, à la Haye et à Abou Dhabi, vice-gouverneur de la BCT ; il est Président du Conseil d'Administration de la BIAT. Je lui laisse la parole.

Tahar Sioud :

Je prends de l'âge et donc je ne suis plus l'homme que j'étais. Je voudrais d'abord remercier Si Taïeb Zahar de m'avoir invité à ce panel en me permettant de participer au 19e Forum de Réalités —dont j'ai dû assister au moins à une quinzaine de sessions —et d'avoir le plaisir d'être parmi vous.

Pour revenir un peu à la question qui nous rassemble, à notre sujet et au point qui nous intéresse, au sujet de l'ALECA, je voudrais au préalable rappeler certaines choses, reprendre un peu le fil de l'histoire, et en ce faisant je voudrais dire que si 1995 a eu lieu, c'est parce qu'à l'époque on avait aussi en tête ce Processus de Barcelone dont vous avez parlé tout à l'heure



et parce qu'on a commencé à négocier mais chacun de son côté, contrairement à ce que nous avons fait en 1976 quand les trois pays maghrébins étaient à la même table de négociations. Nous avons fait en sorte que l'Accord qui est sorti en 1976 était un accord qui était similaire aux 3 pays (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc) et il a été signé en deux jours chez les uns et chez les autres avec la même délégation. Cet accord de 1976 était facile et nous avait permis de commencer d'entamer avec l'UE une certaine démarche essentiellement basée non seulement sur le commercial, mais aussi l'économique, parce qu'à l'époque il n'y avait pas les exigences de l'OMC et pour toutes nos exportations nous bénéficions de ce chapitre qui existe au niveau de la Charte des Nations-Unies. Nous avons le droit d'exporter sur l'Europe sans aucune restriction. La restriction est venue après, quand l'OMC a été mise en place et qu'on a exigé qu'en ce qui concerne les accords commerciaux, il y ait une réciprocité automatique entre les pays qui signent ce genre d'accords. Nous avons alors entamé les négociations en 91 et 92, du moins nous et nos amis Marocains, parce que les Algériens ne voulaient pas négocier quoi que ce soit, mais rester dans la situation qui prévalait en 1976.

Nous avons commencé à négocier ces accords et nous avons mis près de quatre ans ; ce que nous avons fait à l'époque, c'était de demander un Comité Ingéniering qui étudiait les répercussions qui pouvaient retomber au niveau de cet accord (qu'on a appelé par la suite Accord d'Association) et l'essai qui a été fait, et qui représentait trois clauses qui nous éclairaient pas mal et nous permettaient de toute manière d'aller à la négociation en connaissance de cause et en notre âme et conscience.

Par cette négociation, nous étions obligés, comme l'a rappelé mon ami Moncef, de nous réunir chaque vendredi pour voir, dans chaque département, ce que nous pourrions améliorer —et nous avons fait cela pendant quatre ans. Je ne dis pas cela pour critiquer ce qui se passe actuellement, mais pour montrer qu'en définitive, même si cet accord n'a pas eu les résultats escomptés, il a été suffisamment bien préparé. Je ne parle pas des régimes, je parle des fonctionnaires que nous étions et qui avions en charge le devenir de nos pays et de nos Etats. Après avoir négocié cet accord, nous l'avons signé et j'ai été celui qui devait, en principe, l'appliquer puisque j'ai été nommé, tout de suite après, ambassadeur à Bruxelles.

Je raconte cela pour que vous sentiez qu'actuellement on est



en train d'en parler, mais on n'est pas en train de traiter les questions une à une, mais dans cette situation qui prévaut aujourd'hui les Européens sont prêts, alors qu'avant c'était nous qui avions à proposer les textes, et commencer à voir les choses en fonction de nos intérêts. Bien sur certains chapitres ont été écartés, et nous ne pouvions pas parler de certaines choses qui ne nous avantageaient pas ; l'Agriculture était mise de côté sur la demande expresse de nos propres agriculteurs, la seule chose qu'on laissait dans ce domaine, c'était l'huile d'olive et nous avons réussi à avoir un contingent qui entrait sans aucun droit ! Il y avait même un avantage économique qui nous était reversé, et dont certains ont bénéficié.

Actuellement, il faut prendre un peu la leçon du passé, si nous essayons de voir ou d'analyser les résultats que nous avons obtenus à partir de l'Accord d'association, tout à l'heure Si Radhi a cité l'augmentation des exportations et des importations, nous avons quand même favorisé à la fois les investissements et les industries naissantes. Je dis cela à titre de rappel pour montrer qu'actuellement, en partant pour ces négociations, il faut quand même faire attention, il faut que nos négociateurs, essentiellement Si Ridha, dans ce cadre, fassent les études nécessaires pour entamer le processus.

Ce n'est pas aux Européens de nous dire ce qu'il faut faire, avec tout le respect que je leur dois, eux sont là avec un texte qui non seulement a été préparé, mais aussi voté par leur Parlement.

Si mes souvenirs sont bons, le 26 février dernier, ils sont venus avec un texte signé au niveau de leur Parlement, et nous nous y allions les mains vides et sans avoir prévu ce qui va se faire. Alors, comme conclusion, et si je peux me permettre de faire quelques réflexions, je dirais que le problème de complémentarité et de convergence entre l'Europe et la Tunisie est un problème essentiel, que toutes les négociations vont être longues et que l'initiative tunisienne, puisque nous avons accepté d'y aller, depuis 2008 même, pour obtenir ce statut de partenaire privilégié, doit être de mettre ce partenariat en exergue beaucoup plus que la PV. Elle a déjà été entamée en 2005, et à ce moment-là on nous avait dit "tout, sauf les institutions", c'est Prodi qui l'avait dit et j'étais de nouveau ambassadeur à Bruxelles. Mais pourquoi ? Ce sont les institutions qui confortent le tout.

A un moment donné il m'a même intégré à une équipe de recherche méditerranéenne et alors je lui ai dit : "M. le

Président, c'est une initiative qui est belle en elle-même mais elle néglige un peu ce sentiment de sécurité qu'il est normal d'avoir au niveau des relations entre les deux régions.

Quoiqu'il en soit, en 2008 on a entamé cette PV et notre collègue Hatem Ben Salem avait souligné cet accord, et la PV était réfléchie et pensée par les Européens, pas par les Tunisiens. On vous remettait un document de travail et vous étiez d'accord ou pas, on ne pouvait pas modifier certaines choses ; la politique du partenaire privilégié est actuellement dans le même cadre et le même sens. Nous avons accepté parce que nous ne pouvons pas faire autrement car l'Europe est notre partenaire principal et nous ne pouvons pas sortir de ce partenariat, il faut être réalistes et objectifs, tout en ayant la vision future. Ce partenariat, ce libre-échange "complet et accompli" comme ils disent, à tous les niveaux, c'est à la Tunisie d'en choisir l'envie et la cadence, cela ne peut pas être fait du jour au lendemain et nous être imposé.

Je dirais en plus que les éléments qui entrent en jeu actuellement sont en définitive des éléments sur lesquels nous ne sommes pas très forts, à savoir la compétitivité, la mise à niveau ; en 95 nous avions envisagé la mise à niveau, mais malheureusement nous ne l'avons pas fait et nous ne l'avons pas réclamé par la suite. Il y a eu de notre part des défections —il faut quand même être conséquent avec soi-même ! Actuellement nous sommes en train de demander aux Européens d'investir dans le pays, mais quelles sont les lois, les codes que nous avons votés ? A toutes fins utiles, je rappelle que j'ai participé il y a deux ans à une start-up "Démocratie et investissement" et on avait promis aux gens que les premiers textes qui seraient sur la table des députés seraient le Code de Commerce, le Code d'Investissement etc, mais on n'en a rien fait jusqu'à ce jour.

Je dis cela parce que, pour pouvoir réveiller ce pays, le remettre sur pied, négocier avec les Européens, il faut qu'on sache de quoi il retourne, qu'on sache ce que nous voulons être demain. Je disais tout à l'heure que le partenariat avec l'Europe n'est pas obligatoire, mais je demande si un accord comme celui-là peut être bénéfique ou non, mais je dis "oui", dans la mesure où, dans le cadre des négociations, on prend toutes les précautions afin qu'il n'y ait pas de retombées négatives, cela veut dire qu'en définitive, si vous voulez traiter au niveau des avantages que nous allons accorder à l'Europe, il faut quand même qu'ils soient au bénéfice de la Tunisie, au niveau de l'ouverture ; il faut que ce soit de manière progressive, au niveau de la mise à niveau, il faut qu'ils nous aident aussi en donnant par exemple un accès au financement qu'ils ont. Tout cela est une nécessité et il faut que nos amis européens, en tenant compte de la situation dans laquelle est le pays, de la réussite que nous avons eue au niveau de ce "Printemps arabe" soient convaincus qu'il faut la conforter, sinon "ils se mettent le doigt dans l'œil", si je peux me permettre de m'exprimer ainsi.

Alors, en conclusion, l'ALECA devrait d'abord nous inciter à accélérer nos propres réformes économiques, juridiques et réglementaires (20.000 textes), on devait entamer le processus mais on le n'a pas fait après 95. Il faut qu'on se mette à préparer ce challenge pour pouvoir être à niveau. Le deuxième élément que je voudrais souligner, c'est sur le plan commercial : il va falloir sortir du contingentement des deux côtés, en ayant quand même le respect des principes sacro-saints qui doivent être appliqués dans le cadre du commerce, et enfin je crois que l'Accord est incontournable, il va falloir le négocier à la fois d'une manière très sérieuse, en longueur s'il le faut, et



obtenir les bonnes mesures d'accompagnement, qui sont d'une nécessité absolue car, dans l'état où se trouve le pays, des mesures, qu'elles soient financières ou économiques, qui soient d'une aide assez conséquente.

A un moment donné, pour mettre en application en 95, nous avons dit qu'il faudrait vingt ans, eh bien s'il le faut nous mettrons vingt ans ! De toutes façons, essayons d'aller dans le sens de la marche, de l'avenir. Je pense avoir fait un tableau assez global. Il y a un problème que je n'ai pas évoqué, c'est celui de la mobilité, il faudrait faire attention, car il y a un double problème dans ce cadre : celui de l'immigration et celui de la mobilité elle-même, ce sont deux choses différentes et les Européens ne sont pas prêts à nous parler d'immigration, seulement de mobilité. Je vous remercie et je m'excuse d'avoir peut-être été long.

Moncef Baati :

Merci beaucoup de cette intervention très intéressante. Vous avez souligné l'importance des réformes et vous avez souligné le retard pris par la Tunisie pour cette réforme de manière autonome. Un point historique qui est très important ; la loi du libre-échange nous vient de la Charte de la Havane, donc l'OMC n'a rien chargé. Maintenant je me retourne vers la salle pour que ceux qui souhaitent le faire puissent intervenir brièvement.

Sid Ahmed Ghazali :

J'ai suivi très attentivement le plaidoyer chaleureux fait par Si Radhi, et je me pose une question : qu'attendons-nous de l'Europe ? Vous avez cité l'exemple de la mise à niveau, des réformes... Vous avez parlé du financement, de l'aide, quel a été son chiffre, d'après-vous ? Ce sont des millions d'euros, 200 environ.

Bon, quelques milliers d'euros en cinq ans ; je vous signale que votre frère et voisin, l'Algérie est en train de craquer pour une mosquée de 6 millions de dollars, et pourquoi ? Parce que l'Algérie veut avoir une mosquée plus importante que celle d'Hassen II à Casablanca. Voilà la réalité. Donc, pour moi la démonstration est faite, qu'est-ce que l'Algérie attend de l'Europe ? Et quelle Algérie ? Celle de 62 ou celle de 80 ou celle de 99 ? L'Algérie qui a vécu avec des revenus de 25 milliards de dollars en 17 ans, en construisant une base industrielle, sans chômeurs etc, ou celle qui vient de craquer en 4 ans 900 millions de dollars.

Pour moi, l'Europe est notre premier partenaire national et elle a un avantage considérable, c'est un ensemble qui est très en avance sur nous et auprès duquel nous pouvons trouver des mines... Je ne demande pas d'argent à l'Europe, c'est ce qui me distingue de vous, nous avons nos propres ressources en tant qu'ensemble maghrébin. Ce que nous lui demandons : des augmentations de nos échanges entre nous.

Nous demandons à profiter d'un partenariat pour que la région Maghreb soit capable d'échanger mille millions de dollars par an au lieu de 100 maintenant. Seulement "une seule main ne peut pas applaudir", il faut que chacun balaie devant sa porte et aiguillonne le partenaire pour aller, comme aux JO, "plus haut, plus fort et plus vite".

Une autre question m'a été posée, sur notre proximité avec l'Europe. moi, je me sens Arabe, Berbère et Musulman,

je trouve que ces trois dimensions sont très riches, et j'ai déjà dit que nous sommes des Méditerranéens, et j'ai ajouté que je ne me sens rien de commun avec des Arabes qui envahissent d'autres Arabes, ou à des Arabes qui font appel à des troupes américaines pour "casser" un autre pays arabe. Culturellement, la Méditerranée n'est pas qu'un mot, c'est un voisinage de plusieurs millénaires, et c'est pour cela que dans nos populations il y a très peu de gens qui ne veulent pas de relations avec l'Europe.

Vous avez aussi parlé de la religion. Là alors, je suis désolé, absolument désolé : quand on parle de Judéo-Christianisme, c'est ridicule. C'est une formule qui est tout simplement anti-Islam. L'Islam se définit comme étant la continuation du Judaïsme (la Thora) et du Christianisme, c'est le dernier des monothéismes, donc ça n'a aucun sens de parler de Judéo-Christianisme, c'est une invention des Européens, et Kant définissait l'Islam comme étant le monothéisme pur. Je me méfie de ces formules parce qu'elles contiennent des connotations qui sont extrêmement négatives et destructrices de la réalité. Les Européens sont très loin du Moyen-Orient, il ne faut pas qu'ils s'approprient le monothéisme au détriment de l'Islam. Jemel-Eddine Al Afghani, un grand réformiste musulman du 19e siècle, a visité l'Europe pour la première fois et y a passé six mois, il est revenu en disant : "J'ai sillonné l'Europe et je n'y ai jamais rencontré l'Islam, mais j'y ai vu des Musulmans partout" — c'est-à-dire qu'à ses yeux le comportement des Européens était un comportement de Musulmans — et il ajoute : "J'ai sillonné le Monde musulman, j'y ai vu l'Islam partout, mais je n'y ai pas rencontré des Musulmans". Voilà la réalité et le dialogue devrait porter sur cette réalité, ce qu'on appelle "le socle des civilisations" est une théorie qui a été créée pour diviser les religions : en réalité c'est un socle des ignorants, de quelque religion qu'ils soient.

Tahar Sioud :

Je crois qu'on m'a posé deux questions, la première portait sur ce qui s'est passé en 2004, c'est la date où un élargissement avait eu lieu et Prodi voulait amener cette politique qu'il voulait appeler d'une autre manière, la PV, et nous l'avions même invité en Tunisie pour nous expliquer sa vision des choses. Ensuite vous avez parlé pour dire pourquoi cela n'a pas réussi, le problème est un peu partout : la convention que





nous avons signée en 95 avait quelques objectifs, qui n'ont pas été atteints parce que d'un côté on n'a pas fait les mesures d'accompagnement nécessaires, l'aide dont on a parlé et que je n'ai pas voulu chiffrer a varié plusieurs fois et les textes nécessaires n'ont pas été publiés. C'est pour cela que je dis qu'il faut qu'on commence aussi par regarder ce que nous n'avons pas fait alors que nous l'avions promis, je vous ai cité tout à l'heure l'exemple selon lequel on aurait dû, au niveau de l'ARP, publier ce Code de l'investissement. Cela fait deux ans qu'on n'en a pas parlé, comme le disait hier mon ami, l'économie subit actuellement les résultats de la politique politicienne.

M'hamed Ezzine Chleifa :

Je n'ai pas de question directe.

Je répondrai peut-être à Madame qui parlait d'échec du modèle d'ouverture de la Tunisie sur l'Europe : je n'en suis pas sûr, je pense qu'il s'agit de l'ouverture de la Tunisie sur la distribution des richesses, la distribution territoriale et les investissements, on ne peut pas parler d'échec, on n'a pas d'étude faite sur les résultats de 1995, mais il y a un doublement du commerce avec l'Europe, un triplement des investissements venant de l'Europe, il y a des résultats très positifs. Je crois que maintenant on a peur d'avoir des négociations dans le cadre de l'ALECA parce que peut-être nous n'avons pas confiance en nous-mêmes, qu'on redoute certaines choses...

Comme l'a dit Si Radhi, l'Accord est incontournable parce que nous n'avons pas d'autres partenaire que l'Europe, ni le Monde arabe, ni l'Afrique, ni ni... Aussi cet accord est nécessaire à condition qu'on le prépare bien et qu'on respecte les garde-fous dont on dispose, c'est-à-dire la non-réciprocité, les clauses de sauvegarde, l'accompagnement financier pour des mises à niveau. Il n'y a pas de raison pour qu'on n'y arrive pas.

Radhi Meddeb :

La journée est largement avancée, nous sommes en retard sur nos engagements et les questions qui ont été posées sont majeures. Aussi je vais, quitte à me faire mal comprendre et être qualifié de "chantre du libre-échange", y répondre quand même.

D'abord je voudrais dire que l'Accord de 1995, on l'a simplifié en Tunisie parce que cela nous arrangeait, on l'a qualifié de

zone de libre-échange. Or ceux qui ont lu l'Accord de libre-échange savent que l'Article 2 de cet Accord de libre-échange et de partenariat est un article très politique, qui parle de gouvernance, de Droits de l'Homme..., cela n'arrangeait pas l'ancien régime d'en parler, donc on s'est limité à la dimension "zone de libre-échange". Ensuite, pourquoi attendre "de nous faire fouetter, comme l'a dit M. Ghazali, pour réformer ? Depuis tout ce temps, nos gouvernements n'arrêtent pas de nous promettre des réformes, à venir et à compléter, en nous disant qu'elles seront "douloureuses", mais on n'en a pas vu la couleur. Nous ne réformons pas parce que nous sommes un pays conservateur, comme la plupart des pays arabes, d'ailleurs, où les économies et les richesses sont développées sur des situations de rentes, de privilèges et de proximité du Pouvoir. Or la réforme en attendant, a cassé les privilèges, a ouvert le jeu et en a modifié les règles, que nous sommes en train de jouer. Or il y a des gens chez nous qui sont très attachés à ce que rien ne bouge parce qu'ils bénéficient du statu quo.

Je voudrais dire aussi que, les réformes, nous en avons besoin, pas parce que l'Europe ou le FMI ou la BM nous les imposent, mais parce que seules capables de nous permettre de lever le plafond de verre qui pèse sur la Tunisie, sa croissance et son développement. Et je voudrais ajouter que, dans l'ancien régime, nous avons confondu croissance et développement et si la confusion est tellement forte, c'est parce qu'en arabe les mots sont les mêmes (*El noumouh et tenmia*). Nous avons créé de la richesse et tout le monde nous saluait, nous disait "5% du taux de croissance entre 1995 et 2005, 4% entre 2005 et 2010, c'est très bien", tout le monde nous enviait cela, mais à quoi sert-il de faire de la croissance si elle n'aboutit pas à un développement, à une inclusion, à un partage, à une meilleure participation des uns et des autres ?

Et c'est là que ça a flanché.

Vous parlez d'évaluation, certes il faut évaluer, mais il ne faut pas attendre d'évaluer pour avancer, vous ne savez pas dans quel état de délabrement est notre industrie aujourd'hui parce qu'on n'a rien fait pendant les cinq dernières années et parce que les cinq années d'avant on a fait de la cosmétique. Quand je vois comment dans certains pays, auxquels la Tunisie n'avait rien à envier autour de nous en Méditerranée, je ne veux pas les citer mais j'étais récemment en Turquie —que je ne veux pas prendre comme exemple d'évolution politique— et quand je vois l'innovation qu'il y a dans le secteur privé, le développement, l'activité et l'effervescence, la capacité à générer des champions capables de rivaliser avec les meilleurs intervenants en Europe et ailleurs dans le Monde, je dis "Voilà un pays qui progresse" tandis que nous, nous avons cessé de progresser depuis plusieurs années avant la Révolution et malheureusement les années de Révolution nous ont mis dans une situation extrêmement difficile. Je ne voudrais pas citer les cas du secteur du Tourisme, du Textile, des phosphates et je pourrais continuer. Croyez-vous que cela me fait plaisir ? Mais il faut dire cette réalité pour nous reprendre et nous projeter dans la modernité et dans la performance.

Moncef Baati :

Je crois qu'on a eu un débat franc et riche. Merci à l'ensemble des intervenants, à vous pour votre patience et encore une fois merci à Si Taïeb pour avoir organisé ce Forum si riche. A demain. ■



Quatrième séance

Transition économique de la Tunisie : enjeux et défis

Les réformes et le reste

Taïeb Zahar :

Bonjour à tous. Je voudrais, en revenant, souhaiter la bienvenue à Si Mehdi Jomaa, qui a choisi le Forum de Réalités pour s'exprimer. Nous lui en sommes reconnaissants et j'espère qu'il va un petit peu, peut-être, contribuer à limiter nos angoisses et nos craintes, tout en lui demandant, comme à son habitude, d'avoir le langage de la vérité ; je passe tout de suite la parole au Président de séance, Si Hakim Ben Hammouda. Merci.

Hakim Ben Hammouda :

Merci Si Taïeb, Bonjour à tous, moi aussi, je salue l'ex-chef du gouvernement, Si Mehdi Jomaa, et vous tous, c'est toujours un plaisir de me retrouver dans le colloque de Réalités : sur les 19 sessions, j'en ai peut-être raté une, et c'est toujours un plaisir de pouvoir discuter librement sur l'avenir économique et l'avenir des relations entre notre pays, la Méditerranée et le Maghreb, la rive Sud de la Méditerranée et la rive Nord.

Aujourd'hui nous avons l'honneur et le plaisir d'avoir avec nous Si Mehdi Jomaa, notre ancien Chef de gouvernement, qui va s'adresser à nous pour nous dire ce qu'il pense des enjeux et des défis de la transition économique de la Tunisie. La façon dont nous avons organisé cette session est la suivante : nous allons d'abord donner la parole à Si Jomaa pour les généralités sur la transition économique, puis par la suite, au prestigieux panel d'hommes d'affaires et de responsables politiques, de gens de réflexion qui se sont penchés sur des problèmes de transition économique. Sans plus tarder, je donne la parole à Si Mehdi.

Mehdi Jomaa :

Bonjour à tous, je dois d'abord remercier les organisateurs, ceux qui ont insisté pour me faire sortir et m'exprimer sur ce sujet économique qui m'est cher et qui est très important pour le pays. Je salue tout le monde et je vous dis que je suis ravi de vous retrouver. Je serai très attentif à mes paroles, car pour faire le diagnostic, je pense que nous ne serons pas trop divergents, car on connaît l'état d'esprit. Depuis tout à l'heure, je me demande comment je vais intervenir, je ne vais ni vous rassurer ni vous angoisser, et je vais essayer d'être pragmatique en m'appuyant sur une analyse que vous connaissez, et je vais essayer de vous donner mon sentiment sur cette crise, comment il faut se comporter pour tenter d'entrevoir un peu d'espoir dans l'avenir.

Je vais être concret et commencer par des faits précis. Je me souviens quand on a commencé à partager la charge de gouvernement entre l'Equipe — que je dois saluer pour le travail qu'elle a effectué et l'effort qu'il a exigé — après le travail chacun est libre de juger du résultat, mais je me souviens qu'on



Hakim Ben Hammouda

était engagés pour une mission hautement politique. Je rappelle le conflit politique généralisé, un Dialogue national, une sortie de consensus pour neutraliser politiquement le gouvernement en cours, préparer les élections devenues nécessaires, qui soient propres — pour ne pas employer d'autres qualificatifs. On a pris la charge le 29 Janvier, et le 3 Mai j'avais invité tous les partis importants, leurs signifiant qu'ils pouvaient participer aux élections, pour une réunion et tout le monde s'attendait à ce qu'on parle de la "feuille de route". On n'y a pas passé beaucoup du temps parce que je considérais que, du moment qu'on avait accepté cette mission, ce n'était plus négociable. Nous avions une mission, avec des objectifs très clairs, et je leur avais expliqué que je les voyais comme "autre chose", j'avais utilisé une expression, pour commencer mon discours, à l'époque, qui est encore d'actualité : j'ai dit "On a beaucoup parlé de la question politique, importante certes, mais que si l'on avait oublié l'économie, l'économie n'allait pas nous oublier" ! Il était temps de s'en occuper, et même si l'on arrivait pour une mission hautement politique, on avait constaté avec nos partenaires, avec ceux du Dialogue national, des politiques et avec l'ensemble du peuple tunisien, qu'on avait rapidement pris conscience du niveau d'urgence de s'attaquer à l'économie. D'ailleurs, dans cette réunion-là, on avait exposé la situation et on avait une pensée assez importante sur la trésorerie, pour payer les salaires et les engagements de l'Etat. On était très clairs pour dire que ce n'était pas pour cela qu'on s'était réunis parce que, du moment qu'on avait accepté la mission, c'était à nous de régler ce problème-là, mais le problème était beaucoup



plus profond et qu'on allait rencontrer des difficultés en 2016 et 2017. Pour la première fois, on avait partagé des données, ce n'était pas "une extraction marketing politique" pour eux, mais plutôt une distribution des documents de travail qu'on avait partagés parce qu'on leur avait dit : "Celui qui va diriger le pays dans un an se trouve dans cette salle, donc autant prendre des responsabilités et partager des choses concrètes avec lui. On avait utilisé une expression qui était peut-être exagérée, pour mettre l'accent sur la difficulté économique, "Si on ne faisait rien, on risquait de se retrouver dans la situation de la Grèce vis-à-vis de l'Europe" et ça il faut en prendre conscience". Il y a beaucoup de sympathie partout, mais quand il s'agit d'un problème comme cela, personne ne vous aide". Et on avait dit : "maintenant il va falloir commencer les réformes, il ne faut pas attendre", et certains ont dit : "pourquoi veut-il commencer les réformes alors qu'il n'est que provisoire" ? J'ai répondu : "il faut commencer tout de suite parce qu'on est au service d'un Etat et on doit considérer que toute année perdue est une année qui pèsera lourd sur la situation" et l'on avait même utilisé l'expression : "un mois perdu, c'est une année pour le rattraper".

Aujourd'hui, quand on regarde la situation, je me suis amusé avoir de venir à relire une intervention que j'avais faite au moment où l'on sortait et je pense qu'elle reste valable : "La nécessité n'est pas de transformer, de boucler ou de consolider les acquis politiques, mais de s'attaquer réellement, d'une manière frontale et sans "tourner autour du pot" à la transition économique. C'est elle la garante d'une pérennité des acquis politiques ; si l'on n'assure pas cette transition, économique, qui va nous donner du souffle social, du grain pour assurer une paix sociale, je pense que tout autre système va être inefficace. Je ne veux pas traiter le tableau de la situation actuelle, je pense qu'on est d'accord qu'on est dans la difficulté. Je ne veux pas faire l'éloge du gouvernement que j'ai conduit, mais en tout cas on a commencé à s'attaquer à certaines choses, à faire certaines réformes, on a préparé la base de certaines autres, on a essayé de maîtriser le déficit des finances publiques, on avait une inflation qu'on a essayé de maîtriser, alors que le prix du baril tournait autour de 110 dollars, ce n'était pas simple. L'idée était de tourner la page de l'instabilité politique pour rentrer dans une phase où l'on a les institutions, avec la légitimité reconnue par tout le monde, à l'intérieur et à l'extérieur et, fort heureusement les élections n'ont pas été contestées par qui que ce soit et l'on pensait que c'était la meilleure solution pour vraiment rentrer dans la normale.

Aujourd'hui la situation est différente, d'abord sur le plan sécuritaire avec tous ces attentats qui ont eu lieu et qui ont eu un impact très important sur le tourisme et sur tout l'environnement, la production etc. Je pense qu'il y a un seul message à faire passer : on est en crise, je me souviens que dans les documents de passation, on avait attiré l'attention sur cette crise, et le plus difficile quand on a cette superposition de crises —sécuritaire, économique, sociale et politique par dessus— cela devient très compliqué, je pense qu'on ne peut pas descendre plus bas sans prendre les mesures raisonnables pour remonter, j'ai toujours dit qu'il ne faut pas perdre son énergie à remonter dans le passé, mais regarder vers l'avenir. Aujourd'hui le message que je voudrais adresser à tout le monde, c'est de saisir l'opportunité quand elle se présente ; la crise est stressante, elle donne un manque de visibilité ; si l'on sait saisir les opportunités, c'est le moment d'établir



 Mehdi Jomâa

une relation sur des bases saines, mais "il faut se bouger" : tout responsable de ce pays, tout acteur social, économique, vous les chefs d'entreprises, avez votre part de responsabilité. Je pense que tout l'équilibre bâti depuis des années, corrigé et rebâti depuis la Révolution, on voit aujourd'hui qu'il a été détruit, la seule manière de s'en sortir est que l'on accepte de sortir du statu quo, et que ceux qui ont un privilège acceptent de le remettre sur le terrain pour sauvegarder l'essentiel. Il faut que le navire se redresse, retrouve le vrai cap et qu'on accepte de faire des sacrifices, de se remettre en cause et qu'on arrête de se chamailler, de s'occuper de choses secondaires.

Ce qui me dérange le plus, c'est quand je vois l'intérêt sur le plan public animé par des choses secondaires. Le fondamental, on ne sait que le décrire, et parfois le pleurer, il faut passer à l'action. Je crois que nous avons ce qu'il faut, et l'on a des forces et des faiblesses. Notre vraie force, c'est d'identifier ces faiblesses et de travailler sur elles, il est indispensable de faire émerger cette force, le potentiel caché, que ce soit au niveau des ressources humaines, au niveau du leadership ou de l'économie. Aujourd'hui il n'y a pas de prise de conscience qu'on est en pleine crise et que c'est une opportunité pour faire de vraies réformes, et qu'on arrête aussi toutes ces disputes politiques, sociales, et alors je pense qu'on peut envisager quelque chose de beaucoup plus grave.

Je voudrais garder un optimisme qui soit fondé sur la prise de conscience, sur la volonté de se concentrer sur l'essentiel et sur la volonté de remettre en cause ce qui ne marche pas ; arrêtons de tenir des discours creux, passons au fondamental, prenons notre sort en mains. Nous avons des ressources, nous avons le potentiel, mais changeons de méthode, que ce soit sur le plan politique, économique, social, à tous les niveaux. Et au lieu de sombrer dans le pessimisme et dans le flou, chacun doit se poser les questions ; comment puis-je prendre les choses en mains ? Arrêtons de regarder les autres et de dire qu'ils se conduisent mal, reprenez le volant en mains, chacun à un rôle à jouer dans la société.

Ici, dans cette salle, vous êtes une partie de l'élite. Si, vous vous démissionnez et vous regardez en haut, qui va s'occuper du quotidien ? Ce qui m'inquiète le plus, c'est que c'est bien 



beau de se rencontrer... le monde organisé finira par trouver une solution.

Si l'on s'organise, on finira par trouver une solution, il y a des gens qui sortent du système, près de 20% de la population ne sont pas dans les écrans, ne sont pas pris en charge, ne sont pas dans ce jeu-là, ne sont pas dans l'Etat : ils sont marginalisés, et c'est peut-être parce qu'il n'y a personne pour porter leurs voix. Il faut absolument en prendre conscience, les prendre en considération et essayer d'en faire quelque chose. Ce qui m'inquiète le plus, c'est que ce réservoir de gens marginalisés, et pas seulement économiquement, n'arrête pas d'enfler ; prenons-en conscience, ne ratons pas cette occasion. La crise est difficile, mais si l'on ne saisit pas cette opportunité, ce sera plus difficile demain.

Pour aller un peu plus dans le concret et le détail, quand je vois ce panel, il y a suffisamment de compétences pour nous expliquer comment, réellement, on peut sortir de ce manque de visibilité, de ce manque de cadres, mais je vous en prie, arrêtons les discours, allons à l'essentiel : la crise est là, elle ne nous fait pas peur, elle comporte des risques, mais c'est à nous de la transformer en opportunité. Merci.

Hakim ben Hammouda :

Merci Si Mehdi, je crois que cela a toujours été votre méthode : prendre les choses en mains et tracer les perspectives d'évolution pour le pays.

La première des conditions, c'est la transition économique, question très pertinente dans ce colloque que Si Taïeb a préparé. Il y a, je crois, trois éléments qui sont importants pour ce débat et pour ce panel.

D'abord la dynamique, c'est véritablement un thème qui est au cœur des enjeux, au cœur du sujet : la transition économique doit sortir d'une dynamique au niveau micro-économique, au niveau des structures, pour mettre en place une nouvelle

dynamique de croissance et de développement, le thème est pertinent par rapport à l'histoire économique de la Tunisie. Le deuxième intérêt, c'est la composition du panel, qui est formé de décideurs publics et d'anciens ministres qui ont réfléchi sur ces questions et qui ont essayé de les traduire ; on a également des hommes d'affaires dont la préoccupation est dans l'engagement dans des secteurs qui sont au cœur de la transition et également des gens qui ont réfléchi sur ces questions de transition... De par sa composition, je pense que ce panel est important. Un troisième point est l'idée comparative : l'idée de ne pas se borner aux problèmes tuniso-tunisins ; nous avons l'honneur d'avoir parmi nous le Ministre Fathallah Oualalou, ancien ministre des Finances du Maroc, et également grand professeur d'économie, qui a nourri pratiquement l'esprit de générations d'économistes maghrébins.

C'est donc un thème pertinent, avec un panel de qualité qui laisse présager une présentation et une discussion de haut niveau.

La règle du jeu veut qu'il n'y ait pas d'exposé très long, afin dans la mesure du possible, d'avoir un débat entre nous et d'ouvrir le débat à la salle avec l'idée de remplir le temps qui nous a été imparti. Je vais donc commencer par donner la parole à Si Afif Chelbi, ancien ministre tunisien de l'Industrie et je suis sûr que s'il y en a un qui connaît bien le sujet, c'est Si Afif que j'ai rencontré à la fin des années 80 qui était déjà un important responsable économique et qui a beaucoup réfléchi sur les questions du développement industriel et de transition. Je pense qu'en tant que responsable politique et ministre, il a longuement réfléchi à cette question de transition. Sans plus tarder, je lui donne la parole.

Afif Chelbi :

Merci Si Hakim pour cette présentation.

Je voudrais dire d'abord qu'il est normal qu'un pays en transition





connaissance des difficultés économiques. Les deux problèmes qui se posent sont l'ampleur de ces difficultés et la manière de les résoudre. Ma deuxième intervention résidera dans le hiatus que je constate entre d'une part l'urgence d'une politique de relance pour faire face à la dégradation des principaux indicateurs et d'autre part les réformes structurelles qui sont engagées, on peut donc discuter à la fois du contenu et de l'adéquation par rapport aux éléments. Vous savez tous qu'en cinq ans nous sommes passés de 18 milliards de dinars à 28 milliards de dinars de dépenses publiques, les deux premiers mois de 2016 ont connu une véritable explosion de ces dépenses dans la mesure où les traitements dans le secteur public ont augmenté de 20% par rapport aux deux premiers mois de 2015. Il va de soi que ce rythme d'augmentation des masses monétaires n'était pas tenable. D'autre part vous savez tous que la croissance a été de 0,8% en 2015 et cette année elle ne sera pas loin de 0% parce que les quatre secteurs pourvoyeurs de devises, à savoir l'industrie, le tourisme, le phosphate et l'énergie connaissent à des degrés divers des difficultés importantes, et donnent un manque à gagner de plusieurs milliards de dinars par an.

Pour l'industrie, l'année 2015 a connu, pour la première année depuis 40 ans, la baisse des exportations de biens en dinars. Je voudrais juste dire un mot sur nos relations avec l'UE : il y a deux chiffres qui sont avancés ces jours-ci à l'occasion de l'anniversaire des 40 années du premier accord depuis les années 70 avec l'UE ; en 1979 nous avons exporté l'équivalent de 100 millions d'euros d'exportation de biens, l'année dernière c'était 10 milliards d'euros, donc les exportations tunisiennes, en 40 ans, ont été multipliées par 6. Cet accord a vraiment été un catalyseur pour l'économie tunisienne et nous avons dans la salle des opérateurs économiques qui ont profité pleinement d'un tel accord.

Le secteur phosphatier connaît vraiment un sinistre, la production a été divisée par trois alors que l'effectif du personnel a été multiplié par trois !

Une personne du secteur produisait en moyenne 600 tonnes par an alors qu'aujourd'hui elle en produit seulement 75. Pour le secteur énergétique, on était à 95% du taux de suffisance, on est aujourd'hui à 50%. Pour le Tourisme, les attentats de Sousse et du Bardo n'ont pas touché seulement le secteur proprement dit, mais tout le site tunisien des affaires.

Face à ce tableau, je dis que le pays a besoin d'un plan de sauvetage, alors qu'on assiste à une discussion qui dure depuis des années et à une réécriture de tous les textes de base ; sans entrer dans le détail, ces projets représentent plusieurs centaines d'articles. Est-ce de ce type de réformes que le pays et ses entreprises ont besoin ? Le grand hiatus est entre l'ampleur de la crise, que personne ne conteste, et les réponses qui ne sont pas urgentes, même leur contenu soulève bien des questions, mais je vais m'attacher au timing, alors que la situation exige des réponses urgentes, et une mise à plat du contenu de la configuration politique de l'Assemblée Nationale, nous conduit à des discussions qui peuvent sembler, pour les entreprises et pour l'opinion publique en général des discussions byzantines. Même chose pour le plan ; il y a certes un plan qui est en cours, mais l'important pour ce plan 2016/2020, c'est que la période 2016/2017 fasse l'objet d'un "plan d'urgence", dont le pays a réellement besoin. Je ne vais pas entrer dans ses détails, je préconiserai trois grandes catégories d'actions : d'abord une action sur la gouvernance politique et économique, ensuite des mesures de sauvegarde exceptionnelles des PME tunisiennes



 Afif Chelbi

(dont certaines sont à la croisée des chemins) qui vont largement conditionner ce plan 2016/2017) ; pour cela il faut que toutes les forces du pays, politiques, syndicales et autres, se mettent en question et travaillent. Enfin il faut une action internationale d'envergure, avec un plan d'aide pour la Tunisie (plan Marshal). Le proverbe dit "Aide toi, le ciel t'aidera" et je suis conscient que la balle est bien dans notre camp, il est vrai que la communauté internationale, comme l'a dit récemment son président, a des "problèmes de proposition" : quand elle parle de la Tunisie et de la Méditerranée, elle parle en millions d'euros, mais quand elle parle de l'Europe de l'Est ou de la Grèce elle parle en milliards d'euros ! Donc il y a certainement quelque chose à faire de ce côté-là et encore une fois la balle est dans le camp de la Tunisie. Je suis sûr que si nous nous mobilisons et trouvons un programme convaincant, la communauté internationale pourrait apporter à la Tunisie les moyens qui lui manquent pour gérer la transition de manière forte parce qu'il ne faut pas se le cacher, cette crise à la fois économique, sociale et politique peut avoir deux débouchés. Tous les pays qui ont connu pendant de longues années ce genre de crise sont arrivés à des mesures drastiques ; pour éviter cela, nous pouvons avoir les deux éléments-clés et réaliser une sortie soft de la crise : c'est d'abord nous-mêmes qui devons mettre en place les mesures nécessaires à cet effet, pour que les quelques années à venir, qui seront certainement difficiles auront un appui international plus élevé que celui que nous avons aujourd'hui. Je vous remercie.

Hakim Ben Hammouda :

Merci beaucoup Si Afif, pour tout ce que vous nous avez dit et qui est très important, je pense que tout le monde est d'accord là-dessus, surtout sur le fait que les années 2016 et 2017 vont véritablement conditionner la sortie de cette crise.

Je demande la bonne volonté du panel pour permettre à Si Radhi Meddeb d'intervenir car il doit impérativement nous quitter compte tenu de ses engagements. Il a lui aussi réfléchi sur les problèmes du secteur qui sont au cœur de la discussion et il nous apportera certainement des éclaircissements. Je lui donne la parole.



➡ Radhi Meddeb :

Nous nous retrouvons à intervalles réguliers pour faire le point depuis 2013, quand avaient été organisées les “Assises nationales pour l'Economie” pour tirer la sonnette d'alarme et pour dire, devant un partenaire d'un millier de personnes (élus, partis politiques, entrepreneurs) que ça ne pouvait plus marcher, que la situation économique était extrêmement grave, et depuis nous organisons des forums, des panels, avec différentes organisations nationales, des participants étrangers, pour dire que la situation se dégrade. Nous sommes aujourd'hui dans cette même configuration, pour dire que la situation est plus grave aujourd'hui qu'il y a un an, qu'elle ne l'était il y a cinq ans, et pour insister une fois encore sur la nécessité de la transition économique. En Tunisie, nous avons pris l'habitude de dire que nous avons réussi une transition politique basée sur le consensus. Je ne vais pas jouer au trouble-fête, mais pour moi, ma lecture du consensus politique, c'est que cela a été l'occasion d'évacuer les problèmes, de les remettre à plus tard, de les camoufler et de faire semblant que tout va bien. De ce côté-là, la Constitution que nous avons adoptée est riche d'ambiguïtés et de malentendus et nous réserve des débats houleux à venir. Nous y sommes d'ailleurs. Autant le consensus politique a pu fonctionner, du moins en a donné l'illusion, le consensus économique ne fonctionnera pas.

Lorsque le Ministre du Commerce annonce qu'il va entamer des négociations avec les contrebandiers, cela ne peut être perçu que comme un signe d'incompétence flagrant du gouvernement. Je doute qu'il y arrive. J'arrêterai mon commentaire à ce niveau-là... (*Interruption d'un auditeur – reprise de R. Meddeb*). Ah, non, non, je doute qu'il y arrive parce que discuter avec des contrebandiers pour trouver des solutions ce n'est pas faisable... et deuxièmement une idée partagée par tout le monde, mais que j'arrive pas à comprendre —peut-être mon quotient intellectuel est-il trop bas et j'aimerais que quelqu'un qui l'a comprise me l'explique— c'est quand on dit que le problème de la contrebande et des passages des frontières par des marchandises sans règlement de droits ni respect des procédures va être réglé par l'instauration de zones de libre-échange. Moi personnellement je n'ai pas compris... mais de quoi parle-t-on au niveau de l'Etat ?

Autre chose : on se prend tous à rêver de croissance (et à la limite on a le plan qui est quasiment élaboré) et à rêver à des niveaux, en 2020, un peu inférieurs à ceux qu'on a connu avant la Révolution. Tout ça pour ça, peut-on dire ? D'autant plus que la croissance qu'on a vécue avant 2010 n'a pas réussi à régler nos problèmes, mais a mené au contraire à la grosse déflation qu'on a connu, et en fait il y a une nuance fondamentale, sur laquelle je reviens sans cesse et que le mérite c'est la différence entre *croissance* et *développement*, et l'ambiguïté vient de la proximité des mots en arabe (*ennoumou* et *tenmia*) et nous continuons à rêver à revenir à la croissance. Or, “la croissance sans l'inclusion, sans la participation des uns et des autres, sans justice sociale, sans développement, n'est que ruine de l'économie, approfondissement des inégalités sociales, accroissement des sources de tensions sociale, régionale”, et il va falloir en être conscients.

Je voudrais peut être, encore une fois, dire des choses décalées, on a dit que tout va dépendre de ce qui va se passer en 2016/2017. Je crains en parodiant une autre expression, que l'Histoire économique de la Tunisie de 2016/2017 soit déjà écrite, parce que nous sommes en Mai 2016, nous avons devant

nous “les possibilités” de Ramadan, l'été, la rentrée scolaire, l'Aïd El Kebir et, donc arrêtons de parler de 2016 ! Pour les grandes tendances de 2017, les grandes masses du Budget sont inscrites, ce sont les salaires, le remboursement de la dette, qui sont des postes très importants et qui vont laisser peu de marge de manœuvre à nos gouvernants. Il faudrait, pour infléchir la part des choses, un choc salvateur, majeur, et nous n'y sommes pas. La Loi de Finances de 2016 n'a rien apporté qui permette aux chefs d'entreprises —et j'en vois beaucoup ici— de retrouver l'espoir et la confiance, et de se dire “nous allons investir”, nous allons nous engager dans le développement de notre entreprise et de l'Economie”.

Alors, faut-il faire des réformes ? Je réagis un peu à ce qui a été dit avant moi : faut-il écrire des lois comme celle en discussion à l'ARP sur la réorganisation du secteur bancaire ? Faut-il insérer dans des lois des dispositions polémiques pour créer une diversion et occuper le peuple avant de l'envoyer au cirque — qui est permanent— que faut-il faire en matière de réformes ? Je pense que nous avons besoin de réformes parce que nous n'avons pas d'autre choix que de réformer pour diminuer les rigidités qui pèsent sur notre économie. Nous avons une économie qui s'est développée pendant les 50 dernières années sur des situations souvent de rentes et de privilèges, une économie qui ne favorise pas l'accès de nouveaux entrants, qui n'est pas basée sur la compétition, sur l'excellence, sur la performance. Il va falloir ouvrir le jeu au maximum et c'est cela qui doit porter les réformes, ainsi que la recherche constante de l'inclusion. Mais comment faire ? Quelqu'un a parlé de 20% de la population qui sont sur le bord de la route et on nous parle par ailleurs de 50% d'économie parallèle —quelqu'un, un membre du gouvernement, a même dit 54%— je me demande où il est allé chercher un chiffre aussi précis !

Donc, est-ce 20, est-ce 54% ? Certains parlent de 50% de





fraude fiscale..., d'autres de 30%... en tout cas c'est un chiffre important, et tout ceux-là sont ce qu'on appelle en Economie "des passagers clandestins", qui bénéficient des avantages de ce que l'Etat offre aux uns et aux autres comme services publics et infrastructures, mais qui ne contribuent pas sincèrement à l'effort national. Donc, on nous a promis des réformes, mais elles ne se résument pas à des textes de lois, et encore moins à des textes de lois longs, confus et obscurs. Les réformes doivent passer par la mobilisation de tous ceux qui pourraient avoir avantage à ce qu'elles se mettent en place, mais en même temps les réformes sont longues à porter leurs fruits — quand bien même elles en portent ! — donc, en attendant, on ne va pas dire : "Attendez, vous allez voir ce que vous allez voir dans trois ou quatre ans : la restructuration du secteur financier", même si moi je n'y crois pas du tout, car telle qu'elle est menée actuellement — et pourtant c'est une réforme majeure — vous allez voir qu'elle va porter ses fruits. Les gens n'attendent pas. Donc on ne peut pas dire pour autant qu'on va axer les politiques publiques sur des actions à court terme, et toute la difficulté, pour moi, est de conjuguer le temps long et le temps court. Le temps long est absolument nécessaire pour restructurer et réformer l'économie, pour la sortir de sa gangue — de même que le minerai est toujours pris dans une gangue — car le meilleur de l'économie, les capacités d'innovation, de développement et de création de richesses sont aujourd'hui prises, en Tunisie, dans de multiples gangues qui les empêchent de s'exprimer. C'est ce qu'on pourrait appeler "libérer les énergies" et permettre aux uns et aux autres de faire plus et mieux, et de faire que tous les Tunisiens soient partie prenante du processus de création de richesses, pour prétendre par la suite à être partie prenante des processus de distribution de ces richesses.

Donc les réformes sont nécessaires, mais elles mettront du temps à produire leurs effets ; c'est là où la conjugaison du

temps court est absolument nécessaire et la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions qui s'intègrent dans la vision du temps long et qui font du sens dans le sens des réformes et pas du sur place qu'on a fait pendant les cinq dernières années où l'on a distribué des primes (qui n'ont d'espoir que le nom) à des gens, sans leur demander la moindre contrepartie. Il faut être capable de mobiliser, et cela passe par des messages forts, et ceux qui ont intérêt à ce que les réformes réussissent, notamment les jeunes, doivent être partie prenante dans la formation de l'économie du pays. Or les jeunes n'ont voté qu'à raison de 4% lors des dernières élections, ce qui montre qu'ils ne croient pas en la politique tout court. Les régions intérieures se rappellent à notre souvenir (Kerkennah, Le Kef) parce que nous n'arrivons pas à donner des réponses adéquates aux problèmes de fond que nous trainons depuis bien avant la Révolution. Que faisons-nous pour la classe moyenne ? Son pouvoir d'achat ne passe pas seulement par la régularisation des salaires, mais également par une réforme fiscale plus juste, mais élargie et qui aille vers l'intégration des 50% qui échappent aujourd'hui à la fiscalité, indûment et effrontément.

Comment remettre l'Entreprise au cœur du problème ? Que les banques soient plus solides ? Quant à l'Administration, elle a été alourdie et plombée par des recrutements massifs, indûs et idéologiques pendant les dernières années, ce n'est pas une raison pour ne pas la mobiliser. Au contraire, elle doit s'approprier les réformes sans lesquelles rien ne se fera. Enfin, je lance un appel à nos partenaires internationaux car les problèmes de sécurité et de croissance de la Tunisie ne sont pas seulement les siens ; c'est ce qu'on appelle en Economie un bien public global qui est de la responsabilité de tous parce que si ça se passe mal en Tunisie, ça se passera mal immédiatement en Europe. Ce n'est pas "pour nos beaux yeux" qu'il faut nous aider, c'est parce que nos destins sont communs. Bien sûr il nous revient à nous de faire notre devoir ; quand nous reprochons à l'Europe de n'avoir rien donné des 25 millions de dollars qui avaient été annoncés en mai 2011, je réponds "Et nous, qu'avons nous fait ? Avons-nous mis sur la table les projets nécessaires, avec leurs projets économiques, institutionnels, techniques et pour dire ce que nous projetions de faire avec cette manne". Merci.

Hakim Ben Hammouda :

Merci beaucoup pour cette mise au point. Pour ce qui est des lois, je me souviens que lorsque j'étais ministre des Finances dans le gouvernement de Si Jomaa, on avait une règle, c'est qu'une loi ne doit pas dépasser 20 articles ; exceptionnellement on pouvait dépasser de 5 articles pour arriver à 25. Je pense aussi que c'est à l'Exécutif d'aider en proposant des textes clairs, précis et courts. Le projet de loi sur l'AMC par exemple comptait 120 articles que nous avons ramenés à 19, qui étaient véritablement ceux dont nous avons besoin !

Il y a aussi une démarche qui exige de ne pas revenir sur des questions qu'on a dépassées. Je propose maintenant de passer la parole au Professeur Fathallah Oualalou, qui est notre invité marocain. Pour ceux qui ne le connaissent pas, c'est "l'ancêtre" de tous les économistes marocains, comme l'ont été Si Chedly Ayari en Tunisie et Si Abdellatif Benichou en Algérie, qui nous ont inculqué la science et le savoir pendant de longues années, et c'est vraiment un honneur et un plaisir d'avoir Si Fathallah parmi nous. Il a eu aussi une expérience gouvernementale qui nous sera très profitable. Je lui passe la parole.



Fathallah Oualalou :

Merci cher ami. Monsieur le Président, M. le Chef du gouvernement, mesdames et messieurs, chers amis. Je voudrais avant tout remercier mes amis de Réalités et leur dire bravo pour ce rendez-vous annuel si exceptionnel. J'ai constaté qu'il y a beaucoup de grandes valeurs ajoutées pour nous tous, et pas seulement pour la Tunisie.

Je suis très heureux d'être ici, j'ai retrouvé des amis connus dans le mouvement étudiant et dans les rencontres maghrébines. J'y ai connu des dirigeants de l'UGET, des dirigeants de l'opposition dont certains sont d'ailleurs ici. C'est à ce moment-là que, personnellement, j'ai découvert "le génie tunisien" et un pays qui possède un génie ne doit pas avoir peur au contraire. Nous avons besoin d'une Tunisie forte, d'une Algérie forte, d'un Maroc fort, donc d'un Maghreb fort.

On m'a demandé de traiter de la macro-économie et de sa pertinence, je vais tenter de le faire en tenant compte du fait que nous sommes en train de parler des rapports avec l'UE. Je vais donc parler au départ de la pertinence macro-économique en la rattachant aux rapports avec l'UE, à savoir la Politique de Voisinage. Nous savons tous qu'après la guerre, jusqu'en 1975, l'Europe a connu un moment de croissance virtuelle ; bien sûr il ne faut pas oublier qu'il y avait une économie excédentaire, c'étaient les USA, et il est important qu'il y ait eu un excédent pour faire le Plan Marschal, il y avait aussi l'immigration, pour l'Europe, qui est venue de chez nous et qui a aidé à cette croissance. Il ne faut pas que les Européens l'oublient. Il y avait aussi la productivité avec un prix des matières premières très bas. Et puis à partir de 1973 et de 1979, tout a changé, c'est à ce moment-là qu'un courant libéral est apparu et qu'on a commencé à parler de macro-économie. En fait la politique macro-économique était appliquée pendant les années de croissance —ce qu'on appelle "les 30 Glorieuses"— mais c'était dans un cadre plus facile. A ce moment-là aussi, les pays maghrébins, pays en voie de développement, notamment non producteurs de pétrole comme le Maroc, ont passé un moment très difficile, des déséquilibres budgétaires, des déséquilibres extérieurs et l'on a été obligés, avec l'intervention de la Communauté internationale, de pratiquer la politique du PAS (Programme d'Ajustement Structurel). C'était essentiellement une politique restrictive sur le plan budgétaire et sur le plan de la gestion des comptes extérieurs.

Au fond, quel est le but d'une politique économique ? C'est le bien-être, la croissance, cette croissance qui amène un développement inclusif au niveau social et au niveau spatial, donc une bonne distribution dans la société et dans le pays. La politique macro-économique, c'est un peu la gestion de trois sphères, la première, c'est *la sphère budgétaire*, il faut tout faire pour qu'il n'y ait pas un grand déficit, parce qu'un déficit amène à un endettement, qui amène à une augmentation du taux de l'intérêt et à une situation très dangereuse pour l'entreprise. La deuxième sphère, c'est *la sphère monétaire*, elle est tenue par la Banque Centrale et aussi par le gouvernement, l'essentiel c'est de réduire l'inflation et en même temps faire en sorte que les entreprises ne s'endettent pas car là aussi cela entraîne des perturbations pour l'économie. Et la troisième sphère, c'est *le compte extérieur*, il ne faut pas qu'il y ait un trop grand déficit parce que cela entraîne le déséquilibre de la balance des paiements, donc un endettement, et tout cela amène à la disparition de l'autonomie de décision pour un gouvernement et, dans un monde mondialisé, à ce moment-là, ce sont les



Fathallah Oualalou

organismes internationaux qui interviennent, c'est le FMI et c'est aussi notre partenaire l'UE.

Le cadre macro-économique, ce n'est pas suffisant, il faut qu'il soit accompagné ou suivi de réformes qui aient un lien dialectique entre le cadre macro-économique et les réformes. Qu'est-ce que c'est que les réformes ? C'est l'adaptation au progrès et, aujourd'hui, c'est en fait l'adaptation à la mondialisation, la réforme dans le secteur financier, la fiscalité, la douane, la logistique, le monde du travail, dans le secteur public en général, dans les secteurs de l'Education, de la Justice et l'adaptation des politiques sectorielles. En fait, l'adaptation c'est faire en sorte que l'économie devienne de plus en plus diversifiée et s'éloigne de plus en plus d'une économie rentière. Je ne parle pas seulement du Maroc et de la Tunisie, mais de la région toute entière du Sud méditerranéen. Comment arranger cela ?

Le cadre, c'est le partenariat avec l'UE, nous la connaissons, nous avons fait en 93 une approche globale et en même temps, il ne faut pas oublier que Barcelone a proposé en fait un pacte d'association beaucoup plus qu'un pacte de libre-échange : le libre-échange a été lié à un pacte d'association. Dans les années 90, il y a eu un moment d'euphorie pour l'Europe, il y avait l'élargissement vers les pays PECO, un intérêt pour les questions de démocratie, de Droits de l'Homme, l'intégration européenne avancée, le marché intérieur, l'Euro, Maastricht, etc. Donc la croissance un peu partout en Europe. En même temps, il ne faut pas oublier, dans nos relations avec l'Europe, que c'est à ce moment-là qu'on a commencé à parler de nous rapprocher des normes européennes : sur le plan politique Droits de l'Homme et démocratie, sur le plan économique macro-économie et un déficit inférieur à 3%, un dénominateur commun... Le bilan de tout cela, c'est que je crois personnellement au partenariat avec l'Europe, et si le bilan n'est pas fameux, c'est la faute à l'Europe parce qu'elle a souvent tourné le dos à la Méditerranée, même si elle a été méditerranéenne après l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, et c'est aussi notre faute, au Sud, parce que nous n'avons pas réalisé les réformes à temps, et surtout parce que le projet maghrébin est resté bloqué. Il est important de relever les défis, de respecter le cadre macro-économique, les 3 sphères dont j'ai parlé tout à l'heure. Nous sommes dans



un moment difficile parce qu'au Nord, il y a une crise qui s'est éternisée depuis 2008, et au Sud il y a ce qu'on a appelé le "Printemps arabe" qui a engendré l'instabilité.

A un moment déterminé, il a eu une compensation qui est venue de la Chine, excédentaire pendant 12 ans (et où l'excédent a atteint 14%) et c'est la source principale de la demande des matières premières, ce qui a entraîné la hausse des prix notamment pour les produits africains. Le grand risque, c'est la dislocation des entités nationales. Alors, que faire ?

La marge est étroite, mais il est possible de relever les défis, il est essentiel de s'attaquer à l'instabilité régionale — je pense à la Libye, au Sahel — ainsi qu'à l'insécurité économique dans nos pays et aussi à l'insécurité spirituelle qui est essentielle : c'est la promotion de l'Islam moderne, de l'Islam ouvert et tolérant, et cela est essentiel pour nous.

C'est aussi la nécessité de promouvoir la modernité tout en revenant à nos fondamentaux, au Maroc nous tenons à notre identité, nous sommes Marocains, Algériens, Tunisiens, nous sommes Maghrébins, Méditerranéens, Musulmans, Arabes, Amazighs, Sahraouis aussi, nous avons un passé andalou, nous avons aussi des traces hébraïques, il faut reconnaître tout cela. Et la diversité culturelle est essentielle pour garantir la diversité économique et coopérer à notre développement.

Bien sûr l'Europe est importante, et c'est pour cela qu'il faut qu'il y ait un nouveau pacte avec elle, dans lequel il doit y avoir la sécurité réelle et la sécurité spirituelle, nous demandons aussi à l'Europe, dans le Monde d'aujourd'hui, pour la Méditerranée, de négocier avec les autres pôles, de négocier aussi avec la Russie sur le plan géopolitique et de négocier avec la Chine, qui frappe à la porte de l'Europe, notamment sur le plan économique, nous lui demandons de travailler pour un Monde apolaire et multipolaire, essentiel pour la Méditerranée.

Le Maghreb est développé, mais il est toujours nécessaire pour des raisons économiques, pour dialoguer avec l'Europe, je pense que le moment de la baisse des hydrocarbures est une bonne opportunité pour qu'on se retrouve ensemble, cela a été le cas dans les années 80, Le Maghreb est nécessaire pour que nous gérons ensemble la question de la sécurité proprement dite, et aussi la sécurité spirituelle, c'est-à-dire la promotion d'un Islam moderne, et la question d'une diversité culturelle, dont nous sommes fiers dans nos pays. Nous devons aussi gérer ensemble, avec l'Europe, la Méditerranée.

Tout cela pour conclure, M. le Président, par la Tunisie, J'ai suivi les débats depuis hier et je vais vous dire, chers amis, que c'est un grand pays parce qu'elle a une grande Histoire, et un pays qui a une grande Histoire a un génie qu'il porte pour nous tous et c'est aujourd'hui à la Tunisie d'investir ce génie, pour promouvoir la démocratie, pour réussir la transition démocratique et en même temps maîtriser — elle et nous tous — cette sécurité réelle et spirituelle, et pour créer les conditions du développement économique continu.

Enfin la Tunisie est une force essentielle pour discuter avec l'Europe grâce à notre colloque. Je vous remercie.

Hakim Ben Hammouda :

Merci M. le Ministre, comme toujours vous êtes pour nous une source d'inspiration, qui peut nous guider pour participer à la construction de Maghreb, point essentiel pour notre croissance et notre présence, au-delà de cela, pour nous Tunisiens : vous êtes un grand ami de la Tunisie et nous vous remercions de

vos soutien et de vos paroles sur la Tunisie. Sans plus tarder, je passe maintenant la parole à Si Hichem Elloumi, vice-président de l'UTICA, qui est un acteur au sein de la transition, et qui a été l'un des premiers à me dire, après avoir lu un travail que j'avais préparé "tu devrais faire un peu plus attention parce que les transitions sont en cours, de nouveaux secteurs sont en train d'émerger et de nouvelles avancées sur l'échelle de valeur ajoutée sont en train de se mettre en place et l'on est en train de sortir de cette insertion basée sur les faibles coûts de main-d'œuvre, et avec le courage et le génie dont on parlait tout à l'heure, les entreprises sont en train d'entamer la transition économique".

Hichem Elloumi :

Merci Hakim, je voudrais remercier tout particulièrement M. le ministre Oualalou pour tout ce qu'il a dit sur la Tunisie et les Tunisiens. Je vais essayer de passer des messages positifs, parce que je suis moi-même dans l'action industrielle, dans l'action économique, sur le terrain international ; la Tunisie n'a de solution qu'à travers sa dimension internationale et à travers la dimension internationale de l'économie tunisienne et au-delà de la Tunisie. Plusieurs entreprises tunisiennes sont allées s'implanter au Maroc après la Révolution pour se rapprocher de ce grand donneur d'ordre afin de se lancer dans le domaine des composants automobiles et il y a des fournisseurs internationaux de la maison Renault qui sont venus à Tanger et y ont créé une zone franche, c'est là que je vais directement au cœur du problème qui existe en Tunisie et qui fait que les acquis très importants de la Tunisie, dont les exportations sont essentiellement industrielles puisqu'elle est le 2e pays du Sud de la Méditerranée à avoir des exportations locomotives dans l'industrie, même si dans la branche des composants automobiles, le Maroc nous a "doublés", mais la Révolution ne nous a malheureusement pas permis de revenir et la croissance ne s'est pas faite en Tunisie, les projets d'extension et les nouveaux projets ont été détournés vers le Maroc et vers l'Europe de l'Est.

Il y a là un travail très important à faire et je voudrais donner quelques indications et pistes pouvant un peu nous aider à sortir de la crise qui a été largement décrite par les interventions précédentes. Il y a un aspect sécuritaire qui a déjà été pris au



Hichem Elloumi



sérieux par le gouvernement de Si Jomaa, qui malgré qu'il soit issu du Monde économique, s'est concentré sur cet aspect et qui a mis en place une équipe économique avec une coordination entre les ministères économiques — l'industrie, les finances, le commerce — parce que le Premier ministre est préoccupé par les questions sécuritaires, qui sont certes essentielles parce que sans sécurité il n'y a pas de croissance ni de développement et c'est le plus important au niveau de l'Etat, et là je voudrais remercier les partenaires de la Tunisie qui nous aident énormément pour l'angle sécuritaire ; on ne dit pas assez que les grandes puissances (le G7) sont en train de soutenir le volet sécuritaire, car de la sécurité de la région dépend celle de la Tunisie. Mais si l'on regarde les aspects économique et social, il y a un besoin de coordination important.

Deux aspects me semblent essentiels pour doper la croissance et attirer plus d'investisseurs tunisiens et étrangers. Aujourd'hui on essaie de nous dire de créer de l'emploi et pour cela il faut une action citoyenne : vous avez 1000 emplois, prenez 10% et recrutez. Ce message nous a été lancé à plusieurs reprises par les représentants du gouvernement et notre réponse a été : s'il y a de la croissance il y a de l'emploi, s'il y a de l'activité il y a de l'emploi, mais si nous n'avons pas de commandes dans le secteur de l'habillement, si les donneurs d'ordre ne viennent pas pour passer les commandes, choisir les collections, etc, il n'y a pas de solution.

Là il y a deux axes sur lesquels j'ai insisté personnellement hier à l'occasion de la Journée nationale de l'Exportation, où une stratégie nationale pour l'exportation a été décidée. C'est l'axe politique qu'il faut améliorer et les pays voisins investiront.

Je suis présent au Maroc à Kenitra et à Tanger et je bénéficie d'une logistique extrêmement performante parce que je suis à une heure par bateau de l'Europe. C'est un avantage et nos amis marocains ont su utiliser cet avantage pour créer à Tanger un pôle logistique et industriel qui fonctionne à la perfection. C'est un point essentiel et, là il faut des décisions et des actions, et le gouvernement de Mehdi Jomaa s'est intéressé à cet aspect — là, il faudrait qu'on passe à l'acte. A Radès il y a deux quais. Il faut immédiatement lancer la problématique des manutentions dans les ports, et là c'est un problème ; par exemple, à Casablanca, on a agi de manière autoritaire et cela a réussi. Souvent les efforts sont freinés par un circuit parallèle, une maffia, à ce moment-là, il faut passer à l'acte par des mesures chirurgicales et salvatrices qui permettront de libérer les ports et d'avoir une performance politique dont nous avons besoin.

Le deuxième axe est l'axe social : il est primordial car sans paix sociale il n'y a pas de développement et quand les compétiteurs tunisiens et étrangers, dans les domaines de flux tendu dont nous avons besoin, ont des engagements avec leurs clients internationaux et qu'on ne peut pas les tenir à cause d'une grève sauvage ou d'un sit-in avec des gens qui viennent vous dire qu'il faut les recruter et que pour cela il faut licencier ceux qui ne sont pas de la région, et qu'ils bloquent des camions qui transportent de la marchandise pour les ports ou qui livrent des matières premières, là c'est un point essentiel et il existe un concept d'urgence économique qui a été développé par la Banque Mondiale, c'est de donner au gouvernement la possibilité de permettre à l'Autorité de favoriser tout ce qui touche à la création d'emplois, à la croissance, tout ce qui constitue un blocage économique, donc un sabotage économique, comme ce qui s'est passé dans le Sud à propos du phosphate et qui a fait perdre des milliards de dinars tunisiens, c'est une perte

énorme pour nous. Dans ce cas, nous avons proposé à l'UTICA et au gouvernement d'utiliser l'état d'urgence, mais l'ARP l'a refusé ! C'est un aspect qui me semble très important.

Le dernier point sur lequel je voudrais insister, c'est que nous avons besoin de stratégies sectorielles. Nos amis marocains ont mis en place un plan d'émergence industrielle qui s'est transformé en plan d'accélération industrielle, et cela a donné un premier constructeur Renault, un deuxième constructeur PSA et un troisième constructeur qui se profile, et nous on se bat pour obtenir un constructeur, mais c'est là un autre problème... Il faut savoir que les projets structurants comme ceux des constructeurs automobiles c'est "un constructeur, c'est 5000 emplois" et ainsi de suite... Au Maroc, c'est sa Majesté le Roi qui suit personnellement ces problèmes d'emploi, et ça donne des résultats !

Les stratégies sectorielles : pour l'Agriculture et la Pêche, le Tourisme et l'Artisanat, l'Industrie et les Services à haute valeur ajoutée, nous avons des stratégies possibles avec à la clé 100.000 emplois sur 4 à 5 années. Mais depuis la Révolution la stratégie industrielle a été interrompue. Je dirais donc que la solution, l'avenir de la Tunisie, c'est la responsabilité, c'est à nous de prendre les choses en mains : les entreprises, les syndicats, les partis politiques, le gouvernement, la société civile. Nous devons tous travailler ensemble vers le même objectif, et non pas penser à nos intérêts personnels, bien sûr chacun doit défendre ses intérêts mais il faut quand même être conscients de sa responsabilité, il y a cette prise de risque, mais nous travaillons pour avoir des investissements, quand on n'a pas de marchés on ne peut pas progresser.

Hakim Ben Hammouda :

Merci beaucoup Si Hichem. Je vois donc trois points importants : la croissance, les stratégies sectorielles et surtout penser la logistique de manière à ce que les différents secteurs soient pertinents, et le social bien évidemment : *last but not least*. Je vais maintenant passer la parole à Si Tarek Chérif, président de la CONECT, qui a suivi tous les débats et les diverses interventions. C'est une chance parce que vous pouvez commenter librement tout ce qui a été dit et partager avec nous vos réflexions sur la transition en tant qu'acteur, et particulièrement une question qui est très importante, je veux parler de la dimension maghrébine. Si Tarek, vous revenez de Côte d'Ivoire, et l'Afrique constitue une relation importante pour la croissance des industries tunisiennes. Je vous passe la parole.

Tarek Chérif :

Je vous remercie beaucoup. J'ai été très attentif à tout ce qui s'est dit depuis hier. Je suis très heureux d'être avec vous et je remercie Si Taïeb de son invitation. Il y a un certain nombre de choses que je souhaite partager avec vous et j'espère apporter quelques idées supplémentaires.

Je crois que la situation dans laquelle on vit aujourd'hui est difficile et compliquée, on est tous d'accord là-dessus, mais elle est telle qu'il faut faire attention, et rapidement. La première remarque que je fais, c'est qu'au niveau de la population on ne voit pas un discours clair, mobilisateur, qui engage le pays pour l'avenir. C'est-à-dire que l'on pose : voilà nos difficultés, voilà les solutions, voilà les efforts et les concessions à faire pour s'en sortir. Bien On a des "plateaux" tous les soirs, on parle de



 Tarek Chérif

tout, sauf de l'avenir de ce pays et de celui de nos enfants. Je vais très souvent dans les régions... c'est un sentiment partagé par toute la population. Je ne parle pas des investisseurs, mais du peuple, et cela c'est angoissant, parce que les gens sont prêts à faire des concessions, à diminuer leur rythme de vie, leur pouvoir d'achat... Mais il faut qu'on leur dise quel est le chemin que nous voulons prendre, voilà où l'on veut arriver et voilà la clé qui permettra de faire quelque chose pour vos enfants. Cela, je ne l'ai pas encore vu !

Je l'avais vu avec Si Mehdi, mais malheureusement il n'a pas eu le temps nécessaire, et à la fin il était perturbé, mais on a besoin de ça, c'est un peu la méthode que nous employons dans nos entreprises. Si nous n'avons pas de vision, Hichem, moi et tous nos collègues, et ceux qui sont dans la salle, comment voulez-vous mobiliser ? L'été arrive, les gens vont quitter les plateaux, et il y a des réformes qui sont très urgentes, les écoles, les hôpitaux, le financement des PME, les dépenses publiques... Si Afif a donné des chiffres, c'est effarant, est-ce soutenable ? Ce sont des questions qu'il faut se poser. Moi je n'ai pas vu beaucoup de responsables se poser cette question, et pourtant quand on est dans une entreprise, on prévoit une dépense sur 2,5 ou 10 ans et on se demande si l'on peut la supporter, il faut avoir une réponse claire et précise. On peut s'endetter, mais il faut prévoir comment on va rembourser, avec quel argent, en combien de temps ? Je ne vois pas ces réponses à ces questions, qui sont partagées par une grande partie de la population.

Ce n'est pas difficile : il n'y a qu'à appliquer la loi, on a fait une Révolution, il ne faut plus de passe-droits, cela entre dans l'environnement des affaires. Si un investisseur ne voit pas qu'il y a une amélioration dans l'application de la loi, il ne vous le dira pas, mais c'est une motivation car il se sentira encouragé et cela entre dans la décision d'investir ou pas. On parle de croissance, or il n'y a pas de croissance sans investissements. Parallèlement il y a deux cas où je n'hésite pas à très bien payer les gens, d'abord les juges, sont-ils payés au prorata des importantes affaires qu'ils traitent ? C'est un peu comme les PDG de banques publiques à qui l'on donne un salaire de 2000 ou 3000 dinars et on leur demande d'être impeccables, c'est une équation impossible. Parlons des professeurs, le deuxième corps que je veux évoquer : comment pouvons-nous confier

nos enfants à des personnes qui sont dans le besoin ? Bien sûr vous obtiendrez les résultats que nous avons aujourd'hui. C'est fondamental, si ces deux corps ne sont pas substantiellement revus au niveau de leurs traitements, on risque d'avoir des résultats médiocres pour notre pays.

J'en viens à l'environnement des affaires : ce que nous voyons est effrayant, ce sont des textes grandeur nature pour le gouvernement. Je lui souhaite beaucoup de courage avec ce qui se passe dans certains régions, et notamment à Sfax pour l'hôpital, on croit rêver, comment un ministre nomme un directeur d'hôpital, qui plus est un spécialiste militaire et qui n'arrive pas à exercer son métier et les gens envahissent le ministère pour faire un sit-in pour protester. Tout cela touche l'environnement des affaires, les gens sont en train d'épier ce que le gouvernement va faire pour régler cette affaire ! Ceux qui parlent, à la radio et à la TV, ce ne sont pas ceux qui sont habilités à le faire, pour expliquer ce qui se passe réellement. Je ne veux pas parler de Gafsa ni de Kerkennah où c'est exactement la même chose : c'est l'autorité de l'Etat qui n'est pas respectée, donc l'environnement des affaires est massacré. Ce n'est pas du pessimisme, c'est la réalité ce qui se passe.

Parlons de l'ARP, par exemple la loi sur les PTT : la Tunisie peut-elle se passer des PTT ? Non bien sûr, mais aujourd'hui nous avons une loi qu'on ne peut pas appliquer parce qu'il faut attendre les décrets d'application, s'il viennent... alors que les PTT sont un accélérateur de croissance pour le pays. Pourquoi attendre 20 ans pour faire une autoroute ? 15 ans pour construire un hôpital ? 10 ans pour construire une université ? Parce que la loi n'est pas encore votée. Je voudrais qu'on m'explique : est-ce qu'il y a eu une pédagogie pour expliquer à la population toutes ces questions que je pose. Pourquoi ne prend-on pas à témoin la population tunisienne ? Tout le monde parle de Bourguiba, mais chaque semaine il prenait une question et il l'expliquait à la population d'une manière claire, pédagogique, pour dire à tous où l'on en était et ce qu'il fallait faire ! Alors qu'en Tunisie, en 2016, quand on ne comprend pas quelque chose on la diabolise... C'est comme pour l'évasion fiscale, on critique les gens qui font de l'optimisation dans la légalité, mais toutes les banques européennes font de l'optimisation, où est le mal ?

Il ne faut pas qu'il y ait des confusions et il ne faut pas que les gens parlent de choses qu'ils ne comprennent pas ou qu'ils comprennent mais qu'ils utilisent à des fins politique.

Parlons un peu de la Loi bancaire : aujourd'hui nous avons des banques qui ont un capital de 100 millions de dinars, mais il y a des entreprises privées, dans l'industrie et le commerce, qui ont des capitaux supérieurs à ce niveau. Ce n'est pas que nous voulons augmenter pour le plaisir ; nous à la CONECT, pour le capital de départ des banques publiques, on a dit qu'il faut augmenter, mais qu'il faut une autre gouvernance, malheureusement on n'est pas dans cette option : pourquoi une autre gouvernance ? Parce que je pense que les banques publiques doivent se réformer, se remettre en question, il doit y avoir des partenaires et ne pas s'arrêter à 15% comme on l'a dit, mais aller jusqu'à 40 ou 45%, et c'est là qu'on peut donner des perspectives à l'investissement national, mais également à une présence internationale. Pour cela il faut avoir les moyens, pour les banques privées c'est la même chose, on peut leur demander, à échéance 3 ou 5 ans, d'aller vers un niveau beaucoup plus important. Il faut regarder les réussites à travers le Monde et s'en inspirer.

Il faut regarder ce qui se fait ailleurs, cet argent sera dédié exclusivement à l'investissement, au développement national



et pour l'internationalisation, comme l'a dit Si Hichem, pour que les entreprises tunisiennes puissent aller sur les marchés internationaux.

Je pense qu'à ce niveau il faut choisir : le système politique qu'on a choisi, c'est un système parlementaire, mais le parlementarisme est un frein maintenant. Je sais que les gens n'aiment pas que je parle comme ça, mais je suis quelqu'un qui dit ce qu'il pense, je n'ai aucune connotation et je n'en aurai jamais. Aussi je suis à l'aise pour dire qu'il y a un blocage qui va peser sur notre avenir. Y a-t-il vraiment la possibilité pour aller de l'avant rapidement ?

Un autre volet : le comportement des syndicats, puisque personne ne veut en parler, je suis peut-être l'un des rares à ne pas avoir de problèmes pour en parler : soyons clairs, je ne cherche à faire aucune misère à qui que ce soit, au contraire. Je suis de ceux qui pensent qu'il faut accorder une augmentation salariale et qu'on peut encore revaloriser le SMIG tunisien, mais il y a des contreparties en matière de productivité, de présence, de révision du Code du Travail qui contient des dispositions qui sont complètement dépassées, par exemple en cas de licenciement. On ne peut pas regarder ce qui se passe au niveau des syndicats sans dire qu'il y a un blocage qui fait peur aux investisseurs, mais personne ne veut en parler... Le syndicalisme a son histoire, ses bienfaits, mais aujourd'hui nous avons un engagement que nous devons respecter, il ne faut pas éluder ces questions, qui sont fondamentales pour notre pays. Il y a des gens qui ont des comportements de non-investissements pour le pays.

Pour terminer sur une petite note un peu plus optimiste, je dirai qu'il y a deux secteurs, deux moteurs de croissance, sur lesquels on peut faire un effort supplémentaire. D'abord les investissements : nous aurions souhaité, au niveau de la CONECT, qu'il y ait un ministère de l'Economie et des Finances pour plus de clarté parce que cette dispersion n'est pas bonne pour l'entreprise.

Avec des ministres délégués il n'y a pas de souci à se faire, il faut qu'il y ait une cohésion, une vision d'ensemble, des perspectives et on peut avancer. Aujourd'hui les PME souffrent, surtout celles qui sont dans les régions : allez voir les entreprises à l'intérieur du pays, aucune décision ne se prend et toutes les difficultés, y compris bancaires, doivent être traitées au niveau de Tunis, on n'en prend aucune au niveau de la région. On vous dit "J'ai envoyé le dossier à Tunis", parfois il est traité à Tunis, mais parfois il est traité "ailleurs".

Parlons des coûts de productions de la PME, c'est incroyable, trop lourd, il faut qu'on ait des comparaisons... Je le dis ici, l'électricité industrielle est plus chère qu'en France —et ce n'est pas une affirmation gratuite. Attention, une entreprise a besoin d'être compétitive, on n'est plus en situation d'un marché fermé. Nous voulons internationaliser nos entreprises, bien sûr, mais il faut qu'on soit compétitif —malgré le marché parallèle qui occupe 50% du terrain— pour vivre et vendre sur le marché international, et là nous sommes en compétition avec les autres pays. Il faut encourager les secteurs porteurs, et là il y a encore beaucoup de choses à faire. Je ne pense pas que sur certains secteurs (en énergies renouvelables par exemple) la Tunisie a fait le maximum possible, et c'est pourtant des domaines où nous avons encore beaucoup de potentiel. Il y a aussi la pêche, la construction navale... Allez comparer la Tunisie à d'autres pays et vous verrez qu'on peut mieux faire. Pour les exportations, à la CONECT, cela fait 4 ans et demi

que nous disons qu'il faut un ministère du Commerce extérieur, parce qu'il y a certaines choses que nous ne maîtrisons pas, or les exportations c'est quelque chose de très sérieux. Il faut donc une concentration de grands efforts, car il y a une infinité de détails qu'il faut analyser et régler dans les plus brefs délais, il faut à ce poste un ministre qui reste en Tunisie 2 à 3 jours par mois, on n'a pas besoin de lui sur place en permanence, c'est lui qui doit ouvrir les portes pour les entreprises, qui essaie de voir tous les détails au niveau du coût de production, et pour cela il faut organiser des équipes spécialisées, le seul moyen d'être efficace. Je vous remercie.

Hakim Ben Hammouda :

Merci de cette intervention très importante et complète. Nous avons dépassé le temps imparti, aussi je ne pourrai prendre que 2 ou 3 participations de la salle et je le regrette.

Débats

Représentant en Tunisie du Réseau Méditerranéen des Droits de l'Homme

Je tiens d'abord à remercier tous les panélistes pour leurs interventions très pertinentes. Je vais quand même faire une remarque pour une question : j'ai regretté qu'il n'y ait que des hommes sur le podium, je voudrais ensuite m'adresser au Professeur Oualalou. Par rapport à ce constat si négatif, je voudrais ajouter un point qui concerne la vision, je pense qu'en Tunisie ce qui se remarque c'est une vision économique, surtout quand on parle des relations avec l'Europe, la PEV, avant de parler de ce qu'on pense de notre politique extérieure, on n'a pas un moyen de vision en interne à long terme pour savoir jusqu'où ou voudrait aller ; par exemple quelque chose d'élémentaire : jusqu'à aujourd'hui je crois que nous avons bâti notre politique économique sur une compétitivité qui s'est basée sur les coûts, n'est-il pas temps de revoir un peu ce modèle et de baser la compétitivité sur la qualité et sur les valeurs.

Ce qui manque peut-être aujourd'hui en Tunisie, c'est la moralisation de l'économie, au moment où l'on parle beaucoup de corruption, peut-être faut-il avoir ce capital de confiance qui permettrait de relancer l'exportation. Ensuite, ma question me permet de revenir sur un sujet qui n'est cher, à savoir l'ALECA, surtout qu'aujourd'hui la Tunisie a débuté son premier round de négociations sur l'Accord de libre-échange complet et approfondi avec l'UE et je sais que le Maroc a arrêté au bout de quatre rounds ses négociations, le temps d'attendre les résultats d'une étude d'impact qu'il a lancée ; est-ce que le Professeur Oualalou a une idée de la négociation de l'accord entre le Maroc et l'UE sur l'emploi et sur les disparités d'ordre social. Je vous remercie.

Hakim Ben Hammouda :

Juste un mot, parce que j'ai entendu cette question dans un dîner sur l'ALECA hier soir. Moi, dans ma vie professionnelle, je n'ai fait que des études d'impact et je n'en ai jamais remarqué qu'elles font perdre du temps dans une négociation. En tout cas, je laisserai le Professeur Oualalou répondre à la question.



Hélé Béji :

Je félicite d'abord Si Taïeb pour son hospitalité. Je regrette que Radhi Meddeb soit parti parce que j'ai deux remarques à faire. Pourquoi toujours dénoncer la contrebande et les contrebandiers ? Ces gens-là ne sont-ils pas le résultat de la pauvreté, la cause n'est pas en eux, elle est ailleurs, quand on n'a pas de possibilité de gagner sa vie de manière convenable : si je vivais à Ben Guerdane et que je n'aie pas de quoi donner à manger à mes enfants, je pourrais faire de la contrebande, car elle ne fait que contrebalancer l'inégalité.

La deuxième chose que je voudrais dire, c'est que le discours économique n'a pas trouvé l'éloquence nécessaire pour se faire comprendre des gens, il y a une autarcie du discours économique qui prétend régler l'inégalité mais qui la reproduit lui-même : Radhi Meddeb, en parlant, produisait de l'inégalité, il avait un discours profondément critique, mais qui ne donne pas aux gens des explications qui permettraient de dire "oui, c'est vrai", et il faut que les gens "qui savent" sachent trouver l'éloquence nécessaire à se faire comprendre, et je voudrais dire que le discours de Tarek Chérif, au contraire, a trouvé une sortie de sa discipline, parce que la solution n'est pas économique, elle est morale, politique, tous les grands économistes sont des penseurs de la condition humaine avant tout. Je crois que lorsque les économistes tunisiens auront trouvé l'autorité morale de leur discipline avec leur éloquence, ils parviendront à convaincre le peuple et qu'ils pourront faire un travail efficace.

Mohamed Kilani :

Juste un petit récit : un jour, un ancien consul tunisien, qui a travaillé en Allemagne, dinait avec un général allemand accompagné de son épouse : quand le général a appris que notre consul habitait dans un quartier assez huppé, il lui a dit : "Moi, je ne peux pas me permettre d'habiter dans un quartier chic parce qu'un couple sans enfants ne peut pas vivre dans un appartement de plus de 50m²". Pourquoi je raconte cela. C'est parce qu'aujourd'hui l'économie a droit de citoyen, et en Tunisie, de par ma qualité d'ancien banquier à la BH, il y a au moins 50% des constructions qui sont au-delà des besoins de la population. Or l'immobilier coûte cher à l'économie. J'enchaîne, aujourd'hui le citoyen tunisien n'est pas encore majeur, je pense qu'on peut toujours, avec la législation, créer des contraintes aux Tunisiens pour aller vers la citoyenneté, qui est le matériau de la démocratie, le socle sûr de l'économie.

Hakim Ben Hammouda :

Je vais rapidement repasser le parole aux membres du panel pour des réponses éventuelles.

Fathallah Oualalou :

Tous les 15 ans, il y a un débat avec l'UE, mais le Maroc et la Tunisie, sont toujours appelés à discuter avec l'Europe sur des sujets qui reviennent souvent. En ce qui concerne le libre-échange approfondi, il y a deux approches, d'abord une approche statique dans laquelle les choses restent comme elle sont, et à ce moment-là l'impact sera important, ensuite il y a une approche dynamique, qui implique que c'est nous qui prenons en charge ce domaine pour décider et mettre en application un certain nombre de réformes parce que, de toutes façons, dans notre rapport avec l'UE il y a toujours une phase de transition. Je suis parmi ceux qui adhèrent à la nécessité de mettre en relief l'approche dynamique, qui implique que nous allons nous-mêmes nous réformer. Je pense aussi à autre chose : vis-à-vis de l'Europe, on n'a pas à parler seulement du libre-échange approfondi, on a à préciser que le libre-échange doit être équilibré et impliquer une zone de co-production, surtout dans le secteur industriel, il faut que la Méditerranée devienne, comme la mer de Chine, une zone industrielle commune. Enfin je pense que les deux gouvernements, tunisien et marocain, auxquels peut se joindre l'Algérien, doivent travailler ensemble pour essayer de trouver les bases d'une réponse et d'une négociation communes.

Hichem Elloumi :

Quand je dis "la contrebande c'est informel", c'est très grave parce que ça casse l'économie mondialisée, c'est une concurrence déloyale : les entreprises sont pour la concurrence, elles payent des droits, tandis que le marchand ambulant, alimenté par la contrebande, dit qu'il est pauvre et qu'il y a trop de complications administratives, donc il est dans l'informel. A ce moment-là, il faut travailler pour l'intégrer, pour simplifier les procédures et l'intégrer dans l'économie organisée, créer des espaces, des marchés hebdomadaires, des zones d'activités qui correspondent à son approche. Par contre les contrebandiers que l'on critique et que l'on doit combattre par des moyens sécuritaires, ce sont des milliardaires, attention, ce n'est pas des pauvres ! Ce sont des camions semi-remorques, des magasins un peu partout, et là c'est autre chose... Je sais qu'en Roumanie, il y a des frontières où il y a une contrebande importante, et où il y a des milliards d'euros qui sont accordés au pays pour combattre avec des moyens importants et militaires cette contrebande.

Tarek Chérif :

Evidemment, personne ne peut défendre le marché parallèle et il y a un distinguo à faire entre le grand banditisme et le marché parallèle que l'on peut comprendre sans le justifier, et qui est plutôt un trafic de proximité. Mais une question peut se poser, c'est peut-être une recherche de liberté également, dans ce sens qu'il y a tellement de pesanteur de l'administration, de la législation, que les gens en ont assez. Comment voulez-vous que j'attende des réponses de l'Administration ou de la banque alors que j'ai à portée de mains un commerce, illicite peut-être mais facile, où je ne dépends de personne. Ce sont des



questions que l'on doit se poser. Ce n'est évidemment pas pour excuser, mais pour expliquer ce que se passe... Cela montre que, quelque part, le Tunisien a besoin d'espace, de liberté, au lieu d'être coincé, sans rien pouvoir faire.

Donc, si j'exclus le grand banditisme, il faut trouver des réponses à cela. Il faut discuter avec ces gens, il y a un problème de crédibilité, moi, je vais dans les régions, le nombre de fois où l'on me dit "X ou Y" est passé, il nous a fait des promesses mais on n'a rien vu venir" est très fréquent.

Alors, après, il y a un problème de crédibilité. Il faut arriver à les inclure, à les encadrer dans le circuit commercial, et cela c'est une partie de la croissance économique que nous cherchons. Cela peut être chaque année une partie de la rentrée dans la croissance économique officielle, mais il faut avoir une crédibilité au niveau du discours.

Hakim Ben Hammouda :

Monsieur le Ministre, voulez-vous nous donner "le mot de la fin" ?

Afif Chelbi :

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire qu'aujourd'hui la Tunisie est à la croisée des chemins. Le Professeur Oualalou nous a rappelé les règles de la macro-économie, et elle ne tolère pas les dérapages. Donc nous devons, pendant ces deux années critiques, faire en sorte que la macro-économie ne se venge pas sur nous... Je suis convaincu qu'il y a des actions rapides qui peuvent être faites et qui soient de bonnes réformes. La plupart d'entre elles peuvent se faire sans avoir recours à la loi ; les questions de la maintenance au port, les PME etc.

Il y a 30 ans qu'on entend parler du "port en eau profonde" et cela ne s'est jamais fait, peut-être se fera-t-il un jour, mais en attendant on n'a rien fait, Si Mehdi est allé trois fois au Port de Radès, et nous avons de nouveau 20 à 25 jours de blocage, c'est effarant.

Donc on a besoin de mesures urgentes parce que s'il n'y a pas d'amélioration à court terme, le long terme sera plus incertain. Il y a nécessité d'une imbrication claire entre ces deux niveaux de temps et j'espère que la Tunisie aura les moyens humains et intellectuels pour faire le nécessaire afin que le court terme ne grève pas le long terme, prévu pour 20 ans je crois. Il y a certainement des moyens autres que législatifs, on a passé trois ans de débats à l'ARP pour la réforme de Code du Travail pour avancer.

Il y a aussi un point que je voulais soulever, c'est l'indépendance de notre pouvoir de décision. Si Mehdi disait l'autre jour "Quand on s'affole, on fait n'importe quoi". Aujourd'hui la pression des organismes internationaux fait que parfois on vote des lois bâclées — celle des PPP a été faite parce qu'il fallait la



sortir avant 16 mois, on a vu le résultat... Il y a des pays qui n'acceptent pas qu'on les bouscule parce que l'expert le plus compétent d'une organisation internationale peut être moins compétent que les experts du pays ! Bien sûr on travaille en liaison avec tous nos partenaires, mais c'est à nous de faire les bonnes réponses et d'éviter de faire passer une loi parce qu'il fallait la faire passer, pour après être obligés de ne pas la respecter.

Je crois que nous avons la chance d'être à une ou deux heures d'avion du plus grand marché du Monde et qu'en conjuguant nos efforts et la coopération avec nos amis et nos voisins, la Tunisie pourra traverser ces difficultés comme elle l'a fait dans le passé. Merci.

Hakim Ben Hammouda :

Juste un exemple sur la restructuration bancaire pour confirmer ce que Si Taïeb vient de dire : j'étais dans un pays africain, la Zambie, qui avait de petites banques, juste pour les crédits pour une voiture, ou autre. Cela est terminé, on a besoin de grands pôles bancaires qui sont prêts à porter et à structurer des investissements lourds pour l'infrastructure du pays.

Mettre le capital d'une banque dans une loi, c'est difficile parce que la loi est censée durer 30 ou 40 ans, alors que le montant qu'on place aujourd'hui sera déplacé dans 4 ou 5 ans. Donc ceux qui ont un capital de moins de 100 millions de dollars, cela n'intéresse pas les banques.

Ce qu'il nous faut, ce sont de vraies banques, capables d'avoir une capacité financière importante. Le Maroc l'a fait, avec trois à quatre banques importantes, capables de structurer un financement pour des projets structurants en termes d'investissements, elles doivent être des champions nationaux. Je ne vais pas faire une synthèse d'un débat aussi riche et important, je retiendrai cinq points. Le premier est celui que Si Jomaa a relevé ; la crise est difficile, compliquée et stressante, mais c'est une opportunité, l'occasion de prendre un nouveau départ, de mettre en place un nouveau cadre ; le deuxième c'est l'espoir qui est lié à ce qu'a dit Si Fathallh Oualalou, au génie des Tunisiens, qui permet de diversifier des choses dans la difficulté, pour trouver des solutions importantes ; le troisième, c'est une vision dont si Tarek a parlé, qui permet d'aider à donner du rêve, de l'espoir, au peuple ; le quatrième, je pense que c'est très important, comme l'a dit Si Afif, d'être conscient qu'il y a l'urgence de 2016-2017 : relancer l'investissement, donner aux secteurs les plus touchés par la crise des réponses claires de toute urgence. Le cinquième c'est d'arriver à la croissance, avec ce que cela exige comme investissements environnementaux, climat des affaires, logistique et réformes. Voilà, ce que je pense, ce qui est nécessaire pour remettre véritablement la Tunisie sur les rails et pouvoir poursuivre et renforcer le travail de transition économique que nous avons entamé depuis de longues années.

Je remercie Si Mehdi, le panel et les intervenants. A bientôt. ■

La **NOUVELLE**
Pétillante

Boisson à l'Eau Minérale
NATURELLE GAZEIFIÉE ☼ | SABRINE

  D'ARÔMES
NATURELS

|  DE
GOÛT

|  DE
SUCRE





Cinquième séance

L'économie numérique, une chance pour l'espace euro-méditerranéen

Adel Ben Youssef :

Bonjour à tous. On va essayer de continuer sur le prolongement de ce qui a été discuté ce matin, avec une vision un peu plus optimiste. Quelque part, aujourd'hui, on assiste à une révolution technologique d'une ampleur inégalée, et cette évolution est en train de modifier nos modes de vie, nos modes de production, nos modes de coordination, et on va voir qu'à travers cette évolution technologique il y a des opportunités pour les deux rives de la Méditerranée, on doit les saisir pour réformer notre système d'éducation, notre économie de manière profonde, mais également d'avoir des transformations sociales importantes.

Aujourd'hui le panel est d'une grande qualité, mais il y a deux personnes qui n'ont pas pu nous rejoindre. La première c'est Oussama Ben Abdalkarim qui est à la BAD et qui est pris par une mission pour la Tunisie et ne peut pas se déplacer actuellement, et Mme Yamina Mathlouthi qui a un empêchement familial. Je vous propose de présenter un peu les panélistes : de gauche à droite, M. Mohamed Jaoua, polytechnicien, l'un des fondateurs de l'école "Esprit Tunisie", première école d'ingénieurs en Tunisie, Si Mohamed va nous parler de l'évolution du modèle tunisien pour la technologie, Mme Khadija Ghariani, qui est à la fois ingénieur Télécom et a été Secrétaire Générale de l'Organisation arabe des technologies de l'information et de la communication, et ancienne PDG de Tunisie Télécom, va nous parler des impacts de la communication sur l'Economie tunisienne, M. Christophe Muller, professeur agrégé en Sciences Economiques à l'Université d'Aix-Marseille, qui dirige un secteur de recherches sur les transformations et les transitions en Méditerranée.

On a voulu innover et pour cela nous allons d'abord donner la parole à la salle, donc à Narjess et à Amani qui vont poser deux questions à M. Mohamed Jaoua qui va tenter de répondre.

Narjess :

Bonjour Mesdames et Messieurs, je commence d'abord par remercier Si Taïeb Zahar de nous avoir offert cette opportunité d'intervenir dans ce forum. Je vais d'abord poser une question à Si Mohamed Jaoua : actuellement l'économie numérique connaît une évolution cruciale, tous les secteurs du marché classique se sont tournés vers le numérique et aujourd'hui on dénombre des milliers de sites et de plateformes web ; ce secteur est en pleine explosion et l'on peut toujours innover ; personnellement je pense que c'est très intéressant de contribuer à la transition du numérique vers le système éducatif, vu que l'éducation est une base très importante pour la progression du pays et en plus l'éducation a pour mission de transmettre des connaissances et des compétences aux élèves tout au long de leurs études, qui



Adel Ben Youssef

leur permettent de participer et d'assurer leur intégration dans le marché du travail. Comment envisagez-vous l'impact de l'économie numérique sur le système éducatif dans l'avenir ?

Amani :

Ma question est adressée à M. Jaoua : je voudrais commencer d'abord par parler un peu de l'économie numérique qui est la conceptualisation du secteur des activités économiques liées au numérique, en perpétuelle croissance et développement ; la société de l'information et celle de la connaissance exigent donc une compétence de plus en plus élevée, ce qui a donné naissance à une stratégie pour les traduire et les identifier, et construire des programmes. Qu'en est-il des pays de la Méditerranée et est-ce que la formation professionnelle va être réformée en fonction de cette évolution ?

Mohamed Jaoua :

Bien. C'est assez difficile d'intervenir, après le panel que nous avons suivi tout à l'heure, sur des questions qui relèvent de l'économie. Moi, je parlerai plutôt de la manière dont l'économie numérique impacte l'éducation. Je réponds à mon ami Adel que je ne suis pas polytechnicien, je suis un universitaire, mais je crois que c'est un peu tard pour corriger cette erreur ! On me prête souvent cette qualité parce que j'ai soutenu mes thèses à l'Ecole polytechnique, mais j'ai aussi, dans une autre vie, créé l'Ecole tunisienne de Polytechnique.



D'abord, qu'est-ce qu'on appelle l'économie numérique ? Comment agit-elle, comment peut-elle impacter l'espace euro-méditerranéen ? Hier j'ai entendu Jean-Louis Guigou dire que dans la négociation avec l'Europe, il fallait que le Sud de la Méditerranée demande qu'il y ait un redéploiement de l'infrastructure industrielle afin que cet espace euro-méditerranéen devienne un projet de développement industriel. Mais de toutes manières cela ne peut pas être un projet de bonne volonté politique, car personne ne va accepter de céder une position dominante. Cela ne peut résulter que de la nécessité. Et aujourd'hui la nécessité vient de l'écoulement de bases anciennes de population que l'économie numérique introduit parce que c'est une économie de la connaissance et qu'elle a un recours massif à des choses qui étaient difficiles, un peu décalées par rapport à l'économie réelle.

Je veux parler par exemple de la modélisation mathématique : elle permet de croiser des domaines technologiques qui se répondent les uns aux autres, et de procurer ainsi des avancées considérables. Alors nous ne sommes plus dans une croissance lente, dans une accumulation de petits progrès, dans la sédimentation des acquis qui sont la consolidation des dominations, mais dans un moment d'évolutions technologiques qui sont faits de ruptures et davantage de rupture que de progression. Nous sommes dans une technologie de réinvention plutôt qu'elle ne s'améliore, dans une compétition technologique dont le terrain est paradoxalement en dehors de la technologie ; il est dans ce qui sera la technologie de demain. Ça c'est le premier point.

Les outils technologiques qui sont dans la compétition, c'est-à-dire les ordinateurs, se sont très largement démocratisés et sont accessibles à tout le monde. Vous pouvez aujourd'hui avoir, pour 100 euros, un ordinateur dont la puissance est supérieure à ceux qu'ont utilisés Armstrong et la NASA pour préparer le voyage dans la lune ! Donc, les capacités de calcul sont à la portée de tout le monde. Enfin, les réseaux sont devenus quelque chose d'incroyable, à portée des masses, capables de façonner un individu nouveau, qui a partir de son clavier à accès à tous les savoirs, à toutes les connaissances, même s'il n'a pas la doxa pour pouvoir les interpréter. Tout cela est susceptible de permettre à créer ce que l'on a appelé "une 3ème révolution industrielle", caractérisée d'une part par les réseaux d'Internet, d'autre part par la distribution de l'intelligence qui est mobilisable là où elle est. On voit donc apparaître dans cette économie de nouveaux acteurs, qui étaient périphériques dans les ordres anciens des pays en développement et qui ont tout d'un coup surgi parce qu'ils avaient la possibilité de le faire à l'intérieur de la sphère des pays développés. L'exemple le plus frappant est la Corée qui, en 1965, avait démarré en même temps que la Tunisie le montage des téléviseurs, à l'époque où il n'y avait que des téléviseurs allemands en Tunisie. Aujourd'hui la Tunisie en est toujours au même point, à part que maintenant ils sont Coréens ! Donc, en fait, on voit apparaître des acteurs, mais la Corée à investi pendant 50 ans de manière massive dans la connaissance, dans la recherche et développement, et dans l'éducation. Donc, toutes choses égales par ailleurs, les pays qui ont la capacité d'intégrer cette nouvelle économie numérique sont dans une relation différente de celle que nous avons dans l'économie classique, et ce sont les économies des pays qui ont maîtrisé les déterminants majeurs de cette économie qui sont les savoirs fondamentaux et en premier lieu les mathématiques et l'information.

Il est très rare que l'on ait des moments où l'histoire rebat



■ Mohamed Jaoua

ainsi les cartes, et nous sommes à l'un de ces moments ; on est autour de la table et il faut se demander si l'on aura les bonnes cartes, les as ou un 2. Cela dépend essentiellement de nous, c'est un moment magique et l'on ne sait pas combien de temps il va durer parce que le nouvel ordre qui va surgir va donner lieu à une nouvelle étape de la consolidation des positions. Aujourd'hui nous sommes dans l'ère des positions, nous ne sommes pas totalement démunis.

Je reviens à la Tunisie et à notre région-sud-méditerranéenne, en particulier le Maghreb ; il dispose des déterminants qui lui permettraient de se positionner en tant qu'acteur majeur, en partenariat avec l'Europe. Quels sont ces déterminants ? Une population jeune et éduquée, et nous avons environ 2 millions d'étudiants à nous trois, sur une population de 100 millions ; ils sont éduqués, bien ou mal, je suis bien placé pour le savoir, pas toujours à bon escient, mais enfin c'est un capital considérable, à un niveau de scolarisation qui est très élevé, pour ne pas dire général. Madame Merkel le comprend très bien et la position qu'elle a prise vis-à-vis de l'immigration l'a montré : c'est une chance pour nos pays et également pour l'Europe. La question est de savoir comment ce capital va être mis à la disposition plutôt d'un espace méditerranéen que de continuer dans une espèce de "brin brin" effréné, de venir faire son marché au Maghreb, prendre quelques diplômés et leur donner un complément de formation, parce que ce n'est pas à cette échelle que les choses se placent.

Il est très largement admis par ailleurs que la Révolution tunisienne doit son devenir à ce facteur-là.

J'ai passé les 5 dernières années en Egypte et nos amis égyptiens me disaient "Chez vous ce n'est pas pareil, vous avez une jeunesse éduquée, justement, et ils expliquent la différence des deux révolutions, la leur et la nôtre, grâce à ce facteur de l'Education et le "génie tunisien" qui en fait partie. Donc c'est une Révolution qui est née aussi grâce à la conjonction de la révolte des régions défavorisées avec une population éduquée, on a parlé un moment d'une "révolution Internet", d'une "révolution facebook", avec des jeunes qui ont décidé de porter des coups au régime de Ben Ali. En même temps, et c'est le paradoxe, il y a un dérèglement majeur de cette qualité éducative qui a conduit au chômage des jeunes (il y a 250.000



diplômés-chômeurs en Tunisie) avec un chiffre qui s'accroît de 40 à 50.000/an. C'est quelque chose de fondamentalement désespérant quand on y réfléchit. Radhi Meddeb a évoqué le problème du délabrement de l'appareil industriel et de l'appareil éducatif dans sa globalité, pour rebondir sur ce que disait Tarek Chérif tout à l'heure, on ne voit pas cela comme une urgence, comme on l'a espéré dans le temps, dans le premier gouvernement élu, et ce n'est toujours pas le cas. Dans la dernière table ronde, j'ai entendu certains espérer avoir un Ministère de l'Economie et des Finances ; pour ma part j'aurais espéré qu'il y ait un seul ministère qui regroupe l'Education, l'Enseignement supérieur et la Formation professionnelle, parce qu'aujourd'hui on ne peut pas parler de Formation si elle n'est pas liée à la vie et l'on ne peut pas parler de système éducatif s'il n'inclut pas la formation continue.

Certain hommes politiques, et même des universitaires, en arrivent à dire "Si l'on forme trop de diplômés, il n'y a qu'à revenir à une certain malthusianisme à l'Université ; après tout avant il y avait 15.000 étudiants en Syrie, aujourd'hui il y a 400.000" ! En fait, ils raisonnent comme si l'on était au temps d'une économie d'avant, fermée, dirigée, comme si l'on pouvait maîtriser les flux, comme si l'on pouvait revenir sur les acquis sociaux ; en réalité ne peut pas y avoir de retour en arrière. Ce qu'il faut, c'est repenser les composants, et l'Université de masse doit être avant tout une Université au service du développement économique et de la professionnalisation.

Je pense que dans l'espace économique euro-méditerranéen, ces 250.000 diplômés-chômeurs peuvent être un appui plutôt qu'une faiblesse parce que, même s'ils ont une formation de base qui n'est pas terrible, cette formation de base n'a pas de conséquence professionnelle, mais passer d'une formation de base minimale à une formation professionnelle est beaucoup plus simple que de faire tout le circuit.

Adel me fait signe de me dépêcher car le temps va nous manquer. Je vais aller plus vite, mais je pense que pour ces gens qui sont un peu à l'abandon, il y a des expériences où l'on a pris des gens comme ça, on les a formés pendant des périodes de 6 mois, avec des financements publics et des engagements d'entreprises. Malheureusement cette expérience n'a pas été renouvelée, mais 90% d'entre eux sont en situation d'emploi après cette formation. Sur un autre plan, ce que nous pouvons apporter à l'Europe dans cet édifice euro-méditerranéen, et hier Jean-Louis Guigou en a parlé, c'est un espace EMA (Europe, Méditerranée, Afrique). Dans lequel il y a l'Europe, nous qui sommes le Maghreb et dans une situation intermédiaire, et il y a l'Afrique à qui il manque les ingrédients fondamentaux d'une économie de la connaissance. Il faut la scolarisation, l'éducation, un appareil universitaire qui durerait deux ans, une population scolarisée qui ne dépasse pas les 60%, des diplômés des universités qui ne sont pas en mesure d'accueillir un nombre de bacheliers réduit. Il y a là matière à urgence entre l'Europe et le Maghreb pour la construction d'un espace EMA qui soit susceptible d'être un acteur majeur de la nouvelle économie, parce qu'il ne s'agit pas d'emplois peu qualifiés, dans lesquels on va jouer sur la compétitivité des salaires, il s'agit véritablement d'être pertinents sur les sujets qui se posent à tout le monde, au même moment et dans la même durée.

Nous avons, en Tunisie et au Maroc surtout, aussi je crois en Algérie, des possibilités de développer des capacités d'accueil que l'Europe n'a plus parce qu'il y a un problème de liberté de circulation et il est illusoire de penser que ce problème va

être réglé : moi, il y a 40 ans que je suis dans ces milieux, et que de façon répétitive j'appelle à libérer la circulation, je crois que l'Europe a tendance à voir dans chaque jeune Musulman qui se présente à ses frontières un potentiel terroriste, même si ceux qui se font exploser aujourd'hui en Europe sont des citoyens européens, qui y sont nés, qui y ont grandi et qui ont été éduqués dans ses écoles ! Je crois qu'il y a véritablement là une matière à lancer une grande aventure commune pour hisser cet ensemble EMA au niveau d'éducation qui doit être le sien pour être un acteur de l'économie numérique. Et ça, ce sont des choses que nous pouvons offrir à l'Europe dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen.

Nous avons la capacité de leur offrir des jeunes qui sont aujourd'hui chez nous, et à l'Europe, elle, d'offrir des débouchés professionnels et les investissements pour que les entreprises se relocalisent à partir de paramètres économiques. Je vous remercie de votre attention.

Adel Ben Youssef :

Merci beaucoup pour cet exposé, car Mohamed Joua connaît très bien l'existence d'une possibilité historique de collaborer avec l'Europe en matière de formation, de saisir l'occasion de cette technologie pour offrir des formations pour tout un continent, sachant qu'il y a un problème sur le continent africain : en Afrique, il manque 1 million d'enseignants et dans quelques années, ce sont des dizaines de milliers d'enseignants qui y manqueront. Certains l'ont saisi parfaitement et proposent déjà l'Enseignement en ligne, massif, pour l'Afrique. Peut-être faudrait-il que nous contribuions en lançant d'autres modèles hybrides dans les pays méditerranéens.

Je voudrais être innovant et gérer plusieurs choses à la fois, aussi je ne me mets pas au centre, mais sur le côté, en même temps je voudrais faire participer les étudiants pour qu'ils posent des questions, et aussi innover en disant : "Je pose deux conditions conceptuelles, la première est : de quoi parle-t-on ? La numérisation de l'économie est différente de l'économie numérique, c'est l'économie réelle à laquelle on ajoute une couche numérique : vous avez un épicier, l'épicier continue à exister "en dur" et il fait un site internet, il numérise un peu les esprits. La deuxième manière, c'est de concevoir l'économie numérique en disant : "J'ouvre un supermarché uniquement pour un Internet", et là je précise le pouvoir de la deuxième option : la première entreprise de factifs au Monde n'a aucun factif, c'est UBER et l'on parle d'urbanisation de l'économie, le premier hôtelier dans le Monde ne dispose d'aucune chambre, c'est Air India, des milliers de touristes utilisent Air India et il n'a aucun hôtel dans le Monde, et cela c'est une transformation de paradigmes.

La numérisation de l'économie, si l'on rajoute une couche de numérique un peu partout, c'est complètement différent de l'économie numérique, qui est l'existence d'un gouffre où l'on peut aller chercher des opportunités immenses à l'échelle planétaire. Je cède la parole à deux étudiants qui vont questionner notre ami Christophe Muller : Anouar et Eya.

Anouar :

Bonjour. L'économie numérique connaît une croissance rapide, elle est régie en partie par la disponibilité d'une large bande des majors des marchés mondiaux, et des applications mobiles



en quelque sorte, mais il y a une nouvelle menace, c'est le piratage, la France a instauré en 2009 une loi qui est contre le chargement illégal, mais il existe encore la possibilité pour les pirates d'attaquer les logiciels. Donc, comment peut-on protéger la société intellectuelle ?

Eya :

Je suis en 2e année Informatique financière et j'ai voulu évoquer le sujet de la protection absolue des données personnelles et parler un peu des lois offertes par l'UE. Après trois ans et demi de discussion sur la protection des données personnelles, les ministres de la Justice de l'UE ont proposé un règlement général typique des règles harmonisées des 28 Etats membres de l'UE, applicables aux données personnelles, à leur traitement et à leur libre circulation dans le marché intérieur digital, qui renforcent les droits individuels et imposent de nouvelles obligations aux entreprises. C'est donc un règlement qui vise à garantir le taux extrêmement élevé de protection des données et offre sur le papier de meilleures conditions de garantie aux citoyens qui pourront exiger que certains renseignements qui les concernent soient effacés.

Ma question est : pourquoi pas une extension de ces lois aux citoyens de l'espace méditerranéen ?

Christophe Muller :

Je vais d'abord essayer de brosser un peu quelques grandes lignes qui montrent comment on peut penser les nouvelles technologies pour répondre aux conditions des deux codes qui nous sont posés. D'abord les économies numériques : quand on est économiste, on a envie de les considérer comme un facteur de production : vous avez une production au niveau du pays, au niveau des entreprises, au niveau de l'individu, et cette production est stimulée, augmentée, par le fait que vous pouvez trouver un nouveau facteur de production et en augmenter le montant. C'est la façon usuelle de penser aux nouvelles technologies ; ce qui existe déjà, c'est les facteurs de production, c'est le travail, le capital, la terre, et voilà un nouveau type d'objets qui contribuent à la production. La plupart des études concourent à cette approche-là, on regarde l'impact des nouveaux facteurs ; vous avez des études sur cela. On se rend compte que les technologies posent des problèmes conceptuels ; d'abord elles ont des impacts sur la façon dont les facteurs traditionnels peuvent s'accumuler. On a parlé de l'éducation et il est clair que la présence des nouvelles technologies change considérablement la façon dont le processus d'acquisition des connaissances se déroule : on pense notamment que les professeurs et les enseignants en Afrique vont en grande partie disparaître parce qu'ils vont être remplacés par des systèmes d'enseignement par Internet et d'autres réseaux de communication. Donc les nouvelles technologies impactent non seulement sur le niveau de production directement, mais aussi tous les anciens facteurs ; on pourrait parler du capital, les capitaux sont les marchés du crédit mais tout le monde n'a pas accès à un crédit, que ce soit une entreprise ou un individu qui est en peine de liquidité, donc non seulement on a un impact au premier niveau sur la production directe, mais on a aussi des impacts indirects ; alors qu'est-ce que ça veut dire, les impacts indirects pour des sociétés de pays du Sud de la Méditerranée ? Cela veut dire qu'il



Christophe Muller

y a peut-être des opportunités pour rattraper des retards qui sont liés à cette accumulation de capital et de connaissances, on sait que les taux de scolarisation ont considérablement augmenté en Tunisie ; ce n'est pas vrai pour tous les pays qui sont encore à la traîne par rapport aux économies européennes, et surtout, ce que l'on discute beaucoup dans les cercles politiques et économiques, c'est le contenu et la qualité de l'éducation qui manque. La Tunisie est un peu en avance sur d'autres pays, mais il y a des retards qui expliquent la division internationale du travail, qui fait par exemple qu'en Tunisie on va avoir des usines de montage et que dans le Nord on va avoir des bureaux d'études. Maintenant, si les nouvelles technologies entrent en jeu et qu'au lieu de pouvoir former ou transférer un montant de connaissances en 40 ans dans un marché du travail, au lieu de ces 40 ans, on peut réduire l'écart à 10 ans, cela change peut-être la stratégie et ça change peut-être aussi les intérêts des grandes sociétés et des entreprises multinationales pour investir dans les pays du Sud. Il faut savoir que pouvoir former rapidement une force de travail en utilisant ces nouvelles technologies au lieu de compter sur des enseignants qui utilisent peut-être des méthodes traditionnelles d'accumulation des connaissances et du capital humain.

Quand on essaie de réfléchir au-delà de l'impact direct, on découvre peut-être des opportunités, et puis il y a d'autres causes de conséquences qui sont souvent omises parce que l'on se concentre sur la production : c'est vrai que c'est spectaculaire : avec un ordinateur on va pouvoir faire beaucoup plus de travail en moins de temps, les nouvelles technologies changent la société en profondeur. On a parlé tout à l'heure du Printemps arabe, les mouvements sociaux dans le Sud de la Méditerranée ont souvent été rendus possibles par la disponibilité, le fait que des individus qui ont le même intérêt à exprimer leur opinion se sont révoltés contre un gouvernement ou contre une politique peuvent se joindre facilement avec un téléphone mobile ! Ce n'est pas vrai seulement pour le Sud de la Méditerranée ; je me souviens qu'il y a quelques années, en Espagne, on a eu un changement de gouvernement au moment des attentats, ce n'était absolument pas prévu, on pensait que les conservateurs allaient rester au Pouvoir, or ils ont fait une erreur de communication qui a alerté la population

et immédiatement les gens se sont coordonnés, se sont tendu les mains et ont fait de grandes manifestations contre le Pouvoir et contre la tentative du gouvernement de se maintenir en place... et cela a été possible grâce aux nouvelles technologies. Donc la dynamique politique a considérablement changé, on le voit ces jours-ci avec l'affaire des "Panama papers", c'était quelque chose d'absolument unimaginable il y a quelques années, et maintenant la découverte de fautes par des personnes qui ont la responsabilité de la sécurité publique est devenu un thème qui a un impact central sur la fonctionnement de la Société. Cela se passe aussi bien dans le Nord que dans le Sud.

Il n'y a pas que dans la politique, il y a aussi les transformations sociales : ce qu'il y a au centre des sociétés méditerranéennes aussi bien au Nord qu'au Sud, c'est la famille, et comment les relations au sein de la famille ont changé en quelques années par le fait que l'on se rend visite par Facebook. On peut rester en contact avec les membres de sa famille, on peut se contacter très facilement, aussi bien à l'étranger que dans la même ville, donc la solidarité familiale, la communication dans la famille, ont évolué de façon très profonde. Et cela compte aussi pour la dynamique des sociétés : il y a toujours la dynamique traditionnelle, mais la dynamique moderne, ce peut être l'action de l'Etat à travers des programmes sociaux, qui complètent et qui peuvent se substituer à la famille, cela est très important pour les relations sociales, même s'il y a déjà, chez vous, la religion musulmane qui a une place très importante, les systèmes sociaux évoluent et, très rapidement peuvent aider, par exemple par des aides alimentaires, des allocations sociales. Alors, que peut-il se passer ? Par exemple, en Egypte, chacun doit avoir une Carte électronique qui permet d'identifier les personnes qui sont concernées par une subvention et donc de faire la différence entre une personne aisée et une personne dans la gêne qui peut aller acheter des produits alimentaires subventionnés. Cette carte repose sur des bases de données et des systèmes d'analyse sophistiqués et permet de rationaliser la subvention qui profitera aux personnes ciblées. On peut

ainsi lutter contre la fraude à l'aide publique. Cela permet de penser à la façon dont on pourra changer l'aide sociale et faire une synthèse des projets existants pour être plus efficaces socialement et économiquement.

Tout ceci m'amène à répondre à vos questions qui paraissent éloignées de ce que je viens de dire, mais il faut penser à un nouveau concept de l'économie ; par exemple, devant le piratage, comment protéger la propriété intellectuelle ? Il faut d'abord poser la question : pourquoi la protéger ? Ça sert à protéger les incitations à des personnes désireuses d'innover, mais si l'on est dans un monde numérique où l'on n'a plus besoin de fonctionner de la même façon, la propriété intellectuelle ou l'acte d'animation ne peut-elle pas être rémunérée d'une façon qui est différente que d'avoir un droit de propriété ? On peut avoir des personnes qui fournissent des services qui vont être rémunérés directement par les visites d'étudiants sur leur site web et grâce aussi à quelques publicités.

Il faut essayer de changer la manière de penser. C'est vous, les jeunes, qui allez nous fournir des concepts, mais peut-être que l'ancienne manière ne s'adapte pas à ces nouveaux phénomènes. Faut-il qu'il y ait des lois qui empêchent le piratage ? Je ne sais pas.

Pour la deuxième question, le problème que vous exposez, la protection des données personnelles, ce sont les débats d'un nouveau marché, le moyen pour les entreprises de mieux servir leurs clients ; on a envie d'utiliser les nouvelles technologies pour pousser le développement de ce nouveau marché pour le libéraliser et d'un autre côté, le problème c'est la protection de la vie privée, c'est-à-dire qu'on n'est pas satisfait que n'importe quelle entreprise, ou le gouvernement, ou n'importe quelle organisation, peut savoir des choses sur nous, ce qui leur donne du pouvoir sur nous, peut nous influencer ou nous causer des problèmes. Il me semble qu'actuellement on n'a pas développé encore des concepts adéquats pour cela.

Ce qu'il faudrait, d'une certaine manière, c'est donner une valeur au droit à la vie privée, la valoriser ; mais il manque encore, dans notre système de réflexion, des éléments et des solutions. Elle vont peut-être arriver grâce à des moyens complètement différents de ceux qu'on utilise actuellement, que ce soit des lois, des usages... parce que, là, on peut imaginer, grâce aux nouvelles technologies, une manière naturelle, de s'attacher à cette conception de la vie privée. Face à une sollicitation, quand vous répondez, quand vous donnez l'autorisation à une association de vous suivre, et il y a la personne qui refuse, qui pense que sa vie privée vaut beaucoup et qui résiste à ceci, qui voudrait peut-être avoir plus de services, et il y a la personne qui est satisfaite...

Adel Ben Youssef :

Merci pour cet exposé, tu as surtout mis l'accent sur les transformations de la sphère politique, la gouvernance et les impacts sur la famille, la cellule familiale et la gestion plus efficace des politiques sociales par le numérique, il faut utiliser tout ce potentiel.

Monsieur le ministre Noomen Fehri, ministre des Technologies de la Communication et de l'Economie numérique, nous a rejoint en plein milieu de la séance, et comme il a un Conseil ministériel tout à l'heure, nous allons profiter de sa présence pour l'écouter. Mais avant je donne la parole à Rami pour une question sur le commerce électronique.





Rami :

Merci, la question que je voudrais poser est : aujourd'hui, près de 30 millions de Français achètent sur Internet, soit 47% de la population. On peut donc constater que cela montre l'importance du i-commerce en France ; on a plus de 82.000 postes d'emplois. D'après ce chiffre, on constate que ce type de commerce joue un rôle très important dans l'évolution économique. Pour bénéficier de cela, la zone méditerranéenne doit faire face et s'adapter à cette nouveauté. En se basant sur ce fait, plusieurs sites marchands ont été malheureusement abandonnés, notamment en Tunisie, donc, comment faire pour gagner la confiance de la société, susceptible face au problème de la sécurité et de la crédibilité de ces derniers sites de i-commerce ?

Adel Ben Youssef :

Il y a aussi une question sur la gouvernance, aussi je vais passer la parole à Ilhem.

Ilhem :

Bonjour, pour commencer je présente mon point de vue, je trouve que, de nos jours, Facebook est le baromètre des étudiants politiques, ce qui explique que la participation du citoyen aux décisions politiques peut passer par la technologie. Ma question est ; pensez-vous que les nouvelles technologies peuvent réellement changer le mode de gouvernance ?

Une autre étudiante :

J'ai une question complémentaire à celle de Ilhem : est-ce que vous pensez que les nouvelles technologies vont améliorer ou dégrader la situation actuelle, et pouvez-vous en préciser les avantages et les inconvénients ?

Noomen Fehri :

C'est donc essentiellement une question de gouvernance, et les questions économiques vont libéraliser le i-commerce. Bon, merci de l'invitation, je vais essayer d'être direct ! Vous, les jeunes, vous êtes ceux qui vont sauver ce pays, et je vais expliquer pourquoi. Vous êtes des gens qui vivent, qui respirent, qui agissent et qui réfléchissent au 21e siècle, avec les technologies de ce siècle. Ici, autour de la salle, ceux qui dirigent, ou qui sont des professeurs, continuent à vous écouter avec des oreilles et un diapason du 20e siècle ; moi, au gouvernement, je suis en train de vous répondre avec un arsenal juridique qui date peut-être du 19e siècle. Donc la différence entre vos aspirations et l'arsenal juridique est de 200 ans ! J'exagère un peu, mais je voulais fixer une image dans vos têtes, et ça c'est la mauvaise nouvelle... on va parler de la bonne : c'est que le mode opératoire de chacun de nous, de la famille, du gouvernement, est en train de se transformer, les habitudes sont en train d'évoluer d'une manière extrêmement rapide grâce à la nouvelle technologie. Donc les nouvelles choses — attractions, nouveaux produits, nouvelle économie — sont en train d'être créées avec une courbe exponentielle, et au bout des cinq ans à venir, le Monde aura changé de même, et l'axe des ordonnées va être changé autant que pendant les 50 ans passés, c'est une réalité, mais très peu de gens parmi nous la voient. Vous, vous



 Noomen Fehri

la voyez et c'est pour cela que certains jeunes sont plus révoltés que les autres. Que peut faire un gouvernement pour suivre ce changement ? D'autant plus qu'on ne sait pas vraiment ce qui va se passer, puisque c'est vous qui allez agir : dans 15 à 20 ans, pour vos frères et sœurs qui sont à l'école primaire, les 2/3 des métiers d'aujourd'hui vont disparaître.

Je vous donne un exemple tout simple ; le mécanicien. Aujourd'hui la voiture n'est plus seulement du mécanisme, elle contient des composants électriques, il y en a à peu près 20% ; dans moins de cinq ans, tous les grands constructeurs disent et planifient que cette voiture aura au moins 50% de numérique et cela signifie que le métier de mécanicien traditionnel va se transformer. Les métiers actuels sont des métiers que les gens de mon âge comprennent ; pour ceux de votre âge, le contenu commence à apparaître, l'industrie des jeux par exemple va rejoindre l'industrie du cinéma ; avant on faisait des grands films à gros budgets qu'on allait voir dans les salles, maintenant entre 12 et 25 ans les jeunes ne regardent plus ces grands films et regardent des choses de 2,5 ou 3 ou 10 minutes sur les Smartphones, donc l'industrie du cinéma fusionne avec l'industrie des jeux pour faire des produits numériques pour vous. Il y a de nouveaux métiers, on parle d'objets connectés qui sont en train de créer un monde où l'on n'a pas besoin de faire beaucoup de choses que l'on faisait avant : vérifier si la porte est ouverte ou fermée, avoir un gardien etc. Donc le Monde est en train de changer. Pour mettre ça en images, je vais revenir à des questions dont la pertinence m'impressionne, ce que je dis n'est pas politique, nous, gouvernement, et vous tous, sommes en train de voir un tsunami qui arrive, un tsunami pas forcément néfaste, un tsunami positif, un tsunami de changement, qui va transformer notre économie. Qu'est-ce qu'on peut faire ? D'abord, il faut s'assurer que nos jeunes sont formés pour surfer sur ce tsunami, d'où la chose principale pour nous, qui a toujours été le pourvoyeur de l'égalité des chances en Tunisie, à savoir notre système éducatif, nous allons devoir le transformer et la composante digitale est la composante essentielle de ce dispositif. Ce n'est pas la connectivité et la tablette, loin de là, et le contenu n'est pas le contenu tunisien, c'est le contenu à l'international. Avant, les gens allaient à l'école pour apprendre des choses et rentraient chez eux pour faire des exercices, il va falloir transformer tout cela, maintenant ils apprennent leur





cours avec les nouveaux moyens qui existent et ils vont à l'école pour résoudre des problèmes, et on obtient le résultat très clair : en Tunisie, la méthode employée donne de meilleurs résultats que dans d'autres universités. C'est la réalité et les statistiques le prouvent. Donc, ce tsunami qui arrive, nous, gouvernement, nous savons que vous allez construire la nouvelle Tunisie que nous, les politiques, appelons la 2ème République, et vous, vous l'appellez "Tunisie 2.0". C'est la même chose.

Et pour construire cette Tunisie 2.0 et pour vous permettre de vous sauver, il va falloir construire des piliers sur lesquels, quand le tsunami va arriver, on aura des piliers solides de la nouvelle ère et une plate-forme sur laquelle vous allez construire la Tunisie 2.0. Quels sont ces piliers ? Le pilier n°1, c'est connecter le Monde, il y aura deux mondes, un monde connecté et un sous-monde... Le monde qui n'est pas connecté n'existera pas, car l'on n'existe que si l'on est connecté, cela a toujours été le cas ; le monde de connexion est différent maintenant et il est sur Internet alors qu'avant il était physique. Il faut donc connecter toutes les familles tunisiennes, au nombre de 2.731.000, comment va-t-on faire ?

Alors que certaines d'entre elles ne peuvent pas payer leur électricité, nous allons subventionner l'Internet pour ces gens-là car l'avenir est dans la connectivité, qui est donc le premier pilier. Le deuxième pilier est fait pour enrayer l'isolement des régions, c'est l'éducation ; l'éducation numérique pour l'égalité des chances, on en a parlé et ce n'est pas que de la connectivité, c'est aussi la formation des 150.000 professeurs à leur programme.

Le troisième pilier, c'est l'Administration, l'excellente Administration qui a été créée au temps des Ottomans, qui a fait un excellent siècle pour la Tunisie, et qu'il va falloir mettre au diapason du 21e siècle, et cela exige d'enlever tout ce qui est papier au profit du tout numérique. Le quatrième pilier, c'est la liberté sur Internet et la Loi sur Internet. J'ai entendu tout à l'heure des professeurs parler de trésor, il faut faire très attention pour garder toutes ces libertés que nous avons sur Internet parce que c'est très facile de les faire dévier, et il faut aussi s'assurer que la loi est respectée sur Internet.

Si l'on construit ces 4 piliers, vous êtes éduqués, vous êtes connectés, vous n'avez pas besoin d'attendre jusqu'à demain que le gouvernement vous donne "le petit papier" et vous êtes sûrs que sur Internet vous êtes libres ; tant que vous respectez la Loi, rien de mal ne pourra vous arriver, vous allez grimper sur ces piliers pour construire la nouvelle plateforme.

C'est une Tunisie 2.0 qui sera construite par les nouvelles *start-up* ; il y a un an, il avait 100 *start-up*, aujourd'hui il y en a entre 300 et 400 dans le secteur de l'économie numérique. C'est cela notre modèle, les *start-up*, qui vont être créés vont regarder les industries économiques traditionnelles et vont les faire évoluer, c'est-à-dire les prendre une à une sur les piliers, et à la fin il y aura une partie de notre économie qui sera mise à jour, donc 2.0, et certaines parties de notre économie seront à la traîne. Tant pis, mais le marché ne sera plus seulement en Tunisie, mais partout dans le Monde. C'est notre plan, notre vision, si nous arrivons à faire cela pour vous, nous aurons rempli notre devoir.

Maintenant, je vais prendre la question du commerce électronique : on ne peut pas l'utiliser tant que le dinar n'est pas convertible, d'ailleurs la preuve c'est que lorsque nous avons mis la carte technologique en circulation, et j'espère que certains d'entre vous l'utilisent, car c'est une manière d'aider

les jeunes à dépasser la problématique de la convertibilité du dinar, quand on l'avait mis le nombre de *start-up* a augmenté, aujourd'hui cette petite carte a pris 6% du marché international ; des jeunes qui allaient émigrer vers le Nord pour créer leur boîte sont restés là parce qu'ils ont eu la possibilité de faire un minimum de commerce électronique. Ce sont surtout les technologies auxquelles on a ouvert la possibilité d'utiliser des procédés pour mettre en application dans Google etc.

Maintenant, il y a un vrai problème : le commerce électronique repose sur trois choses : d'abord le moyen de paiement (je peux payer par commerce électronique), puis la logistique, je vais payer quand je serai sûr que ce que j'ai acheté est arrivé chez moi. Pour cela il faudra moderniser la Poste, on en est encore loin, mais nous sommes en train de moderniser et de matérialiser la Douane et de créer des endroits de *logistique*, enfin la *confiance numérique* ne s'obtiendra que lorsque l'Etat lui-même aura confiance dans le numérique et c'est pour cela que nous avons lancé la facture électronique l'année dernière et que nous sommes en train de l'utiliser dans notre procédure d'achat. Dans mon ministère, il n'y a plus aucun appel d'offres, à partir du 1^{er} mai, qui sortira sur papier, tous sortiront sur Internet.

Maintenant, la question de la gouvernance : elle est d'une importance capitale, parce qu'avant les gouvernements décidaient et appliquaient, et les gens n'étaient pas connectés, mais avec Internet, aujourd'hui, dès que le gouvernement fait quelque chose, le Monde se révolte.

Avec le numérique ces concepts internationaux, mondiaux, que l'on a inscrits dans la Constitution doivent être respectés dans la vie de chacun. Cela signifie que les gouvernements ne peuvent plus agir tout seuls, mais doivent composer avec les autres centres d'intérêt qui existent, qu'ils soient des privés, des organisations de la Société civile.

Un exemple qui offre autre image : j'espère d'abord que l'image du tsunami qui, va nous submerger et de vous qui allez surfer sur lui pour nous tirer vers le haut, est claire dans vos esprits. C'est ma seule image, mon seul message que je veux faire passer. Maintenant, il y a une autre image que je veux que vous gardiez à l'esprit : le Monde est géré par des gouvernements, qui se rencontrent, qui ont créé le gouvernement des gouvernements qui s'appelle l'ONU. Si du jour au lendemain il n'y a plus d'ONU, que va-t-il se passer ? Le Monde va continuer à fonctionner, il y aura un peu plus de conflits par-ci et pa-là. Maintenant, si l'organisme qui gère Internet dans le Monde, l'ICAN (et qui n'est pas géré que par les gouvernements, mais par beaucoup de privés et de sociétés civiles), si l'Internet n'est plus coordonné, que va-t-il se passer ? Le Monde va s'écrouler, et donc il faut que l'ICAN, qui est l'organisme multipartis qui gère l'Internet, soit beaucoup plus important que l'ONU. Maintenant, moi je suis dans le gouvernement où je suis responsable du Budget, et quand je vais à l'ONU, on se sent fort parce que la force est dans les équilibres multi-synchrones qu'on appelle "les modèles de gouvernance multi-synchrones", qui sont le gouvernement, les privés et la société civile. Ce qu'on appelle en Tunisie "l'exception tunisienne", c'est qu'on a toujours été des précurseurs, au temps des Carthaginois, avec la première Constitution avec la monnaie, puis avec l'émancipation de la Femme dès le début du 20e siècle. Vous avez vu, après le Bardo 2013, l'importance de la société civile, qui a joué le rôle de médiateur, c'est un indicateur que le Monde est en train de changer.

Donc, pour conclure, je dirai que la Poste, qui va jouer un



rôle important dans le numérique, a commencé à étudier les nouveautés technologiques pour les expérimenter, sous la surveillance de la Banque Centrale. Il faut s'informer pour pouvoir mettre notre pays au-dessus des piliers pour tenir sa place dans l'ère du numérique et je suis certain que, si vous continuez à être "alertes", bien réveillés et si vous faites ce qu'il faut faire, et gardez la liberté d'expression dans le numérique, la Tunisie y parviendra et aura sa place dans le Monde connecté. Au sujet du voisinage avec l'Europe, je vais vous dire franchement qu'il y a des marchés mondiaux qui sont basés sur des communautés, mais il y en a de bénéfiques et de maléfiques, les communautés bénéfiques ont de la valeur, mais il y en a d'autres. Deach est une communauté, par exemple. Donc le voisinage avec l'Europe est d'une importance capitale et, dans le Monde il faut connaître vos amis et vos ennemis, ceux que vous ne pouvez pas déplacer, auprès de qui vous vivez, l'Algérie est notre frère et grand ami, l'Europe de même, et aussi pour une autre raison importante, parce que, dans le temps, au Moyen-Âge, les hommes se battaient pour l'or (il y a eu des guerres pour cela), au siècle-dernier, les gens se battaient par l'énergie, pour le pétrole, et défendaient les intérêts de leurs Rockefeller, de leurs sociétés pétrolières, maintenant les guerres seront sur les données personnelles, sur le Big Data, et à cause de cela il est important que l'on soit proche de l'Europe, parce que notre objectif est d'être à la source des données et qu'il nous faut adhérer au Marché unique digital européen à travers des conventions.

J'espère que je vous ai donné une petite vision de ce qu'on est en train de faire et que j'ai répondu à vos questions ; je suis vraiment désolé car je dois aller participer à un Conseil des ministres. Merci.

Adel Ben Youssef :

Merci beaucoup, M. le ministre, pour cet exposé très intéressant et très clair, et pour cette vision.

Deux questions de la part des étudiants pour Mme Khadija Ghariani ; je vais donner la parole à Ameur pour la question sur le poids de l'économie numérique et à Admi sur "la couverture réseau" puisque Mme Ghariani a déjà eu ces dossiers à gérer.

Ameur :

Ma question sur l'impact du numérique sur la zone européenne : en quoi est-elle porteuse pour la croissance des entreprises ?

Admi :

Bonjour à tous. Mes camarades ont exposé l'importance de l'économie numérique, mais nous avons encore des problèmes avec la couverture réseau. Concernant les opérateurs et les fournisseurs des réseaux de télécoms la concurrence est rude, le résultat est plus ou moins médiocre. Comment pourrions-nous surmonter ces problèmes au point de vue de l'infrastructure du numérique ?

Une autre étudiante :

Ma question porte sur le fait qu'il faut résoudre beaucoup de problèmes pour les élèves qui vivent dans les zones rurales et pour certains professeurs dans les régions défavorisées.



Khadija Ghariani

Comment procéder pour réussir à promouvoir la collaboration à distance tout en conservant une valeur certaine de crédibilité ?

Khadija Ghariani :

Vu l'heure avancée, je vais essayer d'être brève. J'ai eu le plaisir et l'avantage d'avoir assisté au panel précédent, je vais donc rebondir un peu sur certains aspects et je répondrai directement à vos questions. C'est juste pour dire qu'aujourd'hui notre souci, c'est que c'est bien beau l'économie numérique, le développement technologique, mais cela ne sert à rien s'il ne permet pas de résoudre notre problème et cette crise, je vais donc essayer de répondre à la question : comment transformer la crise en défis ou en opportunités en utilisant l'économie numérique d'une façon générale et les technologies de l'information et de la communication. Aujourd'hui, sachez que vous êtes dans le secteur stratégique de développement ; il y a 20 ans, c'était un secteur technique, mais aujourd'hui c'est un secteur stratégique de développement. On ne peut pas imaginer un autre secteur se développer sans le secteur des technologies de l'information et de la communication, on a vu la crise des années 80 que traîne encore l'Europe, et nous aussi bien sûr, par conséquent, en plus de nos problèmes, on a vu que ce secteur n'a pas été touché par la crise en tant que secteur, à part la bulle Internet, mais même avant Internet les autres secteurs de communications classiques ont continué à se développer. Et là je parle sous le contrôle d'éminents économistes, c'est un secteur qui a su dépasser la crise, c'est le secteur stratégique de notre développement. On doit absolument l'utiliser à bon escient, et c'est dommage que le ministre qui en est chargé soit absent, mais je peux en parler en son absence et vous dire comment on est en train d'utiliser ce secteur stratégique pour sortir de la crise.

Malheureusement, ce qui est le plus difficile dans notre pays, c'est de développer ce génie, Monsieur le Ministre, —et j'ai eu le plaisir de côtoyer dans ma vie le génie marocain avec les jeunes qu'on a eu l'occasion de rencontrer au Maroc— et le plus dur c'est de développer ce génie, mais qu'est-ce qui fait que "la mayonnaise ne monte pas", qu'est-ce qui fait que ces jeunes ne sont pas dans le cercle économique, et tout à l'heure Sarra en parlait, c'est ça qui fait qu'il n'y a pas de développement, ➡

➡ il n'y a pas que les investissements ! C'est le fait que, pour vous, vous ne soyez pas intégrés directement dans le cercle de cette économie qui a besoin de vous, car vous êtes le futur de la Tunisie.

Aujourd'hui il n'y a pas de développement sans ce secteur et sans développer l'innovation ; c'est l'innovation qui prévaut, et cet esprit d'entrepreneuriat et j'espère que les écoles d'ingénieurs prennent conscience de ça parce qu'il n'y a que ça maintenant. Ces lois qui prennent des années pour être votées, il ne faut pas les attendre ! On a besoin de solutions urgentes à des problèmes très très simples. Malheureusement, aujourd'hui on parle des start-ups, il n'y a que ça pour pouvoir vous développer, pour sortir de la routine et entraîner cette économie. Eh bien, il y a un problème simple et j'aimerais avoir encore les panélistes de tout à l'heure pour leur dire : « Cette réforme bancaire qu'on attend depuis des années et qu'on attendra encore doit être faite ». Aujourd'hui, j'ai vécu moi-même un problème : celui d'un jeune qui a monté une start-up (après avoir fait une école d'ingénieurs en France) avec un autre jeune qui est resté en France. Il a voulu développer son affaire en Tunisie, on l'a refusé. Quel est le premier problème ? Je vais vous étonner, c'est d'avoir un compte dans une banque tunisienne ! Je ne sais pas si vous, vous l'avez fait, mais on lui demande d'abord ce qu'est une start-up, comment financer une idée alors qu'il n'a pas de bulletin de paye ? Alors on lui refuse, il lui faut quelqu'un avec lui, de la banque, pour le parrainer ! Ce ne sont pas des réformes du système bancaire et financier qu'on demande, ce sont des solutions toutes simples qu'il faut mettre en place. Il faut qu'on parle de ce qui ne marche pas pour pouvoir avancer, il faut expliquer qu'il est normal qu'un Monsieur qui veut créer une affaire s'adresse à une banque, car si on lui demande des garanties parfois il est bloqué. A ce niveau-là, comme l'a dit Si Chelbi, il y a matière à réformer, faire des choses très simples pour que ces jeunes puissent intégrer l'économie, quel que soit le secteur.

Aujourd'hui, comment sortir de la crise ? Il faut la transformer en opportunités, les écrits sont là pour dire : démarrons rapidement des projets mobilisateurs dans ce secteur, il faut créer de l'emploi. Il est impensable aujourd'hui d'être bloqué à cause d'un terrain dont on n'a pas résolu le problème foncier pour démarrer un projet mobilisateur. Aujourd'hui un jeune comme vous, c'est une idée, c'est une application sur le mobile qui va permettre de générer un projet, qui va faire tourner cette roue qui demande à fonctionner... Je parle sous le contrôle d'économistes (je n'en suis pas une) et je vous dis : Montez votre start-up et essayez de participer *on line* à des appels d'offres de l'Etat. Même si vous n'avez pas de références, c'est très difficile d'obtenir un marché, comment faire dans ce cas-là ? Il y a ce qu'on appelle aujourd'hui des projets mobilisateurs qui sont bloqués par l'Etat parce que le fameux PPP n'a pas pu être délivré !

Il y a des textes de loi que l'on met des années à élaborer, eh bien il y a d'autres solutions pour vous dire comment résoudre ces problèmes de PPP. En tout cas dans le secteur des technologies de la communication, tous les modèles de développement de l'infrastructure des communications, tous les modèles de développement de l'infrastructure des communications, du haut débit, tous les modèles dans le monde entier, de l'Europe, des pays du Golfe, de l'Asie même, sont basés sur le partenariat privé/public.

On n'a pas besoin de grandes lois avec une centaine d'articles chacun — et à condition que nos chers députés soient là pour les examiner et les voter — non, ce sont des décisions politiques,



de la part des décideurs, qui permettront de les appliquer à des problèmes très simples. Personne ne pourra vous dire ce que sera demain le Monde numérique... Il y a des innovations qui vont voir le jour et d'autres non, mais personne, même parmi ceux qui ont inventé ces nouveautés, quand on leur a posé la question, n'a dit ce que sera demain. Donc, prenons des décisions rapidement, résolvons nos petits problèmes rapidement et le temps amènera des réformes structurelles.

Je termine en disant qu'heureusement ce secteur est privatisé, et le régulateur est là pour imposer l'investissement dans l'infrastructure et j'espère, pour réduire aussi la fracture numérique comme l'a dit M. le Ministre pour les jeunes éloignés. J'espère avoir répondu, c'est un secteur stratégique, c'est vrai que la qualité de service est un peu dégradée, pour le 2 G et le 3 G, mais les opérateurs vont arranger ça.

Pour le secteur méditerranéen, nous sommes condamnés à vivre ensemble, pour le bien et pour le mal et de toutes façons, comme l'a dit M. le ministre, ce n'est pas « pour nos beaux yeux », c'est que l'Europe a besoin de nous, rien que pour la Francophonie — soit dit entre parenthèses — et d'ailleurs tous les panels s'expriment en français ! Mais pour le reste, nous allons faire des échanges et de toutes façons, s'il y a la crise chez nous, elle sera aussi en Europe. Ne serait-ce qu'en envoyant des clandestins : il n'y a pas de travail, pas de développement, donc on est condamné à être et à travailler ensemble, comme un vieux couple. Qu'on le veuille ou non, c'est notre histoire, nous sommes à une heure de l'Europe, il y a de jeunes Tunisiens qui vivent en Europe et qui ont un bureau en Tunisie. Et il y a des jeunes qui n'arrivent pas à obtenir un visa pour aller en Europe ! Qu'on le veuille ou pas, les informations circulent sur Internet alors que les personnes ont du mal à circuler, c'est un grand problème et pourtant les clandestins ne passent pas par l'Ambassade pour obtenir un visa, il faudrait résoudre le problème de la libre circulation des personnes. Voilà ce que je voulais dire et merci pour votre attention.



Adel Ben Youssef :

Je remercie Mme Ghariani pour son exposé et la pertinence de ses arguments. Je ne peux pas m'empêcher, en tant que professeur qui travaille sur le numérique, de faire passer quelques idées qui me sont chères. Qu'est-ce que c'est que le numérique ? On en a parlé ce matin pendant deux heures et on a employé le mot de tsunami ; ce tsunami, c'est cinq générations de technologies en dix ans, cinq révolutions industrielles en dix ans ! La première révolution a été les réseaux sociaux, tout le monde est sur les réseaux sociaux et a un facebook, mais ils datent de 2005, à peine une décennie et on a l'impression d'avoir toujours vécu avec eux. Un réseau social, ça vous oblige à avoir et à gérer une identité virtuelle, à avoir un capital social. Le capital social, vous le construisez vous-mêmes, il n'est plus hérité des parents, il est construit à travers le numérique. On a l'impression que tout le monde a un Internet mobile, alors qu'il ne date que de 2008, mais tout le monde n'a plus que cela dans la tête.

Si je passe à l'analyse des données, à partir du moment où vous faites beaucoup de données, il faut les analyser, on génère ainsi des milliards de données, ce sont des sources immenses d'informations et de business...

Excusez-moi de vous dire juste un truc, je ne suis pas très content d'avoir participé à ce colloque parce qu'aujourd'hui, si je prends mon téléphone, il va m'indiquer qu'aujourd'hui je n'ai marché que 779 pas, alors que le dimanche que j'ai passé à Nice j'ai parcouru 10.360 pas. En fait, qu'est-ce que ça veut dire ? Que ces milliards de données nous amènent à l'ère de mesurer notre vie.

On mesure notre vie, le nombre de pas, la tension artérielle, tout ce que vous avez fait... Vous pouvez aussi mesurer le nombre de mots que vous avez prononcés, le nombre de mails que vous avez passés etc. Et pourquoi cela ? Parce que c'est ce qu'on appelle le *"self quantity"* qui vous donne toutes les performances sur vous, Mais demain, dans les cinq ans, M. Noomane Fehri, c'est la capacité d'avoir une analyse de votre

corps et de dire exactement ce qui va et ce qui ne va pas, c'est votre état de santé que vous révèle notre téléphone, et ça c'est une révolution qui ne date que de quelques années, c'est l'espace de 5 ou 6 ans ! Ce matin, j'étais en train de faire un exposé sur l'adoption du *"chose consulting"* en Tunisie : il est en train de tout révolutionner, vous n'avez plus besoin, en tant que constructeur, d'acheter du matériel dont vous n'aurez besoin que pendant 5 minutes, il vous suffit de le louer. Si vous avez besoin de 10.000 serveurs pour une opérations sur 3 minutes, vous les louez et, en fait, vous n'avez plus tous les problèmes d'avant.

"L'Internet des objets", qu'est-ce que c'est ? Alors là c'est extraordinaire, parce qu'une fois on m'a posé la question : en 2020, les technologies, c'est 30 milliards d'objets — tous les objets que nous avons autour de nous — auront la capacité de trois choses : tout objet peut communiquer, tout objet est identifié et tout objet peut être en interaction, et ce matin Mohamed a parlé de "l'intelligence distribuée" : alors, ce qu'on va partager, c'est que l'intelligence va être partagée par les objets, qui vont pouvoir se connecter entre eux.

"L'internet des objets n'est pas une fiction : actuellement, si vous vous promenez à Nice, si la poubelle est remplie, la voirie envie un signal et on vient changer la poubelle parce que c'est la poubelle qui dit qu'elle est pleine. Si vous vous baladez dans le Boulevard Victor Hugo, en fonction du nombre de passagers dans le boulevard, l'intensité de la lumière change car elle est en fonction du nombre de personnes qui circulent ! Mais cela va être réalisé partout. L'internet des objets, c'est que vous n'allez plus conduire votre voiture, tous les constructeurs automobiles projettent des voitures où vous ne conduirez plus, parce que la voiture interagit avec son environnement et 30% de la voiture c'est du numérique.

Votre maison, avec la domotique, vous pouvez la commander à distance... Lorsqu'on dit que les 5 dernières années c'est le changement en 50 ans, c'est exactement cela !

"La poussée des robots" : les robots on va les avoir un peu partout, par exemple, le chirurgien est de plus en plus remplacé par des robots, le nombre de robots en circulation en Europe est incroyable ! Ces robots sont de véritables chirurgiens.

Mais cela entraîne une destruction rapide des emplois, y compris dans le secteur de la finance : les robots financiers comptabilisent autant que les financiers de Wall Street.

Quelles sont les applications à la télévision ? A partir de la fin de cette année, vous allez avoir beaucoup de choses qui vont sortir dans votre smartphone, dans votre Facebook, dans votre Skype... Si aujourd'hui vous n'avez pas téléphoné à Untel, vous allez avoir des "catbox" qui vont vous parler sur Internet pour vous le rappeler, ou pour vous dire "il est 11 heures, vous avez besoin d'un petit café".

Les catbox sont intégrés sur Skype, et ils vont l'être sur Facebook, et là, en fait, on va avoir des petits robots qui vont nous parler avec de la voix. Et ce n'est pas pour dans dix ans ! C'est pour la fin de l'année.

"L'impression 3 D", c'est la fin, l'effondrement du modèle industriel. Si j'ai besoin d'une chaise, je peux "l'imprimer", comme on peut imprimer des vertèbres, beaucoup d'organes : "imprimer des organes", c'est l'avenir pour les 15 années à venir. On imprime aujourd'hui de la peau pour la greffer à un malade...

Je vous remercie de votre patience. ■



Le courage d'informer

www.realites.com.tn



www.facebook.com/realites.tn

Table ronde

Les enjeux de la libre circulation des personnes

Hélé Béji

Bonjour à tous. Chaque année, nous avons un rite, non religieux, nous nous réunissons autour de cette table, avec beaucoup d'amis que je ne vois malheureusement jamais, mais que je retrouve ici. Je suis très honorée d'être à votre table, M. le Ministre, aux côtés de Taïeb Zahar. Merci beaucoup, Taïeb, pour tout ce que tu fais pour nous et avec tant de persévérance. Je crois que tu incarnes pour nous, pour tous les Tunisiens, malgré le côté un peu calamiteux de la situation, cette étincelle de vie qu'ils ont tous, et malgré tout la gaieté l'emporte sur la mélancolie. D'ailleurs il est vrai que nous ne sommes pas un peuple mélancolique, et je crois que vous le savez bien, Monsieur Bartolone. Merci d'être avec nous et de nous honorer de votre présence.

Je salue aussi Monsieur Jean-Marie Bockel, ancien ministre, sénateur du Haut-Rhin, membre de la Commission des Affaires Etrangères, de la Défense et des Forces armées du Sénat, Je suis très heureuse d'être à vos côtés pour cette Table ronde, on va discuter, on va jouer le jeu. Monsieur Bockel, je vous donne la parole et j'interviendrai par la suite.

Jean-Marie Bockel :

Merci, je suis très honoré d'être à côté d'une grande intellectuelle et je la remercie de cette introduction. Avant de me tourner vers mon collègue Bartolone, je voudrais aussi remercier Si Taïeb de rendre possible des rencontres comme celle que nous suivons depuis hier et qui sont tellement riches, non seulement à la tribune, mais avec les échanges entre les uns et les autres. On se rappelait tout à l'heure avec Taïeb que j'avais eu l'honneur d'être interviewé dans Réalités, il y a de cela 7 ou 8 ans, alors que j'étais venu en Tunisie en représentant des Anciens Combattants pour rendre un devoir de mémoire.

Je suis à la fois très honoré et très modeste d'intervenir dans un débat que conclura M. Bartolone, qui connaît depuis longtemps la Tunisie, moi, je ne l'ai connue que plus tard, quand j'étais scout — nous étions, garçons et filles, âgés de 18 ans — et que j'ai participé à un camp en 1968. Nous avons été reçu par le Président Bourguiba dans son palais, et je me souviens qu'en montant sur une table pour mieux le voir, elle s'était cassée, heureusement cela s'est bien terminé. Tout cela pour dire que, sans avoir été un grand ami de la Tunisie comme Claude, on s'est côtoyé à l'époque au Parti Socialiste à l'Assemblée Nationale qu'il préside et nous avons gardé un lien amical. On se souvient ensemble un voyage que nous avons fait aux USA il y a quelques années et cela a été le point de départ d'une complicité au long cours, je suis très heureux d'être à ses côtés ainsi que de notre cher ambassadeur François Gouyette et surtout de tous nos amis Tunisiens, Marocains et Algériens ici présents.

Donc, comme vous l'avez très bien dit, Mme la Présidente,



Hélé Béji

on m'a demandé de co-introduire un sujet assez complexe, et je me suis dit qu'au fond, peut-être avant d'indiquer bien modestement quelques pistes, peut-être pourrait-on vérifier si nous avons ensemble — comme je pense que c'est le cas — un diagnostic partagé sur la réalité de la situation et la circulation des personnes dans un esprit qui ne soit ni l'angélisme ni le repli sur soi. Hier, dans la salle, un des auditeurs avec qui j'évoquais la complexité des problèmes soulevés, m'a dit : "Ce qui est important, c'est de donner l'espoir", et c'est vrai que cette dimension d'espérance, c'est ce qui unit les hommes : nous sommes tous frères en humanité, c'est quand même la base de tous ces mouvements et c'est quelque chose qu'il faut constamment garder à l'esprit".

Alors, le diagnostic, il faut qu'on le partage au niveau de la *Mare Nostrum*, on peut peut-être focaliser un peu plus avec les Tunisiens, envisager un dialogue avec les pays voisins : la Tunisie, de par sa géographie, est une pièce maîtresse, le partenaire modèle, convaincue par ce partenariat. Elle est présente dans le dialogue méditerranéen de l'OTAN et est au centre des politiques d'euro-voisinage. D'ailleurs je croise régulièrement des collègues tunisiens, algériens et marocains qui ne sont pas membres de l'OTAN. On a un langage commun sur ce phénomène qui nous concerne : cette partie du Monde reste un phénomène mondial propre à l'Europe/Afrique.

Le diagnostic met aussi en exergue le caractère dramatique, dont on a parlé hier, de ce qui se passe en Méditerranée avec les émigrants. De nombreux maux affectent la région : le terrorisme, l'urbanisme sauvage, les crises agricoles, la sécheresse ; il y a une dimension démographique majeure dont je parlerai plus longuement dans un instant. La mauvaise gouvernance existe



aussi, et là je pense plus précisément à l'Afrique subsaharienne où c'est un vrai sujet : je fais partie, dans le monde politique français, des "Amis de l'Afrique" et il y a trois ans, j'ai présenté au Sénat un rapport intitulé "L'Afrique est notre avenir", et d'ailleurs beaucoup de gens trouvent comme Borloo que c'est un continent utile et je pourrais ajouter "pour le meilleur et non pas pour le pire, parce que pour le pire il y a toujours un risque"... Il faut parler aussi des mouvements de population vers l'Afrique subsaharienne, toujours plus importants que dans l'autre sens, vers le Nord, dont je reparlerai car cela peut être un levier de propositions.

Il y a aussi la symétrie du développement : jusqu'à l'an dernier, l'Afrique a été en plein développement, mais c'est un développement asymétrique, avec un fossé qui se creuse de plus en plus, entre les élites et le peuple, parce que la jeunesse n'a jamais été aussi forte, et cela est valable pour tous les pays, et il y a la problématique particulière sub-saharienne — qu'on ne peut pas ne pas évoquer — à savoir l'impasse démographique dans laquelle nous sommes, bien sûr il y a un seuil démographique entre les pays européens, qui aujourd'hui ont une croissance faible (on parle de près de 3%) et le Maghreb avec une croissance forte de 40% (chiffres qui ne sont pas près de se rapprocher) ; on peut espérer au moins que l'écart ne se creusera pas davantage, mais si l'on prend l'Afrique subsaharienne avec des taux de natalité 7 à 8 fois supérieur, avec l'exemple qu'on cite souvent du Niger, qui depuis l'Indépendance est passé de 3 ou 4 millions à 60 à 90 millions selon les estimations ! Dans ces conditions il n'est plus question que l'on contrôle quoi que ce soit, c'est effrayant.

Plus d'un million de migrants sont entrés en Europe en 2015, 30.000 réfugiés sont actuellement en Grèce et 2,5 millions en Turquie, 3.500 personnes sont mortes noyées en Méditerranée pendant la même année. On sait bien que de trop nombreuses personnes sont contraintes à quitter leur pays à cause des guerres, des crises économiques, de l'instabilité, de la corruption et de la misère sociale. L'Europe se doit de trouver une solution car la stabilité du continent dépend de l'Afrique, qui voit sa population émigrer vers l'Europe en utilisant des points de passage qui se trouvent au Maghreb. Il est donc nécessaire de mettre en place une coalition Afrique du Nord/Afrique subsaharienne afin de réguler les flux des migrants, et pour cela instaurer une "politique nationale". Il faut passer de *Mare nostrum* à *Sahel nostrum* parce qu'il y a peut-être une certaine convergence entre "la mer d'eau" et "la mer de sable". La Méditerranée ne doit plus être considérée comme un obstacle infranchissable où il est fréquent de perdre la vie, mais comme "un point" qui relie les différentes populations des deux continents.

Pour finir, et toujours dans le constat/diagnostic qu'il nous faut partager, une coalition doit être mise en place des deux côtés, il faut réfléchir en terme de "profondeur stratégique" pour trouver des solutions à ces migrations qui sont incontrôlées mais également criminalisées par les passeurs, et qui ensuite posent des problèmes politiques, pseudo-religieux et les réactions européennes sur fond de sécurité (il faut poser toutes les questions et trouver toutes les réponses qui permettent de parvenir à cette sécurité), les réponses sécuritaires ne vont pas sans les réponses sociétales et lorsque l'on s'arrête aux unes, les autres nous rattrapent. Ensuite, il y a le rôle de la société civile car tout le monde est concerné. Pour finir cette introduction, je tiens à insister sur le rôle majeur de la Tunisie, chaque pays du Maghreb a sa spécificité, avec ses points forts et ses points faibles, mais

aussi ses atouts. La Tunisie a montré dans le Printemps arabe qu'elle est courageuse, déterminée, il faut toujours aller plus loin dans le partenariat avec nos voisins, ce qui nous unit est toujours plus important que ce qui peut nous séparer...

Il y a une question qu'on ne m'a pas posée : l'afflux des migrants met-il en péril la tranquillité européenne ? Non, si on l'assume ensemble avec toutes nos possibilités, avec toute la prudence possible, car on est dans une situation délicate avec beaucoup de menaces et d'erreurs. C'est à l'Europe aussi de se remettre en question, d'amener elle aussi quelque chose ; dans des moments comme ceux-ci, on a intérêt à se mettre ensemble et à partager. Je vous remercie de ces moments privilégiés passés avec vous.

Hélé Béji :

Merci beaucoup M. Bockel. Vous nous avez dit beaucoup de choses qui nous ont intéressés mais que je ne vais pas commenter tout de suite : la proximité, la fraternité, l'espace commun qu'est la Méditerranée, le problème de la gouvernance, le ratage de la décolonisation,... Je vais réfléchir un peu avant d'y répondre et je ne vais pas évoquer tous les doutes que je me pose, parce que M. Claude Bartolone doit partir et je lui donne donc la parole.

Claude Bartolone :

Merci, je tiens d'abord à dire à Taïeb Zahar que cette plongée dans mon enfance que vous me permettez me fait un grand plaisir. Tout à l'heure, en arrivant, l'Ambassadeur me disait qu'il ne me pensait pas aussi attaché à la Tunisie et je lui expliquais que le retour en France de mon père qui était Italien, de ma mère qui était Maltaise et de moi qui étais né en Tunisie, nous avons eu droit à l'intégration totale, nous étions Français et nous parlions moins de la Tunisie, mais depuis tout à l'heure j'ai eu certaines choses de mon passé qui ressortent : Grombalia, où mon père était ouvrier agricole, Hammamet, où vivait mon oncle... Et j'oubliais de dire que dès que je suis arrivé et que j'ai vu le stade de foot, le temps de ma jeunesse m'est revenu parce que j'avais un oncle qui a dû être entraîneur du "Club Africain", et son épouse travaillait à l'Ambassade. Là j'arrive à Hammamet où mon oncle était commissaire de Police, et si je devais prolonger jusqu'à Sousse, mon deuxième oncle y était curé. Et pour vous dire la vérité, je vous quitterai tout à l'heure parce que l'Ambassadeur a décidé de me faire découvrir une adresse que j'avais totalement perdue parce que le nom de la rue a changé et je ne trouvais plus le n°40 de cette rue, devenue Rue Oum Kalthoum, et j'y retournerai 50 ans après l'avoir quittée...

Chers amis, je suis très honoré d'avoir été invité à votre Forum, qui a acquis une réputation internationale ; je salue toute l'équipe directoriale et rédactionnelle de Réalités, ainsi que la grande Fondation Friedrich Ebert et l'Institut Européen de la Méditerranée. Avec ces colloques ambitieux, vous réalisez la réunion d'esprits différents, libres et curieux, et c'est par leur rencontre, par leurs échanges, que jailliront les étincelles de l'intelligence de demain. Je suis également très heureux de partager cette estrade avec la philosophe Hélé Béji, que l'on ne présente plus, surtout ici. Après vos études à Paris, à la Sorbonne dont la France est très fière, vous avez développé une réflexion sur la décolonisation, qui a fait date et dont vous



avez payé le prix des résistants. Votre rôle dans le processus démocratique tunisien, avec votre Collège International de Tunis, et votre réflexion, sera retenu par l'Histoire.

Depuis hier, dans ces murs, des esprits tunisiens et d'autres pays voisins et européens, réfléchissent sur la Nouvelle Politique de Voisinage de l'UE. Quel sujet important, plus décisif, que celui-là ? Aucun : la guerre au MO a plongé des milliers de personnes, des milliers de familles, des milliers d'enfants, dans le malheur et la mort. Je sais que des forces politiques, en France, veulent relativiser le problème, en soutenant que les réfugiés politiques profitent de ces événements et de l'accueil qui leur est fait, pour mettre un prix à ces malheurs. Un simple chiffre donne l'ampleur du défi à relever : plus d'un million de migrants sont entrés en Europe en 2015, 30.000 sont aujourd'hui bloqués en Grèce, le poste-frontière entre la Grèce et la Macédoine rassemble 13.000 personnes, les réfugiés bravent la mort et 3.500 personnes sont mortes en Méditerranée en 2015, et plus de 700 depuis le début de 2016. Les pays limitrophes de la Serbie explosent, même si l'on n'en parle pas beaucoup (on parle davantage des pays européens) ; il y a 2,5 millions de réfugiés en Tunisie, 1,1 million au Liban, plus de 600.000 en Jordanie, et lorsque je reçois les responsables politiques jordaniens ou libanais, je réalise ce que peut représenter pour eux cette confrontation terrible, où quelques classes ne peuvent plus s'occuper d'enfants jordaniens ou libanais parce que les enfants réfugiés occupent l'ensemble de ces classes, avec ce que cela peut représenter comme tensions, et le problème est le même pour la Santé.

L'UE peine à construire un discours cohérent, crédible, digne de son histoire, de ses idéaux et de ses valeurs, plusieurs chefs d'Etat européens ont radicalisé des positions à ce sujet, notamment Victor Orban en Hongrie, Robert Picaud en Slovaquie, et leur raidissement en la matière a dominé les élections autrichiennes de la semaine dernière. Cette question, que Jean-Marie vient d'évoquer, est en train de faire réapparaître un certain nombre de fractures européennes. Mardi soir, j'étais invité à Prague par le groupe du B4 qui rassemble les Tchèques, les Hongrois, les Polonais et les Slovaques, et notamment lorsque j'ai entendu le président du Parlement hongrois prendre la parole, je me suis dit : il a oublié que les murs sont tombés et ils sont en train d'en faire apparaître d'autres, et il ne se rendent pas compte que, dans les discours qui sont régulièrement les leurs, où ils disent qu'il faut arrêter de faire apparaître des différences, parce que l'Europe Centrale ne veut surtout pas qu'on évoque l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, dans les mots ou s'aperçoit qu'ils ne prennent pas conscience que ce sont leurs mots qui sont en train de réinstaller cette différence et ces murs.

Heureusement, de temps en temps il y a des nouvelles qui relèvent certes du symbole : il y aura une Exposition Internationale puisque le CIO a reçu la demande de participation d'une équipe de réfugiés aux JO de Rio de 2016, qui défilera sous la bannière olympique lors de la Cérémonie d'ouverture (43 athlètes ont été sélectionnés). Voilà le tableau : l'un des plus grands rendez-vous de l'UE avec l'Histoire. Or, il suffit de voir les tarifs des passeurs de migrants : ils ont compris, eux, ce qu'un certain nombre d'Européens oublient, que *Mare nostrum* c'est aussi une mer violente et qu'il vaut mieux la traverser au printemps et en été plutôt qu'en hiver, et d'ailleurs les tarifs sont beaucoup moins élevés en hiver qu'en été, donc les passeurs arrivent à faire la différence de prix par rapport aux risques : le flux va s'intensifier, les prix vont évoluer... et le



■ Claude Bartolone

Monde nous regarde... L'été dernier, en pleine torpeur estivale, des milliers de réfugiés sont arrivés à Paris, les Parisiens ont découvert des camps de fortune, sous le métro aérien, sur les terres-pleins et les ronds-points, les bordures du périphérique, les berges de la Seine... Il n'est pas vrai qu'ils ont été indifférents, pour un grand nombre d'entre eux, bien au contraire. Avec les collectivités locales, nous avons créé de nombreuses places de logements en urgence, ce n'était jamais assez et c'était là un effort public considérable. Nous avons élaboré des procédures de dialogue, proposé aux migrants un recensement dans ces conditions difficiles, puis un accompagnement individualisé qui prenait la forme d'un hébergement d'urgence, le droit à des repas, aux soins, et à une information pour les guider dans leurs démarches, en particulier pour le dépôt d'une demande d'asile. Cette action humaine a permis que cette crise des migrants ne se passe pas comme les expériences du passé : la police pour l'instant n'a pas effectué d'évacuation sans que les services de l'Etat et de la Mairie du secteur concerné ne s'occupent des personnes.

Nous avançons avec un seul mot : l'humanité. "L'humain affleure partout, mais il n'est pris en considération nulle part". C'est une phrase que vous avez reconnue, chère Madame, parce que c'est vous qui l'avez prononcée en 2011, vous parliez alors de l'humanité, de "l'humain" dont votre œuvre exprime toutes les créations jusque dans l'art urbain de la Médina, art urbain par excellence que vous décriviez délicieusement dans vos paroles devant le grand philosophe Jacques Derrida dont vous assuriez l'introduction de la conférence. Bien entendu, Paris n'est pas la Grèce, nos amis grecs et italiens sont confrontés à des problèmes bien plus graves que la France, mais c'est la force de l'Europe de savoir agir en commun pour créer l'impossible. Maintenant, que faire ? La Méditerranée, notre Méditerranée, ne doit plus être un tombeau, mais un berceau, le berceau de la civilisation, de l'art, de la philosophie, de la liberté, de l'humanité. Ce n'est pas à vous, qui vivez sur ce sur rivage chanté par Virgile, dans l'histoire de Didon et Enée, que je dirais le contraire. Je dois vous dire que, de temps en temps, le président d'une assemblée, en l'occurrence l'Assemblée Nationale française, a des points qui permettent d'évaluer une

أخبار
اقتصاد
ثقافة
رياضة
تحقيقات
حريات
رأي
حوارات



www.Hakaekonline.com

جريدة إلكترونية إخبارية جامعة

رؤية ملتزمة بإعلام حر...



Rejoignez-nous sur **facebook**

Hakaekonline

politique ; ce sont les rencontres que l'on peut avoir avec des responsables internationaux, et quelquefois, nous, Européens, n'avons pas pris conscience que cette Méditerranée, n'est qu'une mer intérieure et nous essayons de déterminer les possibilités d'offrir à cette Méditerranée, cette notion de barrière physique infranchissable ! Alors qu'elle n'est déjà plus qu'une mer intérieure, qui doit amener les rives Nord et Sud à travailler dans les meilleures conditions possibles.

Jean-Marie l'a évoqué il y a quelques instants, mais je voudrais rappeler une anecdote que je racontais hier à votre président de l'ARP : je recevais, à l'Assemblée, le Président chinois, et il y avait une note qui m'avait beaucoup intéressé car elle démontrait que la France accueille, depuis cette année 50.000 étudiants chinois qui viennent en France pour apprendre notre langue à Paris et d'autres grandes villes, et je m'en enorgueillissais en lui disant : "M. le Président, c'est la preuve des liens culturels entre la Chine et la France", et avec cette expression très *réel politique* qui caractérise souvent les personnages officiels chinois, il m'a répondu : "Oui c'est vrai, culturels, amitiés, mais non, avant tout l'Afrique, parce que vous ne prenez pas assez conscience que dans les 30 ans qui viennent, la Nouvelle Chine, ce sera l'Afrique, et si nous Chinois, ne parlons pas le français, nous ne pourrions pas y faire des affaires".

Et je vous assure qu'il y a un certain nombre de choses qui, dites dans ce langage brutal de la *réel politique*, devraient nous inciter davantage, nous aussi, à vivre dans une *réel politique* humaniste : aujourd'hui si nous ne prenons pas conscience de ce que doit représenter cet axe Nord/Sud, et du rôle privilégié qui doit être celui de la France vis-à-vis de la Tunisie, dans ce contact, dans cette possibilité de brancher ensemble les deux rives, nous passerions à côté de cette possibilité d'une réelle union économique, d'autant plus qu'aujourd'hui nous parlons des réfugiés que nous connaissons. Le mouvement est enclenché et ne s'arrêtera pas, on oublie de dire qu'aujourd'hui les réfugiés climatiques sont d'ores et déjà plus nombreux que ceux qui fuient la guerre et la misère, d'autant plus que les moyens de communication permettent à des femmes et des hommes, dans ce Monde infiniment plus grand qu'avant et infiniment plus petit que d'habitude, de prendre conscience de ce qu'ils ont à portée de mains.

S'il devait y avoir de tels déséquilibres économiques, sanitaires, sociaux, environnementaux, qui continueraient à s'aggraver, il n'y a aucune raison pour que ces moments ne s'accélèrent pas. Là aussi, je reprends ce que disait Jean-Marie : la question des réfugiés est à la fois une question humaine, mais c'est un sujet qui doit nous amener à nous remettre en question, les uns et les autres. Si l'UE ne fait pas attention à ces divisions philosophiques qui apparaissent, elle se reniera ; la construction européenne n'a jamais été un devoir de mathématiques mais un devoir de philosophie ; les Pères fondateurs de l'Europe nous l'ont donnée pour certaines valeurs, la Paix, restons humains, la Faim, pas de discrimination, de Shoa... Ils nous l'ont donnée comme un cadeau d'espérance, et pas simplement un territoire livré aux simples échanges de marchandises ou soumis à un critère de déficit public ou des différents paramètres qui nous permettraient de vivre ensemble économiquement et non pas pour des raisons philosophiques.

Je reviens à ce que je vous disais sur cet échange, sur cette rencontre, qui a été traumatisante avec le groupe du B4 mardi soir, eux sont capables de poser des mots et des différences lorsque d'un seul coup ils revendiquent, au nom de "la valeur

chrétienne de l'Europe", cette nécessité de s'opposer aux réfugiés économiques ; avant, la nécessité était de ramener plus de main-d'œuvre, l'Europe s'intéressait à son taux de renouvellement démographique plutôt qu'aux réfugiés. Mais puisque j'ai repris cette question des réfugiés économiques, il faut qu'on soit très attentifs, il faut en finir avec des images ou des idées éculées, ce ne sont plus les émigrés des années 60/70, qui étaient des ouvriers ou des paysans, qui après la guerre venaient pour reconstruire le pays au niveau des bâtiments ou de l'industrie. Aujourd'hui l'immigration économique peut être une nouvelle arme de colonisation, car ce ne sont plus les habitants des "bleds", des paysans, et ce qui va être disputé dorénavant ce sont les médecins, les ingénieurs, les informaticiens, et du coup on arrivera de nouveau à une certaine dépendance des pays qu'on a eu quelquefois beaucoup de mal à former, ces jeunes, ces femmes et ces hommes pour le bien-être de pays européens vieillissants, qui ne se rendent pas compte qu'en fermant leurs frontières et en pillant l'intelligence et l'investissement d'un certain nombre de nouvelles générations, ils affaiblissent une nouvelle fois les pays d'origine qui avaient tellement besoin de leurs intelligences pour renforcer leurs pays.

Chers amis, de revoir ce rivage me fait penser à cette journée du début des années 60, que j'évoquais au début de mon intervention et je la reprends pour la conclure : en 24 heures, j'ai quitté ce rivage de la Méditerranée avec ses couleurs bleues et blanches pour découvrir 24 heures plus tard le port de Marseille, puis la gare de Lyon pour me retrouver un jour d'hiver dans un département, la Seine Saint-Denis, et croyez moi, il faut avoir connu cela, passer d'une école ici à Tunis à une école au Pré Saint-Germain... avec l'attitude qui n'est pas toujours bienveillante des enfants ; il faut savoir ce que cela peut représenter comme épreuve. J'ai traversé la Méditerranée pour construire une vie nouvelle en France, et je me dis, qu'on ne peut pas promettre du malheur à des futurs réfugiés qui ne demandent qu'à vivre et à reconstruire vie décente, digne et créatrice.

L'UE, je l'ai dit et je le pense, est trop frileuse, elle doit attribuer plus généreusement des répartitions de réfugiés en son sein, elle doit mettre en place des procédures plus rigoureuses et plus importantes de recensement de l'assistance aux réfugiés, elle ne doit pas faire de tri entre les bons et les mauvais réfugiés selon des nationalités. Elle doit s'engager dans une politique de coopération plus franche avec les pays du MO qui ont avec nous un destin commun et un but commun, celui de faire la paix du nouveau siècle pour des milliers d'êtres humains. Il faut que l'Europe s'engage à traiter les causes des départs parce que personne ne se risque à traverser la Méditerranée, dans les conditions qu'on connaît, par plaisir ! Les souffrances et les misères ne tombent pas du ciel, elles sont produites, subies à travers les siècles par les rapports de domination et d'inégalité. Tous les peuples sont frères et il est illusoire de croire qu'une partie de l'Humanité peut se replier sur elle-même en ignorant les souffrances du reste du Monde. Les politiques d'austérité, les consensus de Bruxelles ou de Davos ou d'ailleurs, les politiques de dépossession de l'Etat et des services publics, les dépendances économiques, le sentiment de fatalité devant l'explosion des inégalités, voilà les phénomènes politiques internationaux dont nous devons nous défaire.

Vous l'avez compris, je suis venu aujourd'hui porter une parole de solidarité et d'action commune avec le peuple tunisien pour qu'ensemble nous trouvions des solutions aux défis que posent les réfugiés. Nous ne réussons qu'ensemble, sans barrières



& Réalités
Femmes

avec l'homme
BEAUTÉ DESIGN CUISINE FASHION SANTÉ DÉTENTE CONFESSION ACTUALITÉS

FLASH INFOS → HOMMAGE À ANDREW WEDDEB

**TUNISIE : PLUS DE 48% DES FEMMES
TRAVAILLENT SANS CONTRAT**

© 20 octobre 2016 A la une, Actualités

LE NON DE OUI

© 20 octobre 2016

paco rah...

*Le site
féminin
qui ose*

www.femmesetrealites.com.tn



www.facebook.com/femmesetrealites.com.tn.fr

➡ sans expulsions massives, sans insolence et sans impérialisme. Parlons ensemble pour agir ensemble, au-delà de cette question des réfugiés, c'est du futur de l'humanité qu'il s'agit. Je vous remercie.

Hélé Béji :

Merci beaucoup, M. Bartolone. Dans vos paroles, la “fibre rive Sud” a beaucoup plus vibré que la “fibre rive Nord”. Vous avez parlé aussi pour nous autant que pour vous, et justement ce “vous” et ce “nous” posent beaucoup de problèmes : est-ce que vous, vous êtes un Européen du Sud avec l'accent du Nord ou un Européen du Nord ? Moi, c'est pareil : est-ce que je suis une Africaine du Nord ou une Européenne du Sud ? La question est : est-ce que nous ne serions pas tous des Européens ? Et finalement l'Europe n'est-elle pas plus que l'Europe ?

Et là je vais essayer d'entrer dans toute une problématique que vous avez évoquée : d'abord l'Europe est une grande idée, pour moi c'est même un rêve. Quand vous avez évoqué le référendum, j'ai été extrêmement choquée que le “non” l'emporte, et pour moi, c'était comme si les Européens, qui sortaient d'une immense guerre tragique, disaient “non” à la réconciliation définitive ; c'était magnifique la paix entre la France et l'Allemagne ! Pour moi c'était un rêve, et l'Europe est un rêve.

Je pense qu'il y a une inversion de l'histoire, à savoir que le Mur de Berlin est tombé en 1989, et là le rêve a commencé à se concrétiser, c'était une très grande révolution pacifique du 20e siècle, un peu comme la Révolution tunisienne d'une autre manière, c'était la chute des partis uniques ; mais il est resté ce que j'appelle le Rideau de Fer en Méditerranée, c'est-à-dire qu'en même temps que l'Europe s'est reconstruite, s'est réconciliée et que la propriété et l'abondance sont revenues en Pologne et dans tous ces pays-là, qu'un plan a été organisé pour relever l'Allemagne de l'Est, plus les Européens vont créer une unité politico-géographique — je ne dis pas culturelle et symbolique — plus nous, nous allons en être privés. Et quand je dis “nous”, je ne parle pas de moi, puisque moi j'ai la chance de pouvoir aller et venir... La Méditerranée n'est plus du tout une voie de passage, ni une passerelle, ni un pont entre les cultures, ni un croisement entre l'Occident et l'Orient. Cela a existé, mais en-deçà des sources chrétiennes et musulmanes du Monde méditerranéen, il y a avait des sources antiques, c'est cela qui nous réunissait, c'était la culture et l'humanisme ; l'humaniste, c'est celui qui est capable de porter en lui le prestige de l'Orient tout en étant un Occidental, et inversement. Cette espèce d'alchimie mystérieuse, de la culture méditerranéenne c'était le centre du Monde, grâce à la capacité de voyager : c'est le voyage qui a créé la civilisation, car chacun veut aller au-delà de son petit village, veut sortir — certains veulent même quitter la terre pour aller sur la lune ! C'est un besoin inné, non pas le voyage pour aller gagner sa vie, mais le voyage comme connaissance du Monde, c'est ça qui est important. Les grands explorateurs l'ont fait, mais ils avaient la liberté de partir sac au dos, avec leurs instruments, et de faire des découvertes.

Maintenant où ils pourraient connaître la civilisation, occidentale, les jeunes ne peuvent presque plus voyager, on parle plutôt des migrants, des immigrés, des exilés... Or il y a des gens qui ont envie de voyager, c'est-à-dire “partir et revenir” chez soi, et non pas partir définitivement de devenir des exilés, comme tant des nôtres l'ont fait, avec les

souffrances de l'exil, de sa patrie ou de ce besoin identitaire perdu. Or partir et revenir est interdit à beaucoup de jeunes — et de moins jeunes — qui ne pourront jamais voir le Monde “en grandeur nature”, mais uniquement à travers le petit écran et les réseaux sociaux. Et c'est une déformation majeure avec leurs différences culturelles, enfermés dans leur quartier, dans leur ville, dans une misère culturelle, ils n'ont pas le droit de mettre un sac au dos et de devenir par exemple un “médecin sans frontières” comme l'a été un Bernard Kouchner, de “faire de l'humanitaire”. Et quand on est privé du contact avec le Monde, on devient automatiquement un fanatique.

Donc pour moi et pour beaucoup d'autres, l'Europe est un monde merveilleux, et un cauchemar pour ceux qui ne parviennent pas à y accéder, et quand vous enfermez quelqu'un qui a 15 ou 20 ans et qui n'aura jamais le droit de voir Rome ou Paris, les monuments, les musées... on ne peut pas former un esprit. Nous sommes arrivés à la limite où l'on ne forme pas de nouveaux humanistes, non pas parce qu'on ne peut pas le faire, mais parce qu'ils n'ont plus le droit de découvrir le Monde. C'est ce qui m'inquiète le plus, ce sentiment de sortir de soi-même ; en fait, la civilisation méditerranéenne n'existe plus, la Méditerranée n'existe plus ! Cet espace commun, ce lien commun, c'est la frontière de l'au-delà, et celui qui traverse la Méditerranée est projeté dans l'au-delà.

Les accords d'Elsinki en 1915, au moment de la “guerre froide”, demandaient à l'Europe de l'Est de libérer les dissidents Sakharov et autres, de leur donner des passeports, ce qu'elle refusait, et nous étions indignés : comment refuser un passeport... !. Nous, nous avons des passeports mais nous sommes enfermés parce qu'on nous refuse le visa, donc le “Monde libre” a inversé ses idéologies, et l'idéologie démocratique se renie elle-même parce qu'elle donne seulement aux démocrates le droit de voyager, c'est-à-dire que lorsque la démocratie ne donne qu'aux “démocrates”, il n'y a que les enfants de démocrates qui ont le droit de voyager, de progresser dans le Monde de la connaissance, et nous nous verserons dans le salafisme, ce sera tout à fait normal parce que si je n'avais pas le droit de voyager je serais probablement devenue salafiste parce que la seule ouverture qui me serait donnée serait par exemple de partir en Syrie, de partir faire la guerre. Après tout, qui vous dit que ces gens-là, en partant, veulent mourir ? Ils veulent découvrir le Monde, c'est un besoin de l'Homme, on ne peut pas vivre sans cela, que ce soit à travers les livres ou les voyages.

Je crois que plus l'Europe avance, plus on est en train de fabriquer un fanatisme de plus en plus menaçant qui est en train, non pas de nous menacer nous, mais de vous menacer, c'est-à-dire qu'en fait c'est la continuation de la guerre d'Algérie : les anciennes haines, le ressentiment colonial sont en train de remonter à la surface à cause de cette fermeture des frontières. Le fait que nos jeunes veuillent partir pour toujours et fuir leur famille, cela veut dire qu'ils ne sont pas heureux chez eux, que l'Indépendance n'a pas donné le bonheur aux gens. S'ils avaient le bonheur chez eux, ils partiraient, vous les laisseriez entrer chez vous... mais vous savez qu'ils ne vont plus vouloir retourner chez eux... Tout cela est tellement compliqué, enchevêtré, que personnellement je ne vois pas de solution ; mon esprit est tellement assailli par ces images à la fois de tragédies et en même temps de jeunesse massacrée et mutilée, parce que finalement, pour que le Monde devienne vivable, si beau que soit sa ville, que le jeune vive par exemple



ici, à Hammamet, pour que le jeune vive heureux, il faut qu'il ait la possibilité d'en sortir : il y a "l'ici" et le "là-bas", et si l'on ne peut pas aller "là-bas", l'ici devient une prison. Il n'y a de Monde vivable que s'il y a deux mondes, c'est-à-dire la possibilité d'aller et venir, qu'il y ait une terre et un ciel, un passé et un futur. On ne peut pas vivre sans l'un ni sans l'autre, je crois qu'il faut deux temps pour faire l'humanité de l'homme, deux espaces pour le bonheur du monde, une demeure et un exil, un départ et un retour.

Tous les grands hommes ont été de grands voyageurs : Montaigne, les penseurs musulmans... Il n'y a pas de grande œuvre qui ait été écrite sans qu'il y ait l'expérience d'un voyage. Si l'on poursuit comme aujourd'hui, toute une partie du Monde ne sera pas représentée, les Européens continueront à être de grands créateurs, de grands producteurs, de grands scientifiques, et nous, nous allons de plus en plus nourrir le germe de l'obscurantisme, même si nous sommes devenus une démocratie ; au contraire, c'est parce que la Tunisie est devenue maintenant une démocratie, parce que, grâce aux libertés qu'a apporté la démocratie, il y a un espace pour l'extrémisme intellectuel ! Plusieurs intellectuels comme vous forment ce qu'on appelle "les générations identitaires". Cela ne peut pas arriver dans un monde fermé.

C'est normal car on se sent agressé par un monde que l'on ne connaît pas parce qu'on n'a pas voyagé, et seul le voyage forme une identité. Si nous, nous ne sommes pas des identitaires, c'est parce que nous avons voyagé. Voilà ce que je voulais vous dire et je conclus en disant que voyager, c'est un besoin et un Droit de l'Homme, le premier Droit humain, le bagage de l'humaniste. Si l'on enlève ce droit à nos populations, on va créer une déflagration bien pire que celle de cet "Etat islamique". Merci et je donne la parole à la salle pour les débats.

Férid Memmiche :

Puisqu'il s'agit d'un débat, je vais repartir de ce que vient de dire Hélé, qui est très pertinent et qui est au cœur du sujet. Simplement, il y a cette barrière de blocage que l'on a, d'un côté, à l'entrée "d'étrangers" dans l'espace européen, évidemment c'est dû à un soupçon de base, qui est celui du terrorisme qui a la volonté de s'installer. Or le problème, c'est le regard de l'autre : du côté de l'autre, on est suspect au départ, c'est pour cela qu'il y a un blocage systématique, mais ces suspicions peuvent exister dans un tout petit nombre de cas, ce n'est pas la majorité. Moi j'ai fait le Lycée Carnot, j'ai réussi à obtenir un prix en philo qui m'a permis d'assister au Festival d'Avignon, en bateau 4e classe évidemment. C'est la première fois que, jeune bachelier, j'allais en France, j'ai trouvé cela absolument formidable, j'y ai acquis des relations qui subsistent encore aujourd'hui, et je pense que ce genre de choses ne peut plus aujourd'hui arriver à de jeunes Tunisiens, avec autant de facilité et de rapidité ; quand ça vous tombe sur la tête, vous éclatez de bonheur... et vos jeunes sont privés de ce bonheur-là...

Donc, ce que je veux dire, c'est que le problème c'est "le regard de l'autre". Personnellement, ayant un pied de l'autre côté de la Méditerranée et un pied ici, je vis quasiment une situation de schizophrénie consciente, parce que, lorsqu'on est de l'autre côté je suis le premier, et pas le seul, à condamner certains comportements de mes compatriotes qui provoquent un rejet d'autrui de la société en France ; quand je suis ici, et



Férid Memmiche

que je vois les critiques et la façon dont "l'autre, le trottoir d'un face" nous voit, je me sens obligé de défendre un certain nombre de choses parce que l'autre ne voit pas ce que, moi, je peux voir d'ici. Je m'excuse d'être un peu compliqué, mais je le vois d'une manière assez aigüe, assez problématique, je ne vois pas beaucoup de solutions, et plus on avance dans le temps, moins il y a de solution... et là, je commence à balayer devant chez moi, j'en veux en premier lieu aux nôtres à cause d'un certain type de comportement en France ou ailleurs. Je le dis et je l'assume parce que je n'ai pas de complexe : le comportement, à la fameuse gare de Bruxelles, d'un certain nombre de voyous, franchement, c'est quelque chose qui alimente grossièrement, qui revient à donner sur un plateau toutes les raisons de nous détester, et c'est tellement bête, c'est du même ordre que l'anecdote de M. Sapin dernièrement, on en rigole, mais cela a provoqué un regain d'animosité contre tout ce qui est "l'altérité". Donc, c'est par le regard de l'autre que ça commence et c'est là que ça finit.

Pour en revenir à notre problématique en lien avec les rapports de voisinage avec la Communauté européenne, je n'ai pas eu l'occasion d'intervenir hier, mais il y a quelque chose qui m'a froissé dans les discussions, c'est à propos de la manière dont on traite de manière générique ce qu'on appelle, dans les organisations internationales et dans un certain nombre de grandes entreprises, "la région MENA" (MO/Afrique du Nord), moi c'est quelque chose qui me révolte assez, en tant que Tunisien et fier de l'être, je revendique, dans un pays qui a l'histoire qu'il a, et qui a prouvé sa spécificité par une Révolution unique dans l'histoire moderne qu'il a faite, je revendique pour mon pays un traitement autre que celui d'être assimilé à un ensemble régional. S'il n'y avait pas eu, comme disait hier mon ami Oualalou, malheureusement un Maghreb fragmenté, j'aurais été fier d'être Maghrébin et on s'est rencontré à l'ALENA il y a au moins 50 ans ; c'était le militantisme pour l'idée maghrébine, et on y croyait comme j'y crois maintenant encore plus, mais malheureusement cela n'existe pas, et ce n'est pas près d'exister pour des raisons qui nous dépassent !

Cette chose n'existant pas, je revendique ma tunisianité et, en tant que tel, je revendique de ne pas être traité comme un

➡ sous-ensemble régional. Vous allez vous demander pourquoi je dis ça ! C'est parce que, lorsqu'on fait un peu attention aux chiffres, et qu'on voit ce que l'Europe donne par-ci par-là, si elle ne nous donnait que les 15 ou 20 milliards de dollars qui avaient été promis à Deauville —et si j'y reviens c'est parce que c'est un élément majeur dans la discussion— la Tunisie aurait pu s'en sortir beaucoup plus rapidement, et ce n'est pas pour “les beaux yeux des Tunisiens”, c'est parce que si la Tunisie s'en sort, d'abord il n'y aurait pas autant de Tunisiens disposés à aller se faire tuer ou tuer chez Daech ou ailleurs.

En outre, la Tunisie reste un lieu de passage pour tout ce qui vient du Sud, y compris de Libye ; une Tunisie sécurisée, une Tunisie auto-suffisante, une Tunisie protégée, c'est une protection pour l'Europe, et beaucoup l'ont dit ici-même. On n'arrête pas de vanter les mérites de notre Révolution, de nous tresser des couronnes et de nous attribuer des Prix Nobel, mais il manque pour le moral d'avoir de l'argent et nous avons besoin de manger du pain, d'investissements, de solidarité autre que verbale, et la solidarité verbale, j'en ai entendu à tous les niveaux, y compris à celui des gens qui viennent voir le Président de la République. Nous en sommes fiers et ça nous touche, mais il arrive un moment où cela ne suffit pas, où l'on veut que sur le terrain du réel cela donne quelque chose !

Las, le regard reste le même, on reste dans une zone, on est une parcelle de quelque chose qui s'appelle l'Afrique du Nord, notre spécificité existe et on ne la ressent pas dans la zone de libre échange. Merci.

Hélé Béji :

Merci beaucoup, je donne la parole à Mohamed Nadir Aziza.

Mohamed Nadir Aziza :

Je m'associe à mon ami Memmiche pour remercier comme il se doit quelqu'un qui, chaque année, nous fait un don, je veux parler de Taïeb Zahar. Je voudrais faire quelques remarques sur le thème de cette session, mais je remarque, étant donné l'heure, que le temps nous est compté. Je vais donc employer un style presque télégraphique, sous forme de points, quitte avec l'assemblée à l'approfondir ensemble après. Je voudrais d'abord parler de la migration ; la migration, nous disent les anthropologues, les historiens du passé et même ceux de temps plus proches, nous disent que la migration est un phénomène naturel. Toutes les sociétés humaines se sont constituées par les migrations, mais, dans quelles circonstances ? Et c'est là la question qui nous intéresse aujourd'hui : dans quelles circonstances et à quelles conditions ce phénomène naturel devient-il un problème urticant ? Car enfin, les Européens nous abreuvant de plaintes, de polémiques sur ce phénomène naturel qui est devenu un problème véritablement lourd. Bien sûr les causes sont multiples —et M. Bockel en a cité un certain nombre ainsi que les deux autres interventions de tout à l'heure— et on est frappé par la complexité de cette mutation d'un phénomène naturel en problème urticant. C'est que, bien sûr, il y a des phénomènes géopolitiques que nous avons largement étudiés depuis hier, et cela a abouti à une métamorphose de la nature même de la migration. Pour essayer un peu de consoler l'Europe, on en tout cas le lui rappeler, je voudrais faire remarquer que ce n'est pas seulement l'Europe qui est concernée par ce choc migratoire, qui est certes inquiétant par son importance, mais,



➡ Mohamed Nadir Aziza

ce sont aussi les pays limitrophes, et il faut revenir aux sources de ce véritable bouleversement : c'est qu'à un moment donné il y a eu des guerres, des conflits, des illusions absurdes lorsque les “néo-cons” comme on les appelle, ont pensé qu'on va, par la violence et dans un ridicule jeu de dominos dans cette région, apporter la démocratie par un tapis de bombes, et cela a été le début du désastre irakien, comme vous le savez.

Voilà donc la situation pour essayer de sortir de cette espèce d'immersion dans laquelle nous plongent les médias, et en occultant notre regard, en nous aveuglant sur toute la complexité de la situation, et il faut souligner qu'il y a une grande contradiction au moment où l'on chante les louanges de la mobilité —qui est devenue un des lieux de la modernité— à s'élever contre la migration, qui est après tout un phénomène de mobilité. Donc il y a cette contradiction de termes entre ce plaidoyer *pro domo* pour la mobilité et ces cris d'orfraie contre ces exemples de mobilité.

Je voudrais enfin faire deux remarques : d'abord si l'on se lance dans un exercice périlleux de prospective —vous savez, la prospective, il faut s'en méfier, mais de temps à autre il est bon d'en faire un peu et il y a une prospective de la migration— devant les mutations multiples que le Monde va connaître (mutations géostratégiques, mutations biologiques, mutations économiques, mutations énergétiques et surtout et avant tout, mutations climatiques), il faut se préparer à la migration parce qu'il y a des espaces nouveaux qui vont fatalement se créer, notamment à cause des mutations climatiques. Par exemple le Sahel africain va avoir deux espaces ; maintenant il semble obnubilé par l'Europe, mais en réalité le Maghreb au Nord va être une pompe aspirante, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud également, pour des raisons avant tout climatologiques. Mais aussi, et aussi curieux que ça puisse paraître, la Russie peut être un lieu de migrations très importantes pour l'Asie.

Enfin, je pense que l'idée lancée par M. Guigou est très féconde parce qu'après tout “la Méditerranée a inventé l'Universel”, comme le disait Marguerite Yourcenar dans ses “Carnets”, l'apport fondamental de la Méditerranée, ce n'est pas la couleur bleue, ce ne sont pas les flots, c'est l'Universel. Or, cette Méditerranée, médiatrice par nature, qui sépare ces deux espaces, Europe et Afrique, est de nouveau “le nombril du



Monde” ; peut-être est ce là l'indication d'une future action parce qu'elle permet un équilibre.

Je vous remercie.

Hélé Béji :

Merci cher ami, de revenir aux sources, c'est-à-dire la littérature. La parole est maintenant à Khalil Zamiti.

Khalil Zamiti :

Merci. Ce qu'il y a d'intéressant dans tout ce qu'a dit Hélé, c'est que le voisinage est une arme à double tranchant, et je vais en donner un exemple : il y a une quarantaine d'années, deux villages de Cap Bon, qui étaient très proches, étaient “à couteaux tirés”. Ce qu'on a dit à propos des réfugiés, on le voit à l'aval, mais il faut voir à l'amont que l'accélération des réfugiés, en Irak, en Libye, en Syrie, a été provoquée par l'armée française, par Sarkozy, par Bernard Henri-Lévy et, en tout cas des interventions militaires, que le Président anglais regrette maintenant, après avoir brisé, massacré des civilisations. On nous dit : il va y avoir un tsunami numérique qui va balayer tous ces emplois et il faut se préparer à des emplois tout à fait nouveau, mais où en est la Tunisie ? Les entreprises sont en train d'être coulées par les chômeurs qui revendiquent des emplois pour manger, et on leur dit que ces emplois vont disparaître ! Or, ils voudraient bien les avoir, ces emplois qui ne sont pas numériques !

Il y a donc une disproportion entre la situation telle qu'elle se présente et les représentations à propos du numérique etc. Quel processus faut-il adopter pour ne pas tomber dans l'idéologie ? C'est que nous avons une urbanisation des campagnes, une ruralisation des villes, et une “tiermondialisation” de l'Occident. Quand on voit le déferlement de la petite paysannerie — et 60% des étudiants sont des enfants de parents pauvres — qui n'a pas de ressources, il s'agit de prendre “le taureau par les cornes” et se dire : qu'est-ce qu'on peut faire ?

Le courant démographique lui aussi joue beaucoup : dans les années 60, les professeurs de sociologie venaient presque nous dire ce que va être l'examen de math, il n'y avait aucun blocage,

au contraire, pas de problèmes d'emploi ni d'autre.

Avec la démocratisation de l'enseignement, c'est beaucoup plus facile d'affronter ce flot. Pour ce qui est de l'échange entre la rive Sud et la rive Nord ; Marx, qui était génial par certains aspects, disait que le Capital est l'unité du process de production et du process de circulation. On a l'impression que c'est le Capital qui est plus bête que les capitalistes. Le temps de travail et la valeur sont différents : ce que l'on fabrique en une seconde en Europe, il nous faut une année, et cela pose des problèmes réels. La différence entre le temps de travail investi et la valeur du produit, ceci était la première chose. La deuxième, c'est qu'il y a la circulation des biens et pas la circulation des personnes et cela est toujours à discuter. Je vous remercie.

Hélé Béji :

Merci Khalil, pour ton regard d'anthropologue sur la contradiction entre les marchandises qui circulent et l'homme qui ne peut se déplacer. Je vais donner maintenant la parole à Mme Lilia Rebaï, coordinatrice du projet UE-TN (réseau euro-méditerranéen des Droits de l'Homme).

Lilia Rebaï :

Merci. En tant que réseau, nous avons émis, à l'occasion de la révision du la PEV, un Livre blanc dans lequel nous avons présenté les recommandations du Réseau au sujet de la Politique européenne de Voisinage. Dans le cadre de nos activités, nous avons entamé ce qu'on appelle le dialogue tripartite, entre la société civile, les représentants de l'UE et des pays membres ainsi que ceux du gouvernement tunisien et que nous avons eu récemment à l'ARP.

Je vais développer plutôt le deuxième en complétant ce qui n'a pas été dit depuis tout à l'heure sur les aspects des migrations, que je partage dans l'ensemble.

Je vais compléter avec la PEV, et plutôt sur les relations qui existent entre la Tunisie et l'UE. Ces relations sont quelque part régies par l'Accord d'Association de 95 qui a été effectif à partir de 98 et qui est un partenariat privilégié depuis 2012. D'autre part il y a cette PEV depuis 2004 qui, comme son nom l'indique, est une politique européenne de voisinage, il s'agit de voir comment l'UE voit ses voisins à l'Est et au Sud plutôt qu'une vision commune comme c'est le cas dans le Processus de Barcelone, et peut-être que c'est l'un des facteurs qui peuvent être réducteurs puisque c'est une vision verticale alors que dans le Processus de Barcelone c'était plutôt une vision commune et un construit commun entre les différents Etats de la Méditerranée.

Au sujet de cette PEV, surtout dans sa conception actuelle, je vais parler d'une consultation qui a été lancée par l'UE en mars 2015 et peut-être l'une des premières choses (150 contributions) qui ont été faites dans ce cadre-là par aussi bien des structures organisées comme le Ministère des AE, mais également la société civile et différentes ONG ont répondu à cette consultation. La première chose, c'est qu'il n'y a pas de retour au travail de la société civile, qui s'est pourtant beaucoup investie, c'est donc un travail qui a été fait et qui n'a pas été restitué. Autre chose : la PEV, après l'élan aux premières réactions à chaud de l'UE, après ce qu'on appelle le “Printemps arabe” depuis 2011, on a vu quand même du côté de l'UE un certain engouement pour ces pays-là pour la démocratie, qui



Khalil Zamiti



 **Lilia Rebaï**

➡ s'est traduit par au moins deux communications de l'UE en 2011 et en 2012 sur "les racines de la Démocratie", dans lesquelles on trouvait beaucoup d'espoir du côté de la société civile parce qu'on voyait enfin une main tendue quelque part pour une démocratie, pour les Droits humains, pour des valeurs qui n'étaient pas uniquement marchandes, qui n'étaient pas forcément l'Accord de libre-échange, mais on a vu cette volonté d'aider cette PEV qui a été annoncée en novembre dernier, même si la société civile s'est affirmée, mais on voit qu'il y a davantage une logique sécuritaire qui prime, on parle d'une stabilisation de la rive Sud, on comprend le contexte, mais cet aspect humanitaire passe en second, les Droits de l'Homme n'ont plus leur place alors que c'était peut-être la clé vers un avenir stable et sécurisé par les droits humains et la démocratie. Je vais finir très rapidement sur ce qui fait également partie de cette PEV : on est très vite revenus à la dure réalité politique et économique que sont l'ALECA et l'Accord de libre-échange complet et approfondi, dont les négociations viennent de commencer entre la Tunisie et l'UE, et le partenariat pour la mobilité dont l'accord politique a été signé malgré les hauts cris de la société civile en mars 2014 et dont les négociations vont reprendre en novembre prochain. Cette logique sécuritaire va se retrouver, j'en ai peur et je ne l'espère pas, dans la formule "le partenariat hors la mobilité" où l'on entend parler dans les coulisses de la réadmission des tiers, avec tous les problèmes que cette réadmission peut poser et que l'on voit déjà poindre : aujourd'hui la Turquie est qualifiée de "pays sûr", la Tunisie commence à l'être aussi, mais nous serions également touchés par ces accords de réadmission avec tous les problèmes que cela peut poser pour cette jeune Tunisie qui n'a pas besoin d'enfermement et de barrières à ces mobilités. Le sujet est vaste et je ne veux pas perdre trop de temps. Je vous remercie de votre attention.

Hélé Béji :

Merci beaucoup, Madame, pour cette actualité de l'UE/Tunisie, qui pour l'instant n'a pas connu de solution satisfaisante. Je vais maintenant donner la parole à la salle.

Hatem Karoui :

Je vous remercie. Je suis consultant en exportation et écrivain d'ouvrages historiques, je profite pour dire que j'aurais préféré que M. Bartolone reste avec nous, compte tenu de ses racines tunisiennes, pour lui répondre, mais cela ne fait rien parce qu'il aura certainement l'occasion de lire ce que je vais dire. Il faut savoir que les Maltais et les Italiens étaient plus nombreux que les Français en Tunisie, et qu'ils étaient mieux intégrés dans la société parce qu'ils parlaient l'arabe et il y avait donc chez eux une meilleure compréhension de la religion islamique. C'est là que je veux axer mon intervention : je pense qu'il faudrait peut-être, en France que l'on soit plus tolérant aux niveaux aussi bien de l'apprentissage de la langue arabe, maintenant qu'il y a Internet cela devient plus facile d'apprendre les langues et de comprendre l'Autre, et aussi une compréhension de l'Islam qui est la deuxième religion monothéiste apparue.

C'est une religion universaliste et il faut arrêter de discuter de ce qui nous unit et ce qui nous sépare, c'est une religion qui véhicule beaucoup de messages modernes. Vous savez qu'en France, les Droits de l'Homme, surtout pendant la période des Lumières, ont fait preuve d'une grande connaissance du Monde oriental, avec Voltaire, notamment, et c'est dans cet état d'esprit qu'il faut savoir qu'aux USA il y a une vie communautariste, c'est-à-dire qu'il y a une structure dominante et une structure dominée, contrairement à la France.

Pourquoi aux USA des Musulmans ont été extrémistes, comme Elijah Mohamed, Martin Luther King, et pourquoi Mohamed Ali Klai, du jour au lendemain, s'est fait Musulman ? C'est parce qu'il était malheureux et il s'est retrouvé dans une culture dominée où il ne voyait pas qu'il y avait l'inégalité. Donc le communautarisme débloque cette division et cet enfermement alors que la France, avec ses manœuvres, est susceptible d'intégrer l'Islam, qui ne se distingue ni du Judaïsme ni du Christianisme, si l'on prend son côté positif.

Si l'on commence à dire qu'il parle de flageller, c'est autre chose : dans toutes les religions du Monde, monothéistes ou pas, il y a la violence. Aux USA les Musulmans ont découvert que l'Islam était égalitaire : quand vous entrez dans une mosquée, vous trouvez côte-à-côte un Noir et un Blanc, il n'y a pas de racisme. On peut être religieux, avoir une croyance, et respecter celle des autres, c'est ce qui fait la valeur de l'Islam, c'est un facteur qui est susceptible d'éliminer la peur, et quand les gens se verront acceptés, il n'auront pas envie d'utiliser la violence.

Sid Ahmed Ghazali :

Je vais m'adresser plus spécialement à nos amis français. Je suis Algérien, donc Tunisien et Marocain, et mon message sera d'abord un message de solidarité. Vous avez vécu l'an dernier des événements tragiques où des innocents sont tombés sous les coups du terrorisme et je tiens d'abord à dire la solidarité des Maghrébins envers le peuple de France et de Belgique. Je suis sûr que cette tragédie va contribuer à rassembler nos populations. Ce colloque se tient pour la recherche d'une action commune, voir ce que nous pouvons faire entre Européens et Maghrébins au service de nos populations respectives. La question qui est actuellement à l'ordre du jour, j'imagine que les responsables politiques français, chargés d'assurer la sécurité de leurs citoyens, sont conduits légitimement à rechercher des solutions politiques. Il ne s'agit pas de punir ceux qui ont



commis ces crimes, il s'agit de les empêcher d'agir, c'est ça la véritable sécurité du citoyen.

Je ne cesse de répéter à mes interlocuteurs français que la France est un pays démocratique, c'est-à-dire un Etat de Droit dans lequel la population peut aimer ou ne pas aimer les gouvernements, mais elle est imbibée de la culture de ce que l'Etat est là pour assurer sa sécurité, et que par conséquent, devant toute menace grave, les gouvernements des pays démocratiques peuvent compter sur la coopération de toute la population.

Donc, en l'occurrence, le premier allié du Gouvernement français, c'est le peuple français, et à l'intérieur de la population française, c'est la population française musulmane qui est le plus fort allié dans la lutte contre le terrorisme ; c'est pour cela que le fait de stigmatiser les Musulmans est une manière "de se tirer dans le pied" parce que dans toute lutte contre les éléments subversifs, contre même le grand banditisme et le terrorisme, l'affaire n'est pas une affaire de technologie. Le succès de l'éradication vient avec le renseignement que peut donner la population, et la population musulmane française se sent naturellement plus concernée, plus menacée par le terrorisme qui, je le rappelle, ne tue pas les Chrétiens ; quand il tue un non-musulman, il tue 10.000 Musulmans et c'est le même terrorisme, celui qui a sévi en Algérie et qui sévit maintenant en Europe est un terrorisme qui nous menace directement, Européens et Sud Méditerranéens, et donc c'est une affaire que nous ne pouvons résoudre que solidairement.

Maintenant, un dernier mot, après avoir entendu les interventions de Si Memmiche et de Si Mohamed Aziza, je suis totalement solidaire des Tunisiens et je pense qu'ils sont sur la voie du succès et que le discours que nous devons tenir aux Européens, n'est pas un discours qui doit être basé sur les sentiments. Les relations entre les Etats se règlent par des négociations, et c'est toujours un calcul froid des intérêts et du pouvoir contractuel des gouvernements, par conséquent il est de notre responsabilité

à tous d'aiguillonner nos partenaires européens pour les amener à bien comprendre le problème : *nous ne demandons pas d'argent, nous demandons de construire un partenariat qui soit à même d'assurer la paix et la prospérité dans notre région. Je vous remercie.*

Hélé Béji :

Merci beaucoup, d'autant plus que vous avez lutté contre le terrorisme pendant les années 90 et vous comprenez de quoi il s'agit ; de toutes façons, cela continue parfois, et contre des compatriotes et pas des Européens...

Un ancien ambassadeur :

Je voudrais d'abord, Mme la Présidente, vous féliciter de la manière avec laquelle vous conduisez vos travaux et pour vos interventions d'une grande importance. Je voudrais, à travers vous, remercier M. Bockel pour son intervention : je le félicite pour sa capacité d'écoute et sa participation à notre discussion. Merci d'avoir posé le problème en des termes très clairs, soulignant qu'en présence du président du Parlement français : "oui" pour la libre circulation du personnes, c'est une question importante pour nous, qui pose le problème, dans le cadre des négociations dans le cadre de la PV, dans des termes clairs. Comme vous l'avez dit, il y aurait beaucoup de questions à aborder, notamment la question de l'équivalence des diplômes, la question de la sécurisation des passeports et bien d'autres. Mais l'essentiel est de poser la question de principe, sinon on va se retrouver dans la situation qui a été soulignée par le Professeur lorsqu'il dit : on aura la libre circulation des biens et des capitaux, et pas des personnes. C'est pour nous une question essentielle et qui donne de l'espoir aux jeunes et à ceux qui croient à la nécessité d'instaurer un modèle à l'image de ce que l'on voit en Europe.





J'en viens au deuxième volet de mon intervention qui est le problème des réfugiés. Tout le monde oublie que la Tunisie, au lendemain de sa Révolution, a accueilli 1.300.000 réfugiés, et pour préciser cette situation je me réfère à ce qu'a dit le haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés quand il a déclaré : "Les Tunisiens ont ouvert leurs frontières, leurs maisons, leurs poches et leurs cœurs". Alors lorsque j'entends M. le Président du Parlement parler tout à l'heure des discussions qu'il a eu en Hongrie et ce qu'a fait la Tunisie, je pense qu'il n'y a pas matière à discussion, et je peux aller un peu plus loin en disant que pour célébrer cet élan des Tunisiens, le HCR a déclaré : "Il nous appartient, nous les Tunisiens, d'agir ensemble pour qu'aucun Tunisien ne soit obligé, dans l'avenir, de demander de l'aide". Voilà ce que je peux ajouter. Merci beaucoup pour votre écoute.

Moez Karoui :

Je voudrais m'exprimer par rapport au phénomène migratoire et ceux que l'on considère comme des travailleurs clandestins. En fait, dans le fait d'ériger des frontières pour empêcher les gens d'entrer, il y a un aspect hypocrite et aussi un aspect langue de bois, les autorités européennes, d'un côté considèrent une certaine fraction de la population immigrée comme des esclaves et qui disent qu'ils ne veulent pas d'immigrés, mais derrière ce qu'on appelle "les travailleurs clandestins", il y a aussi le travail clandestin. Donc, s'il n'y avait pas ce travail clandestin, il n'y aurait pas d'émigrés clandestins, et plutôt que de réprimander les gens qui essayent de trouver un abri, on devrait commencer par punir les esclavagistes, mais ceux-là personne n'en parle. Je vous remercie.

Brahim Ben Saïd :

Je pense que le mal est en nous. Il y a dans l'immigration un problème de circulation des personnes. Avec Taïeb et quelques amis, dans les années 70, il n'y avait aucun problème, il y avait les visas, et pas de racisme. En tant que Tunisien, on était fier de le dire. Maintenant les choses ont changé et je comprends tout à fait les Européens d'avoir décidé d'instaurer les visas. C'est malheureux de le dire, mais c'est toujours comme ça : il y a des minorités, qui influent sur la décisions des autres, et la majorité, c'est-à-dire, nous Tunisiens, qui ne demandons, comme l'a dit Mme Béji, qu'à voyager et à connaître d'autres civilisations, nous subissons les conséquences. Cependant il y a une petite réserve à faire : dans l'octroi du visa, on devrait faire preuve de plus de discernement entre les personnes qui ne visent qu'à visiter d'autres pays européens (étudiants, jeunes désirant connaître d'autres civilisations) et les personnes qui pourraient probablement faire de l'émigration illicite et s'installer définitivement à l'étranger. C'est peut-être la manière dans l'octroi de ce visa qui est à revoir, les délais aussi, mais pour nous Tunisiens, j'espère qu'un jour viendra où l'on instaurera un visa pour certains pays qui ne présentent pas de danger pour notre pays. Merci.

Jean-Marie Bockel :

Je voudrais apporter quelques éléments de réforme à tous. J'ai particulièrement apprécié l'intervention de mon collègue député, qui rappelle certaines vérités. Tout à l'heure on est



resté au niveau parlementaire et national. J'ai été pendant 21 ans maire de la ville de Mulhouse en Alsace, qui est une ville traditionnellement intéressée par l'immigration pour le travail, où les communautés algérienne, marocaine et tunisienne étaient, et sont encore, très importantes et pour l'essentiel très fières de leur origine, et très intégrées dans la réalité alsacienne et française et j'ai vécu cela comme une réussite.

J'ai aussi connu —et c'est une manière de répondre à d'autres— le populisme, mais ce n'est pas le cas de tous les Français et j'ai été l'un des premiers maires à organiser des élections municipales où le Front National a fait 30%, puis je l'ai battu et il a reculé de près de 10% (ce qui est pour moi une fierté) mais malheureusement maintenant il remonte... Par contre, je suis actuellement dans l'opposition, après avoir été dans la majorité, cela me rend très modeste par rapport aux clivages politiques dans mon pays. C'est pour cela que je dis que les responsables français, ceux qui se situent dans l'axe républicain, ont leurs défauts, leurs carences, mais le discours de stigmatisation que vous évoquiez ne nous caractérise pas, que ce soit Claude Bartolone ou tant d'autres.

Nous sommes les premiers à nous reprocher à nous-mêmes qu'il y a eu des maladroites, on se dit que si l'on avait su, on n'aurait pas fait telle chose... mais c'est comme ça. Si l'on veut avancer, il faut faire des concessions de part et d'autres, mais cela ne veut pas dire qu'il faut se défaire de ses idées, tel n'est pas mon propos.

Il faut faire un jour un Forum sur "L'Islam en Europe" parce que le problème ne peut pas se régler en trois phrases, et si c'était possible ça se saurait. J'ai été, pendant mes années de maire, un partenaire engagé d'un Islam avec lequel j'ai eu des joies et des déceptions. Tout à l'heure j'ai parlé des communautés historiques ; nous avons une communauté turque, la plus importante, une d'Afrique noire et je les vois au quotidien. Je m'arrête là en répétant que je suis demandeur d'un forum sur cette question avec des gens avec lesquels on pourra parler



fraternellement d'une manière intelligente mais je ne peux pas le dire en trois phrases.

Quand M. Ghazali dit qu'aujourd'hui, en France il faut considérer les Musulmans de France comme des alliés dans le combat contre l'extrémisme, bien sûr, mais, croyez-moi, même s'il a pu y avoir des dérapages isolés — la nature humaine étant ainsi faite — le discours des responsables français a toujours été celui-là. Il n'y a pas eu de discours anti-musulman globalisant ou désireux de créer un sentiment de culpabilité. A ce propos, j'ai une remarque générale à faire : on doit se dire des vérités, on doit s'interpeler, mais on ne doit pas tomber dans la mauvaise conscience — on doit la cultiver à l'égard de soi-même — du moins entre gens de bonne volonté. Dans le cas contraire, on est obligé de "rentrer dedans". Souvent, dans le dialogue Nord/Sud, "le loup existe au coin du bois" ; pour moi, on doit se tourner vers le Monde qui vient.

Quelqu'un a parlé d'hypocrisie, de "langue de bois", cela nous ramène aux pièges à éviter, mais considérer que dans nos pauvres pays — pauvres parce que parfois on se désespère — il faut se dire que l'hypocrisie et la langue de bois, c'est le fait de certains et non pas de la majorité.

Enfin je vous remercie, on a été côte à côte. Taïeb, c'est formidable de nous réunir comme cela ; quand on se réunit, on repart en se sentant plus riche qu'avant. C'est le sentiment que je ressens aujourd'hui et je vous en remercie.

Hélé Béji :

Merci monsieur le Sénateur. Taïeb, tu sais ce qu'il nous reste à faire pour l'année prochaine : "L'Islam en Europe"...

Taïeb Zahar :

Tout à fait ! Et on a déjà Jean-Marie Bockel comme premier intervenant.

Hélé Béji :

La question que l'on va se poser l'année prochaine, c'est qu'il faut se persuader que les terroristes ce n'est pas l'Islam, ce sont des Musulmans. Et pourquoi ? Si ce n'est pas nous qui répondons à cette question, personne ne pourra le faire, parce que ce sont nos enfants, nos jeunes, ce ne sont pas des monstres. Il y a une nouvelle intervention...

Mohamed Kilani :

Juste quelques mots. Tout à l'heure M. Bartolone a cité "le Père de l'Europe", Jean Monnet, qui disait "L'union n'est pas naturelle aux hommes, ce sont les besoins qui les conduisent et c'est la nécessité qui les y maintient". La circulation des personnes suppose qu'il y ait les deux hypothèses : il y a la crise conjoncturelle et la crise structurelle, je pense que nous sommes dans une crise structurelle de part et d'autre de la Méditerranée. Cette crise contraint les gouvernements des deux rives à réfléchir ensemble, de concert, pour trouver des solutions viables.

Sid Ahmed Ghazali a parlé de la sécurité, de l'intérêt de l'Europe à ce qu'il y ait un Maghreb apaisé et sécurisé, qui ait un développement culturel, éducationnel, économique qui se maintient, parce que nous ne sommes pas un marché pour l'Europe : pour qu'il y ait marché, il faut qu'il y ait prospérité, et qu'en même temps nous autres, pays maghrébins, nous devons travailler pour être en rangs serrés et non pas en rangs dispensés comme nous le sommes aujourd'hui, en Tunisie, pour ne parler que du cas que je maîtrise, pour pouvoir affronter (pacifiquement) les partenaires européens avec des arguments solides, au lieu d'être fragilisés par des difficultés intérieures. Je vous remercie.

Hélé Béji :

Merci, j'appelle Monsieur le Premier ministre à conclure à ma place.

Sid Ahmed Ghazali :

Merci. Je voudrais qu'il ne reste pas l'ombre d'un malentendu à l'adresse d'un intervenant. Vous avez remarqué que j'ai commencé mon intervention par l'expression de ma solidarité avec le peuple français, je ne peux pas ne pas commencer un discours de la sorte pour éviter que l'on me fasse un procès en racisme ou ne je sais quoi.

Deuxièmement, je me suis adressé seulement au gouvernement que vous êtes, j'ai simplement voulu donner un éclairage : il est légitime que le gouvernement français protège sa population et je voudrais être sûr que la classe politique française est convaincue qu'elle a là-bas un allié précieux qui est la population française et à l'intérieur de celle-ci, la population française musulmane.

Hélé Béji :

Merci M. Ghazali, je sais que d'autres assistants voudraient encore parler, mais nous sommes fatigués et je me permets de clore les débats. Je vous remercie tous et vous dit "au revoir". ■





2e édition du Prix Hermès

Un moment fort et émouvant



Plus de dix neuf ans déjà, l'organisation du Forum international de « Réalités » n'a cessé de se développer, que ce soit à travers les thèmes abordés ou la qualité des personnalités qui y prennent part. La dernière édition 2016, s'est clôturée, comme l'an dernier, par cette note innovatrice qu'est la deuxième édition du Prix Hermès.

Un prix visant à honorer les personnalités médiatiques, du Sud et du Nord de la Méditerranée, qui ont contribué et lutté pour la défense de la liberté d'expression. Rappelons que lors de la première édition 2015, le prix a été attribué à Marie-Christine Saragosse, présidente de France Médias Monde pour la rive nord et Kamel Daoud, écrivain et journaliste algérien pour





la rive sud. L'hommage posthume a été rendu à Georges Wolinski, caricaturiste décédé lors de l'attentat de Charlie Hebdo et Habib Boularès, journaliste, écrivain tunisien.

Et c'est avec beaucoup d'émotion que Taïeb Zahar a annoncé la 2e édition de ce prix « pour la promotion des échanges dans le domaine de la communication et de la liberté d'expression en Méditerranée ».

Il a souligné que « ce prix prendra une portée particulière dans la mesure où il aura à promouvoir, encourager la liberté d'expression et favoriser les échanges à travers les deux rives de la Méditerranée ».

Le prix Hermès est désormais une action qui s'inscrit dans la fidélité du magazine à « son rôle pionnier de contribuer à mobiliser la solidarité méditerranéenne pour réaffirmer le droit à l'information et à la liberté d'expression tout en défendant les

idéaux d'égalité et de paix dans la région ».

L'émotion était encore plus vive quand furent annoncés les noms des personnalités honorées.

Le président du Forum a tenu à rendre hommage aux éminentes personnalités qui nous ont quittés et à qui le prix a été décerné à titre posthume.

« Ces éminences qui ne sont plus parmi nous, nous ont légué un riche héritage journalistique et littéraire à travers lequel ils se sont évertués à donner ses lettres de noblesse à la liberté d'expression, à l'expression tout court », soulignera-t-il.

En conclusion, Taïeb Zahar mettra l'accent sur la symbolique de ce prix qui a pu voir le jour grâce à la précieuse collaboration de MED 21 et de la COPEAM. « Ce prix est le symbole des peuples qui savent qu'au-delà de leurs intérêts, il y a, tout simplement, les valeurs qui nous unissent ».





Les personnalités honorées de cette 2e édition, sont:

Pour la rive sud : Kamel Jendoubi, ministre chargé des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des Droits de l'Homme. Militant de la gauche tunisienne longtemps brimé et exilé. Président de plusieurs associations des Droits de l'Homme, il avait été choisi pour présider l'Instance supérieure indépendante pour les élections, chargée de l'organisation des élections.

Pour la rive nord : Sampiero Sanguinetti, journaliste, Commissaire d'une exposition intitulée « Reflets d'empire » pour le musée Fresch, musée d'Ajaccio (France). Journaliste qui a connu l'exil pour ses idées, défenseur des Droits de l'Homme, homme de télévision depuis plus de trois décennies, il est aussi l'un des pionniers de la télévision régionale en Corse et l'un des principaux promoteurs de «Via Stella», la télévision insulaire diffusée par satellite. Il fut aussi le rédacteur en chef pour la France de l'émission Mediterraneo, une coproduction méditerranéenne unique en son genre.

L'hommage à titre posthume a été rendu à Leila Alaoui, artiste et photographe franco-marocaine. Elle a été grièvement blessée par balles à la terrasse du Cappuccino le 15 janvier 2016 lors des attentats de Ouagadougou où elle réalisait un reportage pour Amnesty International. Elle avait 33 ans.

Le deuxième hommage a été également rendu à Hassanine Haykel, grand journaliste et écrivain égyptien. Il avait entamé sa carrière en tant que rédacteur en chef du célèbre quotidien égyptien *Al Ahram* avec pour défi principal de relancer le journal qui était en chute libre avant de travailler auprès du président égyptien Gamal Abdel Nasser, pour lequel il rédigeait des discours. Hassanine Haykal devient ministre de l'Information de son pays jusqu'en 1974.

En 1973, le journaliste édite son premier ouvrage sous le titre «Les documents du Caire: l'histoire de Nasser et sa relation avec les dirigeants du monde, les rebelles et les hommes d'Etats», suivi d'une dizaine d'autres livres dédiés à l'analyse l'actualité et



l'histoire politique contemporaine de l'Egypte et du monde arabe. En pleine Seconde Guerre mondiale, il se jeta dans le bain en intégrant la rédaction de *The Egyptian Gazette*, le plus ancien journal anglophone du Moyen-Orient, fondé en 1880 et qui continue de paraître.



Institut Européen de la Méditerranée

L'Institut européen de la Méditerranée (IEMed), fondé en 1989, est un organisme auquel participent le Gouvernement de la Catalogne, le ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération et la municipalité de Barcelone. Il incorpore la société civile au travers de son Haut Comité et de son Conseil d'orientation constitués d'universités, d'entreprises et de personnalités méditerranéennes de grand prestige. Conformément aux principes du Processus de Barcelone du Partenariat euroméditerranéen et avec, aujourd'hui, les objectifs de l'Union pour la Méditerranée, le but de l'IEMed est d'accueillir des actions de même que des projets contribuant à la compréhension mutuelle, à l'échange et à la coopération entre les différents pays méditerranéens, leurs sociétés et leurs cultures. Il vise aussi la promotion de la construction progressive d'un espace de paix et de stabilité, de prospérité partagée et de dialogue entre les cultures et les civilisations dans le bassin méditerranéen.

L'Institut, dans son rôle de think tank basé sur la multidisciplinarité et une approche en réseaux, et spécialisé dans les relations méditerranéennes, encourage l'analyse, la compréhension ainsi que la coopération. Pour ce faire, il participe à des projets de recherche, organise des séminaires, des débats ainsi que des conférences, et se charge de publications, en plus de son vaste programme culturel.

La raison d'être et le but fondamental de l'Institut européen de la Méditerranée répondent aux finalités suivantes :

- Agir en tant que centre d'études et de prospective méditerranéennes au service des administrations publiques, des entreprises, des organismes et des associations qui développent leur activité dans la région méditerranéenne.
- Être un observatoire du Processus euro-méditerranéen et donner de l'impulsion à l'Association euro-méditerranéenne à travers la société civile.
- Renforcer la coopération et l'activité économique en Méditerranée.
- Favoriser le dialogue culturel et promouvoir la connaissance entre les sociétés méditerranéennes.
- Organiser des programmes de visites pour les étudiants, les licenciés, les professionnels et les dirigeants de l'avenir des pays méditerranéens.
- Octroyer des bourses, des subventions et des prix pour la réalisation d'études et de travaux concernant la réalité méditerranéenne sous son angle culturel, historique, social ou économique, et financer des recherches et des thèses doctorales en rapport avec ces thèmes.

Plus d'informations sur **www.iemed.org**

Suivez-nous sur:

-  www.facebook.com/iemed
-  www.twtiter.com/iemed_
-  www.youtube.com/iemedBarcelona
-  <http://www.flickr.com/photos/iemed/>

Du 1^{er} Octobre au 31 Décembre 2016

داخل في الخير، خارج من التاكس.

Profitez de **+20%** de revenus
sur votre épargne.



سبق الخير... تلقى الخير بزايد.